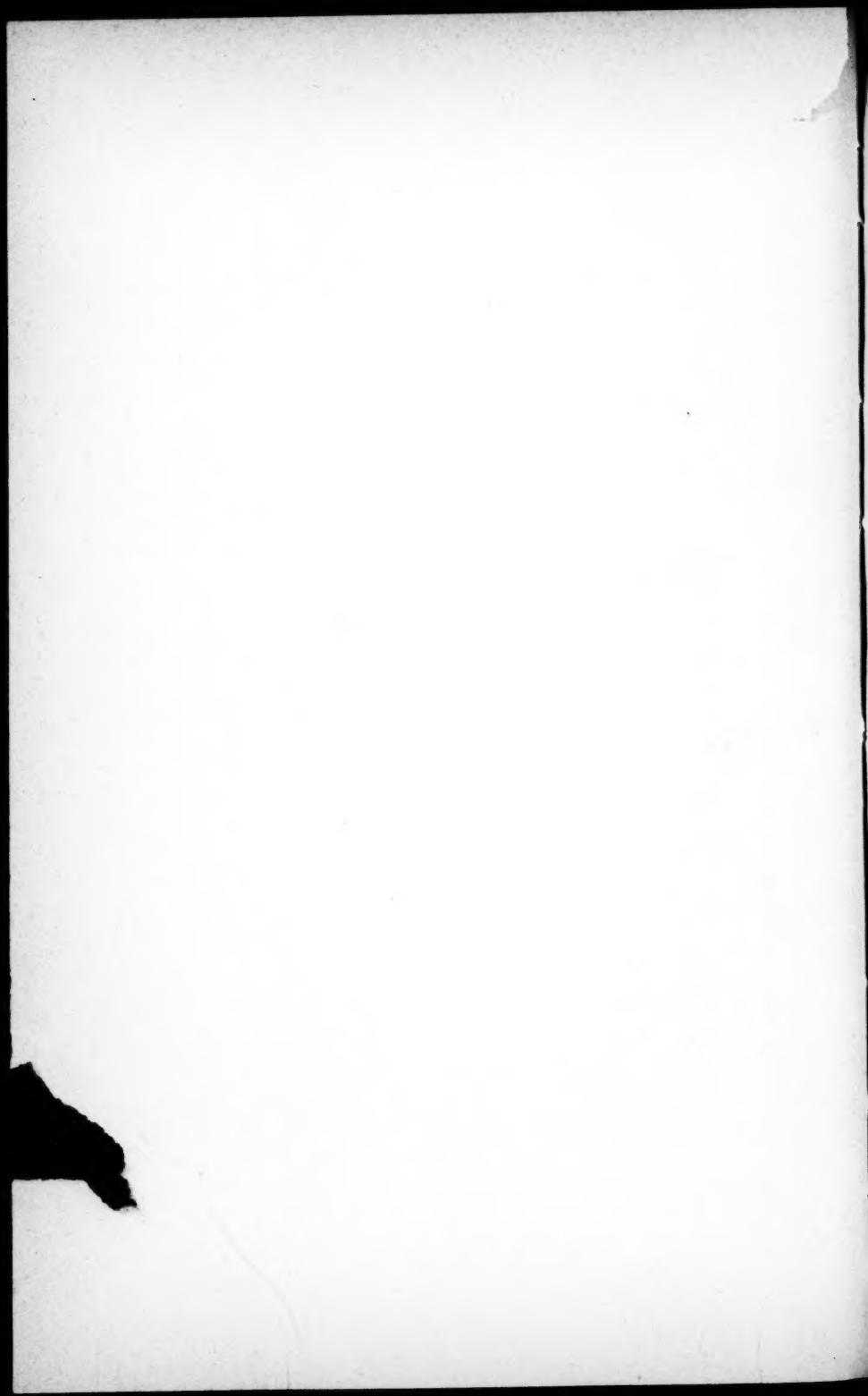


REVUE
HISTORIQUE



REVUE HISTORIQUE

Paraisant tous les deux mois.

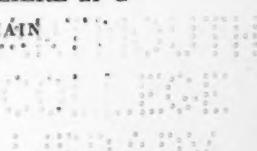
Ne quid falsi audeat, ne quid veri non audeat historia.
Cicéron, *de Orat.*, II, 15.

VINGT-SEPTIÈME ANNÉE.

TOME SOIXANTE-DIX-HUITIÈME

Janvier-Avril 1902.

PARIS
FÉLIX ALCAN, Éditeur
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET C^{ie}
108, BOULEVARD SAINT-GÉRMAIN
AU COIN DE LA RUE HAUTEFEUILLE
1902



D
I

R6

t. 78

1902

H

~~R3282~~

~~vol. 78~~

OCT 29 1928

244513

B.P.

HTUOPIAAG
1928.11.00
VIAZELI

LE
GOUVERNEMENT DE THÉODORIC
ET LA
DOMINATION DES OSTROGOOTHS EN ITALIE
D'APRÈS LES ŒUVRES D'ENNODIUS.

Importance de l'œuvre d'Ennodius. — Sa vie. — Date de ses principaux ouvrages. — Leur critique. — Sources autres qu'Ennodius concernant les Ostrogoths en Italie.

Les œuvres d'Ennodius sont d'une importance capitale pour l'histoire de l'Italie à la fin du V^e siècle et en particulier pour celle de la domination de Théodoric. Ce n'est pas un historien de profession donnant des événements qu'il a vus s'accomplir un tableau d'ensemble méthodiquement composé; ce n'est pas non plus un chroniqueur relatant au jour le jour les faits qui se passent sous ses yeux ou dont il a connaissance. C'est plus et c'est mieux: c'est un contemporain lettré, occupant dans l'Église une haute situation, dans la noblesse une place distinguée, qui écrit à des contemporains, qui s'entretient avec eux des choses et des hommes de son temps et qui, par cela même, nous fournit des renseignements qu'un historien ou un chroniqueur aurait négligés.

Même dans ses œuvres officielles, même dans les morceaux d'apparat qui lui ont été commandés, sa qualité de contemporain se révèle par des détails d'une importance inappréhensible, car il fut un acteur dans les événements qui marquèrent la ruine de l'empire d'Odoacre et la naissance de celui de Théodoric. Le rôle qu'il a joué dans la politique, l'amitié qui l'unit à de grands personnages, la confiance que lui témoignèrent Épiphane et Laurentius, les papes Symmaque et Hormisdas, les hautes charges

occupées par ses correspondants, la parenté qui le liait à beaucoup d'entre eux, toutes ces raisons donnent à son témoignage et à ses écrits une valeur exceptionnelle.

L'histoire de sa vie prouve qu'il était, mieux que personne, en mesure de nous laisser sur la cour de Théodoric, sur son gouvernement, sur l'établissement des Ostrogoths en Italie, des renseignements analogues à ceux que nous fournit, pour la même raison, Sidoine Apollinaire sur l'état de la Gaule au v^e siècle et sur les rois wisigoths.

Magnus-Félix Ennodius est né entre 473 et 474¹. Il paraît être Gaulois ou appartenir à une famille gauloise². Issu d'une race illustre, la gens Anicia, il perdit de bonne heure ses parents et passa son enfance dans le nord de l'Italie. A la suite d'une grave maladie, il entra dans les ordres en 494 comme clerc de l'église de Pavie ; consacré par l'évêque Épiphane, il le suivit à Milan en 495 et y resta ; Laurentius lui continua la protection dont l'avait honoré Épiphane. Diacre en 502, il semble avoir rempli des fonctions de justice ecclésiastique³. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il entretint de nombreuses relations avec des juges.

Par ces différentes dates, on voit donc qu'il fut témoin des dernières années d'Odoacre et de la conquête de l'Italie par Théodoric.

Professeur d'éloquence, il ouvrit ensuite à Milan une école, *auditorium* ; de là les nombreux exercices scolaires, les thèmes à développement, les *dictiones* si fréquentes dans ses œuvres.

Une lutte à propos d'élection pontificale, presque un schisme va le mettre plus en lumière : il se dépensa beaucoup à cette

1. « Tempore quo Italianam optatissimum Theodorici regis resuscitavit ingressus... ego annorum ferme sedecim amitae, quae me aluerat... solacio privatus sum. » (*Eucharisticon de vita sua*, p. 303-5.)

2. Ce point est très discuté. Trois villes prétendent lui avoir donné naissance : Arles, Milan et Pavie. Les historiens italiens penchent généralement pour Milan ; Vogel, Fertig, Sirmont adoptent Arles. En aucun cas il n'y a de preuves certaines.

3. D'après Magani, *Ennodio I*, 338 et suiv. — L'hypothèse n'a rien d'ininvraisemblable, il aurait été à Pavie *defensor ecclesiae*. Le concile d'Éphèse et celui de Chalcédoine (can. XXIII) parlent de cette charge, qui existait au temps de Théodoric (Cass., *Var.*, II, 30) et qui aurait consisté en la défense des causes ecclésiastiques ou de celles intéressant l'Église et les pauvres, devant les juridictions compétentes. On ne pourrait s'expliquer autrement les nombreuses lettres écrites par lui où il fait allusion à ses fonctions judiciaires (129, 29, 258, 12, 128, 16, 48, 20, 24, 25) et celles qu'il envoie au sujet de procès ou de réclamations qui ne le touchent en rien (CCLXXX, CCLXXXI, CCCVI, XXXIII, XC, CXLV).

époque et écrivit sur l'ordre de Laurentius, qui passe pour avoir dirigé les débats des conciles et dont il était le secrétaire, deux de ses principaux opuscules, la *Dictio quando de Roma rediit* et le *Libellus pro Synodo*.

Il devint évêque de Pavie en 510. Ses fonctions religieuses ne le confinèrent pas dans le monde de l'Église. Parent ou ami des plus hauts dignitaires du royaume ostrogoth, allié à toutes les anciennes familles italiennes, panégyriste de Théodoric en 506 ou 507, biographe de saint Épiphane et de Laurentius, bien en cour auprès de Théodoric, légat du pape Hormisda à Constantinople, il eut accès dans tous les milieux et se trouva dans les meilleures conditions qu'on puisse désirer pour voir et pour se renseigner. Il mourut en 521.

Son œuvre présente la même variété que sa vie, dont elle est un écho. Sermons, apologies, leçons, lettres, vers, tout s'y rencontre, et, au point de vue historique, elle serait plus importante et plus intéressante encore si nous la possédions tout entière. Ses lettres d'affaires, négligées par ses premiers éditeurs, n'ont sans doute pas toutes été conservées; ses lettres purement administratives ont dû être dédaignées; on n'a recherché que celles où le brillant du style s'alliait avec cette pompe oratoire qui passait alors pour la plus haute expression de l'art. Traité par la postérité immédiate plus en homme de lettres qu'en historien, on a laissé se perdre tout ce qui ne pouvait fortifier et justifier sa réputation d'écrivain.

Quoi qu'il en soit, cette œuvre, telle qu'elle nous est parvenue, n'en est pas moins une source précieuse pour l'histoire d'une époque sur laquelle les documents sont rares. Sans lui, nous serions réduits aux rescrits royaux, aux formules transmises par Cassiodore, aux jugements d'historiens postérieurs ou aux récits d'annalistes trop brefs. Mais Ennodius fut un lettré, et un lettré de la décadence; en lui se combinent les deux directions nouvelles de la littérature; il est, suivant le mot d'Ebert¹, « rhéteur et évêque, prosateur et poète tout ensemble, » et c'est le rhéteur qui domine. Si les réminiscences littéraires et païennes foisonnent dans ce qu'il écrit, la langue dont il use est presque toujours obscure, précieuse, tourmentée, incorrecte même, ce qui amoindrit souvent la précision de ses renseignements.

1. *Hist. de la littérature latine au moyen dge.* Trad. Aymeric, I, 461.

La chronologie de ses lettres a été établie d'une manière suffisamment rigoureuse par Vogel¹ pour qu'on s'y tienne; d'ailleurs, elle offre peu d'importance. Celle de ses opuscules qui nous intéressent est plus délicate.

La *Dictio quando de Roma rediit* et le *Libellus pro Synodo* sont naturellement datés par le sujet qui y est traité. Le pseudo-Isidore en place la composition entre les troisième et cinquième sessions du synode², ce qui correspond aux années 502 et 503, c'est-à-dire après l'absolution de Symmaque par les Pères. Ennodius s'y montre le défenseur du pape, et surtout dans le second réfute, point par point, les assertions des libelles laurentiniens. Il y a plus de personnalité dans la *Dictio* que dans le *Libellus*, qui est une œuvre officielle³. Ces opuscules sont tous deux des ouvrages de polémique dont la véracité n'a jamais été mise en doute, parce que Symmaque a été reconnu comme l'unique et véritable pontife, comme l'évêque régulièrement élu.

La vie d'Epiphane est une des œuvres les plus précieuses que nous ayons pour l'histoire de la domination d'Odoacre et pour celle de la lutte entre lui et Théodoric. Ennodius, qui l'a écrite avec plus de simplicité que ses autres ouvrages, s'est servi pour la composer de témoignages et a interrogé des souvenirs encore récents⁴. Vogel et Magani s'accordent à la placer entre 504 et 506⁵.

Comme le *Libellus pro Synodo*, le panégyrique de Théodoric est une composition officielle; « j'ai assumé la fonction de panégyriste, » dit-il expressément⁶.

Malgré ce caractère, qui rend forcément les éloges d'Ennodius un peu suspects, le panégyrique n'en a pas moins une grande valeur; on verra par la suite de cette étude que bien des asser-

1. C'est le texte de Vogel (édition des *Monumenta Germaniae*, in-4°) que j'ai adopté; les références se rapportent à la page et à la ligne de cette édition.

2. « Inter III et V synodorum actiones. »

3. La preuve de cette assertion, bien que Vogel ne la trouve pas suffisante, c'est qu'il s'exprime toujours au nom d'une collectivité, alors que l'emploi de la première personne est habituel chez lui. Cf. notamment 57-31, 58-3, 59-35.

4. « ... Nemo enim sub oculis, praesentia poene et nimium nota commorat, nisi qui de veritate confidit, ut quos forsitan dicturus velut impudentiae meae conscos evitarem, eorum auribus relegam illa quae cognovit aspectus, » 85-17.

5. Vogel, Préf., p. xviii-xix; Magani, II, 148.

6. « Suscepi officium laudatoris. » (*Panegyr.*, 209-27.)

tions y sont prouvées, à la lettre, par les documents administratifs de Cassiodore.

On peut peut-être s'étonner que ce soit un évêque catholique qui ait accepté de louer un roi arien. L'explication de cette anomalie peut se trouver dans ce fait que l'Église d'Italie avait pour le roi goth une grande reconnaissance ; il avait apaisé le schisme et, en affirmando l'autorité pontificale, avait rétabli l'union dans le clergé. La lettre d'Ennodius, intitulée : *In Christi signo*¹ et vraisemblablement adressée au pape, traduit le sentiment général. Il y a là comme un essai de panégyrique, et, en rapprochant ce texte curieux de ce qu'il dit dans le panégyrique même, on comprend que ce fût un évêque et que ce fût Ennodius qui célébrât publiquement les mérites du barbare².

Ce panégyrique, — forme oratoire très usitée alors, — fut-il lu ou prononcé ? Est-ce en présence du roi lui-même qu'il l'a débité ou dans son église, dans quelque occasion solennelle ? Quelle date enfin peut-on lui assigner ?

Cipolla veut³ que l'œuvre qui nous occupe soit un exercice de rhétorique envoyé par écrit au roi. Vogel ne se prononce pas ; Fertig⁴, en en parlant, se sert du mot *débité* (*vorgetragen*), puis émet un doute en réfléchissant à la difficulté qu'aurait éprouvée Théodoric, peu lettré, à comprendre pleinement le latin tourmenté d'Ennodius. Magani⁵ reprend, en les discutant, toutes les opinions émises avant lui et finit par conclure dans le sens de Cipolla. Il est bien difficile de se prononcer. Les habitudes de travail d'Ennodius, l'impossibilité matérielle de « dire » un pareil morceau, la longueur du panégyrique, le rôle d'historiographe officiel qu'il avait rempli déjà dans des circonstances solennelles, les biographies qu'il avait composées, tout paraît faire croire qu'il s'agit ici d'une œuvre destinée à une publicité restreinte et non d'un grand discours prononcé devant la cour assemblée ; mais on n'en a aucune preuve irréfutable. Quant à sa date, tous les historiens sont unanimes à la fixer entre les années 506 et 508.

Telles sont, avec les lettres, parfois d'une intelligence difficile, où le sujet important, lucidement traité, est exilé à la fin de

1. Vogel, *CDLVIII*, 318-26 et suiv.

2. « Nunc ecclesia me dirigit laudatorem. » (*Panégyr.*, 209-17.)

3. *Archivio storico italiano*, 1883, p. 357.

4. *M. F. Ennodius und seine Zeit*. Passau, 1855-60. III Abth., p. 4. — 5. II, 162 et suiv.

la missive; avec la diction en l'honneur de l'anniversaire de Laurentius, évêque de Milan¹, les sources principales qu'offre Ennodius sur l'histoire de la domination des Ostrogoths en Italie.

Il en existe d'autres, peu nombreuses à la vérité et n'ayant pas toutes une valeur identique.

C'est d'abord Cassiodore, comme l'évêque de Pavie d'une ancienne famille italienne, dont le père servit Odoacre et qui, sous Théodoric, remplit à la cour de nombreuses et importantes fonctions. Dans les onze livres de ses *Variae*, il a rassemblé la plupart des lettres politiques et administratives, des formules écrites par la chancellerie de Théodoric ou en usage à Ravenne. Il fournit ainsi un complément heureux, en quelque sorte officiel, aux données d'Ennodius. Sa chronique, qui pourrait être fort intéressante, n'est qu'une sèche chronologie, une suite de brèves mentions, presque une simple liste de noms consulaires.

L'Anonyme de Valois, ainsi appelé du nom de son premier éditeur et quelquefois désigné sous le nom d'*Anonyme de Ravenne*, qui, d'après M. Cipolla, se compose « d'une série de fragments provenant d'une source historique plus étendue² », se divise certainement, M. Mommsen l'a bien vu³, en deux parties fort distinctes : l'une, intitulée généralement *Origo Constantini*, écrite sous Arcadius et Honorius par une autre plume que l'autre, qu'on appelle *Chronica Theodoriana*. Cette dernière est évidemment d'un contemporain : la précision des détails, le groupement ramassé, mais point sec, des faits, l'exactitude des détails ne laissent aucun doute à cet égard⁴. C'est donc une source de premier ordre.

Pour l'histoire ecclésiastique, surtout pour celle du schisme laurentinien, les documents principaux, tout aussi importants que les dires d'Ennodius, sont les actes des synodes, les lettres des papes et les rescrits de Théodoric, réunis par Thiel sous le nom d'*Epistolae pontificum romanorum*. Cette question est d'ailleurs celle sur laquelle nous avons le plus de détails : l'Anonyme Blanchinien, appelé aussi l'Anonyme de Vérone, que Muratori a publié⁵, le *Liber pontificalis*⁶ forment sur la matière un tout presque complet.

1. « In natale Laurenti Mediolanensis episcopi, » dictio I. Vogel, p. 1.

2. *Revue critique*, 1893, n° 69.

3. Préface à son édition des *Mon. Germ. hist. Auct., antiqu.*, IX.

4. Mommsen conclut que ce fragment a été écrit après la mort de Théodoric.

5. *Rer. Ital. script.*, III, 2^e partie, p. 45, B. — 6. Ed. Duchesne.

Malchus de Philadelphie fut aussi un témoin, mais un témoin byzantin, de l'expédition de Théodoric. Son œuvre, qui ne nous est parvenue qu'à l'état fragmentaire, vaut plus par ce qu'elle nous apprend sur l'histoire d'Orient que par les renseignements qu'elle donne sur celle d'Occident¹.

Avec lui finit la liste des auteurs contemporains; ceux qui suivent n'écrivirent que postérieurement.

Le comte Marcellin, chancelier de l'empereur Justinien, qui mourut en 534², nous a laissé des notes brèves et arides. Jordonis, qui lui aussi fut évêque, n'écrivit que vers 551-552³; Procope de Césarée date de la fin du VI^e siècle; Paul Diacre est du VIII^e; enfin un auteur, dont on se sert parfois (dont s'est surtout servi Amédée Thierry), Landolfus Sagax, est du XI^e siècle; source trop lointaine et trop douteuse pour être utilisée⁴.

Aucun de ces documents, sauf les documents ecclésiastiques, n'offre la richesse et la variété de ceux d'Ennodius. « Il n'y a guère d'auteur du commencement du VI^e siècle... qui soit plus important pour l'histoire de l'Italie sous la domination des Barbares. Ses lettres, son panégyrique de Théodoric, sa vie de saint Epiphane abondent en détails précieux sur les mœurs, les habitudes de ce temps, sur les conditions administratives et la situation morale de l'Italie⁵. » Ce qu'il y a, en effet, de précieux chez lui, ce qui fait que, malgré son obscurité et sa phraséologie, il est d'une valeur unique pour l'histoire de cette période, c'est qu'il nous permet de reconstituer la physionomie d'une époque et d'ajouter aux faits et aux dates que nous fournissent les autres documents quelque chose d'infiniment rare : la vie.

Maurice DUMOULIN.

(A suivre.)

1. Il serait, d'après Potthast (*Bibl. med. aevi*, 2^e éd., *sub verbo*), de la fin du V^e siècle.

2. Potthast, *loc. cit.*

3. A. Molinier, *Les sources de l'histoire de France*, I, 86.

4. Potthast, *loc. cit.* Son histoire porte généralement le titre d'*Historia Miscellanea*.

5. C. Jullian, *Revue critique*, t. XV, p. 483.

PIER LUIGI FARNÈSE

(*Suite et fin¹.*)

III.

Paul III s'était proposé, dès son avènement, de rétablir la concorde entre les princes chrétiens. C'était une entreprise aussi noble que difficile; les conférences de Nice, en couronnant les efforts du saint-père, mirent le sceau à sa réputation de diplomate et de politique. François I^r et Charles-Quint avaient signé une trêve de dix ans. L'empereur profita de cet accord avec une habileté exempte de scrupules qui en compromit irrémédiablement la solidité. Aussi, lorsqu'il eut résolu de poursuivre Barberousse dans son repaire d'Alger, songea-t-il à se mettre en garde contre une agression éventuelle de la France. Le pape se porta garant des intentions temporairement pacifiques du roi très chrétien, sans négliger, toutefois, de s'enquérir des satisfactions que Charles se proposait d'accorder à son rival. Il insinua l'idée de la cession du Milanais au duc de Savoie qui abandonnerait en retour à François I^r ses États héréditaires, combinaison chimérique sur laquelle le pape ne se faisait aucune illusion et qu'il ne formulait que pour amener l'empereur à envisager sans répugnance la candidature d'un tiers au duché de Milan. Paul III était convaincu que Charles ne céderait jamais de son plein gré cette province à la France, mais il s'agissait de savoir s'il opposerait une fin de non-recevoir absolue aux prétentions de sa fille et de son gendre dans le cas où elles seraient appuyées par la chancellerie pontificale. En mettant en avant le duc de Savoie, c'était, en réalité, la candidature d'Ottavio que le pape posait indirectement sur le tapis.

1. Voir *Revue historique*, t. LXXVII, p. 24.

L'expédition d'Afrique eut l'issue fatale qu'on sait. L'échec infligé par la tempête encore plus que par les Barbaresques aux armes espagnoles rapprocha soudain François I^{er} de Soliman et de Barberousse. La reprise des hostilités déconcertait les plans de Paul III, qui n'épargna aucune démarche pour prévenir une rupture; mais, l'ayant jugée inévitable, il se prononça nettement pour la neutralité. En vain, César le conjura-t-il de se déclarer contre l'allié du sultan; le pontife fit la sourde oreille ou, du moins, il laissa entendre que la remise de Milan ou de Sienne à son petit-fils le tirerait seule de sa réserve. Or, la diplomatie espagnole jugeait inopportun, pour ne pas dire imprudent, de faire ce sacrifice pour complaire à un vieillard presque octogénaire. Restait à savoir si l'empereur se montrerait aussi intraitable que ses conseillers.

C'est sur ces entrefaites qu'eut lieu le colloque de Busseto. Les Farnèse mirent tout en œuvre pour gagner une cause si importante. Ottavio, qui avait bravement payé de sa personne en Afrique, venait de sceller sa réconciliation avec Marguerite d'Autriche. Celle-ci, heureuse d'avoir enfin trouvé un époux dans ce beau jeune homme, vint tomber aux genoux de son père, implorant pour son second mari une grandeur égale à celle que son premier avait reçue en partage. Charles-Quint, soutenu par ses ministres, ne se laissa pas flétrir. Sans formuler un refus catégorique, il mit à l'élévation d'Ottavio des conditions telles que le pape n'y pouvait souscrire sans sacrifier les intérêts essentiels de l'Église. Paul III n'hésita pas à repousser ces honteuses propositions. Les Farnèse s'éloignèrent de Busseto, convaincus qu'en mariant un des leurs à la fille naturelle de Charles-Quint, ils avaient fait un marché de dupes. Qui sait si le monarque irrité n'agitait pas dans son esprit des réflexions du même genre, tout en s'acheminant vers le nord?

Dès lors, le désaccord alla chaque jour en s'accentuant. Tandis que l'empereur poursuivait contre la France une guerre ruineuse, Paul III assistait sans s'émouvoir à la conquête de la Hongrie par les armées de Soliman. Les dévastations que Barberousse infligeait à l'Italie impériale ne le troublerent pas davantage; grâce aux bons offices de la France, le territoire ecclésiastique était respecté. Tout naturellement, l'intimité du roi très chrétien et du pape se resserrait en raison directe de la gravité des griefs qui s'accumulaient entre le pape et l'empereur. A

quelque temps de là, Pietro Strozzi, exilé florentin au service de François I^{er}, n'évita un désastre irréparable que grâce à l'intervention de Pier Luigi, qui lui ménagea fort à propos les moyens de se mettre en lieu sûr. Charles-Quint apprit avec colère l'acte hautement hostile d'un homme qui avait fait longtemps profession de lui appartenir. Les négociations relatives à un projet de mariage entre Vittoria Farnèse et le duc d'Orléans devaient, d'ailleurs, dissiper les équivoques. Indignée de la conduite tenue par les parents de son mari, Marguerite d'Autriche s'écria, dit-on : « Si Sa Majesté est victorieuse et ne se venge pas de tant d'ingratitude, je veux me faire Turque ! »

Cependant, la paix signée à Crépy entre la France et l'Espagne exposait les Farnèse au ressentiment de Charles-Quint, sans leur assurer l'appui du roi très chrétien. Mais, en politique, il ne faut jamais désespérer de l'avenir. Au moment où Pier Luigi avait lieu de regretter amèrement le concours prêté à Strozzi, une lettre de Granvelle vint ranimer, comme par enchantement, son ambition déconcertée. Charles-Quint roulait toujours dans sa tête de vastes desseins. Il voulait profiter de la paix avec la France pour rétablir la plénitude de ses prérogatives sur les princes allemands. Or, la coopération du Saint-Siège était indispensable à la pacification de l'Allemagne. Sans l'appui du conseil œcuménique, pas d'autorité morale ; pas de force matérielle suffisante sans les soldats et surtout sans les deniers du souverain pontife. L'empereur n'eut pas plus tôt pénétré les exigences de cette politique, qu'avec son bon sens ordinaire, il se résigna aux sacrifices d'amour-propre que comportait la situation. Il fit des avances aux Farnèse et chargea Granvelle de choisir Pier Luigi comme l'intermédiaire le plus autorisé entre lui et le pape.

Pier Luigi avait alors quarante ans. Il était de petite taille, mais sa constitution robuste avait assez bien résisté à l'assaut des maladies et à de violentes attaques de goutte. Ses traits ont été fréquemment reproduits par les graveurs et par les peintres ; on les retrouve sur des médailles, dans des portraits, dans les fresques si bien conservées du château de Caprarola, une des œuvres les plus méritoires des frères Zuccari. La plupart des médailles le représentent de profil, le front couronné de cheveux bouclés, les sourcils accentués, le nez aquilin, avec une longue barbe en pointe. Le port de la tête rappelle incontestablement le portrait de Charles-Quint du musée de Madrid : le graveur a

sans doute cédé à la tentation d'établir une certaine ressemblance entre Farnèse et le plus puissant monarque qu'il y eût alors dans le monde.

Mais tous les documents iconographiques disparaissent en regard d'un portrait du Titien. Or, ce n'est pas une fois, mais à deux reprises que Pier Luigi a posé devant le grand Vénitien et les toiles qui furent peintes alors peuvent encore être consultées de nos jours. Ronchini a publié une savante étude sur les relations du Titien avec les Farnèse. Le peintre fit le portrait de Paul III et de presque tous les membres de sa famille. Parmi ces portraits, les uns ont péri ou ont disparu, ce qui revient à peu près au même : les autres ont passé du palais Farnèse à Parme et de Parme à Naples, à commencer par celui du pape qui est un pur chef-d'œuvre. Bien que moins importants, ceux de Pier Luigi n'en portent pas moins l'empreinte du génie. Le caractère individuel du personnage a été saisi sans effort et fixé sur la toile en traits d'une originalité frappante. Il ne reste du premier portrait, exécuté en 1543, qu'une excellente réplique. Le duc de Castro est représenté en gonfalonier, tenant d'une main le bâton de commandement et une épée de l'autre. Il est revêtu d'un de ces costumes du temps, admirables pour mettre en relief les avantages physiques d'un élégant cavalier : pourpoint de soie blanche garni de fourrures, crevés, toque de velours noir à lacets d'or surmontée d'une plume blanche. L'attitude est calme, mais le visage d'une mâle énergie et les yeux, qui laissent échapper une flamme, démentent cette apparente tranquillité. — Sur la seconde toile, peinte deux ans plus tard, Pier Luigi apparaît parlant à un soldat. Il est cuirassé et tête nue. Son visage porte des traces irrécusables de fatigue. L'héritier de Farnèse semble arrivé à un des tournants de son existence agitée. Le capitaine d'aventures a disparu. A sa place a surgi un homme qui, jeune encore, mais mûri par l'expérience, marche dorénavant sans faiblesse vers un but déterminé.

Ainsi que tous les gens superstitieux, Pier Luigi devait considérer une première faveur de la fortune comme le gage de beaucoup d'autres. Puisque la capricieuse déesse lui offrait à l'improvisiste un moyen de réaliser son rêve d'ambition, il fallait saisir l'occasion au passage. Aussi bien le vent favorable pouvait-il tourner brusquement. Un concours providentiel de circonstances contraignait momentanément Charles-Quint à oublier ses griefs.

Mais le revirement était trop imprévu, trop complet et surtout trop intéressé pour être sincère et surtout durable. Le duc de Castro n'eut aucune peine à pénétrer la pensée intime de son ancien protecteur et il se promit de ne pas être la dupe d'un prince qui avait déjà trompé froidement les espérances de sa maison. C'était en définitive un marché qu'on lui proposait. Granvelle, parlant au nom de son maître, demandait un service et promettait une récompense en retour. Pier Luigi se hâta d'accéder à un désir exprimé sous cette forme, mais il se réserva mentalement de déterminer lui-même le prix de ses bons offices et de fixer les conditions du paiement.

Plus on considère la conduite que tint Pier Luigi dans cette importante conjoncture, plus on se convainc qu'il n'était pas indigne de lutter de finesse avec Charles-Quint. Son principal mérite est d'avoir compris que l'empereur ne consentirait jamais à démembrer ses États pour gratifier sa fille naturelle et son gendre de Sienne ou de Milan. Ce fut donc par raison, non moins que par égoïsme, qu'il résolut de ne plus travailler que pour lui-même.

Il ne fit pas preuve d'une sagacité moindre en jetant son dévolu sur Parme et Plaisance. Comme ces deux villes appartenaient au pape, c'était du pape et non de l'empereur qu'il devait en obtenir l'investiture. Or, bien que Paul III ne parût pas enclin à dépouiller le Saint-Siège au profit de son fils, celui-ci avait des raisons de croire qu'il réussirait à triompher de la résistance du souverain pontife et l'événement prouve qu'il avait raison. Cependant, il eût été puéril de supposer Paul III capable de prendre une décision de cette importance à l'insu de Charles-Quint qui prétendait avoir des droits sur Parme et sur Plaisance. Pier Luigi ne se faisait pas d'illusions à cet égard. A défaut d'un consentement formel, l'assentiment tacite de l'empereur était indispensable. Mais cette adhésion, l'empereur pouvait-il la refuser à celui dont il prétendait obtenir les services? En tout cas, le moment était bien choisi pour la solliciter, ou plutôt pour la réclamer comme la condition *sine qua non* de la bonne volonté des Farnèse.

Le plan était habilement conçu; voyons comment il fut exécuté.

Les premières démarches de Pier Luigi devaient avoir et eurent pour objet de cimenter une entente plus ou moins

durable, — que lui importait? — entre le Saint-Siège et l'Espagne. L'obstacle ne pouvait résulter que des répugnances du pape. Paul III avait mis jusqu'alors son industrie à demeurer spectateur de la querelle des têtes couronnées. Cette politique lui avait trop bien réussi pour qu'il songeât à l'abandonner sans motifs graves. Il s'agissait, il est vrai, de combattre les princes allemands, ces sûrs remparts de la réforme. Fort bien! Mais était-il avéré que César poursuivit en eux des hérétiques et non pas des rebelles? Et quelle autorité Sa Majesté se proposait-elle de relever et de fortifier en Allemagne? Celle de l'Église romaine ou celle du trône impérial? L'expérience du pape ne s'y trompa pas; comme toujours, Charles-Quint plaçait en première ligne les intérêts de sa couronne. Mais, d'autre part, le chef de l'Église pouvait-il se désintéresser d'une entreprise qu'il ne cessait de prêcher depuis son avènement et les doutes que lui inspirait la sincérité apparente de l'empereur l'autorisaient-ils à s'abstenir? Au fond, toute la question était là. Abandonné à ses seules inspirations, Paul III se serait probablement borné à réunir le concile et à donner à Charles-Quint de platoniques encouragements; il se trouva que tout le monde autour de lui était devenu subitement impérialiste. Pier Luigi ne comptait pas seulement sur les ambassadeurs d'Espagne et de Florence, ses alliés naturels, il avait avec lui Marguerite d'Autriche, à qui le pape témoignait une confiance croissante, ainsi que les trois cardinaux qui passaient pour être les conseillers écoutés du saint-père : Farnèse, Ascanio Sforza et Gambara. Il ne fallut rien moins que les efforts combinés de ces personnages divers pour lever les objections qu'une longue pratique des affaires soulevait dans l'esprit du vieux pontife. A demi persuadé, celui-ci finit par admettre qu'il pourrait aider matériellement l'empereur à pacifier l'Allemagne.

C'était un premier point de gagné, mais non le plus important. L'inféodation de Parme et de Plaisance en sa faveur: voilà le but principal, ou pour mieux dire le seul, que se proposât Pier Luigi. Dans cette poursuite, il lui fallait renoncer au concours de la diplomatie impériale et sur celui de Marguerite d'Autriche, mais les trois cardinaux cités plus haut lui restaient: il crut que c'était assez. L'entreprise semblait pourtant de celles qui exigent autant d'adresse que de persévérence. Tous ceux qui connaissaient Paul III savaient que, sans les plus puissants motifs, il ne se déciderait pas à dépouiller l'Église pour assurer la grandeur de

sa maison. Ces raisons majeures, Pierre Luigi les trouva dans la situation même des provinces sur lesquelles il prétendait régner.

Depuis le jour où, pour établir les droits suzerains de l'empire sur Modène et Reggio, Charles-Quint s'était prononcé contre les préentions du Saint-Siège, on peut dire que la possession de Parme, — et par Parme il faut entendre aussi Plaisance, — n'avait cessé de causer à la chancellerie pontificale les plus sérieuses préoccupations. La violence triomphante conduit fatalement à de nouvelles violences. L'usurpation de la maison d'Este était de nature à en susciter une nouvelle à courte échéance, d'autant plus que la perte de Modène avait, en quelque sorte, détaché Parme des autres États de l'Église et les laissait sans contact avec eux. L'isolement de cette province rendait toute protection difficile et cela au moment où il semblait nécessaire de la protéger plus étroitement.

La marche à suivre était donc toute tracée. Puisque Paul III nourrissait des inquiétudes au sujet de Parme, il convenait de les aviver et de les exploiter adroïtement. Il fallait lui faire toucher du doigt l'imprudence de confier longtemps à la débile tutelle d'un légat une province exposée à des dangers sans nombre. La France ne venait-elle pas d'en solliciter l'occupation avec de vives instances? L'Espagne la revendiquerait un jour comme une dépendance du duché de Milan. Plus on réfléchissait et plus on devait reconnaître que Parme semblait destinée à être le prix de la victoire dans un prochain conflit. Le Saint-Siège était donc exposé à perdre à la fois le domaine utile et le domaine éminent sur ces territoires, tandis qu'en y envoyant un vicaire la suzeraineté de la tiare pourrait être plus aisément sauvegardée. Un duc vassal de l'Église serait à tous égards mieux placé qu'un cardinal légat pour écarter le péril d'une agression, surtout si on conférait la dignité ducale à un homme de guerre éprouvé tel que Pier Luigi.

Les arguments valent souvent moins par eux-mêmes que par la personne qui les présente et par la façon dont on les présente. Les auxiliaires de Pier Luigi, hommes rompus aux affaires, familiers du pape et habitués de longue date à le pratiquer, ne s'avancient avec lui que pas à pas, avec une lenteur calculée. Paul III n'admit d'abord leurs raisons que pour ordonner des mesures de précaution. Un prétexte se présenta sous la forme de bandes indisciplinées, qui, après avoir paru dans les environs de Plai-

sance, s'étaient jetées du côté de Sienne. Le pape, inquiet, chargea le gonfalonier de mettre les places du nord à l'abri d'une insulte. Pier Luigi quitta Rome avec l'empressement qu'il est facile d'imaginer. Il pourvut d'abord à la défense de Pérouse, d'Ancône et des villes de la Romagne, puis, après avoir traversé Parme, il courut s'enfermer dans Plaisance (25 mai 1545).

Cependant, le saint-père se rendait peu à peu aux raisons invoquées avec persistance par ses conseillers ordinaires. L'amour qu'il portait aux siens l'engageait à ne pas se montrer intransigeant, et, puisque la possession de Parme était aussi précaire, mieux valait confier la ville à un Farnèse que de la laisser choir entre les mains d'un adversaire de l'Église. Mais Paul désirait avant tout agir d'accord avec l'empereur, par crainte d'irriter ce prince et de susciter à sa famille une inimitié redoutable. Heureusement, les circonstances semblaient favorables pour arriver à une entente. Du moment que Charles-Quint demandait au pape des hommes et de l'argent, pouvait-il se refuser à l'abandon de prétentions contestables et contestées? C'est avec l'intention de sonder le chef de la maison d'Autriche que le cardinal Alessandro se rendit à Worms au mois de mai 1545. Granvelle raconte que, dans l'un de ses entretiens avec César, le cardinal exposa le désir qu'entretenait le pape de mettre Parme et Plaisance dans sa famille, ajoutant que « l'investiture de l'empereur n'était pas nécessaire, tellement les droits de l'Église étaient manifestes. » Cette franche déclaration cachait une manœuvre fort habile : sa netteté contribuait à dissiper les équivoques toujours préjudiciables aux faibles ; elle plaçait Charles-Quint en face d'un dilemme embarrassant. Pour échapper à cette fâcheuse alternative, la sagacité du subtil adversaire de François I^e ne lui suggéra aucun expédient, si ce n'est le silence dans lequel il se renferma. Mais, quoique le silence soit d'or, selon la sagesse des nations, il ne représente souvent que la dernière ressource de l'impuissance. C'était cette fois le cas.

Le pape feignit-il d'envisager cette attitude comme un acquiescement tacite? On serait tenté de l'admettre en le voyant décider tout à coup que les troupes pontificales prendraient part à la campagne contre les protestants. Charles-Quint triomphait, mais ne se trouvait pas encore en état d'agir. Bon gré mal gré, il se voyait contraint de remettre à l'année suivante le commencement des hostilités. D'Andelot fut mandé à Rome pour expliquer les

motifs de ce délai, mais il ne fit pas la moindre allusion à l'infeodation de Parme.

Cette réserve, d'autant plus inquiétante qu'elle répondait à des marques non équivoques de bon vouloir, mortifia le pape qui retomba dans ses perplexités. Le duc de Castro ne s'en montra au contraire que plus anxieux de précipiter les événements. Ayant rendu le service qu'on attendait de lui, il voulait en obtenir le prix sans retard, de peur de ne le recevoir jamais. Si l'empereur faisait ainsi la sourde oreille quand on l'entretenait de Parme, c'est qu'il avait résolu de ne pas payer sa dette de reconnaissance; autrement, tout en rejetant une combinaison inacceptable à ses yeux, il aurait proposé son équivalent sous une autre forme. L'indifférence apparente du monarque cachait mal sa mauvaise volonté. Placer l'artificieux César en face d'un fait accompli, c'était déjouer ses calculs, l'envelopper dans ses propres filets, le contraindre à faire bon visage à mauvais jeu, momentanément du moins.

Le palais apostolique devint alors le foyer d'intrigues d'un caractère singulier. Marguerite d'Autriche n'avait pas eu de peine à éventer les projets qu'on caressait dans l'entourage de son beau-père. Comme elle allait être mère, elle avait cessé de se considérer comme une étrangère dans la famille d'Ottavio. La cession de Parme à un Farnèse n'était donc pas pour lui déplaire, à la condition toutefois que ce Farnèse fût son mari. Peu lui importait que celui-ci dût en hériter plus tard de Pier Luigi; sa qualité de fille de César ne lui permettait pas plus de s'accommoder d'une situation subalterne que son ambition de fraîche date d'un long délai. Ottavio n'avait-il pas été de tout temps le candidat du pape au duché de Milan? Pourquoi donc l'écartier au moment où, faute de Milan, on se rabattait sur Parme? Peut-être aussi sa perspicacité précoce lui communiquait-elle la prévision confuse des épreuves que l'élévation précipitée de Pier Luigi réservait aux Farnèse. Douée d'une énergie masculine, elle résolut d'agir et n'eut pas de peine à entraîner son mari dans la lutte.

Les deux époux, maintenant aussi unis qu'ils avaient été d'abord divisés, croyaient pouvoir compter sur le concours tout-puissant de Charles-Quint; ils se trompaient à demi. L'empereur avait en effet décidé de ne rien négliger pour prévenir l'infeodation de Parme; il s'était contenté de prescrire à ses ambassadeurs, s'ils échouaient dans leur entreprise, de faire en sorte que

l'investiture fût concédée à Ottavio, de préférence à tout autre. Ainsi, Charles ne consentait à l'élévation de sa fille et de son gendre qu'en désespoir de cause et dans le but unique d'entraver les projets ambitieux du duc de Castro. Dans son ancien lieutenant, il commençait à entrevoir un homme de taille à saper la prépondérance de l'Espagne en Italie et il agissait en conséquence.

Pier Luigi n'ignorait rien de ce qui se passait à Rome. Il y avait laissé un agent dévoué, son secrétaire Apollonio Filareto. C'était entre eux une correspondance quotidienne. Aux avis motivés qu'il recevait, le duc répondait courrier par courrier, mandant des instructions qui sont des modèles de précision, de souplesse, d'énergie. Filareto manœuvrait de concert avec les cardinaux Farnèse et Gambara; ces trois hommes formaient un trio redoutable. Au fond, le pape ne pouvait hésiter longtemps entre son fils et son petit-fils. En se prononçant pour le premier, il encourait, il est vrai, le mécontentement de Charles-Quint, son allié. Écarter Pier Luigi, c'était, au contraire, jeter sur l'heure dans les entreprises extrêmes un homme habitué à courir jusqu'au bout de ses desseins.

Paul III inclina vers la solution la plus conforme à son caractère. Il convoqua le consistoire pour le 10 août, se réservant jusque-là de gagner les cardinaux, les uns après les autres, dans des entretiens particuliers. Déjà la grande salle du palais de San Marco était prête pour la cérémonie quand, le 9 août, les représentants de Charles-Quint vinrent se jeter aux pieds du pape, en le suppliant de substituer Ottavio à Pier Luigi que leur souverain ne pouvait reconnaître comme duc de Parme. En même temps, Marguerite d'Autriche, qui attendait d'un jour à l'autre sa délivrance, feignait d'avoir été bouleversée par le coup qui frappait son mari. Paul III parut un instant disposé à remettre le règlement de cette épineuse affaire à des jours meilleurs. Mais les intéressés comprenaient trop bien qu'un simple retard équivalait à un irrémédiable échec pour ne pas tenter un effort suprême.

Leur ténacité obtint sa récompense. Il fut décidé que Pier Luigi serait créé duc de Parme et de Plaisance, que le duché de Castro passerait à Ottavio, lequel abandonnerait celui de Camerino à la chambre apostolique et la préfecture de Rome à son plus jeune frère, Orazio Farnèse. Dans le consistoire du 19 août,

le camerlingue Ascanio Sforza démontra que Parme et Plaisance ne rapportaient annuellement que sept mille sept cents ducats, tandis que les revenus de Camerino atteignaient le chiffre de dix mille. Il fit remarquer en outre que les duchés dont il s'agissait d'aliéner le domaine utile et l'administration avaient absorbé, en moins de douze ans, la somme énorme de deux cent mille ducats. Ces explications firent une assez forte impression sur les cardinaux, sans les satisfaire tous. Le doyen du sacré collège, les archevêques de Burgos et de Bologne, Pisani, Carpi et Sadoletto s'abstinent de paraître à San Marco le jour du vote définitif. Caraffa ne s'en tint pas à une protestation muette ; il accomplit ostensiblement ce jour-là un pèlerinage aux sept églises. La décision pontificale n'en réunit pas moins la majorité des suffrages.

Pier Luigi se flattait d'obtenir la souveraineté de Parme sans autre restriction que celle qui dérivait d'une vassalité purement nominale. Paul III ne l'entendait pas ainsi. Le nouveau duc dut s'engager à payer au Saint-Siège un tribut annuel de neuf mille ducats. On lui fit jurer en même temps qu'il n'admettrait sous aucun prétexte de troupes étrangères dans ses États. La bulle d'investiture porte la date du 26 août 1545, bien qu'elle n'ait été rédigée et publiée que quelques mois plus tard.

Titien, qui était alors l'hôte des Farnèse et qui vivait dans leur familiarité, a laissé sur une toile que l'on conserve au musée de Naples un lumineux commentaire de ces luttes domestiques auxquelles il avait probablement assisté. Ce n'est qu'une ébauche, mais une ébauche qui vaut les tableaux les plus achevés. Trois personnages y figurent, le pape et ses deux petits-fils, Alessandro et Ottavio. Au centre, le souverain pontife, vieux et cassé, est assis sur un fauteuil. A gauche et un peu en arrière se dessine dans une pose attentive la figure sympathique et grave du cardinal Alessandro ; le jeune *porporato* semble sur le point d'intervenir pour empêcher l'orage d'éclater. Ottavio s'approche, en effet, de son grand-père, l'échine courbée, dans une attitude d'humilité et d'apparente contrition. Visiblement, il s'attend à une sévère réprimande. Paul III se retourne lentement de son côté ; le visage de l'auguste vieillard exprime des sentiments complexes et pour ainsi dire indéfinissables, au milieu desquels on discerne pourtant une nuance de mélancolie. Cette large composition est un prodige d'observation. Jamais, je crois, peintre

n'a traité un sujet dramatique avec une maîtrise plus souveraine. Les personnages sont certainement peints d'après nature et il semble que ce soit la nature qui les ait elle-même disposés dans l'harmonieuse diversité de leurs poses et de leurs expressions. Ce sont peut-être ces traits d'une vérité si saisissante qui ont décidé du sort de l'ouvrage. On peut admettre sans témerité que le pape ait commandé à Titien ce tableau de famille; mais, quand il eut sous les yeux cette poignante réalité, il comprit apparemment qu'il y a dans l'histoire d'une famille des pages intimes dont il n'est pas séant de permettre la lecture à des étrangers, et il arrêta le peintre dans la voie périlleuse où il s'était engagé.

Aussi bien la paix paraissait-elle rétablie pour toujours dans le sein de la maison Farnèse. Après sept ans de mariage, Marguerite d'Autriche avait mis au monde, le 27 août 1545, deux jumeaux qui furent baptisés, le 3 novembre suivant, à San Eustacchio, sous les noms d'Alessandro et de Carlo. Une inscription placée sous le portique de la vieille église rappelle encore ce mémorable événement. Carlo mourut en bas âge, mais Alessandro vécut pour porter à son comble la gloire de sa famille en se montrant, à la tête des armées espagnoles, le digne adversaire de Guillaume de Nassau et de Henri IV.

Tout semblait conspirer à l'élévation des Farnèse. Il s'en faut pourtant que Pier Luigi fût résigné à jouir paisiblement des faveurs dont l'accabliait la fortune. Ses passions n'avaient pas de limites; elles tendaient toujours au débordement. L'égoïsme, un égoïsme souverain, les dominait toutes, n'épargnant personne, ne flétrissant devant aucune considération. On en eut bientôt la preuve. Ne fallut-il pas, en effet, que son fils, le cardinal Alessandro, lui écrivît pour lui rappeler, probablement sur l'ordre du pape, qu'il devait des remerciements au saint-père et au sacré collège? Il n'y avait même pas songé. Aussi bien se demandait-il déjà s'il ne lui convenait pas de répudier la suzeraineté de l'Église pour briguer celle de l'Empire. Visiblement, il se sent dégagé de toute obligation morale. De prime abord, il se comporte comme s'il ne devait ses États qu'à lui-même, comme s'il les possédait par droit de naissance ou par droit de conquête. Il prend les plus graves mesures et les plus inattendues sans demander l'avis, à plus forte raison, sans solliciter l'approbation du pape, qui est à la fois son père, son bienfaiteur et son suzerain.

Qu'on ne s'y trompe pas, toutefois, ce rare égoïsme cache une force rebelle, il est vrai, à toute discipline, mais d'autant plus redoutable qu'elle a conscience de sa valeur et de l'action qu'elle peut exercer dans le monde.

Paul III avait délégué l'évêque de Casale pour remettre officiellement Parme et Plaisance entre les mains du nouveau duc. La prise de possession de cette dernière ville eut lieu le 27 septembre 1545; mais Pier Luigi, retenu au lit par une attaque de goutte, ne put se rendre à la cathédrale pour entendre la messe du Saint-Esprit. Il fallut que magistrats, fonctionnaires et grands vassaux se rendissent dans sa chambre pour prêter à leur nouveau prince le serment de fidélité.

A peine installé, comme un homme qui dispose de grands biens sur cette terre, Pier Luigi fit son testament. Cet acte, libellé dans la citadelle, porte la date du 11 octobre 1545. Les dispositions sont prises en conformité des bulles pontificales. Ottavio reçoit en partage Parme et Plaisance, ainsi que le marquisat de Novara. Castro et les domaines voisins échoient au jeune Orazio. Mais, afin de marquer qu'il n'entend pas déshériter ses autres fils, déjà pourvus, comme dignitaires de l'Église, de riches bénéfices, le testateur assigne Ronciglione au cardinal Alessandro et Castiglione à Ranuccio. Vittoria enfin reçoit pour sa part quarante mille écus d'or. Il semble résulter de ces legs qu'en recueillant la succession souveraine de Clément VII, Paul III avait abandonné à son fils tous ses biens immobiliers, à l'exception peut-être du palais de Campo di Fiori et des collections artistiques qui s'y trouvaient réunies, puisque le testament de Pier Luigi n'en fait pas mention.

Mais le duc avait hâte d'exercer son métier de souverain. Depuis qu'il résidait à Plaisance avec l'espoir d'y régner bientôt, il méditait sur le genre de gouvernement qui convenait à ces provinces. L'histoire de l'Italie lui conseillait de s'appuyer sur le peuple qui, fatigué de luttes sans cesse renaissantes, suivies de ruines inutiles, aspirait de plus en plus à vivre en repos sous une administration équitable. Cette leçon des événements s'imposait aux esprits réfléchis et la plupart des princes italiens en étaient pénétrés. Pier Luigi devait trouver dans ses propres États des motifs particuliers d'écouter cet enseignement. Sous la paternelle, mais indolente autorité des légats, les principaux feudataires de l'Église avaient contracté les habitudes d'une sorte d'indépen-

dance qui avaient causé plus d'une fois de graves soucis au gouvernement ecclésiastique. On se souvient que le gonfalonier avait dû intervenir en 1537 avec une force armée imposante pour faire rentrer dans le devoir les frères Rangoni. Pareil danger était toujours à craindre avec une noblesse nombreuse et puissante. Parmi les possesseurs de fiefs, quelques-uns avaient leur principal établissement hors du duché; d'autres, conformément à de vieux usages, étaient allés chercher fortune dans les cours ou dans les armées étrangères; les résidents eux-mêmes vivaient au fond de leurs domaines et ne paraissaient que rarement dans les capitales. Ils échappaient ainsi, pour la plupart, à la surveillance du souverain. Un tel état de choses comportait des inconvénients intolérables à un moment surtout où la guerre pouvait éclater à l'improviste, dans un pays voisin du théâtre habituel des opérations militaires.

Ces considérations influèrent directement sur les dispositions de Pier Luigi, mais il est probable qu'il s'inspira également des maximes que Machiavel énonce avec une lucidité implacable dans le plus célèbre de ses ouvrages. Il avait pu y relever les passages suivants, pour ne citer que ceux-là :

« Le prince ne peut pas se mettre en garde contre le peuple, qui renferme trop de membres; il peut au contraire se garder des grands, qui sont peu nombreux. »

« Le prince est toujours obligé de vivre avec le même peuple, mais non avec les mêmes grands, qu'il peut créer ou détruire tous les jours. »

« Le prince qui craint plus ses peuples que les étrangers doit bâtrir des forteresses. »

« On y regardera toujours à deux fois avant d'attaquer un prince qui se sera bien fortifié dans la ville (où il réside) et se sera ménagé l'affection de ses sujets, car les hommes sont toujours opposés aux entreprises où ils voient de grandes difficultés, et l'on ne peut regarder comme une entreprise facile d'assassir un prince qui a son État bien gardé et n'est pas haï de son peuple. »

« Quant aux sujets, il faut craindre qu'ils ne conspirent en secret, ce dont le prince peut assez se prémunir, en fuyant ce qui peut le rendre odieux ou haïssable et en tâchant de contenter le peuple, chose absolument nécessaire, ainsi que nous l'avons dit amplement. — L'un des plus puissants remèdes contre les cons-

pirations, c'est de n'être ni haï ni méprisé de la masse, car ceux qui conspirent croient satisfaire le peuple avec la mort du prince ; mais, s'ils croyaient l'offenser, ils n'oseraient jamais prendre une résolution dont les dangers du côté des conjurés sont infinis. D'où je conclus que le prince doit se soucier fort peu des conspirations lorsqu'il possède la faveur populaire, mais qu'il a tout à craindre de chacun quand le peuple lui est hostile. »

A une dignité nouvelle, il fallait un cadre nouveau. Le duc de Parme ne pouvait se contenter du train qui suffisait au duc de Castro. Désireux de monter sa cour sur un grand pied, sans s'écartez des bonnes traditions, Pier Luigi se fit renseigner minutieusement sur l'ordonnance et le cérémonial des cours voisines. Tout indique que, s'il eût vécu, Parme et surtout Plaisance seraient devenues de superbes cités. Par ce qu'était alors Castro, on peut soupçonner ce qu'il aurait fait, avec le temps, de sa capitale de prédilection. A défaut de San Gallo, il aurait pu recourir aux talents de Vignola qu'on lui avait recommandé. Il n'en eut pas le loisir. Les fêtes qu'il donna en 1546, à l'occasion du carnaval, témoignent de sa libéralité. Des joutes formèrent la partie principale de ces fêtes qui firent grand bruit en Italie. Six jours durant, les plus habiles cavaliers de la péninsule se donnèrent librement carrière. Le duc n'oublia rien pour recevoir ses invités avec magnificence. Des appartements avaient été réservés aux hôtes de distinction dans l'intérieur même du palais ; ils furent indistinctement traités aux frais de la cassette ducale et les vainqueurs emportèrent, comme souvenirs, des prix de grande valeur.

Luciano Scarabelli établit, à l'aide de documents authentiques, les titres que Pier Luigi acquit à la reconnaissance de ses sujets. Il le montre prenant en main la cause des faibles contre les nobles, d'autant plus tyranniques dans leurs fiefs qu'ils étaient plus indépendants du pouvoir central, soulageant les pauvres par une plus équitable répartition des charges publiques, établissant des règles fixes pour la levée des impôts, punissant avec une inexorable sévérité les méfaits et les exactions, ordonnant le recensement des habitants et la confection d'un cadastre, supprimant, dans de sages ordonnances, les entraves qui paralysaient le développement du commerce et de l'industrie. Ces mesures excellentes ne peuvent manquer d'impressionner favorablement la critique de notre temps. Elles auraient à la longue exercé une

influence bienfaisante sur la prospérité publique et assuré par là au prince qui les avait prises une popularité légitime. Mais il faut quelque ingénuité pour admettre que cette habile conduite ait été dictée par un sentiment de générosité ou de justice. Si le duc de Parme avait éprouvé quelque sympathie pour ses nouveaux sujets, il aurait répandu sur tous les effets de sa bonté, et, en réprimant la *prepotenza* des grands, il n'aurait pas cessé de les protéger. Voyons la politique qui le guida dans ses rapports avec l'aristocratie.

Dès le mois de septembre 1545, c'est-à-dire quelques semaines après son avènement, le duc publiait une ordonnance aux termes de laquelle les possesseurs de fiefs situés sur le territoire de Parme et de Plaisance étaient invités à fixer dorénavant leur résidence dans l'une ou l'autre de ces deux cités. Par ce moyen, il gardait près de lui, et en quelque sorte sous sa main, des gens dont la fidélité lui paraissait douteuse : au pis aller, il se réservait des otages en cas de trahison. Il est vrai qu'en fixant dans la capitale des hommes qu'il considérait comme suspects, il se mettait pour ainsi dire à portée de leurs coups. C'est la réflexion que fit Paul III quand on lui rapporta la mesure prise si précipitamment par son fils. Au carnaval suivant, et sous prétexte de rendre plus brillantes les fêtes qu'il se proposait de donner, Pier Luigi exigea la présence à sa cour des femmes de tous ses feudataires. Cette prétention dont on discernait moins clairement l'objet véritable parut exorbitante ; elle provoqua de nombreuses protestations.

La noblesse n'avait été jusqu'alors atteinte que dans son indépendance ; elle fut bientôt menacée dans ses intérêts. Ce n'était pas avec le revenu de sept mille sept cents ducats dont le camerlingue avait parlé aux cardinaux que Pier Luigi pouvait subvenir aux frais d'une administration coûteuse, organiser la défense du pays et payer chaque année huit mille ducats de redevance à la chambre apostolique. L'élévation des taxes s'imposait invinciblement. Ce fut l'aristocratie qui eut à supporter les plus lourdes. Ces mesures étaient rigoureuses ; elles furent rigoureusement exécutées. Si elles eussent été prises à titre exceptionnel et transitoire, on les aurait peut-être acceptées avec résignation comme un mal nécessaire. Mais l'attitude du prince n'était pas faite pour calmer les inquiétudes, tant il affichait son dessein de courber toutes les têtes sous un même joug. L'augmentation des impôts n'avait pas seulement pour but de pourvoir aux besoins

du gouvernement, mais aussi d'affaiblir l'influence et le prestige de la noblesse. De là des murmures, des plaintes, des récriminations, puis des protestations, des menaces, enfin des actes de résistance et de révolte. Les victimes de l'arbitraire cherchèrent des appuis au dehors. La république de Venise intervint amicalement en faveur d'un Girolamo Pallavicini. Un Giovanni dal Verme refusa péremptoirement d'acquitter des taxes qu'il jugeait excessives et en appela à la justice de César.

La politique qui engendrait à aussi brève échéance de pareils actes de rébellion ne trouvait pas grâce devant Paul III. Il reprochait hautement à son fils une conduite qui marquait autant de dureté que d'imprudence. Celui-ci n'avait pas été appelé à régner sur les anciens sujets du Saint-Siège pour introduire des innovations si préjudiciables à une classe tout entière, et c'était une souveraine imprudence que de provoquer le mécontentement des uns avant de pouvoir compter sur le dévouement efficace des autres ! Les remontrances du souverain pontife n'obtinrent aucun résultat. Ce n'est pas que Pier Luigi péchât par excès de confiance ; il était trop perfide pour ne pas se montrer ombrageux, et les rigueurs de son gouvernement reposaient en partie sur des motifs de précaution. Mais il n'avait pu modifier suffisamment sa nature emportée. Assez politique pour se conformer aux autres maximes de Machiavel, il n'avait pas goûté la plus sage et surtout la plus humaine de toutes : « Les États bien organisés et les princes avisés se sont toujours efforcés de ne pas réduire les grands au désespoir et de satisfaire le peuple. » Il avait cherché à satisfaire le peuple, cela est certain, mais sa politique tendait à jeter les grands dans le désespoir.

Peut-être pensait-il qu'une poignée de mécontents isolés n'oseaient jamais conspirer contre lui, à moins de compter sur l'appui d'un prince étranger, et qu'aucun prince catholique ne pousserait l'audace jusqu'à porter la main sur un homme qui tenait par des liens si étroits à la personne du chef de l'Église ! Mais, si le présent était rassurant, l'avenir apparaissait chargé de menaces, car le pape était très vieux et pouvait disparaître d'un moment à l'autre. Pier Luigi ne se dissimulait pas les périls auxquels il serait exposé un jour ou l'autre, et c'est afin d'y faire face qu'il se hâta d'organiser son armée et de bâtrir des forteresses. Son expérience des choses de la guerre devait lui permettre de réunir en peu de temps des troupes capables de se mesurer sans désa-

vantage avec de vieux régiments. Également expert en matière de fortifications, il s'était occupé, dès son avènement, de pourvoir à la défense de ses États. Le plan des principaux ouvrages élaboré sous ses yeux avait été soumis au jugement de Michel-Ange et de San Gallo, comme s'il se fût agi d'un palais et d'une église.

Ces mesures de précaution n'étaient pas inutiles. Charles-Quint avait enregistré avec un dépit violent, on s'en souvient, la cession de Parme au père d'Ottavio. Il s'était donc laissé prendre à son propre piège, lui, le prince habile par excellence! Il se voyait contraint d'avouer qu'il avait été joué par celui dont il comptait faire sa dupe. Son courroux alla grandissant quand il apprit que Vincenzo Buoncampi, chargé de lui notifier l'avènement du nouveau duc, était allé préalablement présenter ses hommages à François I^{er}, qu'il avait été reçu à bras ouverts par le roi et qu'Orazio Farnèse s'établissait définitivement en France. Mais l'irritation qu'il ressentait ne l'aveugla pas sur ses intérêts. Il sut résister à ceux de ses conseillers qui l'engageaient à se saisir de Parme et de Plaisance. L'acte pontifical modifiait-il la situation intérieure de l'Allemagne et l'empereur pouvait-il moins se passer de Rome pour y établir son autorité défaillante? Assurément non. Pourquoi alors se laisser entraîner à un éclat? En beau joueur, que la perte d'une première manche ne parvient pas à décourager, il résolut de laisser son adversaire à l'ivresse du succès, quitte à reprendre la partie plus tard avec tous les atouts dans la main. Il ne fit donc parvenir au pape aucune protestation, s'ingéniant à employer dans sa correspondance des expressions vagues, susceptibles de se prêter à toutes les interprétations.

Prompt à reconnaître ses avantages, Pier Luigi feignit de se considérer comme l'obligé de Charles-Quint. Quand Buoncampi parut à Utrecht, il remercia le souverain de ses bons procédés imaginaires. On le reçut avec courtoisie, mais, lorsqu'il insinua que son maître inclinerait à reconnaître, — *sede vacante*, — la suzeraineté de l'empereur, celui-ci répondit évasivement. Ni ce jour-là, ni depuis le prince ne sortit de la plus prudente réserve, s'appliquant à ne risquer aucune démarche qui pût être interprétée comme la reconnaissance du fait accompli. C'était l'attitude qui convenait le mieux pour sauvegarder les droits, — ou, si l'on préfère, les prétentions, — historiques de la couronne impé-

riale, sans blesser les susceptibilités ombrageuses du Saint-Siège.

La mort du duc d'Orléans (9 septembre 1545) rendait à Charles-Quint la faculté de disposer à son gré du Milanais. Les négociations avec la France n'ayant donné aucun résultat, la diplomatie pontificale reprit ses anciennes visées. On reparla de Milan, on reparla de Sienne. On alla jusqu'à échanger des vues relativement au mariage de Vittoria Farnèse avec le prince d'Espagne ou le fils du roi des Romains. L'empereur se gardait de dissiper prématurément des illusions qui servaient si bien ses intérêts. Il se plaisait, au contraire, à les entretenir, sinon à les encourager.

Il est difficile de décider si Ottavio et son frère aîné, le cardinal, se laissèrent prendre à ces fallacieuses amores. Eux et leurs amis représentèrent au pape qu'il ne pouvait se dérober plus longtemps à ses engagements. Le concile, objet de tant de négociations et de polémiques, se réunit enfin à Trente (décembre 1545). Les pourparlers relatifs à la conclusion d'une alliance offensive contre les protestants exigèrent plusieurs mois : ils n'auraient jamais abouti si les Farnèse s'étaient alors trouvés en pleine communion d'idées avec Pier Luigi. Celui-ci venait de perdre ses dernières illusions sur les fins de la politique impériale. Le nouveau gouverneur de Milan, Ferdinand de Gonzague, passait avec raison pour l'ennemi personnel des Farnèse. En outre, les fonctionnaires impériaux avaient, à deux reprises, affecté de traiter Pier Luigi en simple duc de Castro. Ce procédé pouvait être, à la vérité, le résultat d'une méprise. Buoncampi voulut en avoir le cœur net et il se plaignit à Granvelle; à sa grande surprise, le ministre défendit la conduite des subalternes. Le duc saisit toute la portée de l'incident; les lettres qu'il écrivit à Rome témoignent de ses préoccupations; mais le pape, instruit sans doute jusqu'à un certain point des offres criminelles que son fils avait adressées à l'empereur, ne jugea pas à propos de s'émouvoir. La cour de Rome et la chancellerie impériale finirent par trouver les termes d'un accord qui stipulait une ligue dont la durée était fixée à six mois. Le pape fournissait douze mille hommes et deux cent mille écus. L'empereur s'engageait, de son côté, à ne conclure avec les Luthériens aucun arrangement intéressant la religion ou l'Église sans l'assentiment du Saint-Siège. Il fut entendu en outre que l'armée pontificale serait placée sous les ordres d'Ottavio et que le cardinal Farnèse l'ac-

compagnerait avec le titre de légat. Les troupes quittèrent Rome en juillet, au milieu de l'enthousiasme général, et la guerre commença aussitôt.

Cette alliance, comme toutes celles qui ne reposent pas sur une intime conformité d'intérêts, contenait d'inévitables germes de rupture. Ce n'était pas impunément que Paul III, brisant avec la politique avisée qu'il avait suivie jusqu'alors, concourrait à la réussite d'une entreprise qui tendait à rompre l'équilibre européen au profit du plus puissant monarque qu'il y eût alors dans le monde. François I^r ne s'y trompa pas ; la diplomatie française reçut l'ordre de mettre tout en œuvre pour détruire l'accord qu'elle n'avait pas su empêcher. Les victoires des alliés firent plus que toutes les démarches des ennemis de Charles-Quint pour amener ce résultat. Vers la fin de décembre, la fortune, un moment indécise, inclina tout à coup du côté des armes impériales ; les princes allemands se virent réduits à négocier leur soumission. Cet instant fut celui du retour de Paul III à une vue plus nette des intérêts dont il avait la garde. La ligue expirait au mois de décembre. Tous les efforts tentés par l'empereur pour la renouveler furent vains. L'armée italienne repassa les monts. Peu après les légats, profitant d'une épidémie qui sévissait à Trente, obtinrent de la majorité des membres que les réunions eussent dorénavant lieu à Bologne. C'était le coup le plus sensible que la chancellerie pontificale pût porter à la politique de Charles-Quint, lequel voyait subitement remis en question le résultat de victoires inespérées. Sa colère fut extrême ; il laissa entendre qu'il considérait le procédé de la cour de Rome comme la plus noire des trahisons.

L'échec des princes allemands avait eu pour résultat de ressusciter en Italie les antiques divisions. Guelfes et Gibelins se retrouvèrent une fois encore en présence : d'un côté, le gouverneur de Naples et celui de Milan, Gênes, les Médicis, les Gonzague ; de l'autre, le pape, les Vénitiens, Parme, Ferrare. Là l'Empire et l'Espagne, ici la France. Mais ce partage en deux camps n'indiquait pas une levée de boucliers immédiate. La puissance de César en imposait à ses ennemis ; on s'agitait beaucoup du côté guelfe, on agissait peu.

Il est probable que la faction gibelaine aurait observé une semblable réserve sans l'intervention personnelle du gouverneur de Milan, Ferdinand de Gonzague ou, comme on l'appelait en Italie,

don Ferrante, avait quarante ans. C'était pour Charles-Quint le plus précieux des auxiliaires. Aux talents du capitaine, il unissait les qualités qu'on prisait alors chez le politique : connaissance des hommes et expérience des choses, génie fertile en combinaisons ingénieuses, caractère dépourvu de scrupules, tempérament que ne pouvait ébranler la perspective des plus lourdes responsabilités. Ce n'était assurément pas un homme fait pour se confiner dans les fonctions d'un subalterne. Initié, dès le mois de juin 1545, aux secrets desseins de son maître, il avait appris, avant même d'arriver à Milan, que l'empereur projetait de faire main basse sur Parme et Plaisance au moment de la mort de Paul III. Cette confidence avait causé à don Ferrante une vive satisfaction ; mais, avec la perspicacité que la haine communique quelquefois, il découvrit les défauts cachés de ce programme. Pourquoi attendre que Pier Luigi se fut affermi dans ses États, puisqu'on avait résolu de le perdre ? Comment s'y prendrait-on pour l'atteindre quand il aurait fait de Plaisance une place inex-pugnable ? Ne valait-il pas mieux préparer le coup silencieusement et profiter de la première circonstance favorable pour l'exécuter ? Mais Gonzague n'avait pas voix au chapitre de l'Empire. Il feignit en conséquence de se ranger à l'avis de son maître, se réservant de l'amener insensiblement à sa manière de voir. La correspondance de don Ferrante avec Charles-Quint, publiée en partie par le P. Affò, permet de pénétrer l'habileté singulière, on serait tenté de dire diabolique, avec laquelle le successeur du marquis del Vasto procéda pour parvenir à ses fins. Il prélude par soumettre les Farnèse et en particulier Pier Luigi à une enquête incessante. Leurs moindres actes sont relevés, leurs plus simples démarches enregistrées, leurs propos les plus insignifiants recueillis avec un soin méticuleux. Il va sans dire que les informations centralisées entre les mains de Gonzague ne parvenaient pas à Charles-Quint dans leur intégrité ; le gouverneur de Milan ne lui transmettait que les renseignements de nature à produire une certaine impression. La conduite du pape et de sa famille était présentée sous un jour déterminé, commentée avec une savante perfidie, au besoin audacieusement travestie. Aux faits prouvés venaient se joindre les apparences, les suppositions vraisemblables, les intentions possibles. Et, comme les Farnèse donnaient à l'empereur de nombreux sujets de plainte, il devenait facile de les charger des plus noirs forfaits.

Luciano Scarabelli raconte qu'au commencement du mois de novembre 1546, Pier Luigi, se trouvant à Parme, défendit à son valet de chambre de laisser pénétrer qui que ce fût dans ses appartements particuliers. Or, ce valet de chambre recevait chaque nuit dans le palais ducal une religieuse qui, instruite de la consigne imposée à son amant, lui en demanda la raison. Celui-ci répondit-il par une plaisanterie ou par une confidence? On l'ignore. On sait seulement que la religieuse, ayant appris que le pape et son fils tramaient des choses d'une suprême importance, mit ses compagnes au courant des propos étranges de son galant; celles-ci en parlèrent à leurs amies et le bruit se répandit dans la ville. Les émissaires de Gonzague en recueillirent l'écho. Celui-ci, mis au courant, fit, à son tour, de ce commérage l'objet d'un rapport circonstancié à l'empereur. Singulier temps et singulières religieuses en vérité qui courrent ainsi la nuit où l'amour les appelle et ne font aucun mystère de ce qui se passe au cours de leurs rendez-vous! Quoi qu'il en soit, la conjuration de Gian Luigi Fiesco éclatait moins de deux mois plus tard et n'échouait que par suite d'un vulgaire accident. Dirigée contre les Doria, elle devait atteindre indirectement l'empereur.

Il n'en fallait pas davantage pour que les adversaires de ce prince fussent soupçonnés d'avoir trempé dans le complot. On accusa la France, on accusa Pier Luigi, on accusa même le pape. Il est avéré que Fiesco avait entretenu des rapports intimes avec le duc de Parme, dont il était le vassal pour le domaine de Calestano. Il avait confié à son suzerain ses griefs réels ou imaginaires contre Andrea Doria. Ce qui était plus grave, c'était la vente de quatre galères consentie par le duc et acquises par Fiesco, malgré l'opposition formelle de Paul III. On n'en incrimina pas moins les intentions du saint-père, coupable aux yeux des Impériaux d'avoir reçu secrètement un des Fieschi réfugié à Rome. Quelles que fussent les sympathies de Pier Luigi pour les conjurés, il se montra, après l'avortement de leur criminelle tentative, si zélé pour le service de l'empereur que le gouverneur de Milan ne crut pas pouvoir se dispenser de le remercier de son précieux concours. Mais le duc de Parme acquit peu après la conviction que la cour de Rome, modifiant peu à peu sa politique, inclinait de plus en plus vers la France. Son ardeur pour le service de César en fut singulièrement refroidie et, un beau jour, il opéra pour son propre compte la saisie de Calestano. Ce coup de

théâtre semblait donner raison à ceux qui accusaient le duc d'avoir favorisé la conjuration. L'empereur et ses ministres laisseront percer à ce sujet de tels soupçons qu'Ottavio, blessé des allusions injurieuses qui se produisaient autour de lui, fut obligé de prendre ouvertement la défense de son père.

Toujours aux aguets, Gonzague crut le moment venu de démasquer quelques-unes de ses batteries. Dès le 1^{er} février 1547, il écrit à l'empereur pour lui faire part de la persistance et de la concordance des bruits qui désignent le duc de Parme comme le principal complice des Fieschi. Il lui montre le Farnèse rassuré par la protection du pape, sommeillant dans une sécurité qui durera aussi longtemps que le pontificat, mais qui cessera comme par enchantement le jour de la réunion du conclave. Après avoir ainsi débuté, le mantouan trace ces lignes significatives : « Je voudrais savoir si, une bonne occasion de saisir ces terres (Parme et Plaisance) se présentant, Votre Majesté m'autoriserait à en profiter, quitte à publier ensuite que j'ai agi de mon propre mouvement, sans ordre et à votre insu. » Charles-Quint n'eut garde de repousser la proposition de son lieutenant, mais il avait trop peu le goût des entreprises aventureuses pour lui laisser carte blanche.

Mis en demeure de s'expliquer, don Ferrante développa dans une longue lettre le plan qu'il avait conçu pour s'emparer en premier lieu de Plaisance, de Parme ensuite. L'exposition était d'une clarté qui contribua peut-être à faire reculer Charles-Quint. Ce prince n'avait pas encore eu le temps de se familiariser avec l'idée d'un guet-apens dont la victime serait le beau-père de sa fille. Gonzague dut constater avec dépit que le moment psychologique n'était pas arrivé. Ce mécompte ne parvint pas à le décourager. On ne peut qu'admirer la souplesse avec laquelle il modifia soudain son plan de campagne et l'ironie de la proposition qu'il soumit à son souverain, le 21 avril suivant. Il conseillait d'offrir aux Farnèse l'échange de Parme et Plaisance contre Sienne. Le duché de Milan, disait-il, récupérait ainsi les deux provinces qui s'en étaient détachées et la domination impériale se trouvait consolidée dans le nord de l'Italie. « Votre Majesté sait, ajoutait la lettre, le peu d'amitié qu'il y a entre le pape et moi ; elle peut juger que je me range à cet avis, non pour lui assurer un avantage, mais afin d'en procurer un à Votre Majesté et à sa postérité. » Les Farnèse ne pouvaient agréer une proposition de

ce genre, car, s'ils convoitaient Sienne, c'était pour accroître leur puissance, non pour la limiter. Quant à Charles-Quint, pouvait-il, sans se déshonorer, livrer à des mains étrangères une république qui s'était placée volontairement sous sa protection? Gonzague connaissait mieux que personne les vices de son projet, et on a le droit de penser qu'il le recommandait pour démontrer poliment à son impérial maître qu'en dehors de la violence il n'y avait que chimères et illusions. Tout naturellement, le projet tomba dans l'eau. Cependant, les prévisions du gouverneur de Milan se réalisaient peu à peu. Une lente évolution s'opérait dans l'esprit de Charles-Quint. Les rapports que Mendoza lui adressait de Rome y contribuaient pour une large part. Décidément, il fallait renoncer au retour du concile à Trente. Le pape était mal disposé; il avait fait entendre à l'espagnol les reproches les plus véhéments; ses entrevues fréquentes avec les représentants du roi de France étaient de plus en plus suspectes. — Pier Luigi, de son côté, ne restait pas inactif. Il était parvenu, avec le concours des Vénitiens, à régler les conditions du mariage de sa fille Vittoria avec le duc d'Urbin. A Plaisance même, il jetait les bases d'une nouvelle forteresse. Tout portait à croire que ce prince, qui semblait l'âme de la faction guelfe, méditait un coup de main, qui sait, une surprise contre Milan. Ainsi, la domination espagnole dans la péninsule, objet de si grands efforts, pouvait être compromise! Charles-Quint sortait d'incertitude; sa résolution fut bientôt prise. Le dernier jour du mois de mai, il écrivait à son lieutenant : « Nous trouvons opportun d'agir par la force, comme vous le conseillez. » L'ennemi juré des Farnèse l'emporait enfin; son cœur vindicatif dut tressaillir d'une joie silencieuse.

Ferdinand de Gonzague n'avait pas perdu son temps depuis le mois de février. La réponse qu'il manda courrier par courrier à l'empereur en fait foi. Il n'y est plus question de pénétrer par ruse dans Plaisance, c'est d'une véritable conjuration dirigée contre la personne du duc qu'il s'agit. Plusieurs seigneurs de haut rang, sujets de Pier Luigi, s'étaient concertés en vue de secouer le joug qui pesait sur leurs épaules. Ils avaient résolu de tenter l'entreprise avant que les travaux de la nouvelle forteresse fussent achevés, et, comme ils avaient besoin d'un protecteur, c'est sous la sauvegarde de César qu'ils désiraient se placer.

L'offre était séduisante pour un prince que les scrupules n'arrê-

taient pas. Habitué à n'abandonner rien au hasard, Charles-Quint ne l'accepta pourtant pas sans réserve. Il savait par expérience que les conspirations les mieux ourdies avortent quelquefois, pour le plus grand prestige de la victime désignée et à la confusion des auteurs maladroits ou malheureux. A son consentement, il mit donc des restrictions : que l'entrée des troupes espagnoles dans les murs de Plaisance ne suivrait pas immédiatement l'exécution du complot et que Pier Luigi recouvrerait sa liberté aussitôt que les conjurés seraient maîtres de la ville. Ce luxe de précautions déplut au gouverneur de Milan, mais ne le déconcerta pas. Toujours ferme dans ses résolutions, il ne songea qu'à forcer la main de son maître. L'expédition qu'il imagina peint merveilleusement le personnage. Il suggéra au chef des conjurés, Anguisola, l'idée d'un traité dont lui-même avait rédigé les clauses. Les conjurés s'engageaient à livrer Plaisance au représentant de l'empereur. Gonzague promettait, en retour, au nom de son maître, de ne remettre Pier Luigi en liberté qu'après l'occupation de Parme et de ne diriger aucune poursuite en raison des meurtres qui viendraient à être commis au cours des événements. Anguisola, entrant dans les vues de don Ferrante, mit ce dernier en demeure de souscrire au traité dans un délai de vingt-quatre heures. Gonzague s'empressa d'accepter la proposition des conjurés sous prétexte que ceux-ci, en cas de refus, auraient pu s'adresser au roi de France. La responsabilité de Charles-Quint se trouvait de la sorte à couvert. Il va sans dire que l'empereur fut instruit de ce qui se passait et que le texte du traité lui fut communiqué. Comprenant qu'il ne lui était pas possible de se dégager avantageusement, Sa Majesté ratifia la convention. Cet acte équivalait pour Pier Luigi à un arrêt de mort.

Rien ne s'opposait plus à l'exécution du complot. Un incident imprévu, comme il en surgit souvent en semblable occurrence, remit tout en question : Ottavio était arrivé à Plaisance. Ce n'était pas un secret pressentiment qui l'y amenait, encore moins un soupçon, mais tout simplement le désir de saluer son père avant de se rendre à Rome. Les jours d'Ottavio étaient-ils en danger ? Ce fut une question que Gonzague se posa sur-le-champ et qu'il essaya d'éclaircir en s'adressant aux conjurés. Il leur montrait en même temps l'intérêt qu'il y avait pour eux à user des plus grands aménagements à l'égard du gendre de l'empereur. Mais ceux-ci restèrent d'abord sourds à ces remontrances ; ils

répondirent franchement qu'il leur était impossible de répondre de la vie du fils de leur ennemi mortel.

Bien que sa haine enveloppât tous les Farnèse, le gouverneur de Milan comprit que ce meurtre pouvait entraîner pour lui de terribles conséquences. Il prévint en toute hâte Charles-Quint que la mort du duc de Parme était décidée et qu'Ottavio lui-même courait le plus grand péril. A tout hasard, il prenait ses précautions et s'appliquait à atténuer par anticipation sa part de responsabilité dans l'obscuré tragédie qui se préparait. Le chef des conjurés lui épargna de plus poignantes angoisses en lui annonçant, à quelques jours de là, que rien ne serait tenté aussi longtemps qu'Ottavio demeurerait à Plaisance. Ses amis s'étaient enfin convaincus qu'il y aurait eu folie à faire tomber sous leurs poignards le second mari de Marguerite d'Autriche.

Le jeune Farnèse s'achemina vers la ville éternelle dans les premiers jours de septembre. Il ne se doutait pas que sa présence avait protégé pendant quelques semaines l'existence de son père. Libres d'agir à leur guise, les conjurés décidèrent alors que le complot serait irrévocablement exécuté le 10 du même mois.

Il semble à première vue qu'il était plus facile d'ourdir que de mener à bien une conjuration contre Pier Luigi Farnèse. Installé dans la citadelle de Plaisance, entouré d'une garde nombreuse et dévouée, l'ancien capitaine d'aventures, l'adversaire heureux d'Ascanio Colonna ne paraissait pas devoir tomber dans un vulgaire guet-apens. Trompés par la vraisemblance, les écrivains du temps se sont presque tous refusés à croire qu'un homme de la trempe de Pier Luigi eût succombé aussi misérablement s'il n'avait pas soulevé contre lui la haine presque unanime de ses sujets. Or, on sait maintenant que cette haine universelle n'existant pas. Essayons donc d'expliquer un événement qui paraît au premier abord inexplicable.

Ferdinand de Gonzague avait deviné juste en supposant que le duc de Parme ne se mettrait pas sérieusement sur ses gardes du vivant de Paul III. Pier Luigi ignorait moins que personne qu'il avait des ennemis acharnés. Ainsi poussait-il avec ardeur les travaux de la forteresse de Plaisance, rassemblait-il sous sa bannière des troupes nombreuses et mettait-il tout en œuvre pour se procurer des alliés. Mais ces préparatifs étaient faits en vue d'un péril éloigné ou tout au moins éventuel. A ses yeux, le danger devait surgir avec l'ouverture de la succession au trône pon-

tifical. En attendant, il se croyait en sûreté. Des bruits alarmants, des avertissements répétés étaient néanmoins parvenus jusqu'à ses oreilles. Son secrétaire, Annibal Caro, lui écrivait de Milan, le 17 juillet : « Ici on nous hait, on nous envie et on nous soupçonne... Don Ferrante est circonspect autant qu'on peut l'être...; nul doute qu'on ne médite ou qu'on ne trame quelque chose contre nous. » Un peu plus tard, les allées et venues de courriers entre Augsbourg et Milan donnèrent l'éveil aux amis que les Farnèse comptaient à la cour impériale. Le duc de Parme fut informé des appréhensions motivées de ses partisans, mais il ne prêta l'oreille à ces avis que comme s'il s'agissait de desseins dont la réalisation était loin d'être imminente. Le biographe de Pier Luigi qui a suivi d'un œil attentif les diverses péripéties du drame assure que, si Farnèse restait aussi impassible, c'est que son astrologue, qui était surtout un courtisan, lui avait prédit soixantedix ans de vie. Pour qui connaît l'empire que les sciences occultes exerçaient sur les hommes de ce temps, cette observation n'est pas de nature à surprendre. Mais, si les constellations contribuèrent à endormir le duc dans une trompeuse sécurité, il faut confesser que ses ennemis ne commirent aucune de ces imprudences, aucune de ces fautes de détail qui constituent la pierre d'achoppement des machinations les mieux ourdies. Le sombre héros du sac de Rome ne tomba dans le piège qui lui était tendu que par ce qu'il avait affaire à des adversaires dignes de lui et que, dans un guet-apens comme dans une embuscade, tout l'avantage est du côté des assaillants.

On a vu Ferdinand de Gonzague à l'œuvre : reste à faire la connaissance de son principal complice. Le comte Giovanni Anguissola appartenait à une des premières familles de Plaisance. Il était de haute taille : il avait un caractère énergique et cette « âme grande et forte » dont on a besoin, suivant Machiavel, quand on aborde les « questions de vie et de mort », autrement dit quand il s'agit de commettre froidement un assassinat. Plusieurs écrivains, épris sans doute de la théorie qui veut que, dans tout crime il faille chercher la femme, ont avancé que Pier Luigi avait séduit celle d'Anguissola, Lucrezia Pallavicini. Le comte Giovanni s'est chargé de détruire cette invention, avant même qu'elle se fût produite, dans une lettre adressée à Ruiz Gomez où il déclare, pour excuser son crime, n'avoir agi que par amour de la patrie.

Toutes les histoires qui ont couru en Italie sur les amours supposées du premier duc de Parme avec ses sujettes sont également fantaisistes. Ce n'est pas pour venger l'honneur de leurs parentes que les conjurés ont aiguisé leurs stylets. Pier Luigi n'était pas l'homme des séductions. Jusqu'à présent, du moins, les auteurs n'ont relevé à sa charge ou à son actif aucun roman d'amour. Encore moins versait-il dans la galanterie. A tous les points de vue, il était d'une autre race que les gentilshommes qui égayaient la cour des Valois et dont Brantôme a laissé de si brillants portraits. On ne prête, que je sache, aucune liaison durable au fils de la femme inconnue et, presque seul de sa race, il figure dans l'arbre généalogique de Litta sans enfants naturels. C'était dans la force du terme un débauché qui se plaisait aux orgies où la violence joue la plupart du temps un rôle prépondérant. — Il était d'autre part fort maltraité par la goutte et d'autres maladies quand il parvint au pouvoir, et ces incommodeités lui avaient probablement imposé une modération qui n'a rien de méritoire. Enfin, comme l'ambition avait fini par prendre le gouvernement de sa vie, peut-être avait-il médité cette autre maxime du secrétaire florentin : « Ce que le prince doit éviter, parce que cela le rend plus odieux, c'est de prendre le bien et les femmes de ses sujets. » Il débuta donc comme souverain par une conduite exempte de reproches en ce qui concerne le second article visé par Machiavel. Cette réserve n'aurait peut-être pas duré toujours, et qui sait ce que son tempérament lui eût suggéré, le jour où il aurait été tout à fait maître? Ce qu'on ne peut nier, c'est que son règne de deux ans n'est signalé par aucun acte de séduction ou de violence et que les bruits qui ont couru à ce sujet ne sont que des légendes. Comme ses pareils, Anguissola voyait avec colère le nouveau duc gouverner contre la noblesse et gagner peu à peu la sympathie populaire. D'autre part, il était le familier de Pier Luigi, et cette intimité qui eût détourné un autre homme de la pensée du crime ne fit que l'affermir dans celle de la trahison. Ne lui fournissait-elle pas, en effet, non seulement le moyen de combiner à loisir le scénario du drame, mais encore celui d'entrer en scène de la façon la plus naturelle du monde? J'allais oublier de mettre au nombre des mobiles qui le conduisaient l'appât du gain, comme si les hommes de la Renaissance étaient de simples *dilettanti*.

Dès que Gonzague eut pénétré cette âme implacable, ce carac-

terre d'une résolution inaccessible à la faiblesse, il lui accorda une entière confiance. Ce fut sans l'ombre d'une hésitation qu'il se porta son garant auprès de Charles-Quint. Les fauves se reconnaissent entre eux ! De son côté, Anguissola ne fut pas plus tôt assuré de la protection de l'empereur qu'il se mit à la recherche des acolytes dont il avait besoin. A cette éblouissante époque où les arts jetaient un si pur éclat, on était certain de trouver au premier appel quatre gentilshommes pour commettre un assassinat retentissant. Ceux auxquels Anguissola crut pouvoir s'adresser n'étaient pas précisément des aventuriers : deux Pallavicini, un Landi, un Confalonieri. Ces nobles seigneurs exultèrent à la perspective de verser le sang de leur souverain. Ils se glorifièrent plus tard d'avoir voulu immoler le tyran et délivrer leur patrie de l'oppression. En réalité, ils frappaient un prince italien et ouvraient les portes de leur ville natale aux Espagnols, c'est-à-dire aux plus dangereux adversaires de l'indépendance nationale. Ils se vantèrent d'être des héros ; ils n'étaient que des traîtres. Pour saisir les véritables raisons de leur conduite, il suffit de rappeler qu'au dernier moment ils exigèrent de Charles-Quint la promesse formelle qu'ils ne seraient pas plus inquiétés en raison des vols que des meurtres qui viendraient à être commis au cours de l'entreprise. Autant, plus encore que le désir de la vengeance, la cupidité formait l'objet capital de la conjuration.

L'exécution du complot atteste qu'en fait de traître, Anguissola avait un véritable tempérament d'artiste. Impossible de combiner plus ingénieusement les scènes diverses de la tragédie, de choisir les acteurs avec plus de tact, de jouer lui-même son personnage avec plus de grâce et de naturel. Le comte Giovanni était né conspirateur. Pour son coup d'essai, il voulut faire un coup de maître. Il y réussit.

Le duc avait l'habitude de quitter chaque matin la vieille citadelle qu'il habitait pour aller inspecter les travaux de la nouvelle forteresse, objet de sa sollicitude. Deux mille terrassiers et quatre cents maçons y travaillaient journellement ; aussi, la construction progressait-elle à vue d'œil. La muraille atteignait déjà le cordon, et le maître pouvait supputer le jour où il viendrait s'installer dans cet asile inviolable. — Pendant cette promenade matinale, Pier Luigi était accompagné par ses gardes ; les gentilshommes désireux de lui faire leur cour pouvaient se joindre à l'escorte. Les conjurés avaient décidé que, le 10 septembre, Anguissola,

les deux Pallavicini et Confalonieri suivraient le prince dans sa visite et, au retour, pénétreraient avec lui dans la citadelle. Landi et ses acolytes devaient les y précéder. Ce programme fut exécuté à la lettre. L'inspection terminée, les frères Pallavicini rejoignirent Landi dans la cour de la citadelle et se tinrent à proximité de la porte principale, afin d'être prêts à s'en emparer au signal convenu. Pendant ce temps, Anguissola et Confalonieri, qui avaient demandé audience au duc, montaient au premier étage où se trouvait l'appartement du souverain. Cet appartement se composait d'une salle des gardes et de plusieurs pièces qui servaient de passage et conduisaient à l'antichambre contiguë au cabinet de Pier Luigi.

En revenant de sa visite aux fortifications, celui-ci se mettait à table; le repas terminé, la réception commençait aussitôt. C'était l'heure où gardes et domestiques se rendaient à l'office pour déjeuner. Il ne restait dans l'appartement ducal que les hommes de faction et les gens de service. Les deux chefs de la conspiration entrèrent librement dans la salle des gardes. Confalonieri s'y arrêta et entama la conversation avec le majordome du prince, tandis qu'Anguissola, qui s'était réservé le premier rôle, pénétrait dans une des salles d'attente où se trouvait déjà un des comparses de la conjuration, connu à Plaisance sous le sobriquet de *l'Espagnol*. Plusieurs autres personnes, inscrites pour l'audience, étaient accoudées aux fenêtres, regardant ce qui se passait dans la cour. Les deux conjurés se promenèrent tranquillement de long en large, comme s'ils attendaient leur tour d'être reçus. Un peu plus loin, dans l'antichambre, le portier de la citadelle, vieux serviteur des Farnèse, montait la garde, tout en causant avec un certain Gratiado de' Banchis, celui-là même qui a laissé un récit animé du drame dont il fut en quelque sorte le témoin oculaire. Tout était tranquille dans la citadelle et rien ne semblait présager une catastrophe. Le duc avait déjà reçu deux personnes et le valet de chambre était sur le point d'en introduire une troisième, quand soudain des coups de feu retentirent et on entendit proférer ce cri : « Tue ! »

A ce signal, car c'en était un, Anguissola se précipita l'épée nue dans l'antichambre, la traversa comme un ouragan, suivi de *l'Espagnol* et d'un troisième conjuré, et bondit dans le cabinet du prince. Farnèse fut atteint avant d'avoir pu se mettre sur la défensive. Il tomba percé de coups. La gorge fut traversée de

part en part, disent les témoins du drame; la cervelle s'échappa par une large blessure et se répandit sur le sol: un morceau du menton, avec une touffé de barbe, resta sur les dalles après qu'on eut emporté le cadavre, tant les meurtriers s'étaient acharnés sur leur victime. Cependant, Anguissola avait quitté le cabinet. Il pénétra dans l'antichambre où deux Allemands et le portier gisaient inanimés; puis, après avoir traversé les autres pièces remplies de cadavres, il descendit dans la cour. Un coup d'œil lui suffit pour constater que ses ordres avaient été exécutés de point en point. Landi et Pallavicini s'étaient jetés, au moment voulu, sur les Allemands qui gardaient la porte de la citadelle. Surpris à l'improviste, ces mercenaires n'avaient opposé qu'une faible résistance. Les uns avaient été tués, les autres désarmés et le pont-levis aussitôt relevé. Anguissola prit incontinent les mesures nécessaires pour assurer la défense à l'intérieur de la citadelle. Il posta les hommes dont il disposait dans les endroits les plus accessibles, fit sortir les pages et les serviteurs du duc. Les conjurés se rendirent ensuite au magasin dont la porte fut brisée. Ils s'emparèrent des armes et des munitions et tirèrent trois coups de canon pour avertir les garnisons espagnoles de Crémone, de Lodi et de Padoue que l'entreprise avait réussi.

Ces précautions prises, le comte Giovanni remonta dans les appartements du duc avec ses complices. Le corps gisait sur le sol. Ils le portèrent à la fenêtre et le montrèrent au peuple que le bruit des arquebusades avait attiré sur la place, de l'autre côté du fossé. Les bourgeois de Plaisance reconnaissent leur prince à ses vêtements plutôt qu'à son visage horriblement mutilé. Les conjurés, balançant le cadavre au-dessus du vide, crièrent, comme de nouveaux Brutus: « Liberté, liberté! » Pier Luigi avait la tête en bas; on lâcha le corps qui heurta dans sa chute une sallie de fer et, rebondissant au loin, vint s'écraser au milieu du fossé. Des gamins y descendirent et essayèrent de tirer le cadavre par les pieds; mais ceux du dedans leur enjoignirent l'ordre de se retirer et de laisser là le corps du tyran afin que les citoyens pussent le contempler à leur aise.

Le chancelier de l'Hospital, qui se rendait à Bologne en qualité d'ambassadeur de France près le concile, se trouvait précisément à Plaisance au moment de l'attentat. Dans une lettre latine adressée à Adrien Braque, il raconte qu'après avoir tué leur prince, les conjurés mutilèrent le cadavre et multiplièrent sur lui

les opprobes. « J'ai vu les épées brillantes et les mains couvertes de sang et le trait encore chaud tiré de la blessure récente, le cadavre jeté aux chiens par un procédé barbare et tout autour les corbeaux volant en masse noire. »

Cette glorieuse besogne achevée, les conjurés en entreprirent une autre qui ne leur tenait apparemment pas moins à cœur : ils se mirent à la recherche des trésors cachés dans la citadelle. La chambre du duc subit une perquisition en règle. On trouva sous le lit une caisse de fer qu'on eut toutes les peines du monde à briser ; elle contenait, dit-on, quinze mille ducats d'or, une fortune. Puis on fit main basse sur tous les objets qui offraient une valeur quelconque. Les écuries furent vidées. On décrocha les tapisseries pendues aux murailles et un témoin oculaire assure qu'on n'oublia même pas les clous qui les attachaient. On fit plus, on alla jusqu'à saisir les hardes des domestiques de Farnèse. Le butin était soigneusement déposé dans une salle dont le comte Landi avait la garde. Quand le pillage fut terminé, on fit quatre parts des dépouilles. Anguissola, Confalonieri, Landi et Alessandro Pallavicini s'en adjudèrent chacun une. Ils n'avaient pas perdu leur journée.

Cependant, la municipalité de Plaisance s'était assemblée. Loin de pactiser avec les rebelles, et en communion de sentiments avec le peuple qui criait : « Duc, duc ! Église, Église ! » les magistrats intimèrent aux chefs de la conjuration l'ordre d'avoir à évacuer la citadelle séance tenante. Ceux-ci n'eurent pas un instant la pensée d'obéir à cette injonction. Ils répondirent qu'ayant agi en vue du bien public, ils croyaient mériter des éloges et non des reproches. En réalité, ils ne cherchaient qu'à gagner du temps, sachant que Gonzague les délivrerait bientôt de toute inquiétude. Le prieur et les anciens, qui ignoraient les relations secrètes d'Anguissola et du gouverneur de Milan, écrivirent alors au pape et au cardinal Farnèse. Après avoir déploré le fatal événement, ils assuraient que Plaisance demeurait inviolablement attachée à l'Église et au duc Ottavio. Mais, le lendemain, la scène changea. Les Espagnols se présentèrent dès l'aube à une des portes de la cité, dont les conjurés avaient réussi à se rendre maîtres. On les introduisit dans la ville et la citadelle leur fut remise. La responsabilité de don Ferrante et par suite celle de l'empereur se manifestaient au grand jour. Gonzague eut beau faire savoir aux princes italiens qu'il n'était entré dans Plaisance que pour empê-

cher les étrangers de s'en saisir et épargner à l'Italie de nouvelles épreuves, nul ne crut à la sincérité de ces explications intéressées, bien qu'on feignit d'y ajouter foi, par crainte de la puissance impériale. Aussi bien l'attitude des conjurés attestait-elle à tous les yeux la protection dont ils jouissaient sous la nouvelle administration. On vit Confalonieri caracoler dans les rues de la ville sur un magnifique cheval qui avait servi de monture habituelle à Ottavio Farnèse pendant son récent séjour à Plaisance, et un comparse se mit effrontément autour du cou la collierette blanche brodée d'or de Pier Luigi.

Le cadavre du duc resta longtemps dans le fossé de la citadelle; on le transporta plus tard dans une *chiesola* voisine où il fut enseveli. A son arrivée dans la ville, Gonzague le fit déterrér; puis l'identité ayant été dûment constatée, le cadavre fut, par son ordre, déposé dans un cercueil revêtu de velours noirs et placé sans aucune cérémonie dans l'église de la Madonna di Campagna. Un diplomate raconte que des mains sacrilèges ouvrirent peu après le cercueil et volèrent l'étoffe qui le recouvrait. L'année suivante, dit Poggiali, la dépouille mortelle du duc fut transportée à Parme où on lui fit des funérailles selon son rang¹.

Ainsi pérît par la violence cet homme qui avait si souvent recouru à la violence. Les historiens florentins, pour flatter Cosme et Charles-Quint, les allemands, afin d'atteindre indirectement Paul III, ont feint de voir en Pier Luigi un second César Borgia. C'est un parallèle défectueux par bien des côtés. Pier Luigi naquit, à la vérité, comme César, d'un cardinal qui devint pape; comme lui, de simple particulier, il s'eleva au rang de prince souverain. Les traits communs s'arrêtent là. On chercherait vainement, dans la vie de Pier Luigi, un fratricide retentissant comme celui de Gandia ou le chef-d'œuvre de la perfidie incarnée dans le drame dont Singaglia fut le théâtre. Vainement même on y chercherait un assassinat classique nettement caractérisé. Mais la psychologie des deux personnages diffère encore plus que leurs actes. Farnèse n'eut sans doute pas la mauvaise fortune d'avoir pour père Alexandre VI et il rencontra un frein

1. Pour les détails relatifs à la conjuration de Plaisance et à l'assassinat de Pier Luigi, voir les pièces de l'enquête poursuivie secrètement à Rome par ordre de Paul III, telles qu'elles ont été publiées par Ant. Bertolotti (*Atti e memorie delle R. R. Depulazioni di Storia Patria per le Province dell'Emilia. Nuova Serie, vol. III, Part. I.*).

salutaire là où son devancier ne trouvait que des encouragements au crime. Mais ce qui distingue César, c'est cette inflexibilité qui le conduisit dès l'adolescence à la poursuite de son plan de grandeur. Considérant la domination comme le bien suprême, il y tendait uniquement de toutes les facultés de son intelligence, de toutes les poussées de son tempérament, de toutes les énergies d'une volonté de fer. *Aut Caesar, aut nihil!* telle était sa devise, devise parlante, s'il en fût. Pier Luigi était asservi à des passions fougueuses, mais multiples ; César n'en connaissait qu'une seule. Celui-ci naquit politique ; celui-là ne le devint que dans les dernières années de sa vie. Pour l'honneur de l'humanité, tous deux finirent misérablement, mais Borgia ne fut abattu que par « une extraordinaire malignité de la fortune. » Farnèse se laissa prendre aux embûches d'autrui. Aussi, le premier trouva-t-il, en dépit et en raison même de ses forfaits, des admirateurs parmi ses contemporains ; le second fut condamné pour ses fautes presque autant que pour ses crimes. L'un mérita, — s'il peut y avoir quelque mérite dans la perversité, — de servir de modèle au *Prince* ; l'autre n'en fut jamais qu'un imitateur tardif et imparfait.

IV.

Don Diego Mendoza raconte, dans un rapport adressé à Charles-Quint, que, le jour de la mort de son fils unique, Paul III, enchanté de trouver les constellations propices, s'étendit avec complaisance sur les circonstances heureuses de sa vie, se comparant à Tibère. L'anecdote serait piquante, si elle ne paraissait pas avoir été imaginée dans le but d'égayer l'empereur aux dépens de ses ennemis. Le courrier mandé par les magistrats de Plaisance trouva le pape à Pérouse. Quelque rude que fût le coup, le vieillard n'en fut pas terrassé. Il nomma sur-le-champ un légat chargé d'encourager les habitants dans leurs sentiments loyalistes. La gravité de la situation ne lui apparut clairement qu'au moment où il apprit l'entrée des Espagnols dans la ville. Il rassembla le consistoire et accusa nettement Gonzague d'avoir trempé dans la conjuration. Après avoir confessé qu'il avait trop aimé son fils, il déclara qu'il ne chercherait pas à venger l'injure faite à sa personne, mais que, dût-il souffrir le martyre, il poursuivrait comme chef de l'Église ceux qui avaient

porté une main criminelle sur le gonfalonier et s'étaient emparés par trahison d'une ville appartenant au Saint-Siège.

Le gouverneur de Milan n'avait pourtant savouré qu'à demi les joies du triomphe : ses lieutenants avaient échoué devant Parme. Ne pouvant assouvir complètement sa haine par la ruine complète des Farnèse, le Gonzague ne se déclara pas vaincu ; il stipendia des mercenaires pour faire assassiner dans Rome un des proches parents du pape, de préférence Ottavio. Une lettre, que lui écrivait le comte Caiazzo, nous l'apprend en termes explicites. La tentative avorta, sans laisser de traces suffisantes pour permettre aux offensés de confondre leur féroce ennemi.

Pendant ce temps, Ottavio essayait d'entrer en possession de l'héritage paternel. Il multiplia ses démarches auprès du pape pour obtenir qu'on lui remît Parme et auprès de l'empereur pour récupérer Plaisance. Paul III avait envoyé Camillo Orsini dans la première de ces villes avec ordre de la défendre jusqu'à la dernière extrémité contre tout assaillant, quel qu'il fût. Marguerite d'Autriche annonça son intention d'aller avec ses fils implorer la justice de son père et de se tuer à ses pieds, s'il se montrait impitoyable. Gonzague n'en déploya que plus d'ardeur à faire valoir les nécessités de la raison d'État. Toujours ferme dans ses résolutions, Charles-Quint refusa nettement de lâcher sa proie. Ces événements singuliers inspirèrent, dit-on, à Caro, les vers caractéristiques que voici :

Caesaris injussu Farnesius occidit heros
Sed data sunt proemia sicariis;
Tres sunt haeredes : dux, Margherita, gemelli,
Hunc sacer, hanc genitor, hos spoliavit avus.

De son côté, Paul III prenait une résolution digne d'un grand pontife. Déplorant d'avoir prêté une oreille trop favorable à ceux qui avaient plaidé naguère auprès de lui la cause de Pier Luigi, il reconnaissait maintenant avec amertume que ses complaisances avaient abouti à la mutilation du domaine pontifical. Dans le but de prévenir une seconde spoliation et d'annuler, s'il était possible, l'effet de la première, il résolut de réunir purement et simplement le duché de Parme et de Plaisance aux autres États de l'Église. Les efforts combinés des Farnèse et de la diplomatie impériale retardèrent, mais ne purent empêcher l'exécution de ce dessein. Ottavio fut averti d'avoir à se contenter désormais du duché de

Camerino. Déçu, le jeune homme s'enfuit secrètement de Rome et courut à Parme dans la pensée de s'en emparer. Le pape entra dans une grande colère en apprenant cette nouvelle. Il fit appeler le cardinal Alessandro qu'il soupçonnait d'avoir connu, de lui avoir caché et peut-être même d'avoir inspiré la tentative coupable de son frère. Il eut avec lui une violente explication, se plaignant « que les siens mesmes estoient ceux qui le trahissoient. » Il redoutait surtout qu'on pût le soupçonner d'être de connivence avec Ottavio. « Sa Sainteté, » écrit le cardinal de Ferrare à Henri II, « m'a assuré n'avoir, en sa vie, eu chose dont elle ait tant reçu d'ennuy..., n'estimant rien au pris la fascherie et le déplaisir que ce lui a été la perte de Plaisance et du feu duc Pierre Louis. » Mais, lorsqu'il sut que Camillo Orsini, gouverneur de Parme, avait refusé d'y recevoir Ottavio, « il changea tout le déplaisir qu'il avoit en un grand contentement. »

Ces événements se passaient à la fin d'octobre 1549 et le pape Farnèse avait quatre-vingt-trois ans. Cependant, Marguerite d'Autriche ne négligeait rien pour obtenir que le saint-père pardonnât à son mari et lui rendît son héritage. Elle vint seule au Vatican, le 27 octobre ; elle y retourna le lendemain avec le cardinal Alessandro ; elle suivit le pontife à la Magliana. Le vieillard resta inflexible, exigeant que son petit-fils vînt à Rome faire amende honorable.

Dépouillé à la fois par son beau-père et par son grand-père, Ottavio refusa d'obéir. Il était secrètement poussé à la résistance par Madame, par le cardinal Alessandro et par les Sforza. Seule, Girolama Orsini, cette femme qui apparaît, à travers les voiles du passé, entourée d'une véritable auréole morale, prenait le parti du vieux pape. Voici ce qu'écrivait Capilupi au cardinal de Gonzague le 26 octobre 1549 : « La duchesse sa mère lui a aussi fait entendre (au cardinal Farnèse) tout ce qu'on pouvait dire, je le sais de bonne source, et elle en a dit plus encore au duc, l'appelant traître, lui qui en qualité de capitaine et de gonfalonier ne devait pas quitter Rome sans la permission de Sa Sainteté, ni commettre un acte aussi contraire à sa volonté, que jamais désormais les princes d'Italie ne le verraien d'un bon œil et autres choses semblables. » Et l'agent continue par cette réflexion énigmatique : « Or, le monde va ainsi, qu'une mère est obligée de se réjouir au nom du bien public que son fils soit exclu de ses États. »

Abandonné de ceux qu'il avait comblés de bienfaits, Paul III dut faire un retour douloureux vers le passé lointain et pleurer amèrement les fautes de sa jeunesse, dont les conséquences venaient le frapper si durement au déclin de sa vie. Le jour des Morts, il voulut soulager son cœur en l'ouvrant à l'ambassadeur de Venise. Il faut lire dans la correspondance de Matteo Dandolo le récit détaillé des événements qui suivirent. Ces lettres, destinées à l'information secrète de la Seigneurie et qui n'ont vu le jour que de notre temps, offrent l'intérêt poignant d'un drame. Le 3 novembre, anniversaire de son couronnement, Paul III donne un banquet; mais il est préoccupé et, au lieu d'offrir de la musique à ses invités comme à l'ordinaire, il ne s'entretient que d'affaires avec eux. Le 6, il quitte le Vatican avant le lever du soleil et se rend à sa « vigne » de Monte Cavallo. Le cardinal Alessandro l'y rejoint bientôt et lui donne lecture, après dîner, d'une lettre qu'il vient de recevoir d'Ottavio. Celui-ci, après de banales excuses, annonce qu'il est entré en relation avec les Impériaux, dans le but de recouvrer Parme, et il ajoute que Gonzague lui a promis son assistance et qu'il a rencontré en don Ferrante un homme bon et honnête. Devant ce cynique aveu, en entendant son petit-fils parler ainsi de l'assassin de Pier Luigi, le souverain pontife ne put se contenir. Dans son indignation, il arracha la barrette que le cardinal tenait à la main et la jeta par terre.

Le coup avait été trop rude. Le vieillard eut une attaque. Il fallut le mettre au lit. La fièvre ne devait plus le quitter. Tandis que le cardinal Alessandro ne songeait qu'à prendre des mesures hâtives en vue du prochain conclave et extorquait à son grand-père la révocation des ordres envoyés à Camillo Orsini, Paul III s'apprêtait à rendre son âme à Dieu. Il reconnut Marguerite d'Autriche quand elle se présenta devant lui avec son fils. Il bénit plusieurs fois cet enfant qui devait être appelé à une si brillante destinée, reçut les saintes huiles au milieu des assistants en larmes et mourut le 10 novembre 1549 en prononçant ce seul mot : « Parma. » Les médecins qui firent l'autopsie du cadavre, écrit Matteo Dandolo, constatèrent que tous les organes étaient sains, excepté le cœur où l'on remarqua trois gouttes de sang.

Ferdinand DE NAVENNE.

LE
COMPLÔT DE L'AN XII

(Suite¹.)

III.

Mehée de la Touche à Londres.

Tandis que Georges Cadoudal attendait l'occasion propice pour exécuter, avec sa milice soldée de chouans campés à Totton et à Rumsey, le « coup essentiel » qu'il méditait depuis 1800, et que Pichegru caressait l'espérance de renverser le gouvernement consulaire avec l'appui de Moreau et des militaires mécontents, un aventurier, Mehée de la Touche², arrivait à Londres, se disant envoyé de Paris par un comité de Jacobins disposés à se rallier aux Bourbons et chargé de débattre les conditions d'une entente entre les partis extrêmes, royalistes et républicains, contre Bonaparte.

Jacobin lui-même, il passait pour avoir signé, en qualité de secrétaire de la Commune insurrectionnelle du 10 août, les bons de paiement destinés aux égorgateurs de Septembre. Il s'en était défendu, la Terreur passée, dans une brochure, publiée sous le nom de Felhemesi (Mehée fils), *la Vérité tout entière sous les vrais auteurs de la journée du 2 septembre*. Comme tant d'autres thermidoriens, Robespierre mort, il avait rejeté sur le

1. Voir *Revue historique*, t. LXXIV, p. 278, et t. LXXV, p. 257.

2. Mehée de la Touche, fils d'un professeur du Val-de-Grâce, chirurgien distingué, qui a laissé des ouvrages (traité des lésions à la tête, traité des plaies d'armes à feu), avait servi dans la police de Louis XVI avant la Révolution, puis avait été envoyé en Pologne et en Russie comme agent secret par les Affaires étrangères. A son retour à Paris, en 1791, il fut peut-être un agent secret de Danton, membre du club des Jacobins.

tribun disparu la responsabilité des massacres juridiques de 93 : ses pamphlets, *la Queue de Robespierre*, *Rendez-moi ma queue* et *Défends ta queue*, le rangeaient parmi les vertueux censeurs d'un régime de sang abhorré. Il continuait jusqu'à Germinal le journal de Tallien, *l'Ami des citoyens*. Mais le jacobin s'inquiétait des progrès de la réaction à la veille de Vendémiaire, et, avec son ami Réal, il rédigeait le *Journal des patriotes*, organe du parti montagnard ; il était même compromis dans la conspiration de Babeuf, prenait la fuite et ne reparaissait qu'après Fructidor, triomphe du parti jacobin. Avec Antonelle et Vatar, il fondait le *Journal des hommes libres*, défenseur des intérêts du parti, et continuait à le rédiger après le 18 brumaire, payé par Fouché, ministre de la police, pour entretenir l'opinion des « crimes des royalistes et des dangers de la contre-Révolution. » Entre-temps, il avait occupé des situations importantes : tour à tour secrétaire général du ministère de la Guerre, chef de la deuxième division politique au ministère des Affaires extérieures, secrétaire général du département de Rhin-et-Moselle, secrétaire général des armées par la protection du ministre de la Guerre Bernadotte.

Son importance diminuait après Brumaire. Pourtant, il avait connu Bonaparte quand celui-ci n'était encore que commandant du camp de Paris. Même leurs relations avaient revêtu quelque apparence d'intimité. Dans son *Mémoire sur Procès*¹, il se plaisait plus tard à rappeler une conversation ancienne qu'il avait eue avec Joséphine, alors M^{me} de Beauharnais, au sujet des massacres de Septembre. Mais Bonaparte, à son arrivée au pouvoir, éloignait de lui les comparses gênants qui lui rappelaient son passé jacobin ; désireux de rallier les royalistes réductibles, il tenait à l'écart de sa cour naissante Mehée, réputé « septembriseur. » Le *Journal des hommes libres* lui déplaisait par ses attaques incessantes contre les hommes et les idées d'ancien régime ; il le fit supprimer, après une sortie violente contre les septembriseurs qu'il voulait chasser. Le journal reparut trois jours après, « plus audacieux que jamais » ; Fouché s'était porté garant de Mehée². Mais la protection de Fouché, qui le recevait chez lui avec Barrère et Tallien, ne consolait pas Mehée de sa

1. Publié en 1814. Voir ci-dessous.

2. Madelin, *Fouché*, I, 315.

disgrâce. Rancunier, il profitait d'une demi-liberté de la presse pour se venger.

Le *Journal des hommes libres* racontait l'histoire de malheureux lapins et de canards de basse-cour, que Talleyrand avait fait placer dans sa propriété de Neuilly pour la chasse de Bonaparte et qu'il fallut tuer à coups de pieds, Bonaparte travesti en prince oriental et Talleyrand en Pantakaka, auteur de tout le mal¹. Mehée fondait un autre journal, l'*Antidote, ou l'année philosophique et littéraire*, critiquant la politique contre-révolutionnaire du premier consul, finalement supprimé par leur ordre². Après une *Pétition de J.-C.-H. Mehée aux consuls*, pour se défendre d'avoir signé les bons des égorgeurs de Septembre, pétition restée sans effet, notre jacobin aurait même écrit le pamphlet, dont le titre dit assez le sens : *Un mot sur cette proposition : la gloire de César n'a jamais été un problème pour personne*, à laquelle on propose de substituer celle-ci : *L'usurpation de César n'a jamais été un problème pour personne*. Il publia aussi une brochure « contre une note fort trahie dans laquelle le sénateur Garat avait eu pour but de prouver que les grands personnages qui étaient parvenus au pouvoir par la gloire des armes avaient été en même temps des amis de la liberté³. » Ce mécontent du gouvernement consulaire se mettait en relations avec les princes en Angleterre. Le conseil de Monsieur écrivait à celui du roi, deux mois après l' entrevue fameuse de Bonaparte et de Cadoudal, donc en mai 1800 : « Les rapports de M. Mehée de la Touche sont concluants, ceux de tous nos émissaires qui ont, de près ou de loin, accès chez M. de Talleyrand, et même chez M. Fouché, disent la même chose. Le gouvernement consulaire est impossible longtemps. Les affidés de M. Bonaparte avouent même qu'il déperit chaque jour au moral comme au physique. Il n'y a donc qu'à patienter un peu⁴. »

Mehée, coupable d'avoir contrarié les vues secrètes du premier consul, en critiquant sa politique de réaction, en dénonçant ses projets d'usurpation, fut, après l'attentat de Nivôse, incarcéré au Temple, avec ces victimes de la politique consulaire dont Jean Des-

1. Lewis Goldsmith, *Histoire secrète*, 99; Fauriel, *les Derniers jours du Consulat*, 128.

2. *Biographie nouvelle des contemporains* (1824), article Mehée.

3. *Catalogue du British Museum*, au mot Mehée, et Fauriel, 127.

4. *Georges Cadoudal et la chouannerie*, 237.

trem nous a raconté l'histoire. Plus heureux que les cent trente-deux proscrits compris sur la liste du sénatus-consulte du 14 nivôse, dont soixante-dix allaient partir pour les Seychelles et mourir dans l'exil, il ne fut pas comme eux « mis en surveillance spéciale hors du territoire européen de la République. » Il fut inscrit sur la liste du 17 nivôse an IX (7 janvier 1801) et « mis en surveillance dans l'intérieur de la République, excepté les départements de la Seine, Oise, Eure-et-Loir, etc., non déporté ni interné¹. »

Il ne resta pas longtemps au Temple. Fouché ne l'avait laissé inscrire sur la liste qu'à regret. Le 18 nivôse, en le remerciant de « l'intérêt » qu'il voulait bien prendre à sa position, Mehée lui demandait un passeport pour Dijon, pour aller voir son père qui, disait-il, se mourait d'inquiétude : Fouché autorisait le préfet à lui accorder ce passeport. Arrivé à Dijon, il ne s'y trouvait pas encore assez libre : gêné par les mesures de surveillance du préfet à son égard, il s'en plaignait au préfet, qui en référait au ministre, et Fouché prévenait ce dernier : « Cette surveillance consiste à faire observer, s'il y a lieu, sa conduite, à ne pas lui donner de passeport pour quitter cette ville. » En dépit de cette liberté apparente, un mois à peine après son arrivée à Dijon, il demandait au ministre de quitter Dijon pour se rendre à Somer-Fontaine (Oise), où résidaient alors sa femme et ses enfants. L'arrêté du 17 nivôse lui interdisait le séjour dans l'Oise. A sa lettre du 27 février, suivie de celle du préfet du 3 mars, Fouché répondit cependant par un « oui, » et le « cabinet du ministre » en avisa le préfet de la Côte-d'Or².

En fait, il était libre et dut revenir à Paris, comptant sur la protection du ministre. Mais le premier consul ne l'entendait pas ainsi. Au cours d'une séance du Conseil d'État, dont Thibaudeau nous a conservé le souvenir, le 12 vendémiaire (4 octobre 1801), il reproche violemment à Fouché de protéger ouvertement les Jacobins : « On laisse faire un journal par un Mehée, un homme qui a fait le Deux Septembre. J'ai le tout signé de sa main. Voilà les gens que l'on protège! Est-ce que je devrais me mêler de tout cela? Est-ce que la police ne devrait pas y pourvoir? Je ne me repose pas sur la police. Je fais ma police moi-

1. Liste autographe (avec les ratures et les corrections) du 17 nivôse, dans les *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*.

2. Archives nationales, F7 6306.

même. » Fouché répondit : « La police veille, » et Mehée fut de nouveau incarcéré au Temple¹.

Il y resta quelque temps, suspect aux royalistes, comme Fievée, qui s'y trouvaient enfermés, et qui le considéraient comme une créature du ministre, chargé de dénoncer leurs propos². Puis, le 2 brumaire an X (24 octobre 1801), le « bureau particulier » de Fouché ordonnait à l'inspecteur général de la gendarmerie, Radet, « de prendre sur-le-champ toutes les mesures nécessaires pour faire conduire avec sûreté à Saintes devant le préfet de la Charente-Inférieure le C. Mehée détenu au Temple; » le même bureau prévenait le préfet de la Charente-Inférieure de son arrivée prochaine à Saintes : « L'intention du gouvernement est que cet individu soit envoyé à l'île d'Oléron³. » Fauriel, alors secrétaire du ministre, reconnaît que « cette déportation eut lieu avec des formes si brusques et si arbitraires qu'il est presque impossible d'y supposer le moindre concert entre Mehée et la police, pour parvenir à un but secret, par un détour artificieux. »

Le 13 brumaire (4 novembre), il était arrivé à Saintes et partait pour Oléron. Il y retrouva quelques-uns des complices de Babeuf, Buonarotti, Germain, Cazin, Blondeau et Moroy, condamnés à la déportation en l'an V, avec un certain nombre des proscrits du 14 nivôse, qui devaient être déportés à Cayenne, Félix Lepelletier, Charles de Hesse, Destrem, entre autres, et Vatar, son ancien collaborateur au *Journal des hommes libres*. A la crainte d'une déportation prochaine se joignaient, pour accroître leurs souffrances, la misère et parfois la faim. Ils n'étaient pas nourris par le gouvernement qui les avait déportés et devaient se procurer le pain par leur travail dans les petites villes de l'île, le préfet de la Charente-Inférieure ne leur faisant passer qu'après de longs retards et fort irrégulièrement les trois francs qui leur étaient alloués par jour pour leur subsistance. En outre, la discipline d'Oléron était dure : les condamnés, libres à l'ordinaire de circuler dans l'île sous la surveillance du maire du Château, étaient, à la moindre incartade, enfermés dans la citadelle⁴.

Aussi, Mehée sollicitait le préfet de la Charente-Inférieure de

1. *Mémoires sur le Consulat*, 102.

2. Fievée, *Correspondance*, 1, 92.

3. Archives nationales, F⁷ 6306.

4. Destrem, *les Déportations du Consulat et de l'Empire*, 159 et suiv.

le faire transférer à l'île de Ré, où la discipline était plus douce, où il était plus facile de se procurer des vivres, un logement. Il désirait faire venir auprès de lui sa femme et ses enfants. Le préfet en référa au ministre le 20 novembre, et le « bureau particulier » envoya l'autorisation demandée. Fouché continuait à procurer à son protégé les petites satisfactions compatibles avec les ordres du premier consul.

Il ne resta pas longtemps à Saint-Martin-de-Ré, puisque nous le retrouvons à Oléron au moment de son évasion, sa famille s'étant fixée momentanément à Saint-Jean-d'Angély. Il y était revenu déjà lorsque, le 11 juin 1802, le préfet de la Charente-Inférieure transmettait à Fouché une nouvelle requête : Mehée demandait à aller en surveillance dans sa famille à Saint-Jean-d'Angély, avec parole d'honneur de n'en pas sortir¹. Cette fois, Fouché ne répondit pas, sentant la disgrâce proche. Son ministère était supprimé en effet le 14 septembre. Cette nouvelle fut sans doute un coup de foudre pour Mehée : criblé de dettes, qu'il avait contractées pour se nourrir, il apprenait encore que, le 16 octobre, Bonaparte avait ordonné l'embarquement secret des prisonniers pour Oléron. Dès lors, il prépara sa fuite. Plusieurs de ses compagnons d'exil lui avaient donné l'exemple : Lamberthé, Toulotte, Félix Lepelletier. L'évasion était possible : « Il est très difficile, écrivait le préfet au grand juge, pour ne pas dire impossible, d'empêcher les évasions dans des îles qui ont six à sept lieues de côtes, démunies de garnisons et dans lesquelles abordent chaque jour beaucoup de navires étrangers. » Le général Argout, détenu à Oléron, allait jusqu'à la Rochelle et Rochefort exciter les officiers des garnisons de ces deux villes à seconder les projets d'insurrection qu'il formait contre le premier consul².

Il s'évada en décembre sans la moindre connivence de la police, quoi qu'en dise Lewis Goldsmith, qui prétend que son évasion lui fut facilitée par Réal, devenu conseiller d'Etat. Le 11 novembre, le grand juge l'autorisait seulement à se rendre à Saint-Jean-d'Angély. Mais, lorsque le sous-préfet de Marennes se préoccupa de lui transmettre l'autorisation, il apprit par une lettre du maire du Château que Mehée venait de s'évader. Le préfet de Saintes donna de cette évasion l'explication très simple que nous en avons

1. F⁷ 6306.

2. Destrem, 168.

donnée; sa lettre du 29 décembre, une autre du 19 février 1803 ne justifient en aucune manière l'hypothèse de Lewis¹.

Il se réfugia à Paris, où il était plus facile de se tenir caché qu'ailleurs. C'est là qu'il arrêta sa ligne de conduite, avant de partir pour Londres. Pour comprendre la décision qu'il prit et le plan qu'il élabora, il faut nous rappeler qu'il était entré déjà en relation avec le conseil de Monsieur, le comte d'Artois, en Angleterre. Il faut savoir en outre qu'il avait eu des relations antérieures avec des émigrés réfugiés à Londres. Il avoue carrément dans son *Alliance*, publiée en 1804, qu'à l'époque de la Terreur, il rendait aux royalistes « tous les services » que lui permettait sa situation, qu'il était de ce fait « hautement appelé royaliste », qu'il avait sauvé de l'échafaud des émigrés comme Bertrand de Molleville, répandu un factum en faveur de Louis XVI, introduit en France de faux assignats, envoyés par l'ancien ministre de Louis XVI; en le retrouvant à Londres, Bertrand de Molleville lui déclarait que « ni lui ni les princes ne l'avaient regardé autrement que comme un royaliste². »

Il faut aussi connaître les liaisons qu'il avait nouées à Oléron et à Ré. Ces dépôts de proscrits étaient devenus d'actifs foyers de conspiration. Non seulement le général Argout, mais Germain, Lemery et bien d'autres complotaient le renversement de Bonaparte. A Saint-Martin-de-Ré, ces proscrits se rencontraient avec les officiers de la garnison; plusieurs mangeaient à la même table, à l'hôtel Genest³. Or, un de ces officiers, le colonel Oudet, était le chef d'une association mystérieuse, celle des Philadelphes, association née en Franche-Comté, et dont les papiers de Weiss, aujourd'hui classés à Besançon, permettent d'apprécier les principes et les combinaisons⁴.

Cette association s'est proposé généralement : 1^o d'unir contre Bonaparte les partis extrêmes, royalistes et républiques; 2^o de provoquer en Franche-Comté une insurrection

1. Destrem, 174 et 176.

2. *Alliance*, 21, 24.

3. Destrem, 166.

4. L'histoire des Philadelphes est à faire. M. Léonce Pingaud, qui a découvert les statuts primitifs des Philadelphes et les noms des premiers adhérents, a bien voulu me procurer quelques renseignements à leur sujet. Il pense que « les Philadelphes ont bien réellement existé et sous l'influence d'Oudet, mais que, voués au culte assez vague des principes, ils ont peu agi. »

susceptible de s'étendre aux provinces voisines de l'est, ayant comme points d'appui les places de Besançon, Dôle, Dijon, surtout Auxonne, où tous les approvisionnements d'artillerie se trouvaient réunis. Au dire de Nodier, un des membres de cette association, dont le livre *les Sociétés secrètes de l'armée* n'est pas tout entier un roman, Oudet, qui avait été récemment envoyé en garnison à l'île de Ré, où il s'était marié, fit des confidences à Mehée dans le but de le gagner à la cause des Philadelphes, sans lui révéler d'ailleurs le nom ni tous les secrets de la société. Mehée utilisera les confidences du colonel à Londres ; l'analogie est frappante entre ses plans (alliance des Jacobins avec les royalistes contre Bonaparte, insurrection des provinces orientales) et ceux des Philadelphes¹.

Mehée connaissait aussi peut-être, soit pour en avoir fait partie, soit pour en avoir entendu parler à Paris ou à Oléron, l'existence d'une autre société secrète, qui préoccupait singulièrement la police en l'an XII. Desmarests découvrait en Frimaire an XII, à Paris, une association mystérieuse, « l'Union invisible » (Mupiop Ipxitième), « ayant des grades, des brevets, des diplômes chiffrés, » dont les membres s'engageaient à ne jamais révéler à qui que ce soit l'existence de l'institution, à ne s'enquérir ni du nom ni du nombre des sociétaires, à tenir sous le plus grand secret le nom de l'« initiateur » (Ipiaviaeus). Les initiés devaient bien méditer la maxime suivante : « On frappera la tyrannie (vysappie), quand elle n'apercevra dans le cercle immense de Mupiop Ipxitième ni centre, ni circonference, ni fond, ni rives, ni direction, ni chefs ! Et de quelle inquiétude ne sera-t-elle pas dévorée quand elle pourra craindre de rencontrer dans ses plus intimes confidents des membres de ce formidable adversaire ! » Dans son rapport du 22 frimaire an XII, Desmarests, après avoir analysé les règlements de la société, dont l'assemblée se tenait dans le faubourg Saint-Germain, ajoutait : « Le secret qui y est observé n'a pas permis de connaître jusqu'à présent si c'est l'esprit du royalisme ou de l'anarchie qui y domine ; mais il paraît

1. Voir le livre de Nodier, *les Sociétés secrètes, passim*, surtout 141 et suiv.
— Sur Oudet, étude de Denys d'Aussy, dans la *Revue de la Révolution*, du 5 mars 1889. Dans F⁷ 6306, la police secrète envoie au préfet de la Charente-Inférieure une lettre anonyme qu'il attribue à Mehée à cause de la ressemblance d'écriture. Cette lettre accuse de complots le commandant de l'île de Ré (Oudet sans doute).

que, pourvu que l'on soit ennemi du gouvernement et qu'on en ait donné des preuves, on est admis à en faire partie. Je ne serais pas éloigné de croire que ce pourrait être le produit d'une *alliance entre quelques scélérats des deux partis extrêmes*¹. »

Qu'il connaît ou non l'existence de cette société ou d'une autre semblable, mêlé comme il l'avait été à toutes les intrigues de cette époque, Mehée n'ignorait pas que l'*idée d'une alliance des partis extrêmes* contre Bonaparte gagnait de jour en jour du terrain dans les milieux royalistes et jacobins. « Il existait, écrit-il dans son *Mémoire sur Procès*, depuis longtemps, un parti de républicains qui avait conçu le projet de terminer toutes les dissensions et toutes les angoisses de la France, en opérant entre les royalistes et eux une réconciliation franche et loyale. Le problème à résoudre consistait à trouver un moyen de faire rappeler le roi par les Français de l'intérieur et à vivre sous son égide et sous celle d'une constitution qui assurât au peuple français les principales bases de celle de 1789. Pour parvenir à ce but, il fallait s'assurer des dispositions du chef des Bourbons... Plusieurs démarches avaient été tentées dans ce but. »

La crainte de cette alliance préoccupait Bonaparte. Il déclarait à son frère Joseph qu'il était l'unique point de mire des partisans des Bourbons comme des Jacobins : « Comprenant parfaitement que ni les uns ni les autres ne peuvent rien faire sans me perdre, ils sont du moins d'accord sur ce seul point. » Beaucoup de royalistes pensaient en effet, avec Dumouriez, qu' « en France on ne pouvait rien faire qu'en invoquant la liberté, » ou, avec Bertrand de Molleville, qu'il importait de coaliser contre Bonaparte les royalistes et les républicains, « parce que la contre-Révolution et le rétablissement de la royauté sont assurés aussitôt que ces deux partis n'en feront qu'un contre celui du premier consul, » ou, avec d'Antraigues, que Bonaparte, élevé par les Jacobins, ne pouvait être renversé que par eux, et que Louis XVIII, pour arriver au trône, devait se résigner à leur assurer la jouissance de leurs propriétés et la perpétuité de leurs emplois. — A l'exemple des royalistes, beaucoup de républicains préféraient les Bourbons avec une charte aux Bonapartes sans charte, acceptaient l'idée d'un rapprochement avec les royalistes. « Ils croient, écrivait le préfet de police le 29 nivôse an XII, en

1. *Papiers de Rousselin de Saint-Albin.*

parlant des deux partis extrêmes, qu'ils ne pourront rien l'un sans l'autre. » Déjà, le 6 brumaire, un rapport semblable signalait les mêmes tendances, et nous avons vu que Desmarests, chef de la police secrète, partageait les craintes du préfet Dubois¹.

Plusieurs démarches furent tentées, pendant le Consulat et surtout en 1803, auprès des princes de la famille des Bourbons par des républicains ou des royalistes modérés, pour obtenir d'eux les concessions nécessaires à une entente des partis extrêmes contre Bonaparte. Le général Desnoyers, qui avait fait partie de l'armée de Rhin-et-Moselle, allait offrir en 1803 au comte de Lille à Varsovie « l'hommage d'un ralliement de tous les partis contre le gouvernement consulaire. » A son retour en France, il était arrêté et restait en prison sept ans. Arrêtés comme lui, le marquis de Puivert, auquel il avait apporté des lettres de Louis XVIII de Varsovie, M^{me} de Montpezat, nièce de Barras, pour avoir gardé cette « haute correspondance, » M. de la Rochefoucauld, M. de Vaudricourt, complices de Desnoyers, M. de la Rozière et Mézières, accusés d'avoir « donné plusieurs notes et mémoires pour une réunion de royalistes avec les Jacobins, dressé des bases d'association, des dépêches pour le prince à Londres, à l'effet de lui faire part de tout et de demander des instructions, des pouvoirs et des fonds². »

L'idée d'une alliance des républicains avec les royalistes contre Bonaparte s'imposait à l'attention des politiques. Dépourvu de scrupules, Mehée s'en empara pour l'exploiter à son profit. Il allait partir pour Londres. Assuré de trouver des répondants auprès des émigrés, d'avoir un accès même auprès du comte d'Artois, il se ferait passer pour le délégué d'une de ces sociétés secrètes dont un rapport de Desmarests nous a fourni le type, vanterait les avantages d'une alliance des Jacobins et des royalistes, propose-

1. Miot de Melito, *Conversation de la nuit du 21 au 22 janvier 1804*, II, 122. — *Rapports de Dumouriez et de Pichegru*, par Le Dieu, manuscrit dans *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*. — Opinion du comte d'Antraigues, dans *Morceau tracé pour Bourlac et ses amis*, oct. 1806 (mêmes papiers). — *Mémoire de Bertrand de Molleville* (arch. des Affaires étrangères, fonds Bourbon). Voir Welschinger, *Duc d'Enghien*, 240. — Madelin, *Fouché*, I, 425, 433.

2. Desmarests, Éd. Savine, 89; *Biographie des contemporains* (1824), article Desnoyers; Mallet, en 1812, avait pris comme chef d'état-major Desnoyers; Nougarède du Fayet, *Duc d'Enghien*, I, 23, 71; *Histoire générale des prisons*, 105; Forneron, III, 282-321; Welschinger, *Duc d'Enghien*, 352, 378; Barras, IV, 399; Martel, *Conspiration de Georges*, 34; Mehée, *Alliance*, 160, 168.

rait de provoquer une insurrection des provinces orientales de la France avec l'appui d'un général, développerait enfin les plans d'insurrection que lui avait vaguement esquissés le colonel Oudet, plans chers aux royalistes, car ils étaient ceux de Wickham et de Condé en 1795 et 1796. Il pénétrerait ainsi dans la confiance des émigrés, s'insinuerait peut-être dans les bonnes grâces des ministres anglais. Il agirait ensuite au mieux de ses intérêts. Aurait-il profit à servir les émigrés ou bien à les trahir? L'avoir l'apprendrait.

Il allait donc entreprendre pour son propre compte un « voyage diplomatique¹ » à Londres, voyage où son expérience d'ancien agent secret des affaires étrangères viendrait en aide à son astuce naturelle. Il secouerait, suivant son expression, « le sac aux chances; » il en sortirait Dieu sait quoi? De gros avantages sans doute, guinées anglaises ou grâce de Bonaparte; les deux peut-être; il n'était pas homme à s'effaroucher pour si peu.

Rien ne prouve d'ailleurs qu'il soit parti pour Londres avec une mission de Bonaparte ou de sa police. Lewis Goldsmith raconte qu'assistant avec Tallien à une représentation du Vaudeville, il reconnut Mehée parmi les spectateurs; pendant l'entr'acte, Mehée les aborda, leur déclara qu'il était « envoyé en Angleterre par le gouvernement, qui l'avait chargé d'une mission secrète; il demanda à Tallien des lettres de recommandation; Tallien les lui refusa². » Si l'anecdote est vraie, Mehée a menti dans le but de donner le change à ces officieux de la police consulaire, soit pour prévenir leur dénonciation, soit pour en obtenir des recommandations; et Tallien ne s'y est pas trompé, puisqu'il a refusé de déférer à sa demande, ce qu'il n'aurait pas fait s'il l'avait cru chargé d'une mission.

Bonaparte, nous le savons, poursuivait de son ressentiment le rédacteur du *Journal des hommes libres*, de l'*Antidote* et des pamphlets anticésariens. Fouché n'avait pu le protéger « contre les coups du pouvoir arbitraire; » par deux fois il avait dû s'incliner devant la rancune du maître, l'éloigner à Dijon ou à Oléron. Est-il vraisemblable que trois mois après la disgrâce du ministre, dont il redoutait les tendances ou les liaisons jacobines, le premier consul ait confié une mission au « septembriseur, »

1. Titre primitif du livre de l'*Alliance*. Voir dossier F⁷ 6418^a.

2. Lewis Goldsmith, II, 23.

dont il avait exigé la proscription, et qui venait de jouer à sa police le bon tour de lui échapper?

Inutilement, avant son retour de Londres, Mehée a fait agir des influences pour essayer de flétrir la colère de Bonaparte. En janvier 1803, c'est sa femme (et non lui, tant il osait peu se montrer à découvert) qui se rend chez Fievée, l'un des ennemis de Fouché, qui a contribué peut-être, par ses avis secrets, à la disgrâce du ministre. Mais Fievée refuse d'intervenir en faveur du Jacobin auprès du consul¹. Plus tard, la femme de Mehée sollicite Réal, conseiller d'État, ancien collaborateur de son mari au *Journal des patriotes*, de tenter une démarche auprès du maître. A Réal, Bonaparte répond que, si Mehée rentre en France, il retournera sans tarder à Oléron, et dans la citadelle².

A défaut de Bonaparte, le grand juge Régnier a-t-il chargé Mehée d'une mission en Angleterre? M. de Penanster fait remarquer la coïncidence de son évasion et de son arrivée à Paris avec l'arrestation de Lebourgeois et Picot (16 février). Il eût été plus juste de remarquer la coïncidence de son arrivée à Paris (début de janvier) avec la dénonciation envoyée de Londres par Andréossy (1^{er} janvier); mais que prouverait même cette coïncidence? Que Mehée a reçu du grand juge la mission de réunir à Londres tous les éclaircissements nécessaires au jugement de l'affaire Picot-Lebourgeois? Ce n'est pas lui qui a reçu cette mission: la correspondance d'Andréossy et du grand juge³ nous fait connaître le nom de l'agent envoyé par Régnier, Laubepie, chargé en apparence d'instruire pour la Banque de France une affaire de faux billets, chargé surtout de prendre toutes les informations utiles à l'instruction de l'affaire Picot-Lebourgeois.

Mais M. de Penanster, qui pense (nous avons prouvé le contraire) que le complot Picot-Lebourgeois n'a jamais existé que dans l'imagination des policiers à la solde du grand juge, et que ces deux royalistes ont été attirés en France par la police pour servir de premiers acteurs dans le premier acte du drame (le complot de l'an XII) imaginé par elle, laisse entendre que Mehée

1. Fievée, *Correspondance*, I, 92 (note de janvier 1803).

2. Mehée, 180, lettre de l'agent à Drake, 19 janvier 1804. Remarquer la parenthèse, « ce qui n'est pas exact, » qui prouve que le passage était écrit pour passer sous les yeux de Bonaparte, et non pour tromper Drake; donc, l'anecdote est vraie.

3. *Papiers de Rousselin de Saint-Albin* (en original).

a été envoyé à Londres pour attirer en France d'autres royalistes, « certains chefs importants qui pussent, par leur présence, donner de la valeur à une conspiration sérieuse¹. » La correspondance d'Andréossy et du grand juge prouve au contraire que Régnier s'inquiétait de la présence de Mehée à Londres, se préoccupait de ses agissements dénoncés par Andréossy et que notre Jacobin, aux prises avec la misère, déçu dans ses espérances, méditant l'odieuse intrigue qui lui a rouvert le chemin de la France, était si peu assuré de la bienveillance de la police à son égard qu'il faisait demander par sa femme « une sûreté » au grand juge pour avoir avec lui une conférence (avril 1803). Ce dernier était lui-même si peu au courant des faits et gestes de Mehée qu'il le croyait à Paris quand il était à Londres à cette date. Il l'y croyait encore, le 23 juin suivant, quand il écrivait au préfet de police : « Je suis informé que le nommé Mehée est de retour de Londres, où il est allé intriguer auprès de l'administration contre notre gouvernement et contre la personne du premier consul. Il doit être présentement à Paris. Le faire rechercher, s'assurer de sa personne et de ses papiers. » Et le préfet de police faisait une descente de justice, d'ailleurs inutile, au domicile de ce préputé agent de la police².

S'il n'a pas été chargé d'une mission à Londres par le cabinet de Bonaparte ou par sa police, Mehée n'aurait-il pas fait le voyage d'Angleterre pour le compte de Fouché? Il était, nous le savons, le protégé de l'ancien ministre; il devait considérer sa fortune comme liée à la sienne; il avait intérêt à le servir. Or, Bonaparte, en supprimant le ministère de la police, avait déclaré qu'il n'hésiterait pas à le rétablir en faveur de Fouché, « si d'autres circonstances redemandaient encore un ministre de la police. » Il indiquait à Fouché la conduite à suivre : se tenir au courant des événements et des nouvelles, en informer le maître, « en gagnant de vitesse le grand juge, » prendre la police officielle en flagrant délit d'erreur ou d'ignorance, rester l'homme nécessaire. Dès les premiers mois de sa disgrâce, des *Bulletins quotidiens* arrivèrent mystérieusement aux Tuileries et à la Malmaison; Fouché touchait, dit-on, « 25,000 francs pour une police particulière. » Et son influence semblait renaître au

1. Huon de Penanster, *Complot de l'an XII*, 45.

2. Textes cités en entier ci-dessous.

moment même du départ de Mehée pour Londres. En décembre 1802, il obtenait du premier consul le maintien au ministère de la police d'anciens chefs de bureau jacobins que Régnier voulait renvoyer ; il reparaissait aux Tuilleries, au dîner du 15 nivôse an XI (5 janvier 1803)¹. Fouché n'aurait-il pas envoyé Mehée à Londres pour se glisser dans les milieux d'émigrés, découvrir les intrigues, les complots en préparation et tenir son protecteur au courant des « circonstances graves » qui pourraient provoquer le rétablissement du ministère ?

Si séduisante que soit l'hypothèse, rien ne la justifie. A peine pouvons-nous faire remarquer que, dans son *Alliance des Jacobins de France avec le ministère anglais*, récit de son voyage à Londres et de ses intrigues en Allemagne, Mehée ne manque aucune occasion de critiquer la police du grand juge, « police bien mal faite », et l'« inexpérience du grand juge » lui-même, tandis que, dans l'*Extrait de ses Mémoires* publié plus tard, il vante l'habileté policière de son protecteur : « Personne, écrit-il, ne fut mieux éclairé que le ministre Fouché. Ses amis se glissaient partout et le tenaient au courant non seulement des conspirations, mais des aspirations de chacun². » Mehée jouant le rôle d'« ami » de Fouché à Londres ! L'hypothèse est tentante ! mais aucune preuve sérieuse à l'appui.

Encore moins de preuves, si c'est possible, à l'appui d'une autre : Fouché envoyant Mehée à Londres pour « faire naître des circonstances graves, afin de provoquer la nécessité de rétablir un ministère que l'on avait supprimé et qu'il regardait comme son apanage. » « Aucun document sérieux ne permet de partager une telle opinion, » écrit le dernier biographe de Fouché, M. Madelin³.

Résumons-nous : Mehée s'est rendu à Londres, d'abord pour fuir la police du grand juge et ne pas retomber entre ses mains, comme ses camarades d'Oléron, Lamberthé ou Toulotte, ensuite pour « secouer le sac aux chances » et voir s'il en sortirait quelque bonne aubaine. Il avait un plan en tête, dont il avait

1. Voir Madelin, *Fouché*, I, 356-357, 366 ; Meneval, I, 284 ; Remacle, 213, 311, 336.

2. Mehée, *Extrait des Mémoires*, 43.

3. Savary, II, 17. Voir surtout Bourrienne, VI, 295 (sa conversation avec Fouché à Pont-Carré) ; Huon de Penanster surtout, 23 ; Madelin, *Fouché*, I, 368, note.

emprunté les éléments ici et là. Comment va-t-il mettre à exécution ce plan?

Mehée partit de Paris dans les premiers jours de janvier 1803. Il passa, dit-il, par Granville et par Jersey, où Chepy, l'ancien terroriste, avec le titre de sous-agent des relations commerciales de la République française pour les îles de Jersey et de Guernesey, surveillait pour le compte de la police française les menées des émigrés, au grand désespoir du prince de Bouillon. Rien ne prouve qu'il ait vu Chepy à son passage à Jersey. Il arrivait à Guernesey ; sur ses intrigues dans cette île, les archives du Record office (Foreign office, France)¹ jettent une assez vive lueur. Le 3 février 1803, il écrivait au général Doyle, commandant des forces militaires anglaises dans cette île, une longue lettre qu'il signait « de la Touche. » Il lui apprenait qu'il avait déjà fait des démarches auprès du gouvernement anglais pour obtenir le droit de rendre à l'Angleterre un signalé service. Il avait demandé qu'on lui indiquât un bureau « qui pourrait recevoir les ouvertures » qu'il avait à faire. Le ministère ne lui avait pas répondu. Aussi s'adressait-il au général Doyle pour obtenir de lui un « passeport pour Londres, avec l'indication des personnes auxquelles il pourrait s'ouvrir. » Il se défendait de songer à trahir la France, se prétendant originaire d'Irlande : « C'est l'Angleterre qui est ma patrie et non pas la France ; c'est à l'Angleterre que je dois tous mes moyens, et non pas au pays où j'ai été proscribt sous tous les gouvernements soi-disant républicains. » Il se défendait aussi de trahir le parti républicain, « qui me reçut dans ses rangs, aujourd'hui bien clairs, » parce qu'il voulait « relever le thrône (sic), » car il voulait sauver la France de Bonaparte.

Il proposait donc « de faire lever en France, simultanément avec les amis du roi, un parti républicain, dont les chefs seront secrètement dans les intérêts du roi, et même de faire admettre dans le comité de direction secrète des hommes indiqués ou par le roi ou par le ministère anglais, de manière que les royalistes et les républicains, réunis d'intérêt pour abattre le

1. Voir aux dates. — Je tiens à remercier M. Holland Rose, M. A., secrétaire de la « London society for the extension of University teaching, » et l'un de ses distingués conférenciers, des renseignements qu'il a bien voulu me fournir à Londres, pour me mettre à même d'utiliser rapidement les archives anglaises. M. Rose va publier une importante histoire de Napoléon, développement d'une autre parue déjà.

Corse, n'eussent plus d'ennemi que le parti du tyran. » Il proposait aussi « de faire entrer des Anglais dans des sociétés où ils verront et entendront les personnages influents des divers partis. »

Il priait enfin le général « de taire à M. Saint-Léger » les projets qui l'amenaient en Angleterre, crainte seulement qu'il les jugeât mal, n'étant pas éclairé sur les motifs. Il avait, en effet, apporté au général une lettre d'Anthony de Saint-Léger, qui le présentait sous le jour le plus favorable, comme une victime de Bonaparte.

Le général Doyle, dont les lettres sont en original aux archives de Londres, écrivit, le 5 février, au ministre de l'Intérieur, lord Pelham, qui avait sous sa surveillance le « Bureau des étrangers » (Alien office), et, le même jour, au sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères, Hammon, pour envoyer au premier le mémoire que lui avait remis de la Touche et pour recommander à tous les deux l'aventurier qu'il jugeait « sincère. » Le lendemain, il faisait remettre à de la Touche, par le chevalier Sauvarez, dix livres sterling pour frais de son voyage à Londres, et Mehée lui en donnait reçu. Il écrivait encore au ministre des Affaires étrangères, lord Hawkesbury, pour lui recommander son protégé.

Mehée arrivait à Londres le samedi suivant, c'est-à-dire le 12 février; il devait attendre au lundi pour se présenter aux ministres. Il se rendit au ministère de l'Intérieur; il ne put voir lord Pelham, puisqu'il lui laissa la lettre, qui figure aux archives du Record office : « M. le général Doyle, commandant en chef des forces de S. M. à Guernesey, m'a chargé pour V. E. de la lettre que je prends la liberté de joindre ici. J'aurais désiré avoir l'honneur de la remettre moi-même. » Il était plus heureux aux Affaires étrangères, car il y rencontrait Hammon. Celui-ci, nous raconte-t-il dans son *Alliance*, le pria de lui remettre les lettres qu'il avait pour lord Hawkesbury, les lut, prévint Mehée que ces lettres seraient soumises au Conseil le lendemain et l'engagea à revenir le voir dans deux jours. Mehée retourna au ministère au jour dit et reçut d'Hammon cette réponse désolante : on ne pouvait pas user de sa bonne volonté *dans l'état de paix où l'on était encore avec la France*; « si les circonstances changeaient, » on accepterait ses offres avec bien du plaisir. On peut en croire Mehée quand il affirme dans son *Alliance* que les Anglais ont refusé d'encourager et de subventionner en pleine

paix des complots contre le premier consul. A défaut de son témoignage, les archives anglaises nous fournissent une preuve décisive du peu de succès de ses ouvertures.

Le général Doyle, en effet, avait donné si bien dans le panneau qu'il écrivait encore à Hammon, le 15 mars 1803 : « Une boîte d'avis (« la cassette de papiers, de la plus grande importance, » que Mehée lui avait dit attendre) est arrivée de Saint-Malo pour de la Touche, autrement nommé Thomas Smith, avec des espérances qui peuvent être utiles. Le complot prend de la consistance très vite. J'ai écrit tous mes renseignements à lord Pelham. » Or, une seconde lettre du même général à Hawkesbury, le 23 mars, nous donne le sens de la réponse qu'il reçut d'Hammon : il annonçait qu'il se conformerait à l'ordre que lui envoyait le ministre de ne pas faciliter les communications de la Touche avec les côtes de France.

En vain, Mehée se raccrochait à une autre branche pour attirer sur lui l'attention du ministère anglais. Étant chef de la seconde division politique au ministère des Affaires étrangères, il avait pris connaissance de tout ce qui concernait la Turquie et l'Égypte et s'était fait donner copie de deux ou trois mémoires qui lui avaient paru instructifs. Il offrit ces mémoires au Foreign office, prétendant qu'ils avaient été consultés récemment et longuement étudiés par le général Brune, envoyé à Constantinople, et par le ministre Talleyrand. Il n'en retira aucun profit. Andréossy écrivait en effet au grand juge, le 23 avril : « Mehée, sous le nom de de la Touche, est encore ici. Il était venu intriguer au moyen d'un mémoire qu'il prétendait avoir eu des bureaux de je ne sais quel ministère. Il comptait sur quelque argent qu'il n'a pas eu¹. »

Vainement aussi Mehée avait fait part de ses plans à l'ancien ministre de Louis XVI, Bertrand de Molleville, en lui révélant ses embarras financiers et lui demandant quelque argent ; Bertrand, peu désireux de placer à fonds perdus les économies qu'il avait réalisées à Londres, se dérobait poliment à ses instances. « Il fallait donc, avoue Mehée, rabattre beaucoup de mes espérances. »

Trois mois se passèrent sans que la situation s'éclaircît. Pendant ce temps, Mehée vivait à crédit à son hôtel « l'Union, » attendant de jour en jour la note de son aubergiste, n'ayant rien

1. Mehée, *Alliance*, 8 ; *Papiers de Rousselin de Saint-Albin*.

pour le payer, avec la prison en perspective. Il n'échappait à la police française que pour se jeter dans les griffes de la police anglaise ; l'échafaudage de ses plans croulait. Et, pour comble, la presse française à Londres se déchainait contre lui ; Pelletier, Richer-Serisi le couvraient d'injures ; les quelques émigrés qui l'avaient accueilli sans trop de froideur s'éloignaient de lui ; il risquait de perdre, s'il devenait suspect aux Anglais et aux royalistes, jusqu'à l'espérance de profiter de la guerre prochaine pour rétablir ses affaires et faire triompher ses plans¹.

C'est alors qu'il chargea sa femme de sa requête au grand juge : « Je suis porté à croire, écrivait celui-ci, le 27 avril, à Andréossy, que l'individu qui a pris à Londres le nom de la Touche est de retour à Paris, *puisque son épouse vient de me faire demander une sûreté pour que son mari puisse avoir une conférence*. Il serait utile de savoir quel était l'objet du mémoire dont il voulait trafiquer auprès des bureaux de l'administration anglaise². » Ce n'est donc pas le succès du plan cyniquement exposé dans le livre qu'il publia en avril 1804, *l'Alliance*, mais la détresse qui le déterminait à entrer en relations avec la police, à demander une conférence au grand juge pour lui faire quelques vagues révélations ou lui offrir ses services. La démarche de sa femme à cette date était significative ; elle prouvait qu'à la fin d'avril 1803 Mehée n'était pas encore l'agent de la police française, mais que, sous l'empire de circonstances nouvelles, et peut-être faute de mieux, il se décidait à travailler à Londres pour le compte du gouvernement français. Sans doute alors, aux prises avec la misère, sous la menace de la prison, irrité de l'échec au moins momentané de ses plans, il s'arrêtait à l'idée d'acheter son retour en France par ses services, tout en se vengeant des Anglais et des émigrés qui l'avaient éconduit (idée qu'il avait pu concevoir déjà avant son départ pour Londres), et il demandait à conférer avec le grand juge pour lui exposer son plan, s'entendre avec lui, débattre les conditions de son retour en France.

Le grand juge ne répondit pas à ses avances, ou l'entente ne s'établit pas entre la police et Mehée, puisqu'à la fin de juin Régnier le croyait à Paris, quand il était à Londres, et ordonnait

1. Mehée, 26 et suiv.

2. Correspondance du grand juge et d'Andréossy. (*Papiers de Rousselin de Saint-Albin.*)

une perquisition chez lui; puisqu'en septembre Mehée était si peu assuré de la complaisance du grand juge à son égard qu'il demandait à La Chevardière, notre consul à Altona, en déposant entre ses mains une déclaration, résumé de ses intrigues, de lui « donner un *reçu* qui exprimât succinctement son contenu, afin, déclarait-il, de servir de titre au besoin¹. »

Mais il est probable qu'il ne se serait pas remis, de gaieté de cœur, entre les mains de la police française, en passant le Rhin et rentrant en France par Strasbourg, s'il n'avait eu, à cette date, l'assurance de ne pas être renvoyé à Oléron. S'il demandait un *reçu*, c'est qu'il avait l'espérance d'échapper à la déportation en présentant ce *reçu*. Qui lui avait donné cette assurance? Quelle promesse légitimait cette espérance? Fouché, à son défaut Réal, à l'issue de sa conversation avec le premier consul au sujet de Mehée, n'a-t-il pas laissé entrevoir à la femme de l'exilé la possibilité pour lui d'obtenir le retour en France, s'il rendait en Angleterre quelque signalé service au gouvernement consulaire? Une phrase de son *Alliance* laisse entendre qu'il n'a peut-être pas été seul à trouver ce moyen d'assurer sa grâce: « J'entends d'ici ce que les rigoristes me reprocheront sur cette conduite à Londres; mais je les prie d'observer que *je n'ai choisi* ni la position où je me trouvais ni le rôle que j'avais à jouer. Il s'agissait de me tirer de là et de rentrer dans ma famille, en me rendant utile à mon pays². »

1. Voir ci-dessus, et Mehée, *Alliance*, 82.

2. Fauriel fait remarquer qu'au moment de la déclaration de guerre, Mehée rencontre à Londres un de ses amis de Paris, Baude. « Cet homme ne serait-il pas un envoyé des commettants de Mehée...? Baude entre volontairement dans une partie des projets de Mehée. Un homme qui n'aurait pas eu une *mission analogue* à celle de celui-ci eût-il consenti à y jouer spontanément et par occasion un rôle que l'homme le moins délicat devait répudier étrange? » (Fauriel, 133, 134). Mehée (31 et suiv.) raconte qu'il fit passer Baude pour un envoyé de son comité de Paris, chargé de solliciter les secours du ministère anglais et accrut ainsi la confiance de Bertrand et autres dupes dans ses projets. — Il est question de Baude dans les dossiers de la police aux Archives nationales (F7 6418 A, 6501, 6586, 6455 surtout); en outre, les papiers de R. de Saint-Albin contiennent plusieurs lettres de Baude au ministre de la police. Ces documents confirment les relations de Mehée et de Baude, nous apprennent qu'il a été détenu quatre ans en Angleterre; que, *loin d'être un agent de la police française*, il était surveillé par elle, en 1804, comme suspect d'être affilié à la « secte des Bonjours, » « terroriste; » qu'on surveillait même ses rapports avec « l'échappé d'Oléron » (Mehée); qu'il a été emprisonné en 1808, comme

Sans doute, il arrêta définitivement son plan avant de sortir de la prison du Spongianos où il avait été enfermé pour dettes, lorsqu'à la nouvelle de la déclaration de guerre, Bertrand de Molleville lui arriva rayonnant, annonçant que le commencement des hostilités allait rouvrir l'ère des complots. Mehée raconte dans son *Alliance* (nous n'en avons trouvé aucune preuve dans les archives anglaises) que Bertrand lui demanda un mémoire de ses plans et qu'il présenta ce mémoire au ministère anglais, qui l'adopta à la presque unanimité. Ce mémoire¹ exposait les idées générales des partisans de l'alliance des Jacobins et des royalistes et les idées particulières des Philadelphes (insurrection des provinces orientales de la France, formation à Auxonne d'un camp « où viendrait se rendre tout ce qui voulait fuir la domination de Bonaparte »).

Il écrivit ce mémoire avec l'intention de se « glisser dans la confiance du gouvernement anglais, » afin de se « rouvrir les portes de la France en rendant au gouvernement (français) quelque signalé service. » « Ne pouvant pas compter que les Anglais s'ouvrissent à moi sur leurs projets ni sur leurs plans en cas de guerre, je désirais leur en présenter qui leur convinssent, parce qu'une fois adoptés ils devenaient les leurs, et, par ce moyen, j'étais malgré eux dans la confidence. »

Nous n'avons pas ce mémoire. Mais il paraît difficile de douter du succès qu'il a obtenu, au moins dans les milieux d'émigrés. Le général de Vendémiaire, Danican, mêlé à toutes les intrigues de l'émigration à Londres, n'en faisait pas mystère : ce sont les royalistes, écrit-il en juillet 1808, qui ont « proné, hébergé, patronisé et chaudement recommandé aux ministres anglais le septembriseur Mehée, » et, entre tous ces royalistes, « l'ex-ministre Bertrand de Molleville, peint d'après nature par Mehée, qu'il a présenté au gouvernement anglais. » Un mémoire, écrit par Bertrand en janvier 1804, prouve avec quelle ardeur l'ancien ministre avait adopté les plans de Mehée, au moins avec quelle conviction il défendait l'idée d'une alliance des royalistes et des républicains contre Bonaparte².

impliqué dans la première conspiration de Malet, puis éloigné de la capitale, obligé d'habiter à Saint-Denis.

1. Mehée, 34.

2. Notes fournies par Danican (juillet 1808), dans dossier Perlet (*Papiers de Rousselain de Saint-Albin*); *Mémoire de Danican au duc de Feltre*, 1817

M. de Guilhermy, secrétaire de la légation de Louis XVIII à Londres, donne à comprendre que certains membres du cabinet anglais furent victimes de la mystification ourdie par Mehée de la Touche. Il raconte (c'est Bertrand, « en grand crédit auprès de Yorke et d'autres ministres, » qui lui fournissait ce renseignement) que le ministère anglais négociait, quelque temps après la déclaration de guerre, « avec d'anciens jacobins, » voulait connaître dans ce but les « intentions de Louis XVIII à l'égard de l'armée, de la vente des biens nationaux, des gens pourvus d'emplois, etc., afin de savoir jusqu'où il « pouvait s'engager vis-à-vis des partis avec lesquels il traitait, dont plusieurs lui étaient assurés. On prétendait avoir la certitude de faire déclarer le gouverneur d'Oléron... Les commandants de Rochefort et de divers autres ports voisins n'attendaient que cet exemple. » Sans aucun doute, l' « échappé d'Oléron, » le compagnon d'exil du général d'Agoult, qui se vantait de faire soulever les garnisons de Rochefort, de la Rochelle, avec leurs commandants, s'était porté garant de ces bonnes volontés.

Un des ministres, Yorke (et non le duc d'York, comme l'écrit l'éditeur de M. de Guilhermy), ancien secrétaire d'Etat à la Guerre dans le cabinet Addington, passé en août 1803 à l'Intérieur et successeur de lord Pelham, prit, au dire de Mehée, l'initiative de la mission qui lui fut confiée à Paris et en Allemagne. Mehée partit de Londres en septembre 1803. L'accueil que lui fit Drake, la facilité avec laquelle cet agent anglais, pourtant très retors, tomba dans le panneau qu'il lui tendit, semblent prouver que le ministère anglais, en dépit des protestations qu'il a publiées plus tard, après l'apparition du livre de Mehée, se laissa prendre aux combinaisons de son auteur, appuyées, défendues par une partie de l'émigration.

Quand il débarqua sur le continent à Altona, Mehée remit à La Chevardière, notre consul dans cette ville, un mémoire à l'adresse du gouvernement français, portant une déclaration de toute son affaire et du parti qu'il espérait en tirer. Il se rendit ensuite à Munich, où il s'aboucha avec le ministre d'Angleterre Drake, entra en France par Strasbourg, fit des révélations assez intéressantes au préfet Shée pour que celui-ci l'envoyât à Paris

(archives administratives de la Guerre); Guilhermy, 118, note; Welschinger, 241.

porter ses renseignements et exposer ses plans au grand juge. A Paris, il prépara, avec la police et le cabinet de Bonaparte, la mystification dont furent victimes Drake et Spencer Smith, et en Germinal an XII, au moment où s'instruisait l'affaire de Georges et de ses complices, il publia *l'Alliance des Jacobins de France avec le ministère anglais*, résumé de ses intrigues à Londres et en Allemagne. Son livre sortit des presses de l'imprimerie de la République, le gouvernement en ayant payé l'impression¹.

Il racontait dans son *Alliance* son entrevue à Londres avec des conseillers du comte d'Artois, M. de Conzié, ancien évêque d'Arras, et l'ex-général Willot, rapportait certains propos vagues tenus par le premier (Monsieur se présenterait en France, les généraux Pichegru et Willot seraient ses aides de camp), laissant entendre qu'il avait eu vent du complot de l'an XII. Il prétendait avoir vu Pichegru à Londres, traçait un portrait des émigrés marquants réfugiés dans cette ville, un tableau de leurs intrigues, tableau destiné à mettre en défiance, contre toute tentative de restauration monarchique, non seulement les régicides, mais les hommes en places, les possesseurs de biens nationaux et jusqu'aux plus timides partisans de notre Révolution. Au moment où le grand juge s'efforçait de démontrer l'accord de Georges et de Moreau contre Bonaparte, il révélait le succès de ses déclarations à Londres en faveur de l'alliance des partis extrêmes contre l'usurpateur ; et, quand la police française essayait de confondre la cause du vainqueur de Hohenlinden et celle des conspirateurs payés par l'Angleterre, il témoignait avec quelle faveur les ministres anglais avaient accueilli les avances d'un jacobin français.

A l'apparition de ce livre, publié si à propos pour étayer l'accusation portée par le gouvernement contre Georges et ses complices, certains crurent en France que Mehée de la Touche avait été envoyé en Angleterre par ce gouvernement pour suggérer l'idée du complot de l'an XII, provoquer le départ de Georges et Pichegru pour la France et perdre avec eux Moreau, le rival de gloire du premier consul. Mehée de la Touche aurait lui-même, au dire de Fauriel, donné prise à la médisance ou à la calomnie, en se glorifiant « en face de vingt personnes » d'avoir attiré dans le piège les complices de Cadoudal.

1. F⁷ 6418^a, note du payeur général des dépenses diverses, 15 Thermidor an XIII.

Pichon, consul de France aux États-Unis, témoignait à l'académicien Esmenard sa « profonde horreur pour la conspiration ourdie par Mehée ; » un Anglais, rédacteur en France du journal anglais *The Argus*, Lewis Goldsmith, affirmait hardiment que Bonaparte avait envoyé Mehée de la Touche à Londres pour organiser le complot¹ ; Fauriel, tout en avouant que le simple renouvellement de la guerre suffisait à motiver la descente de Georges et de Pichegrus en France, croyait difficile de nier que la conduite de Mehée « n'ait pas eu une véritable influence sur la détermination prise par le conseil du comte d'Artois d'envoyer Georges en France, » et laissait entendre que Bonaparte ou Fouché avait confié à Mehée de la Touche la mission de provoquer à Londres les résolutions des conjurés.

En 1814 et 1815, on l'accusa ouvertement d'avoir contribué à l'affaire et à la mort de Pichegrus. L'éditeur du *Journal Royal Gueffier*, lança l'accusation. Mehée l'appela devant les tribunaux ; débouté en première instance, il parvint à le faire condamner par la cour royale « contre l'opinion publique. » Le 9 avril 1814, il avait été arrêté par ordre du commissaire provisoire de la police ; mais, le 13 avril, Pasquier écrivait au commissaire pour l'informer que Mehée s'était rendu à son cabinet et que, d'après l'opinion qu'il avait manifestée, il ne jugeait pas nécessaire de l'arrêter. (Arch. nat., F^r 6606.)

Cependant, il fut exilé à la suite de l'ordonnance d'amnistie du 24 juillet 1815 et ne rentra en France qu'en novembre 1819 ; mais il fut exilé surtout pour avoir pris part aux complots qui préparèrent le retour de Bonaparte en 1815.

Dans son *Mémoire sur Procès* (1814), il s'était défendu d'avoir été à Londres l'agent de Bonaparte. « On a répandu, écrivait-il, et des misérables ont imprimé depuis, que M. Mehée avait été envoyé en Angleterre pour espionner ce qui s'y faisait : sur quel fondement a-t-on bâti ce conte absurde ? Sur ce qu'il était allé en Angleterre et en était revenu !... On déifie de produire d'autres renseignements. » — En 1823, il publiait à Bruxelles l'*Extrait des Mémoires de Mehée de la Touche* et protestait contre un passage de l'ouvrage du docteur O'Meara, intitulé : *Complément du mémorial de Sainte-Hélène*. Le docteur faisait dire à Napoléon que « Pichegrus et ses amis res-

1. Lewis Goldsmith, I, 145 ; II, 22, 23.

terent à Paris quelque temps sans être découverts, quoique la police en eût quelque connaissance par les révélations de Mehée de la Touche, qui était payé par vos ministres, et qui faisait connaître à la police de France qu'il se tramait un complot. » Mehée déclare : « Je n'ai jamais dit un mot d'autre complot que du mien ; je n'en ai connu aucun autre, et Pichegrus, que j'avais vu à Londres, ne m'a jamais rien confié de son futur voyage en France¹. »

Que faut-il croire des accusations des uns, des protestations de l'autre ?

Nous croyons avoir démontré que Mehée de la Touche n'a pas été à Londres l'agent de Bonaparte et du grand juge. Rien ne prouve qu'il ait été celui de Fouché. Le gouvernement a profité de ses intrigues, sans les avoir provoquées.

Ces intrigues ont-elles eu sur la formation du complot de l'an XII une influence décisive ? C'est la question à éclaircir.

Lorsque Pichon déclarait que Mehée avait *ourdi* la conspiration, il se trompait. Nous savons que Georges et Pichegrus n'avaient pas attendu son arrivée à Londres, l'un, pour préparer l'exécution du « coup essentiel » à Paris, l'autre, pour ébaucher une conspiration militaire. Mais, en outre, pour attribuer à Mehée, dans le complot de l'an XII, le rôle de promoteur et prétendre que, par son intermédiaire, la police en a tenu les fils et fait mouvoir les acteurs, il faudrait démontrer au moins qu'il a connu ce complot, autrement que d'une façon vague, avant sa découverte. Or, il a soutenu le contraire, et ses lettres à Drake, comme son *Alliance*, prouvent la vérité de ses déclarations. Dans son *Alliance*, il reconnaît que le comte d'Artois lui a témoigné assez peu de confiance pour ne pas même consentir à lui écrire une de ces lettres dont il était si prodigue, qu'il l'a renvoyé, pour se concerter sur tout ce qu'il voudrait faire, non pas aux chefs du complot de l'an XII, mais à Henri Larivière et Willot, restés à l'écart du complot. Tout ce qu'il a su des projets du prince, Willot et l'ex-évêque d'Arras le lui ont révélé : « Le conseil du prince méditait de son côté » un plan qui devait permettre à Monsieur de se présenter en France avec les généraux Pichegrus et Willot pour aide de camp. Après son retour en France, il sait si peu de choses (et la police avec lui)

1. *Extrait des Mémoires de Mehée de la Touche*, 56.

sur ce complot, avant la déclaration décisive de Bouvet de Lozier, que ses lettres à Drake ont pour but, suivant son expression, d' « appeler des réponses dont on pût conclure quelque chose des pensées et des projets du ministère anglais¹. »

Il s'est douté du complot de l'an XII, et c'est tout. — On démontrerait encore que le complot élaboré à Londres entre Mehée, Bertrand de Molleville et tel ou tel ministre anglais, Yorke peut-être, n'a qu'un point de ressemblance avec celui de Georges et de Pichegru. L'un et l'autre spéculent sur une alliance possible des royalistes et des républicains contre Bonaparte. A part cela, grandes différences. Tandis que l'entreprise principale du plan de Mehée doit avoir pour théâtre les provinces de l'Est, le « coup essentiel » de Georges doit être frappé à Paris : ici, une insurrection de plusieurs provinces éloignées du centre, là, un combat renouvelé du fameux combat des Trente ou un assassinat dans la capitale.

Georges et Pichegru comptent sur l'appui de Moreau pour assurer la victoire des royalistes : le chef sur lequel reposent les espérances de Bertrand et de Drake pour diriger le mouvement d'insurrection dans l'Est est, au dire de Mehée, un jeune homme de vingt-huit ans, pas même encore général, simple colonel attaché à un corps d'armée².

Enfin, Mehée, — et nous empruntons ce détail à Lewis Goldsmith lui-même, — lorsqu'il s'est douté du complot de l'an XII, s'est préoccupé du tort que cette intrigue allait faire à sa propre intrigue. Il a écrit « en janvier 1804 à celui qui l'avait fait employer à Londres pour se plaindre de ce qu'on songeait à envoyer à Paris Georges et Pichegru. Il annonçait que cette conspiration ferait manquer la sienne. » « Si M. B. de M. (Bertrand de Molleville), ajoute Goldsmith, a conservé les lettres de Mehée, il en trouvera une où il est question de Georges et de Pichegru dans les termes à peu près que je viens de citer. » A la suite de cette lettre sans doute, Bertrand de Molleville envoyait au gouvernement anglais un mémoire retrouvé aux Affaires étrangères, où l'ancien ministre, loin d'approuver le complot de Georges et de Pichegru, recommandait à tous les royalistes

1. Voir *Alliance*, 48, 50, 53, 54, 74, 107-108; en outre, 113, 159, 167-168, 179, 185-186, 193-194, 197-198, 225.

2. *Alliance*, 147, 213. Voir Nodier, *Sociétés secrètes*, 316.

« l'inaction la plus absolue jusqu'à nouvel ordre » (janvier 1804)¹.

Mehée n'a donc pas « ourdi » le complot de l'an XII, ourdi bien avant son arrivée à Londres, presque entièrement à son insu, fort différent du sien, dérangeant même ses plans. On a donc singulièrement exagéré son influence sur la formation de ce complot et sa mise à exécution.

Il n'en est pas moins vrai que Mehée, par ses déclarations réitérées en faveur de l'alliance des partis extrêmes contre Bonaparte dans le conseil du comte d'Artois, dans les milieux d'émigrés, a contribué à faire entrer, dans l'esprit des chefs principaux du complot, l'idée qu'une telle alliance était nécessaire et possible. Georges Cadoudal était obsédé de la crainte que, Bonaparte mort, le parti républicain ne profitât du coup frappé par lui-même ; les royalistes « ne pouvaient se dissimuler qu'en abandonnant, après avoir frappé un si grand coup, les résultats au hasard, ils ne fussent exposés à en voir recueillir les fruits par leurs plus grands ennemis ; » « les royalistes », disait un républicain à l'agent prussien en parlant de Bonaparte, « le tueront et nous serons là pour en profiter. » Or, Georges Cadoudal, déclarait Lebourgeois à Desmarests le 21 thermidor an XI, « en agissant de sa personne, entend que le coup qu'il exécutera soit lié à un grand résultat politique et soit le coup de grâce de la Révolution². » Il n'aurait pas quitté Londres pour aller à Paris préparer le succès de ses plans et trouver la mort, s'il n'avait eu confiance dans le succès d'une entente des républicains et des royalistes, entente assurant au lendemain du coup de force le succès du coup d'État en faveur des Bourbons.

A son exemple, les autres émigrés n'ont pris la résolution suprême de rentrer en France que parce qu'ils croyaient assuré d'avance le succès de cette alliance, garantie du lendemain d'un assassinat. Ainsi les Polignac. Pourquoi quittent-ils Londres ? C'est parce qu' « on répand ou annonce qu'une nouvelle révolution est près de s'opérer en France, qu'une disposition générale se manifeste de plus en plus dans tous les esprits pour le retour au gouvernement monarchique, que les républicains sont d'accord avec les royalistes sur la nécessité de renoncer enfin aux

1. Lewis Goldsmith, II, 24; Welschinger, *Duc d'Enghien*, 240.

2. Desmarests, *Ed. Savine*, 64; Record office France, 15 janvier 1802; *Mémoires tirés des papiers d'un homme d'État*, 323; Miot de Méliot, II, 135.

malheureux essais démocratiques qui se sont succédé depuis le renversement du trône¹. »

Même raison décisive de la rentrée en France d'un grand nombre d'émigrés : « Arrivés depuis très peu de jours de toutes les parties de l'Europe, où il y avait des Français en émigration, ils se présentaient en foule à toutes les frontières de l'Empire... Très incapables sans doute d'une conspiration, ils ne pouvaient pas même la juger nécessaire; ils accouraient, le cœur plein de joie de la nouvelle qui leur avait été envoyée d'une réconciliation semblable en tout à celle qui s'effectue aujourd'hui (1814), d'une réconciliation entre les républicains et les royalistes pour relever le trône des Bourbons au milieu d'une constitution copiée sur celle de l'Angleterre. Le traité de paix était rédigé avec solennité; les noms des plénipotentiaires étaient imposants; les signatures étaient fausses²! »

G. CAUDRILLIER.

(*Sera continué.*)

1. *Procès célèbres de la Révolution*, II, 70 : plaidoyer de Guichard.

2. Garat, *De Moreau*, 22.



MÉLANGES ET DOCUMENTS

UN MÉMOIRE INÉDIT

SUR LA COUR DE BERLIN EN 1688.

Dans le volume des *Instructions* aux ambassadeurs et ministres de France en Brandebourg et en Prusse (de 1648 à 1789), qui a paru récemment, j'ai signalé, en regrettant de ne pouvoir le publier *in extenso*, un long mémoire du comte de Rébenac sur la cour du Grand Électeur, Frédéric-Guillaume. Je suis heureux de pouvoir aujourd'hui, grâce à l'obligeance de M. Gabriel Monod, donner au public ce document, qui présente un réel intérêt et jette une vive lumière sur l'état de la cour de Berlin à la fin du XVII^e siècle.

François de Pas, seigneur d'Harbonnières, plus connu sous le nom de comte de Rébenac, appartenait à une famille de soldats et de diplomates qui a tenu une grande place dans l'histoire, au temps de Henri IV, de Louis XIII et de Louis XIV, la famille des Feuquières¹. Né en 1649, il s'était distingué de bonne heure par de rares qualités, par un courage brillant, et par une ambition qui ne se croyait rien refusé. La fortune malheureusement semblait le bouter, et ni ses actions d'éclat dans plusieurs campagnes, ni son mariage en 1672 avec une héritière béarnaise, au grand-oncle de laquelle il dut son titre de comte de Rébenac, ne parvinrent d'abord à lui assurer les hautes fonctions et les richesses dont il se jugeait digne. En novembre 1676, enfin, son protecteur et « patron, » Arnauld de Pomponne, le fit nommer attaché auprès des armées de Suède en Allemagne, et c'est au cours de cette mission à la fois militaire et diplomatique qu'il noua ses premières relations avec l'Électeur de Brandebourg. Après avoir pris une part active aux opérations du comte de Koenigs-mark en Poméranie, en 1677 et 1678, il assista à la prise de Stral-

1. Pour les Feuquières en général et Rébenac en particulier, voir E. Gallois, *Lettres inédites des Feuquières*, 5 vol. in-8° (Paris, 1845-1846), et H. Prutz, *Aus des Grossen Kurfürsten letzten Jahren*, 1 vol. in-8° (Berlin, 1897).

sund par l'Électeur, qui le traita de la manière la plus courtoise et la plus flatteuse. Rébenac a longuement raconté dans un mémoire d'octobre 1678 les avances dont il fut l'objet : inquiet de la défection accomplie ou projetée de ses alliés, Frédéric-Guillaume aurait voulu obtenir de Louis XIV la Poméranie suédoise, moyennant quoi il aurait laissé le Roi « maître de ses intérêts. » Ces pourparlers n'aboutirent pas. Rébenac alla chez les ducs de Brunswick achever par le traité de Celle (5 février 1679) l'isolement de l'Électeur, qui dut subir les humiliations du premier traité de Saint-Germain (29 juin 1679). Mais cet excès de malheur provoqua en Brandebourg une véritable révolution diplomatique. Frédéric-Guillaume en voulut bientôt moins à son vainqueur qu'à ceux qui l'avaient livré à ses coups, surtout à l'Empereur, et il inaugura, par le second traité de Saint-Germain, une nouvelle politique qui fit de lui pendant plusieurs années l'allié, le pensionnaire et presque le vassal de Louis XIV (25 octobre 1679).

Rébenac, qui avait gagné sa sympathie en 1678 et auquel il par-
donna vite d'avoir coopéré à son écrasement, fut chargé de le main-
tenir dans ces bonnes dispositions, et occupa près de lui, de janvier
1680 à avril 1688, le poste important d'envoyé extraordinaire. Pen-
dant cette ambassade de huit ans, il sut remplir avec habileté et fer-
meté la difficile mission qui lui était confiée, et, si on peut lui repro-
cher son orgueil excessif, ses goûts dépensiers et son égoïsme
intransigeant à l'égard de sa femme, qu'il ne laissa jamais venir à
Berlin, il faut du moins reconnaître qu'il tira merveilleusement
parti de son ascendant sur l'Électeur, dont il fut à diverses reprises
le conseiller attitré et le confident intime, qu'il s'appliqua, en géné-
ral avec succès, à pénétrer les pensées et les projets des principaux
ministres, qu'il encouragea et fortifia le parti français en Brande-
bourg, enfin qu'il rendit à Louis XIV et à la France des services
infiniment précieux au milieu de l'époque agitée qui sépare la paix
de Nimègue de la guerre de la ligue d'Augsbourg. Quand il partit, en
avril 1688, pour aller remplacer son père à Madrid, l'alliance franco-
brandebourgeoise, quoique très ébranlée par les menées suspectes de
l'Électeur depuis deux ou trois ans, subsistait encore officiellement.

Dans ces conditions, le témoignage de Rébenac fait autorité : aucun
ministre français n'a séjourné aussi longtemps à la cour de Berlin au
xvii^e siècle ; aucun n'a pu la connaître mieux ni en apprécier plus
sûrement le fort et le faible sous le règne du Grand Électeur. Le
mémoire que je publie ci-dessous, et qui a été rédigé par Rébenac
pour son successeur désigné, le marquis de Gravel, a donc une
valeur et une importance incontestables.

On en trouve le texte¹ dans deux manuscrits de la Correspondance de Brandebourg aux archives des Affaires Étrangères à Paris. Le premier manuscrit (t. VII, pièce 55) est égaré au milieu de documents des années 1669 à 1672 et ne porte ni date ni signature; le second manuscrit (t. XXXIII, fol. 80-104) figure parmi des actes de 1688 et est daté de Berlin, 7 avril 1688, c'est-à-dire du jour même où Rébenac quitta son poste pour se rendre à Madrid; le nom de l'ambassadeur est inscrit à la fin, au-dessous de la date. Les deux manuscrits, identiques d'ailleurs, sauf quelques différences dans l'orthographe des noms propres, sont précédés du même titre : « Mémoire pour M. le marquis de Gravel. » Ce sont des copies, dont la première au moins est de la main de Poussin, secrétaire de Rébenac; quelques pages avant la seconde, le registre XXXIII, fol. 50-53, contient des notes d'information qui ont servi à la rédaction du mémoire et qui, pour certains portraits, forment une sorte d'ébauche assez curieuse.

Albert WADDINGTON.

MÉMOIRE POUR MONSIEUR LE MARQUIS DE GRAVEL.

J'eusse désiré de voir Monsieur le marquis de Gravel² avant mon départ; il auroit peut-être été bien aise d'être informé d'une manière plus ample que celle qui peut être contenue dans un mémoire, d'une infinité de petites choses qui regardent le détail de cette cour, mais Sa Majesté m'ordonnant de ne pas différer mon départ et de laisser le sieur Poussin³, mon secrétaire, jusques à l'arrivée de Monsieur le marquis de Gravel, afin de lui communiquer les affaires principales de cette cour, je me contenterai de lui marquer en peu de mots ce que je crois de plus important pour la conduite des affaires dans les premiers jours et avant qu'il ait eu le loisir de connoître le terrain par lui-même.

1. M. Prutz, *op. cit.*, p. 399-401, en a publié en appendice de courts extraits.

2. Jules de Gravel, marquis de Marly, fils de Robert de Gravel, avait été envoyé extraordinaire en Suisse en 1684 et ensuite ministre à Trèves et à Cologne; il était dans ce dernier poste quand il fut nommé envoyé extraordinaire en Brandebourg (mars 1688). La mort du Grand Électeur étant survenue avant son arrivée à Berlin, Gravel ne parvint pas à maintenir le nouvel électeur, Frédéric III, dans l'alliance française, et dut prendre congé dès la fin de janvier 1689.

3. Poussin, secrétaire de Rébenac à Berlin, n'y resta pas longtemps après lui. Saint-Simon dit qu'il fut « subalternement employé » dans plusieurs cours « et fit bien partout; » il alla notamment à Londres sous Tallard, à Copenhague, où il resta seul de 1702 à 1726 avec le titre de secrétaire d'ambassade, et à Hambourg, où il fut ministre jusqu'à sa mort, en 1749, à l'âge de cent huit ans, dit-on. Cf. Guérard, *Liste des ambassadeurs, ministres et agents de France*, Paris, 1833, in-8^e, p. 191.

On doit premièrement considérer dans la cour de Brandebourg la personne de Monsieur l'Électeur. C'est un prince dont on trouve le caractère dépeint au naturel dans l'idée qu'on s'en forme sur sa réputation et sur le bruit public. Ses inclinations présentes me paroissent être la conservation de la paix : son humeur, sa santé, son âge et l'esprit de son conseil l'y portent entièrement¹. Tout cela néanmoins ne doit pas être regardé comme une sûreté suffisante, parce que, pour parvenir à ses desseins, il suit presque toujours les voies les plus propres pour l'en éloigner. C'est un effet de la complaisance qu'il a pour ses ministres, qui sont ordinairement partagés en des factions contraires et qui, pour venir à leurs fins, emploient toute sorte d'artifices pour surprendre l'esprit de leur maître. Celui dont ils se servent toujours est de ne le contredire en rien, mais de l'animer sur la matière dont il est question. C'est une chose facile. Ce prince s'emporte ordinairement, dit beaucoup de choses, et le ministre trouve dans quelques-unes de ses expressions une espèce de fondement d'ordres pour ce qu'il veut exécuter. On doit savoir que jamais M^r l'Électeur n'a demandé compte à ses ministres d'aucune de leurs actions, parce qu'il est toujours persuadé qu'ils agissent sans passion, et à tout événement ils ont par devers eux l'ordre qu'il en a donné de la manière dont je viens de dire ci-dessus. La seule chose donc qui soit importante ici est une liaison étroite avec les ministres², qu'il faut engager à quelque prix que ce soit.

On peut bien croire avec cela que la personne de M^r l'Électeur est à ménager, et il y a même des occasions où l'on ne peut faire réussir les affaires qu'en l'y faisant entrer avec une autorité absolue; mais c'est un effort de nature qu'il ne faut lui faire faire que rarement et qu'on doit regarder comme un chef-d'œuvre quand on y réussit.

Pour ce qui est de l'inclination présente de M^r l'Électeur en faveur de l'un ou de l'autre parti, on peut dire qu'il n'en a point.

1. Frédéric-Guillaume I^r, né en 1620 et électeur de Brandebourg depuis 1640, touchait alors au terme de son règne glorieux, au cours duquel il avait reçu de ses contemporains le surnom de Grand Électeur. Atteint de la goutte dès 1650, ce prince avait eu depuis 1682 des crises de plus en plus violentes; en 1687, le mal avait dégénéré en une hydropisie qui lui faisait enfler les jambes, et cela était de fâcheux augure, car, comme l'écrivait Rébenac, en février 1687, « cette enflure est la fin ordinaire des princes de Brandebourg. »

2. Il est important de noter cette impression de Rébenac, parce qu'elle est très juste. Frédéric-Guillaume I^r, comme beaucoup de Hohenzollern, a sa légende qui lui attribue une énergie et une décision peu communes; or, s'il posséda ces qualités dans sa jeunesse, elles firent place de bonne heure à des habitudes d'irrésolution dont ses ministres profitèrent. « Il est en réputation de prince généreux et fort brave, » disait une instruction de M. de Lesseins en 1661, « mais qui se repose un peu trop sur la direction qu'il laisse presque entière à ses ministres et conseillers. » Cf. Albert Waddington, *Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France. XVI, Prusse*. Paris, Alcan, 1901, in-8°, p. 70.

Cependant, il a dans son cœur une aversion qui n'a point de bornes et qui s'étend sans aucune exception sur tout ce qu'il y a de puissances en Europe. Ce qu'on peut seulement y distinguer, c'est qu'il est persuadé en lui-même que la grandeur de l'Empereur est la ruine des princes de l'Empire, et qu'il a dessein de s'y opposer en toutes choses¹; mais des intérêts particuliers le peuvent facilement détourner de ce dessein.

Il a été nourri dans une opposition et une envie continue contre la France. Il croit, néanmoins, que son amitié lui est nécessaire pour le garantir contre les entreprises de ses ennemis, qui sont en grand nombre. Il fait aussi grand cas des subsides qu'il en tire, et il se règle plus sur ces deux choses que sur les engagements où il est par les traités² dont Monsieur le marquis de Gravel trouvera néanmoins les expressions assez fortes.

Les affaires de la Religion ont entièrement éteint l'inclination que Mr l'Électeur s'accoutumoit depuis quelque temps à avoir pour la France³. Il faut espérer que le temps le ramènera sur ce sujet, et on commence même déjà à s'en apercevoir. Cependant, on doit compter que son intention est d'être éternellement uni avec le Roi; mais il se persuade qu'il peut en même temps conserver l'honneur de son amitié, et ménager même par des alliances étroites les puissances les plus opposées à la France, laquelle il croit pouvoir toujours satisfaire par des promesses, des excuses et quelques fois aussi par des services considérables, lorsqu'on le presse un peu.

Le roi de Danemark⁴ est de tout temps avec lui d'une amitié étroite et qui est d'autant plus naturelle qu'elle est fondée sur une convenience nécessaire à l'un et à l'autre. Monsieur de Gravel le trouvera néanmoins très mal disposé pour cette Couronne. Ce prince s'est laissé préoccuper par le sr Fuchs, qui, étant né sujet de la Suède⁵, conserve de l'inclination pour son pays. Ce ministre, d'ailleurs, est engagé, à ce qu'on a lieu de croire, par les promesses avantageuses que le duc de Gottorp lui a faites, en sorte que, pour disposer plus facilement de l'esprit de son maître, il l'a rempli de tout ce qui pouvoit lui rendre le

1. Cette appréciation de Rébenac pourrait faire croire que le ministre français en est encore aux impressions de 1678-1679 et qu'il ignore les traités conclus par l'Électeur avec l'Empereur depuis 1685; mais la suite corrige un peu l'inexactitude du jugement.

2. Allusion aux nombreux traités d'alliance et de subsides qui de 1679 à 1684 avaient lié le Brandebourg à la France. Depuis 1686, il est vrai, Louis XIV ne payait plus que très irrégulièrement les subsides promis.

3. La persécution des huguenots avait été, en effet, un des plus gros griefs de l'Électeur contre le roi de France, et il avait répondu à la Révocation de l'édit de Nantes par le célèbre édit de Potsdam qui ouvrait ses États aux protestants (29 octobre-8 novembre 1685).

4. Christian V, roi de 1670 à 1699.

5. Fuchs était né à Stettin, dans la Poméranie suédoise.

Danemark odieux. Cette situation présente est cause de la mauvaise conduite que Mr l'Électeur de Brandebourg tient dans les conférences d'Altena¹. On doit pourtant considérer que cette conduite n'est conforme ni à la gloire ni aux intérêts de Mr l'Électeur, et ainsi on trouve aisément de fortes raisons pour la combattre. On s'y est attaché particulièrement depuis trois semaines, et le sr Fuchs a appréhendé même que la chose n'allât trop loin pour lui. C'est peut-être ce qui l'a porté depuis quelques jours à vouloir se justifier dans mon esprit, et il y a joint des promesses positives de changer de conduite, en sorte que j'ai eu lieu d'être satisfait de ses paroles. Je ne sais s'il les observera mieux qu'il n'a fait dans une infinité de rencontres; on en jugera par les effets. Je suis persuadé que Monsieur de Gravel aura dans ses instructions des ordres favorables au Danemark²; ceux que j'ai reçus le sont autant qu'ils peuvent l'être, c'est-à-dire que Sa Majesté souhaite l'accommode-ment par préférence à tout; mais Elle veut qu'il soit raisonnable et que le Danemark aussi bien que le resté du monde connoisse que c'est à sa protection et à sa fermeté inébranlable pour ses alliés que la gloire en est due. J'ai connu par expérience que rien n'étoit plus propre pour maintenir cette cour dans les bornes où elle doit être sur ce sujet que de lui ôter toute sorte d'espérance de pouvoir porter le Roi à abandon-ner le Danemark, ou même de manquer de fermeté pour le soutenir dans toutes les occasions.

Monsieur le marquis de Gravel trouvera ici plus qu'en lieu du monde ce que peut l'idée qu'on a de la grandeur et de la fermeté du Roi. Ce n'est pas que, par vanité, on ne déguise le sentiment qu'on en a toutes les fois qu'on le peut. On ne laisse pas de le connoître fort clairement lorsque les occasions s'en présentent.

La Suède est naturellement opposée à la grandeur de cet État, qui, selon la raison, doit la regarder comme son ennemie la plus danger-ueuse. Les intrigues dont j'ai parlé ci-dessus ont diminué l'aversion qu'on avait ici pour cette Couronne. Il y a même un traité secret que je sais certainement avoir été signé et ratifié³; mais il m'a été impos-

1. Une sorte de congrès était alors réuni à Altona, près de Hambourg, pour régler les différends du roi Christian V et de son cousin, le duc Christian-Albert de Holstein-Gottorp; l'électeur de Brandebourg, représenté par Paul de Fuchs, figurait parmi les médiateurs. Cf. Geffroy, *Recueil des instructions. II, Suède*, 161 et 190, et XIII, *Danemark*, 57 et suiv.

2. Voici le passage de l'instruction à Gravel, du 23 avril 1688, concernant cette affaire: « Sa Majesté... a d'autant plus d'intérêt que cette affaire s'ac-commode amiablement, qu'elle ne croiroit pas se pouvoir dispenser de secourir le roi de Danemark s'il étoit attaqué; ainsi ledit sieur de Gravel doit agir de concert avec le comte de Cheverny et l'abbé Bidal, tant pour disposer l'une et l'autre partie à se relâcher que pour porter l'électeur de Brandebourg à faire les devoirs d'un bon médiateur et empêcher que l'assemblée d'Altena ne se sépare sans avoir conclu un bon accommodement. » Cf. *Instructions de Prusse*, p. 229.

3. Alliance défensive conclue secrètement à Berlin le 20 février 1686 entre le

sible de pouvoir découvrir ce qu'il contient. C'est le sr Fuchs qui en est le seul dépositaire. On a toujours fortement désavoué ce traité; mais j'en ai parlé avec tant de certitude depuis quelques jours que peut-être on en fera moins de façon à l'avenir; il faut qu'il renferme des choses fort désavantageuses au Danemark sur son démêlé avec le duc de Götterp, et je soupçonne qu'on pourroit, sous des termes ambigus, avoir flatté M^r l'Électeur de lui faire, en récompense, tomber Stettin entre les mains. C'est une pensée extrêmement frivole; mais tout ce qui flatte est indifféremment bien reçu ici.

L'Électeur de Saxe regarde celui-ci avec jalouse¹; l'Électeur de Brandebourg soutient le duc de Mersebourg dans la possession où il se trouve par le testament du grand-père de l'Électeur de Saxe, auquel rien ne pouvant être plus sensible, il n'y a pas d'apparence qu'il s'établisse jamais une parfaite union entre eux; mais aussi observeront-ils toujours une correspondance extérieure, et il y a même un traité défensif entre eux².

L'Électeur de Cologne³ n'a presque rien à démêler avec celui-ci, lequel a eu autrefois des différends personnels avec M^r le coadjuteur⁴. Monsieur le marquis de Gravel aura vu ce que je lui en ai mandé depuis quelques mois. On vient de m'assurer que la réponse à la notification du cardinal de Furstenberg étoit partie; ainsi il n'y a plus rien à faire de longtemps sur ce sujet.

La maison palatine de Neubourg est particulièrement haïe de Monsieur l'Électeur de Brandebourg⁵; il y a une jalouse continuelle par le

roi de Suède, Charles XI, et l'Électeur de Brandebourg; l'article VI, relatif au conflit entre le Danemark et le Holstein-Gottorp, stipulait seulement que l'Électeur mettrait tous ses soins à apaiser cette querelle. Cf. Dumont, *Corpus Diplomaticum*, VII, 2^e partie, 123-125, et Mörner, *Kurbrandenburg's Staatsverträge*, Berlin, 1867, in-8^e, p. 478 et suiv.

1. L'Électeur de Saxe était alors Jean-Georges III (1680-1691). Son grand-père, Jean-Georges I^r, avait, par un testament de 1652, établi trois lignes collatérales pour ses fils cadets, à Weissenfels, Mersebourg et Zeitz. Cf. Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, Paris, 1876, 2 vol. in-8^e, II-199 p.

2. Le traité de Finsterwalde du 18 avril 1681. Cf. Mörner, *op. cit.*, p. 424-426.

3. Maximilien Henri de Bavière, électeur de Cologne depuis 1650, allait mourir le 3 juin 1688.

4. Guillaume de Furstenberg, agent dévoué de la France, était devenu successivement, grâce à Louis XIV, évêque de Strasbourg en 1682, cardinal en 1686 et coadjuteur de l'archevêque de Cologne le 7 janvier 1688. Il avait notifié cette dernière distinction à l'Électeur de Brandebourg, qui tarda longtemps à lui répondre, et ne le fit qu'en termes évasifs. Cf. A. E., *Corr. de Brandebourg*, XXX, lettre du secrétaire Poussin, de Berlin, 10 avril 1688.

5. Le chef de cette maison était alors Philippe-Guillaume de Neubourg (1615-1690), duc de Berg-Juliers, et électeur palatin depuis 1685; malgré le traité de Clèves qui, en 1666, avait réglé le partage de la succession de Clèves-Juliers, les maisons de Neubourg et de Brandebourg se jalosaient toujours.

voisinage des États et les prétentions de part et d'autre sur la succession de Clèves et Juliers, en sorte qu'on a peu de liaison avec cette cour-là. L'alliance où elle est avec l'Empereur fait qu'on est encore plus attentif à s'opposer à son agrandissement par les bénéfices et autres avantages.

Monsieur le marquis de Gravel trouvera que les Hollandois en général et en particulier ont un crédit si grand et si naturel en cette cour qu'ils la gouvernent sans aucun soin que de la seule persuasion où le Maître est que son unique sûreté consiste dans l'amitié de la Hollande¹. Les ministres n'en trouvent, pour leurs biens et leur argent, qu'en ce seul pays-là. Les peuples sont dans la même pensée, et tous ne croient rien de beau ni de bien fait que ce qui vient de Hollande, en sorte que c'est un crédit établi par tous les endroits imaginables. Cependant, il y a de petits intervalles où ce crédit n'est pas si apparent. A l'heure qu'il est, par exemple, les Hollandois ont ruiné un commerce que Mr l'Électeur avoit établi en Guinée²; il est certain que d'autres qui auroient fait la même chose auroient aliené les inclinations de ce prince-ci sans espérance de retour; mais j'ai peine à croire qu'il en puisse rien arriver de considérable, et la chose se pourra tourner en négociation amiable; je ne voudrois pas néanmoins déterminer encore mon jugement sur ce sujet.

Le prince d'Orange est neveu de Monsieur l'Électeur³, mais la considération qu'on a pour lui augmente et diminue de temps à autre.

Les voisins dont Monsieur de Gravel entendra parler le plus souvent sont M^{rs} les ducs de Brunswick⁴; il y a toujours maille à partir avec eux, et on peut dire que si Monsieur l'Électeur de Brandebourg a de l'éloignement pour tous les princes du monde, il en a encore plus pour ceux-ci que pour les autres. L'alliance que le Roi vient de conclure

Une des nombreuses filles de Philippe-Guillaume, Éléonore de Neubourg, avait épousé l'Empereur Léopold en 1676.

1. On retrouve un jugement analogue chez tous les ministres français à la cour de Brandebourg. Un traité conclu à La Haye, le 23 août 1685, avait renouvelé et resserré ces liens d'amitié.

2. La « Compagnie africaine », fondée par Frédéric-Guillaume en 1682, et qui, depuis 1683, avait son port d'attache à Emden, en Ost-Frise, végétait misérablement, et s'était vu enlever par les Hollandais en 1687 une partie de ses établissements de Guinée. Cf. Schück, *Brandenburg-Preussen's Kolonial-Politik unter dem Grossen Kurfürsten und seinen Nachfolgern*. Leipzig, 1889, 2 vol. in-8°.

3. Louise-Henriette d'Orange, première femme de l'Électeur († 1667), était en effet la tante du prince Guillaume III d'Orange.

4. Les deux lignes de la maison de Brunswick avaient alors pour représentants : la ligne de Wolfenbüttel, les deux frères co-régnants Antoine-Ulric et Rodolphe-Auguste, la ligne de Lunebourg, les deux frères Georges-Guillaume à Celle et Ernest-Auguste à Hanovre. Ce dernier, quoique beau-père du prince électoral de Brandebourg, était sans cesse en conflit avec l'Électeur.

avec M. le duc de Hannover¹ augmente son aversion; mais peut-être qu'elle le tiendra en bride. Je me suis servi utilement plusieurs fois en menaçant de cette alliance, et, présentement qu'on la voit faite, il y a apparence qu'on aura plus de ménagement dans les occasions où on se faisoit valoir, parce qu'on étoit le seul dans l'amitié du Roi.

Les intérêts de la Pologne sont toujours présents à cette cour, et la négociation y est toujours vive; Monsieur l'Électeur est ennemi du roi² et de sa famille, il croit que son intérêt l'attache à la République. Monsieur le marquis de Gravel trouvera une négociation secrète d'un mariage entre le prince ainé de Pologne et Madame la margrave de Brandebourg³. Monsieur l'Électeur s'y oppose de toutes ses forces par la raison que j'ai dite ci-dessus. Son prétexte public est la différence de religion. Monsieur l'Électeur ne voit pas encore clairement que cette affaire est conduite par mes soins, et jusques à ces derniers jours il m'a fait confidence des mesures qu'il prenoit pour la traverser. Si elle ne se découvre pas davantage, Monsieur le marquis de Gravel pourra la conduire encore quelque temps avec secret. La situation présente consiste en ce que le roi et la reine de Pologne⁴ m'ont prié de demander les sentiments de cette princesse, et, d'une chose à l'autre, elle est venue jusques à agréer par un écrit la recherche qu'on fait d'elle; dans un autre, elle promet de ne s'engager avec personne aussi longtemps qu'elle sera en cette cour. Il y a plusieurs autres billets qui marquent que cette princesse a bien voulu se lier absolument. On est donc convenu que le roi de Pologne envoyeroit ici un ministre sous prétexte d'affaires publiques, que ce ministre présenteroit en même temps une lettre où le roi de Pologne demanderoit les bons offices de Monsieur l'Électeur pour ce mariage. Si ce prince y consent, on envoyera de Pologne une grande ambassade pour faire la demande; si M^r l'Électeur n'y consent pas, on prendra des mesures convenables avec Madame la margrave, et, de manière ou d'autre, cette princesse déclarera que son intention est de préférer le prince de Pologne à tous les autres

1. Traité conclu en janvier ou février 1688 pour soutenir éventuellement le Danemark; Louis XIV en avait annoncé la signature dans une lettre à Rébenac du 26 février 1688. Cf. A. E., *Corr. de Brandebourg*, t. XXX.

2. Jean Sobieski, roi de 1674 à 1696.

3. C'est une histoire toute romanesque. Louise-Charlotte Radziwill, riche héritière polonoise, avait épousé en premières noces le margrave Louis de Brandebourg, frère cadet du *kurprinz* Frédéric; depuis la mort du prince Louis, en 1687, la « margrave, » comme on l'appelait, était recherchée à la fois par Jacques Sobieski, fils ainé du roi de Pologne, et par le fils de l'électeur palatin, Charles de Neubourg. Malgré les efforts des envoyés français, elle devait épouser bientôt secrètement le second de ces prétendants.

4. La reine de Pologne était cette Marie de la Grange d'Arquien ou Marysienka (1641-1716), dont M. Waliszewski a récemment conté les piquantes aventures. Cf. *Marysienka, reine de Pologne, femme de Sobieski*. Paris, 1898, in-8°.

partis. Monsieur de Gravel trouvera un mémoire qu'il pourra remettre entre les mains de ce ministre de Pologne, en cas qu'il ne soit pas arrivé avant lui. Il contiendra mes pensées sur la conduite qu'il devra tenir pour réussir dans son dessein. Je dois ajouter qu'on ne doit s'ouvrir sur cette affaire à personne qu'à M^{me} Sieniska, fille d'honneur de Madame la margrave, et on ne peut rien faire de mieux que de se conduire par ses avis. Le sieur Poussin, qui est informé de toute cette affaire, en dira le détail plus amplement à Monsieur le marquis de Gravel. Le Roi désire la conclusion de ce mariage et m'a fait l'honneur de m'en donner des ordres forts et réitérés. Tout ce qui regarde la Pologne se conduit avec Monsieur le marquis de Béthune¹, qui de son côté gouverne cette affaire.

On a quelque relation avec l'électeur de Mayence² à cause du Directoire³; mais on n'en a point avec celui de Bavière et de Trèves⁴. Pour ce qui est de la Moscovie, de l'Italie et de l'Espagne, on n'en veut savoir que ce qu'on en apprend dans les gazettes. Il est vrai qu'à cause des biens de Madame la margrave on entretient quelque commerce avec les Moscovites, et, pour l'Espagne, on a sur elle des préentions de trente ou quarante tonnes d'or⁵, du payement d'une partie desquels on se laisse leurrer de temps à autre.

Voilà ce qui regarde la personne de Mons^r l'Électeur de Brandebourg et ce que j'ai pu remarquer de sa politique présente. On doit considérer Madame l'Électricre⁶. C'est une princesse qui autrefois a eu beaucoup de crédit dans les affaires, elle n'en a présentement que celui qui regarde ses avantages particuliers et ceux de messieurs ses enfants. Pour le reste, elle ne s'en mêle plus. Ses longues et fâcheuses maladies lui donnant du dégoût pour le monde, qui ne la voit plus que rarement, il suffit à son égard de lui rendre des respects et marquer des soins pour l'état de sa santé. Le Roi avoit autrefois la bonté de lui donner de temps en

1. François-Gaston, marquis de Béthune (1640-1692), beau-frère de la reine de Pologne, dont il avait épousé la sœur ainée, avait rempli plusieurs missions en Pologne depuis 1676 et s'y trouvait précisément en 1688. Cf. L. Farges, *Instructions de Pologne*, t. I, p. 139-140 et 179.

2. Anselme-François d'Ingelheim, électeur de 1679 à 1695.

3. La direction (*directorium*) du collège électoral appartenait à l'électeur de Mayence, archi-chancelier d'Allemagne. Voir notamment à ce sujet un accord de 1653 entre les électeurs dans Merner, *op. cit.*, p. 178.

4. L'électeur de Bavière était depuis 1679 Maximilien II Emmanuel; celui de Trèves était depuis 1676 Jean Hugues d'Orsbeck.

5. Depuis 1679, Frédéric-Guillaume réclamait en vain à l'Espagne les subsides promis par le traité du 1^{er} juillet 1674 et qui n'avaient jamais été payés.

6. Sur l'électrice Sophie-Dorothée de Holstein-Glücksbourg, seconde femme de Frédéric-Guillaume, épousée en 1668, voir H. Prutz, *op. cit.*, p. 171 et suiv. Elle avait donné à l'électeur sept enfants, trois filles et quatre fils pour lesquels on a pu lui reprocher d'avoir eu une affection trop exclusive et des ambitions exagérées.

temps des marques de son estime, et elles n'étoient point inutiles au reste des affaires; elles ne produiroient présentement aucun effet.

Monsieur le prince électoral¹ mérite une grande réflexion, car, quoique sa santé soit fort faible, celle de Monsieur son père l'est encore davantage, et il y a un grand nombre d'années de différence, en sorte qu'on doit le regarder comme devant être bientôt électeur.

J'ai toujours cru qu'il étoit important de connoître l'humeur de ce prince, et j'y ai mis mon application toute entière; peut-être m'y suis-je encore trompé; mais il m'a paru qu'il étoit extrêmement caché et dissimulé. On peut dire, dans un mémoire aussi secret que celui-ci doit l'être, qu'il a peu d'esprit et de pénétration; mais, cependant, il a quelque chose de l'un et de l'autre, et il ne doit point être regardé comme un homme dont le gouvernement doive être un jour tout à fait méprisable. Il a marqué du courage dans les occasions de la guerre; mais il la craint mortellement à cause des conséquences. Il est ménager jusques à l'avarice, et le désir d'amasser des trésors sera son plus grand faible². Cette qualité, qui sera un vice en plusieurs rencontres, produira aussi de grands effets pour le bien de ses affaires, son dessein étant de faire une réforme générale du moment qu'il sera le maître. Il est constant qu'il n'y a pas un ordre dans tout ce qui compose l'État de Brandebourg qui ne soit corrompu et dans un dérèglement inconcevable. Il y a un plan réglé depuis longtemps, et ce changement s'exécutera immédiatement après la mort de Monsieur son père. Le dessein principal de ce prince est de retrancher le nombre des juges et officiers qui sont dans les provinces. Il affermera ses domaines³ (ce qui a reçu jusques à présent des difficultés insurmontables); il changera la forme de la recette et de l'emploi de ses finances, et veut retrancher dans sa maison un nombre considérable de domestiques. Il croit que les pensions, les présents et généralement toutes les libéralités sont des choses entièrement superflues. Il fera aussi des changements dans les troupes et diminuera, s'il peut, les appointements des officiers. Son dessein est en même temps de donner quelque relâche à ses peuples, qui gémissent à présent sous les trop grandes impositions. Il veut encore augmenter le nombre de ses troupes et réparer par l'assiduité de ses domestiques et par l'ordre de sa maison ce qu'elle perdra d'éclat dans le retranchement qu'il aura fait.

1. Second fils de l'électeur et de sa première femme, Frédéric, né en 1657, avait dû à la mort prématurée de son ainé, Charles-Émile († 1674), de devenir kurprinz. Malgré beaucoup de prévisions que la suite ne justifia pas, le jugement de Rébenac sur ce prince renferme une part de vérité et dénote une analyse psychologique assez profonde.

2. Rébenac s'est absolument trompé sur ce point. Je renvoie pour apprécier la prétendue avarice du futur Frédéric I^{er} à mon livre sur *l'Acquisition de la couronne royale par les Hohenzollern*, Paris, 1888, in-8°.

3. Il est curieux de trouver dès 1688 l'annonce d'un projet que Frédéric I^{er} tenta en effet de réaliser de 1700 à 1710 avec le conseiller de finances, Christian-Frédéric Luben von Wulffen.

Quant à ce qui regarde les affaires étrangères, on lui a de tout temps inspiré cette politique, qui est de marquer une inclination opposée à celle de Monsieur son père. Il a cru que les commencements de sa régence en seroient plus paisibles, puisqu'il trouveroit des amis partout. A l'égard du penchant de ses inclinations pour les puissances, il a pour elles autant d'indifférence que Monsieur son père en a peu, et je suis persuadé qu'il n'aura aucune prévention lorsqu'il viendra à la régence; cependant, il est certain qu'il est convaincu que l'amitié du Roi est ce qu'il peut y avoir de plus solide pour sa maison¹. Il m'a assuré un nombre infini de fois qu'il auroit les mêmes sentiments que Monsieur son père sur ce sujet et qu'il suivroit sa route. Depuis qu'il sait mon départ, il m'en a donné une nouvelle assurance, et le sr^e Dankelman, son intime confident, et qui apparemment sera son premier ministre, lequel, par des raisons politiques, n'étoit jamais venu chez moi, y est venu depuis ce temps-là pour me répéter ce que son maître m'avoit dit en plusieurs rencontres différentes, et a ajouté qu'en son particulier il n'auroit jamais d'autres pensées. Je me crois obligé d'avertir Monsieur le marquis de Gravel que j'ai trouvé Monsieur le prince électoral extrêmement susceptible d'un raisonnement que je lui ai fait plusieurs fois et que j'ai remarqué faire impression sur son esprit. C'est que, dans l'état où étoient les affaires, il étoit important au Roi d'élever dans l'Empire une maison assez puissante pour tenir tête à celle d'Autriche. Qu'il falloit la choisir entre celles que la différence de la religion, la situation des États et plusieurs choses de cette nature mettoient nécessairement dans des intérêts opposés à ceux de l'Empereur; qu'il n'y en avoit aucune en qui toutes ces qualités se trouvassent si parfaitement que dans celle de Brandebourg; qu'elle étoit déjà puissante par elle-même et qu'ainsi on auroit moins de peine à la porter à ce comble de grandeur où on la désire; qu'il y avoit même des moyens si naturels pour y parvenir qu'il ne pouvoit guère y avoir de conjoncture en Europe qui n'y fût favorable. Que présentement, par exemple (que), la Suède se trouvant dans un parti également contraire à la France et à la maison de Brandebourg, s'il y avoit guerre², il n'y auroit rien de plus facile que de lui ôter la Poméranie, ce qui seroit toujours pour un électeur de Brandebourg d'un avantage infini; que cette conquête avoit des suites aussi utiles que la chose même, puisqu'il se trouvoit maître de tout ce qu'il y avoit entre une grande partie de l'Elbe et de la mer Baltique sans avoir d'ennemis à craindre dans ses derrières; qu'il y avoit encore plusieurs autres vues, mais qu'il falloit considérer qu'elles

1. Rébenac ne paraît pas se douter des préférences, déjà marquées cependant, du prince électoral, pour l'alliance impériale et hollandaise.

2. Depuis les spoliations de la politique des « réunions, » le roi de Suède, Charles XI, cherchait à former une grande coalition contre la France, et, après un premier traité d'association avec les Provinces-Unies en 1681, il avait été un des principaux instigateurs de la ligue d'Augsbourg (9 juillet 1686). Le Brandebourg, au contraire, restait encore officiellement l'allié de Louis XIV.

devenoient extrêmement frivoles lorsqu'on espéroit d'y parvenir par d'autres moyens que par l'amitié du Roi; qu'il n'y avoit donc qu'à la conserver précieusement, attendre les conjonctures, et l'empêcher d'entrer lui-même dans des mesures qui y seroient opposées.

Il y a encore une autre raison qui lui a plu souvent, c'est que, dans les alliances qu'il feroit avec Sa Majesté, il devoit y établir sa propre sûreté et celle de l'Empire; que le Roi avoit coutume de joindre à cela des subsides; que tous ses intérêts se trouvoient satisfaits par là; qu'il en arriveroit donc, ou qu'on accompliroit le traité du côté de la France, et que, pour lors, il seroit content, ou qu'on ne l'accompliroit pas, et qu'en ce cas-là il seroit dégagé de sa part et auroit du moins par devers lui l'avantage d'en avoir profité durant quelque temps et d'avoir entretenu aux dépens de la France un nombre de troupes qu'il pouvoit employer contre elle s'il le jugeoit à propos. Je marque ces deux choses comme celles que le prince électoral a trouvées les plus conformes à son esprit.

Ceux qui ont le plus de part à la confidence de ce prince et qui ont même un grand ascendant sur son esprit sont, premièrement, le sr Dankelman¹, dont j'ai parlé ci-dessus. Il a tout le secret et toute la confiance. Il est Hollandois, et son inclination le porte au bien de son pays. Il ne me paroit pas un esprit assez fort pour gouverner par lui-même toutes les affaires de son maître, et il a assez de bon sens pour se rendre justice, mais son dessein est de se conserver au premier degré de la faveur et de gouverner absolument les finances. Les autres affaires seront conduites par des gens qu'il mettra de sa main. Je le crois, jusqu'à l'heure présente, assez bien dans l'esprit du prince pour réussir en tout cela.

Le lieutenant-général Schöning² a une grande confiance et paroit fort aimé du prince électoral.

Le sieur Carnitz³, gendre de ce dernier et maréchal de ce prince, est considéré depuis quatre années comme le favori de son maître, qui lui marque son amitié en toutes choses; mais il ne s'est destine ni à la guerre ni aux affaires politiques. Il suffit de lui faire des civilités et des présents de temps à autre.

1. Éberhard de Danckelmann, né en 1643 à Lingen, dans le comté westphalien de ce nom, qui appartenait à la maison d'Orange, avait été précepteur du kurprinz et devait être plus tard son premier ministre de 1688 à 1697.

2. Sur Hans-Adam de Schöning, pensionnaire de la France, voir H. Prutz, *op. cit.*, p. 140-141.

3. Il m'a été impossible d'identifier ce personnage. Ce pourrait être Frédéric-Rodolphe-Louis de Canitz (1654-1699), conseiller de cour depuis 1680 et poète; mais il semble plutôt, d'après les notes d'information qui précèdent le mémoire de Rébenac, que ce soit un personnage tout à fait secondaire. Voici la note qui le concerne : « Chez le churprince, il n'y a que son favori, qui est Carnis, homme de peu de mérite, mais favori » (A. E., *Corr. de Brandebourg*, XXXIII, fol. 51 v°).

Madame la princesse électoral de Brandebourg¹ plait par sa beauté et par son esprit à Monsieur son époux, mais elle aime la joie et les plaisirs, ce qui est directement opposé à l'humeur sombre et retirée du prince. Elle n'est point encore tournée aux affaires. Elle a néanmoins le dessein de s'y appliquer. Il y a de l'apparence qu'elle y réussira et qu'elle aura du crédit, si elle peut avoir un peu plus de complaisance qu'elle n'a eue jusques à présent.

Le prince Philippe² est le premier fils du second lit de Monsieur l'Électeur de Brandebourg; c'est lui qui a toute la tendresse de Madame sa mère, et elle a porté Monsieur l'Électeur à faire beaucoup de choses avantageuses pour lui dans son testament. La mauvaise santé du prince électoral le faisoit considérer comme pouvant devenir électeur; mais la princesse électoral se trouvant grosse³, on ne peut le regarder au plus que comme pouvant être régent un jour. Ce prince a d'assez bonnes qualités, mais il a une surdité qui lui fait grand tort.

Monsieur le marquis de Gravel verra trois autres jeunes princes bien faits⁴, mais dont les inclinations sont un peu éloignées de la France, selon l'éducation qu'on donne ordinairement à la jeunesse de ce pays-ci. Celle-là, néanmoins, ne leur est point inspirée par leur gouverneur, nommé d'Anché⁵, calviniste françois, mais très honnête homme et très sage.

Il y a deux princesses⁶, l'une veuve, depuis peu de jours, du prince de Mekelbourg⁷, l'autre qui se nomme la princesse Élisabeth. Elle est destinée au prince royal de Danemark, et c'est un dessein qui devroit obliger Monsieur l'Électeur de Brandebourg à observer une conduite plus agréable à cette couronne que celle qu'il tient présentement. Plusieurs personnes sont persuadées de ce mariage, parce qu'il s'y trouve une convenience réciproque; cependant, la négociation qu'on en fait est extrêmement secrète. C'est le sr Fuchs qui en est le seul condu-

1. Sophie-Charlotte de Hanovre (1668-1705) était la seconde femme du kurprinz qu'elle avait épousé en 1684.

2. Philippe-Guillaume était né le 16 novembre 1669. Par deux testaments de 1680 et de 1686, l'Électeur attribuait à ce prince la principauté de Halberstadt et le comté de Reinstein, qu'il devait posséder sous la souveraineté de son frère consanguin. Pour l'histoire des testaments du Grand Électeur, voir J.-G. Droysen, *Geschichte der preussischen Politik*, IV, 4, p. 129 et suiv., 2^e éd., in-8°, Leipzig, 1870.

3. Elle attendait la naissance de Frédéric-Guillaume, le futur Roi Sergent, qui vint au monde le 14 aout 1688.

4. Les margraves Albert-Frédéric, Charles-Philippe et Christian-Louis, fils cadets de l'électrice Dorothée.

5. Claude du Bellay, seigneur d'Anché, chambellan du Grand Électeur, avait quitté la France quelques années avant la révocation de l'édit de Nantes; il devait mourir en 1694.

6. Une des trois filles de l'électrice Dorothée était morte, en effet.

7. C'est le 30 mars 1688 que le prince héritier de Mecklembourg avait succombé à la petite vérole.

teur, et c'est ce qui augmente le ressentiment du roi de Danemark contre lui par le procédé qu'il a dans les conférences d'Altena.

Il y a une fille du prince électoral¹ qui sera la plus grande héritière de l'Europe, si Monsieur son père meurt sans enfants mâles. Elle hérite du prince d'Orange et de tous les biens allodiaux de la maison de Brandebourg.

Les ministres qui ont le plus de part au gouvernement des affaires, soit par leur rang ou par leur faveur, sont premièrement Monsieur le prince d'Anhalt². C'est un homme entièrement attaché à la cour de l'Empereur; il l'est de manière qu'on ne doit jamais prendre aucune sorte de confiance en lui. Ce prince n'a aucune part à la faveur et n'est souffert que par son rang de beau-frère, de premier ministre et de gouverneur en chef des quatre Marches³. Il a de l'esprit, mais fort attaché à la bagatelle. Son extérieur est tout à fait honnête et agréable. Cependant, il est faux et artificieux au delà de ce qu'on peut imaginer. Il a l'air du monde, est libéral, de bonne conversation et affecte un caractère désintéressé et sincère. J'avertis Monsieur le marquis de Gravel de toutes ces particularités, parce qu'effectivement il a des manières tout à fait engageantes; mais on n'a point encore d'exemples qu'on ait pris confiance en lui sans en avoir eu du chagrin, particulièrement en ce qui regarde le service de l'Empereur, auquel il est entièrement dévoué. Je ne doute pas que le premier avis que Monsieur l'Électeur donnera à Monsieur de Gravel ne soit d'être sur ses gardes avec ce prince.

Après lui est Monsieur le maréchal de Schomberg⁴. C'est un homme dont le caractère et le mérite sont assez connus; mais, comme il a beaucoup de crédit dans cette cour, je dois rapporter les choses que j'ai remarquées de lui. On ne doit premièrement pas regarder son âge comme le rendant sujet aux infirmités de la vieillesse. On n'en connaît en lui ni pour le corps ni pour l'esprit, et il a la raison aussi saine et les sentiments aussi vifs qu'on peut les avoir. Lorsqu'il est entré dans le service de Monsieur l'Électeur, il a marqué une forte passion pour

1. Louise-Dorothée-Sophie, née en 1680, fille d'Élisabeth-Henriette de Hesse-Cassel, première femme du kurprinz.

2. Jean-Georges II d'Anhalt-Dessau (1627-1693), beau-frère du Grand Électeur par sa femme, sœur cadette de Louise-Henriette d'Orange, était entré en 1658 au service du Brandebourg et jouait un rôle assez considérable depuis 1660.

3. Il y avait en réalité cinq marches de Brandebourg : Altmark, Mittelmark, Vormark, Uckermark et Neumark.

4. Frédéric-Armand, comte de Schomberg (1619-1690), maréchal de France, avait émigré en Brandebourg après la Révocation de l'édit de Nantes, avec beaucoup d'autres gentilshommes protestants. Malgré tout, il restait encore attaché à Louis XIV, et lui avait demandé l'autorisation d'accepter le titre de généralissime des troupes électoralies; le Roi lui avait fait répondre par Rébenac (le 15 mai 1687) qu'il y consentait tant que l'Électeur demeurerait dans son alliance. Cf. A. E. *Corr. de Brandebourg*, XXVIII.

les intérêts du Roi et s'est même mis au-dessus de la crainte qu'on vouloit lui inspirer que l'attachement qu'il marquoit pour la France ne fût un obstacle à la confiance de Monsieur l'Électeur et à l'augmentation de ses biensfaits. Il a donné des preuves de son sentiment dans toutes les rencontres et même sur les matières les plus délicates, qui sont celles des calvinistes françois. On ne peut en user à leur égard d'une manière plus agréable au Roi, puisqu'il a toujours laissé à ceux qui vouloient se retirer une liberté entière de le faire et qu'il a plusieurs fois empêché qu'on ne courût après eux, et cela même lui a rendu des mauvais offices. Présentement, Monsieur le maréchal de Schomberg paroit bien affligé de la perte des bonnes grâces du Roi. On lui a retranché ses pensions et ses appointements, et il y est fort sensible. Jusques à présent, néanmoins, ses actions et ses conseils ont toujours été les mêmes; mais il est à craindre qu'il ne s'écarte, et il seroit embarrassant qu'il se joignit au grand nombre, qui est toujours composé de ceux qui sont contraires aux intérêts de la France. Si cela arrive, on pourra réveiller une jalouſie naturelle que les ministres de cette cour ont contre lui, et il ne leur sera pas malaisé, lorsqu'on les aidera, de diminuer la confiance que Monsieur l'Électeur prend en lui. Ce prince est porté par sa propre nature à avoir de l'éloignement pour les personnes qui sont à son service et qui se distinguent par leurs mérites et surtout par la droite raiſon, ce qui cause souvent de grands préjudices à ses intérêts.

Le sr de Meinders¹ est le ministre de cette cour sur lequel on doit faire le plus de réflexion; Monsieur le marquis de Gravel le trouvera le plus habile et le plus solide, non seulement du pays où il est, mais peut-être même de tout le reste de l'Empire. La maxime qu'il suit et dont il ne s'est jamais écarté est de s'attacher à ce qu'il croit être le bien de son maître; mais il veut que ce chemin le conduise à une fortune opulente, et cela lui fait aimer les gratifications et autres faveurs qui augmentent son bien². Il est certain que ce qu'on lui donne par l'ordre du Roi est parfaitement bien employé, mais on ne doit en attendre aucune démarche qu'il croie contraire à son devoir. Il est dans une persuasion entière que le seul et véritable intérêt de son maître l'attache entièrement au Roi; mais il veut qu'il le fasse avec dignité et croit qu'il doit en même temps ménager la confiance des autres princes de l'Empire, en sorte qu'il en soit regardé comme le premier et le seul capable de s'opposer aux entreprises de l'Empereur par ses propres forces

1. François de Meinders (1630-1695) était entré dans la vie politique comme secrétaire de Waldeck en 1655; resté ensuite au service de l'Électeur, il avait rempli diverses missions diplomatiques et était devenu conseiller secret en 1672. Depuis la mort de Schwerin et d'Iéna, c'était un des principaux ministres de Frédéric-Guillaume. Il était partisan résolu de l'alliance française.

2. M. Prutz, *op. cit.*, et M. Bulard, dans son étude sur les *Traités de Saint-Germain* (Paris, 1898, in-8°), ont insisté sur le système de corruption employé par Rébenac à la cour de Berlin et montré que Meinders reçut pour sa part de belles gratifications.

et par son habileté, et à celles de la France par en attirer une confiance entière et paroître en état aussi de faire pencher la balance, s'il abandonnoit son parti pour se jeter dans celui de l'Empereur. Voilà son plus grand but.

Monsieur le marquis de Gravel peut s'ouvrir à lui et lui parler avec une confiance entière, c'est-à-dire pour des choses où ce ministre ne pourroit pas tirer des avantages considérables pour son maître; car pour lors il n'y a aucune confiance à y prendre. Mon dessein dans cette description seroit de faire connoître le sr Meinders comme un ministre fort habile qui n'est point corrompu du tout, mais qui, dans le fond de son cœur, est très bien intentionné pour la continuation de l'alliance entre le Roi et son maître. Monsieur de Gravel aura bientôt reconnu les traverses qui lui viennent de la part du sr Fuchs et de tous ceux qui voient avec peine l'attachement de cette cour aux intérêts de la France. Elles sont plus grandes dans la conjoncture présente qu'elles ne l'ont jamais été, et il s'est passé entre eux depuis trois jours des choses qui pouvoient attirer la disgrâce de l'un ou de l'autre.

Le sr de Gromkau¹, grand maréchal de la cour et commissaire général, a part, par ses charges et par sa faveur, à l'administration des plus grandes affaires. Il est bon homme et d'une droite raison lorsqu'il agit par lui-même; mais il est ordinairement gouverné par sa femme, qui sous un dehors plein de douceur renferme un désir continual de satisfaire son ambition, son intérêt et sa vengeance. Cette femme doit être regardée comme un des premiers mobiles de cette cour pour toute sorte d'affaires. Elle a beaucoup de crédit sur l'esprit du sr Meinders et gouverne absolument son mari. Il est nécessaire de la ménager; mais en même temps il est difficile de n'y être point trompé lorsqu'on croit pouvoir y prendre le plus de confiance.

Le sr Fuchs² est un homme d'un caractère à ne le trouver indifférent sur aucune sorte d'affaires qu'on puisse avoir en cette cour. Il a de la passion sur tout et emploie tout ce qui peut dépendre de lui pour

1. Joachim-Ernest de Grumbkow (1637-1690), père du ministre favori du Roi Sergent, était un des meilleurs serviteurs du Grand Électeur; son administration comme commissaire général des guerres (*Generalkriegskommissar*), de 1679 à 1690, donna d'excellents résultats. Cf. Isaacsohn, *Geschichte des preussischen Beamtenthums*, Berlin, 1878, in-8°, II, p. 264 et suiv. Il avait épousé la fille du conseiller secret, de Grote, qui combattait ses sympathies pour la France. Voici ce qui est dit d'elle dans les notes d'informations déjà citées : « Madame de Gromkau est la bonne amie de Meinders, qu'elle gouverne entièrement... » et en marge : « Il la faut beaucoup mesnager. »

2. Le poméranien Paul de Fuchs (1640-1704) s'était signalé par divers ouvrages de droit et avait été professeur à l'Université de Duisbourg avant d'entrer dans la carrière administrative; secrétaire de l'Électeur en 1670, conseiller de cour en 1679, il était depuis 1682 membre du Conseil d'Etat secret, et exercait une grande influence sur la politique extérieure. C'était un partisan résolu de l'alliance hollandaise et impériale.

réussir dans son dessein. Il a très utilement servi le Roi, les quatre premières années que j'ai été ici, et je n'ai point encore vu un dévouement pareil à celui qu'il avoit. Depuis cela, l'ambition s'est emparée de son esprit. Le parti de l'Empereur, qui étoit entièrement abattu, lui fit comprendre qu'un homme de son mérite devoit n'être point toujours au-dessous du sr de Meinders et que, s'il pouvoit ruiner son crédit, il se trouveroit infailliblement à la tête de toutes les affaires. Il a donc cru que le chemin le plus court pour y parvenir étoit de ruiner les intérêts de la France, afin de ruiner en même temps celui qu'on accusoit de les soutenir. On peut dire qu'il a suivi ce dessein avec fureur et qu'il y sacrifie la gloire et les intérêts de son maître dans toutes les rencontres. Je dois avertir Monsieur le marquis de Gravel que, s'il pouvoit gagner une véritable confiance dans l'esprit du sr Fuchs, il rendroit au Roi un service très considérable, parce qu'il lèveroit en même temps tous les obstacles qu'il y apporte et s'en serviroit avec beaucoup d'utilité; mais je ne sais quelle voie je pourrois lui conseiller de prendre pour y réussir. S'il se détache absolument du sr de Meinders, ce sera un moyen de lui plaire. Ce seroit néanmoins un parti dangereux à suivre, et il faudroit auparavant en voir un succès bien assuré.

Il y a un écueil près du sr Fuchs contre lequel il est difficile de ne point échouer, c'est sa manière de dire les choses lorsqu'elles sont fausses; il les accompagne de serments si grands et choisit des termes si pleins de vraisemblance et qui marquent tant de sincérité qu'il est presque impossible de n'y être pas surpris. Je supplie Monsieur le marquis de Gravel de faire une réflexion particulière à ceci, parce que une expérience de plusieurs années m'en a convaincu aussi bien que plusieurs autres personnes qui y ont été abusées.

Le sr Fuchs aime ses plaisirs avec excès et les aime tous, mais il ne les partage guère avec les honnêtes gens; ainsi, il est difficile d'y entrer; il est grand dissipateur, et c'est ce qui le rend susceptible de tout ce qui peut fournir à sa dépense; mais il est à remarquer que ceux qui sont opposés aux intérêts du Roi connaissent son humeur comme nous, et il est certain qu'ils l'emportent de beaucoup par leurs libéralités. En sorte que l'argent du Roi, qui seroit bien employé s'il y avoit de l'apparence qu'on pût le détacher du parti où il est, seroit entièrement perdu aussi s'il en recevoit dans la disposition où on le voit présentement.

On doit compter encore sur ce que ce même ministre, qui nous est à présent si contraire, nous seroit entièrement favorable s'il gouvernoit seul les affaires, parce qu'il n'y a pas d'apparence qu'il voulût continuer sans nécessité à jeter son maître dans des partis si opposés à son véritable intérêt; mais, jusques à l'heure présente, il me paroît que la solidité et la raison du sr de Meinders doivent étre préférées à tout autre parti, quoique souvent il s'y soit rencontré des inconvenients fort grands.

Le sr^e de Reez¹ est aussi conseiller d'État en faveur; pour ce qui regarde sa fonction, il a un grand détail des affaires intérieures et entre aussi quelques fois dans celles du dehors. C'est un homme avec qui les civilités ordinaires suffisent, sans qu'il soit nécessaire de cultiver plus particulièrement son amitié.

Le sr^e de Kniphausen², surintendant des finances, est un homme extrêmement dissimulé, couvert et artificieux, grand ennemi de la France et toujours attentif à ce qui peut lui nuire; mais il affecte un extérieur indifférent sur les affaires étrangères, et cela le met en état de rendre quelques fois de très mauvais offices.

Il y a plusieurs autres conseillers privés, comme les sr^s de Blumenthal, Schwerin, Knisbeck³, Spanheim et Schmettau. Ces deux derniers sont présentement l'un en France et l'autre à Ratisbonne. Le sr^e de Spanheim⁴ est d'un mérite connu; on ne peut avoir une passion plus sincère que celle qu'il a de maintenir une parfaite intelligence entre le Roi et son maître. Le sr^e de Schmettau⁵ est gendre de Fuchs; il est homme d'esprit et raisonnable. Les trois autres ne sont presque conseillers que de nom, et, quoiqu'ils entrent au Conseil privé, Monsieur l'Électeur a si peu de considération et d'estime pour eux qu'ils ne sont écoutés sur rien.

Le sr^e de Schöning⁶ qui, après M. le maréchal de Schomberg, est

1. Jean-Frédéric de Rhetz était conseiller secret depuis novembre 1682 et ne joua jamais qu'un rôle effacé.

2. Le baron Dodo de Kniphausen, originaire de l'Ost-Frise, dirigea les finances brandebourgeoises de 1683 à 1698 et s'est distingué par l'organisation définitive de la chambre des finances de la cour (*Hofkammer*).

3. Christophe Gaspard, baron de Blumenthal, gendre du vieux Schwerin, avait rempli autrefois plusieurs missions en France. Otto de Schwerin, le jeune (1645-1705), beau-frère de Blumenthal, s'était également signalé comme diplomate. Quant au conseiller von dem Knesebeck, il appartenait à une famille de la vieille marche de Brandebourg qui, depuis le xvi^e siècle, avait déjà fourni aux électeurs plusieurs administrateurs distingués. Dans les notes qui ont servi à Rébenac, il est dit que Knesebeck était maître d'hôtel de l'électrice.

4. Sur Ézéchiel de Spanheim (1629-1710), ambassadeur à Paris de 1680 à 1689 et de 1698 à 1701, voir l'excellente étude de M. E. Bourgeois dans sa récente publication, *Ézéchiel Spanheim, Relation de la cour de France en 1690*, Paris et Lyon, 1900, 1 vol. in-8°.

5. Wolfgang de Schmettau surtout joué un rôle comme diplomate et devait être en 1697 un des plénipotentiaires du Brandebourg à Ryswick.

6. Hans-Adam de Schoening (1641-1696) était lieutenant général et très jaloux de Schomberg et du vieux Derflinger. Le comte Christophe de Dohna, dans ses *Mémoires sur le règne et la cour de Frédéric I^{er}* (Berlin, 1833, in-8°), a insisté sur le mauvais caractère de Schoening, qui finit d'ailleurs par quitter le service du Brandebourg en 1690, à la suite d'une altercation avec le général Barfuss. Voici la note que Rébenac avait d'abord rédigée sur son compte : « Schoening est un homme glorieux comme Lucifer, prenant tout en mauvaise

celui qui attire le plus de considération, peut être regardé comme un homme dont on doit autant rechercher l'amitié qu'on doit éviter d'être mal avec lui. Il est assez difficile à gouverner par les services continuels qu'il exige de ceux avec qui il est en liaison. Il est vrai qu'il sert de son côté parfaitement bien et peut être employé à toutes choses sans exception. Il n'y a personne ici de qui j'aie tiré tant de services que de lui, tout le temps que ses liaisons avec moi ont pu être secrètes. Ses ennemis, qui sont en grand nombre et des plus puissants, s'en sont aperçus et ont tout employé pour le rendre suspect par cet endroit. Il est jusques à présent si fort le maître de l'esprit du prince électoral qu'il n'a aucune peine à le porter où bon lui semble. Son projet est de se prévaloir de son crédit, en sorte que, dès le commencement de la régence du prince, il puisse satisfaire son humeur naturellement vindicative, disgracier ceux qui ne sont point de ses amis et s'arroger une autorité absolue sur les troupes. Pour ce qui regarde les affaires étrangères, il ne pourra y entrer qu'en gros, c'est-à-dire qu'il pourra disposer l'esprit de son maître plus favorablement pour l'un que pour l'autre; mais ce sera toujours pour celui dont il recevra le plus de gratification. Il seroit très utile de le maintenir dans les sentiments où il est, en lui accordant quelque grâce dans quelque temps d'ici.

Le sr de Schöning est présentement en inimitié avec le sr de Gromkau; il a même été en froideur depuis quelque temps avec le sr de Meinders aussi bien qu'avec M. le maréchal de Schomberg. En un mot, c'est un homme très difficile à vivre, ambitieux, violent, hardi, désireux d'argent et de biens, injuste et vindicatif, tout cela au dernier point. Il a en même temps de bonnes qualités, et je dois dire que c'est l'homme de toute cette cour qu'il est le plus nécessaire de ménager; mais il faut le faire adroitemment, parce qu'il est mortellement haine de M^r l'Électeur et que tous les ministres le regardent comme un homme qui ne les accorde point.

Monsieur le marquis de Gravel doit remarquer que je ne suis pas, dans ce Mémoire, le rang que les dignités donnent en cette cour. Je m'attache seulement à ceux qui sont en place et qui me paroissent avoir du rapport directement ou indirectement aux affaires du Roi.

Les ministres étrangers que Monsieur le marquis de Gravel trouvera à la cour de Brandebourg sont le baron de Freytag¹, de la part de l'Empereur. C'est un homme fort sage et fort raisonnable. Il conduit sûrement les affaires et ne les gâte par aucun endroit. Personne aussi n'a

part, soupçonneux et regardant tout ce qu'il trouve devant lui comme un obstacle à sa fortune, intéressé au dernier point et capable de tout pour de l'argent » (A. E., *Corr. de Brandebourg*, XXXIII, *loc. cit.*).

1. François-Henri, baron de Fridag († janvier 1694), était un des meilleurs diplomates de l'Autriche. Ambassadeur à Berlin depuis décembre 1684, il devait conserver ce poste important jusqu'au milieu de l'année 1693. Voir sur lui les ouvrages de M. Pribram, *Österreich und Brandenburg* (1685-1686 et 1688-1700), Innsbruck et Leipzig, 1884 et 1885, 2 vol. in-8°.

de si grands avantages que lui; il est beau-frère du *s^r* de Kniphausen et est informé jusques à la moindre circonstance de tout ce qui se passe dans le Conseil, n'y ayant aucun ministre de ceux qui ne sont point dans la première faveur qui ne l'avertisse de tout ce qui se passe autant qu'ils en ont de connaissance eux-mêmes; mais ils ne savent pas tous les secrets, et particulièrement ceux qui regardent la France. Monsieur le marquis de Gravel trouvera que la pluralité du Conseil est entièrement pour l'Empereur, parce que ceux qui, depuis huit ans, n'ont pas été agréables à la France, ont été exclus de la faveur et des grâces qui l'accompagnent; leur intérêt les porte donc à désirer le renversement de nos affaires dans l'espoir qu'ils ont d'en profiter.

Monsieur de Lenten¹, qui est de la part du roi de Danemark, est un ministre dont les intentions sont extrêmement droites et pleines d'honneur. Sa conduite marque un désir sincère de maintenir une intelligence parfaite entre le Roi et le roi son maître. Il se trouve ici dans une conjoncture peu favorable au Danemark, mais il la rectifie autant qu'il est possible par son adresse et par son application. Je suis persuadé que Monsieur de Gravel doit prendre en lui une confiance entière sur toutes choses, et il en tirera des avis et des lumières qui lui seront extrêmement avantageuses pour sa négociation.

Monsieur de Makelier² est de la part de la Suède. C'est un bon homme qui ne se pique pas de beaucoup de finesse. Il est aisément connu par ses discours et sa conduite, depuis trois mois qu'il est ici, qu'il y a une liaison étroite entre son maître et cette cour et qu'il a ordre de ne s'opposer pas seulement aux intérêts du Danemark, mais aussi à ceux de la France.

Monsieur de Bothmar³ est envoyé de la maison de Brunswik. Il y a six mois que Monsieur l'Électeur ne veut point le voir, lui attribuant d'être l'auteur de certaines choses dont il croit avoir eu sujet de se plaindre. Ce ministre ne s'embarrasse pas de sa disgrâce, s'attache au prince et à la princesse électoral, et, pour les affaires publiques, il y entre sans prévention contre nous.

Un homme que Monsieur le marquis de Gravel trouvera mêlé dans toutes sortes d'intrigues et toujours plein d'artifices et de friponneries contre les intérêts de la France et tout ce qui peut y avoir rapport, c'est le *s^r* Ham⁴, agent des États Généraux. Il s'est insinué dans la confiance

1. Jean-Hugues de Lente, sans doute un parent du diplomate et ministre d'État, Christian de Lente.

2. Je n'ai rien pu découvrir sur cet agent, qui devait être tout à fait de second ordre.

3. Jean-Gaspard de Bothmer (1656-1732), envoyé à Berlin depuis 1685, devait plus tard jouer un grand rôle à Londres et contribuer à l'élevation de Georges-Louis de Hanovre au trône d'Angleterre.

4. Le docteur Jean Ham, secrétaire de l'ambassadeur Amerongen, était resté à Berlin, après le départ de son chef en 1685, avec le titre de commissaire des États. Depuis 1687, les Hollandais avaient auprès de l'Électeur un nouvel

de Monsieur l'Électeur, est toujours sur les lieux et profite de tout. C'est un homme qui ne doit point être ménagé et qu'on doit au contraire traiter avec mépris, parce que c'est le moyen de le contenir dans quelques bornes.

Monsieur le marquis de Gravel trouvera un fort grand nombre de calvinistes françois ici. Le retranchement d'une partie des grâces qu'on leur accordoit au commencement, l'inconstance qui leur est assez naturelle, ou plutôt l'impression que la vérité fait à la longue sur les esprits, en a déjà porté une assez grande quantité à retourner en France. Ceux qui sont éloignés de Berlin prennent d'eux-mêmes le chemin le plus court, les autres s'adressent à moi et demandent quelques secours pour leur voyage et des facilités pour leur sortie. Je leur ai accordé l'un et l'autre selon les ordres que j'en ai reçus. Il y a quelques précautions à prendre pour rendre leur sortie assurée.

La conduite que j'ai tenue à leur égard a été de les traiter civilement. J'ai aussi trouvé en eux tout le respect qu'ils devoient à mon caractère et toute sorte d'amitié pour ma personne. J'ai cru devoir en user de cette sorte, afin de maintenir ces gens-là dans l'habitude de reconnoître toujours le Roi pour leur souverain et les empêcher de se jeter dans les extrémités. Ils venoient en foule dans ma maison, malgré les avertissements de leurs ministres; la plupart de ceux qui sont retournés ont été de ce nombre. J'étois encore par ce moyen averti de ce qui se passoit parmi les calvinistes et je cherchois à en profiter.

Il est difficile que, dans ce grand nombre, il ne s'y trouve des gens à qui le ressentiment de la perte de leurs biens et les maux qu'ils souffrent ici ne fassent quelques fois dire des choses mal à propos. Je ne me suis pas mis en peine de les rechercher lorsque j'ai cru pouvoir m'en dispenser; je craignois de me compromettre et de les écarter de chez moi. Ceux aussi qui pousoient les choses jusques au manque de respect, je leur ai donné lieu de s'en repentir, et les ministres de cette cour les en ont châtiés. Voilà ce que j'ai observé à cet égard, et je le dis ici parce que je m'en suis bien trouvé.

Je ne sais si Monsieur d'Espense¹ gardera à l'avenir plus de modération qu'il n'a fait depuis deux ans et demi. Il seroit à souhaiter qu'il le fit, sa conduite ayant été très mauvaise et très peu respectueuse pour le Roi, en sorte que je suis persuadé, et tous les ministres de cette cour le

ambassadeur, Jacques Hop; mais celui-ci était parti pour Hambourg au mois de mars 1688 et ne devait revenir qu'après la mort de Frédéric-Guillaume; Ham était chargé des affaires *par intérim*. Cf. *Urkunden und Actenstücke zur Geschichte des Kurfürsten Friedrich Wilhelm I.* t. III, Berlin, 1864, in-8°, p. 780-782.

1. Louis de Beauvau, comte d'Espense, après avoir servi longtemps Louis XIV, avait émigré en 1670 parce que sa qualité de protestant nuisait à son avancement. Bien accueilli en Brandebourg, il y était devenu successivement colonel des gardes du corps et lieutenant général. Il devait y mourir dans cette même année 1688.

sont avec moi, que c'est lui seul qui, par son application continuelle à remplir l'esprit de Monsieur l'Électeur de toute sorte de fables et d'histoires propres à l'irriter, a enfin porté ce prince à en user comme on l'a vu durant un fort long temps.

Comme M^r d'Espense est présentement hors de crédit et qu'il connaît que son procédé à la longue a été désagréable à M^r l'Électeur, il arrivera peut-être qu'il rejetera la faute sur ma personne, et, si cela est, j'ose conseiller Monsieur de Gravel de le recevoir en amitié, parce qu'il est certain que la fureur dont il est toujours animé sur les affaires de la religion et son assiduité à la cour produisent toujours quelques mauvais effets, et il seroit bon qu'il voulût n'en plus user de même.

Les gens sur qui Monsieur le marquis de Gravel peut compter pour recevoir des avis de leur part sont le s^r Cormesser, valet de chambre en grande faveur près de son maître. C'est un honnête homme et dont l'amitié est très considérable. J'ai toujours eu sujet de me louer de lui. Je lui ai fait des présents de temps en temps¹. Le Roi a bien voulu, d'un autre côté, qu'on lui donnât quelque chose sur les fonds que Sa Majesté destinoit aux gratifications de cette cour.

Le colonel Perbant², qu'on regarde comme le favori de Monsieur l'Électeur pour les petits divertissements, est un homme dont j'ai tiré beaucoup de services.

Le s^r Wangenheim, colonel des Trabants³, étoit un ami dont j'étois entièrement assuré. On peut en beaucoup de choses faire fonds sur lui. Il m'a prié de le recommander.

Le général major du Hamel est françois catholique et très galant homme. Il n'y a aucun doute qu'il ne rende à Monsieur de Gravel tous les services qui dépendront de lui. Il m'a prié de l'en assurer de sa part.

Tous ces gens-ci, à l'exception du s^r Cormesser, n'entrent point dans le détail des affaires; mais on ne laisse point de tirer un bon usage de leur amitié. Je les ai tous entretenus par des petits présents, mais assez fréquents.

Il y a beaucoup de choses que j'omets à mettre dans ce mémoire. Le sieur Poussin, qui reste ici, informera Monsieur le marquis de Gravel de tout ce qui sera venu à sa connoissance.

1. Voir à ce sujet le compte général dressé par Rébenac en 1684 des sommes distribuées par lui à Berlin de 1681 à 1684, dans Prutz, *op. cit.*, p. 376-378. Cormesser ou Cormesser y figure pour plus de 12,000 livres.

2. Godefroy de Perband, gouverneur d'Angerbourg, avait été au service de la Suède et de la France avant de devenir colonel d'un régiment de dragons en Brandebourg; il avait épousé en 1680 M^{me} de Wangenheim, dame d'honneur de l'électrice. Le mari et la femme avaient reçu également de l'argent françois. Cf. Prutz, *loc. cit.*, p. 137.

3. Les trabans, armés de hallebardes, formaient un corps d'élite. On fait venir le nom de l'allemand *traben* (trotter) ou du vieux mot *trabe* (hampe de bannière).

CORRESPONDANCE.

Monsieur le Directeur,

Dans l'analyse des Recueils périodiques que contient le volume de la *Revue historique* de novembre-décembre 1901, je trouve quelques observations concernant un article inséré par moi dans la *Revue de synthèse historique*. Vous me permettrez de répondre par quelques lignes à ces observations. Voici d'abord la notice en question :

XÉNOPOL. Encore la race et le milieu (dans cette réplique à M. Lacombe, M. Xénopol a laissé voir la faiblesse de sa théorie sur la race en prenant comme critérium la langue. En effet, la langue des Français est romaine, et pourtant les Français n'ont en eux qu'une bien faible proportion de sang romain. Les Roumains ont une langue romaine et ne sont assurément pas de race romaine. Les nations sont le produit des circonstances et des milieux ; on cherche en vain à y discerner un élément ethnique permanent et irréductible. L'idée de race, dès qu'on sort des divisions très générales en blancs, jaunes et noirs, est une conception sans portée et souvent perturbatrice en politique comme en science. En quoi, par exemple, M. Xénopol, qui est de race sémitique, diffère-t-il au point de vue intellectuel et moral d'un Roumain à race latine ou slave?).

L'auteur de l'analyse rapportée ne s'est pas donné la peine d'étudier plus profondément le rapport qui existe entre la langue d'un peuple et la race dont il est issu. Les peuples auront beau parler des idiomes empruntés à d'autres peuples, donc à d'autres races, ils les modifièront toujours d'après la nature de leurs facultés primordiales, conditionnées par la race à laquelle ils appartiennent. Les Français sont des Gaulois qui parlent une langue d'origine latine et les Roumains des Daces qui présentent le même phénomène. Il paraîtrait donc qu'entre la race et la langue il n'y eût aucune connexion. Mais la façon dont les Français d'une part et les Roumains de l'autre ont modifié la langue latine qui leur fut imposée par la conquête romaine démontre l'influence de leur race originaire sur l'emprunt commun. Car, autrement, à quelle circonstance saurait-on attribuer les changements différents dans la phonétique, la grammaire, la dérivation et la sémantique, que la même langue, imposée par le même peuple et de la même façon, a éprouvés dans les Gaules et chez les Roumains ? Il est évident que c'est la réaction du fond originaire différent chez ces deux peuples, contre l'influence identique, qui donna naissance au résultat différent.

Les peuples, à l'origine, sont différents physiologiquement et psycho-

logiquement, et le reflet le plus puissant et le plus caractéristique de leur constitution, c'est précisément leur langue. Mais, avec le temps, les peuples se superposent, se mêlent, s'amalgament et donnent naissance à des composés hybrides, dont les langues ne paraissent plus être en rapport avec le substratum ethnique. Et pourtant ce n'est qu'une apparence. Au fond, la langue parlée par un peuple représente toujours sa constitution intime. Mais les apports des divers éléments qui sont entrés dans la composition de l'amalgame ne sont ni de même nature ni toujours en proportion avec l'importance matérielle de l'élément ethnique entré en combinaison. Il peut arriver qu'un peuple présente dans sa langue l'image assez fidèle des proportions dans lesquelles se sont combinés les divers éléments ethniques qui ont pris part à sa formation. Comme exemple, citons les Anglais, au moins en ce qui concerne le mélange d'Anglo-Saxons et de Normands, dont ils sont sortis. Un autre peuple, au contraire, empruntera à l'un des composants la partie matérielle de la langue, les mots et les sons, pendant que l'esprit qui l'anime, et sans lequel une langue humaine n'existe pas, sera pris à un autre élément. Tels sont précisément le français et le roumain, dont la forme extérieure de la langue est latine, pendant que l'esprit qui la vivifie est gaulois ou dace.

Mais la race, c'est-à-dire le composé ethnique qui constitue les différents peuples actuels, quoiqu'elle trouve son miroir le plus fidèle dans l'idiome parlé par le peuple, n'arrête pas seulement là ses manifestations. Elle pénètre de son esprit particulier toute sa manière d'être, toutes ses institutions, ses habitudes, ses mœurs, sa littérature, son art, sa philosophie, et nous nous étonnons comment on peut soutenir que l'idée de race serait une conception perturbatrice en politique comme en science¹.

A.-D. XÉNOPOL.

1. Je ne sais où l'auteur de la notice que nous visons dans notre réponse a pris l'information que j'appartiens à la race sémitique. Ni mon père, ni ma mère, ni mon grand-père, ni ma grand-mère n'ont été des sémites. Mon grand-père, probablement originaire d'Albanie ou de Macédoine, s'était établi en Grèce et y avait obtenu le sobriquet de Ξενός ποντιάς, Xénopol, fils de l'étranger, ce qui prouve en même temps qu'il n'était pas Grec, malgré le nom grec qui est resté attaché à notre famille. Mon père, Démètre Xénopol, orthodoxe comme mes grands-parents, vint en Roumanie vers 1830, s'y maria en épousant une Roumaine en 1845 et en eut six enfants, dont je suis l'aîné, tous baptisés dans la religion chrétienne orthodoxe. La légende que notre famille est juive a été inventée pour combattre mon frère, Nicolas Xénopol, lorsqu'il posa sa candidature comme député, les juifs n'étant pas trop bien vus en Roumanie, et, depuis, cette légende a fait le tour du monde.

BULLETIN HISTORIQUE

FRANCE.

HISTOIRE GÉNÉRALE. — Les *Essais de critique sur l'histoire militaire des Gaulois et des Français*¹, de M. Théodore DURET, reposent tout entiers sur un postulat : à savoir la permanence de l'esprit gaulois à travers toute l'histoire de France, y compris notre histoire contemporaine. De discuter la solidité de ce postulat, de décider si c'est à la race ou au climat ou bien à l'histoire elle-même que la nation française doit ses qualités et ses défauts, ce n'est pas ici le lieu. Toujours est-il que la thèse de M. Duret relève moins, — en dépit du titre de ses *Essais*, — de l'histoire *critique* que de la philosophie de l'histoire, et qu'il est singulier, à force de vouloir opposer l'esprit gaulois à l'esprit romain, d'aller chercher la caractéristique de l'esprit gaulois chez... ce Corse de Buonaparte ! De même Richelieu sera « romain » et aussi Louis-Philippe (qui aurait été, tout le premier, étonné de se voir comparé, page 309, au grand cardinal), parce qu'ils ont révélé un juste équilibre des forces de l'Europe, un légitime et durable établissement de la grandeur française. Charles VIII, Louis XIV, bref, tous nos conquérants, seront des « Gaulois. »

Thèse à part, M. Duret, — qui fait d'ailleurs plutôt l'histoire de notre politique étrangère que notre histoire militaire, — met très bien en lumière ce fait que nos guerres furent plus souvent guerres de magnificence que guerres d'utilité². « L'amour de la guerre aventureuse, portée au bout du monde, » tel est, dans notre histoire, cet élément permanent que M. Duret appelle gaulois. Il en suit les manifestations dans un récit attachant et non sans mérites. On regrette

1. Paris, 1901, éditions de la *Revue blanche*, in-18 de 327 p.

2. Il n'est peut-être pas d'une bonne méthode, pour établir (entre 1830 et 1869) le nombre des Français sincèrement « attachés au gouvernement libre... et désireux de vivre en paix avec leurs voisins, » d'additionner les 300,000 bourgeois libéraux qui soutenaient le régime de Juillet et les 640,000 républicains qui votèrent contre le plébiscite. D'une part, il y a, entre ces deux chiffres, des doubles emplois; d'autre part, bien des Français combattirent la monarchie orléaniste ou votèrent le plébiscite pour des raisons tout à fait étrangères à la passion des conquêtes.

ependant de trouver en cet esprit tant d'idées toutes faites : que nous ne connaîtrions la civilisation gauloise que par les écrits des Grecs et des Romains, que la France aurait rencontré « une dynastie tout à fait nationale » avec Hugues Capet, etc. Le sujet est souvent noyé sous les détails : les croisades y sont racontées longuement, même les croisades allemandes ou hongroises, parce qu'elles sont « *Gesta Dei per Francos.* » Inversement, les guerres de religion sont exécutées en deux lignes (p. 434) ; l'auteur n'y voit qu'une « prosélytisation de la puissance militaire » de la France ; il ne dit rien de l'importance de ces guerres au point de vue de l'évolution de la tactique, de la personnalité militaire d'Henri IV ou des autres chefs catholiques et huguenots. Enfin, chose à peine croyable, de cette histoire militaire des Français la Révolution est absente ! Il n'y a rien entre Louis XIV et Napoléon, et la Révolution n'obtient qu'un rappel dans le chapitre sur les Napoléon¹. Ajouterais-je que M. Duret abuse un peu de ce qu'on est convenu d'appeler les leçons de l'histoire et les enseignements du passé ? Si les guerres d'Italie furent une folie, l'échec de l'expédition d'Égypte, succédant à l'avortement des croisades, suffit-il à démontrer cette « vérité... », que rien n'est plus décevant pour des hommes partant de France que la tentative de fonder des établissements à l'orient de la Méditerranée ? » Ce n'est pas en soi-même que l'expédition d'Égypte était folle, et, ce que M. Duret écrit du Levant, il aurait pu l'écrire, il y a seulement vingt ans, de l'Extrême-Orient. Les événements se seraient chargés de démentir cette « leçon de l'histoire. »

HISTOIRE DE LA RENAISSANCE ET DU XVI^e SIÈCLE. — *L'Église et les origines de la Renaissance*, de M. Jean GUIRAUD², paraît dans une bibliothèque de haute vulgarisation³. On serait donc mal venu à lui reprocher de manquer d'originalité, d'être surtout un remaniement des travaux de MM. Fabre, Müntz, de Nolhac, etc. Un défaut plus grave est son manque d'unité. Il n'y a ni introduction ni conclusion. Le chapitre sur Boniface VIII se perd dans le détail archéologique, et trop souvent le reste n'est qu'une suite de monographies d'ar-

1. Les derniers chapitres sont, d'ailleurs, mal raccordés au plan général. Le sixième est un article proprement critique sur le tome IX de *l'Histoire générale* (ce tome mérite-t-il ce titre ambitieux : *Une nouvelle histoire de Napoléon ?*), le septième est consacré à M. Thureau-Dangin, le huitième au commandant Rousset.

2. Paris, Lecoffre, 1902, in-12, 339 p., une bibliographie et un index.

3. *Bibliothèque de l'enseignement ecclésiastique*. Notons que, d'après le prospectus, cette collection prétend faire œuvre non de « vulgarisation », mais « de haut enseignement. »

tistes et d'écrivains. La seule unité réelle du volume est dans le titre et dans la thèse qui en découle : montrer dans la Renaissance, et cela dès le début du xv^e siècle, l'influence de l'Église romaine, et comment les papes du xv^e siècle « crurent qu'ils pourraient concilier avec les enseignements traditionnels de l'Église les aspirations nouvelles des intelligences. » Cette thèse condamne l'auteur à écarter de son plan tout ce qui, dans l'histoire de la Renaissance, n'a pas eu pour centre Avignon ou Rome. C'est là une conception bien arbitraire, car, même en faisant très large la part de la papauté dans le mouvement intellectuel, il n'en reste pas moins que l'histoire de la Renaissance déborde singulièrement celle de l'Église. M. Guiraud trouve d'ailleurs que les papes pousserent trop loin la condescendance pour l'esprit nouveau. « Mal leur en prit : loin de réussir à réfréner le naturalisme païen..., ils faillirent compromettre dans ces fréquentations l'Église romaine elle-même¹. » Et, de fait, il est assez géné pour nous expliquer comment des papes qu'il loue, un Martin V, un Eugène IV, un Nicolas V, ont pu pousser « l'amour du grec » jusqu'à couvrir de leur protection des hommes comme Pogge, Filelfe ou l'immonde Panormite. Au fond, M. Guiraud n'est pas sympathique aux humanistes ; il voit plus facilement leurs verrues que leurs beautés. Du moins exprime-t-il ses préférences, sauf rares exceptions², d'un ton assez impartial.

La lettre et la carte que Toscanelli adressa le 25 juin 1474 au chanoine portugais Fernam Martins et dont il envoya plus tard une copie à Colomb sont-elles authentiques ou apocryphes ? Suivant la réponse que l'on donne à cette question, le voyage de Colomb sera ou bien une tentative pour vérifier une hypothèse (peu importe qu'elle se soit trouvée fausse) scientifiquement élaborée, ou bien une simple aventure inspirée par des données purement empiriques, par exemple par les racontars de ce « pilote inconnu, » qui disait avoir entrevu la route des Indes par l'ouest. Tous les critiques, depuis Humboldt jusqu'au prince des américanistes, M. Henry Harrisse, tenaient pour l'authenticité. Mais M. Henry VIGNAUD³ dirige contre

1. « Il fallut le cataclysme de la Réforme pour enlever l'Église aux séductions malsaines de la Renaissance. » Ailleurs, ce qui est un peu contradictoire, il reproche à la Réforme (p. 249) d'avoir arrêté les progrès des études d'exégèse biblique, parce qu'elle en révélait le danger.

2. P. 57, cette affirmation étrange : « Les missionnaires que les papes du xv^e siècle envoyèrent en Asie et en Afrique ont fait presque autant [pour découvrir le globe] que Vasco de Gama et Colomb. » Les auteurs protestants Voigt, Vollet, Ph. Monnier ne sont pas ménagés.

3. *La lettre et la carte de Toscanelli sur la route des Indes par l'ouest...*

ces documents un assaut en règle et nous fait prévoir de nouvelles attaques¹. Nous lui concéderons que l'histoire de ces pièces est au moins étrange. La lettre de « Paul, médecin de Florence² » (en qui l'on s'accorde à reconnaître Paolo Toscanelli), ne nous a été longtemps connue que par une version espagnole insérée dans l'*Historia de las Indias* (écrite vers 1552) de las Casas et par une version italienne donnée en 1571 seulement dans les *Historie* que l'on attribue à Fernand Colomb³. C'est seulement en 1871 que, sur le feuillet de garde d'une *Historia rerum gestarum d'Æneas Sylvius*, ayant appartenu à Colomb et conservé à la Colombine, M. Harrisse découvrit une transcription de l'original latin, transcription que l'on suppose être de la main du grand navigateur⁴, à moins qu'elle ne soit de son frère Barthélemy⁵. Cette lettre est précédée d'un billet d'envoi, non daté, de Toscanelli à Colomb.

Il est assurément curieux que ni Colomb lui-même ni aucun écrivain du temps avant las Casas n'ait jamais parlé de cette lettre, ni les Italiens⁶, ni les Espagnols, ni les Portugais. Les autres argu-

Étude critique sur l'authenticité et la valeur de ces documents et sur les sources des idées cosmographiques de Colomb... Paris, Leroux (*Recueil de voyages*, t. XVIII), 1901, in-8°, xxix-319 p. — M. Vignaud, disons-le tout de suite, exagère peut-être l'importance de la question Toscanelli. Comme le remarque M. H. Harrisse (*Christophe Colomb*, note 130), Colomb a puisé les mêmes idées dans la lecture familière de Pierre d'Ailly. Elles étaient, d'ailleurs, dans l'air, comme en témoigne la lettre adressée en 1493 par Münzmeister à João II de Portugal.

1. Son livre est un extrait d'un ouvrage en préparation sur les précurseurs de Barthélemy Diaz et de Christophe Colomb. D'autre part, M. Gonzalez de la Rosa doit prouver que l'auteur du faux Toscanelli, c'est... Christophe Colomb.

2. L'original dit *Paulus phisicus*, Fernand Colomb *Maestro Paolo fisico di maestro Domenico Florentino*, et las Casas *Paulo fisico* et même *Marco Paulo*. — M. Vignaud n'a pas eu la curiosité de rechercher quel est le premier texte qui ait nommé en toutes lettres Paolo Toscanelli.

3. Cette version probablement copiée sur la précédente. Si l'œuvre de las Casas n'a été imprimée qu'en 1875, elle a été connue de son vivant. Quant à la prétendue seconde lettre à Colomb que donnent ces deux ouvrages, ce n'est qu'un résumé de la première, prise ultérieurement pour un original.

4. M. Vignaud publie : 1^o un fac-similé de la lettre ; 2^o une fraction de ce fac-similé avec des pièces de comparaison. Mais la comparaison des écritures ne saurait rien donner, car l'écriture des deux frères est presque identique, et tout ce que l'on peut dire c'est que la lettre est de la main de l'un ou de l'autre Colomb.

5. Le titre *Copia misa christofaro colonbo per paulum fixicum cum una carta navigacionis* a été vraisemblablement surajouté par une autre main.

6. Cependant, Hercule d'Este, en 1494, fit faire des recherches dans les papiers de Toscanelli pour voir s'il ne s'y trouvait pas de documents sur les îles découvertes par Colomb.

ments de M. Vignaud me paraissent, en dépit de leur masse, moins imposants que celui-ci. Que la cosmographie de Toscanelli soit empruntée surtout à l'antiquité¹ et ses renseignements à Marco Polo², y a-t-il là quelque chose de surprenant chez un « savant » du xv^e siècle? Ajoutons que sa lettre contient un détail qu'un faussaire pouvait difficilement inventer, car il était quasi ignoré, la venue à Florence, au temps d'Eugène IV, d'une ambassade des pays d'Extrême-Orient. Si Fernam Martins, le destinataire supposé de la lettre, est inconnu, mais si un Estevam Martins fut réellement aumônier d'Alfonse V de Portugal, ne peut-on passer à Toscanelli (ou à Colomb) une erreur sur un prénom³?

Au reste, quel serait le motif de la supercherie que M. Vignaud attribue non pas à l'illustre découvreur, mais à son frère Barthélémy, connu en effet pour son peu de scrupule? On aurait voulu, dans la famille, grandir la gloire de Colomb; au lieu de le faire marcher sur les traces obscures d'un « pilote inconnu », on aurait imaginé de le mettre en relations scientifiques avec un cosmographe célèbre. Et ce serait pour détruire l'effet produit par les rééditions récentes de l'historière du pilote que don Luis Colon, troisième amiral des Indes, aurait, vers 1552, livré cette pièce à las Casas. A cet ingénieux roman, il n'y a qu'un malheur : c'est que las Casas donne, en même temps que la lettre de Toscanelli, l'histoire du pilote⁴. A quoi sert dès lors la supercherie? Pour prouver que le faux n'est pas de Christophe, M. Vignaud écrit fort sensément qu' « il lui était inutile et dangereux. Inutile, parce que l'histoire du pilote sans nom devait tomber d'elle-même...; dangereux, parce que la lettre à Martins diminuait le rôle de Colomb encore plus que la légende du pilote... » Mais ces raisons valent aussi contre l'hypothèse du faux commis par Barthélémy. Ajoutons que la célébrité universelle de

1. Particulièrement à Marin de Tyr, que Ptolémée citait en le réfutant.

2. « La géographie de l'auteur de la lettre de 1474 retardait donc de plus d'un siècle (p. 76). » Mais aussi celle de Colomb (voy. p. 25, 28).

3. J'écarte les soi-disant preuves philologiques de l'appendice B; M. Sumien y donne en regard le texte original et un texte corrigé. Mais il ne s'agit pas de conférer la lettre en question à la latinité de Cicéron. Il aurait fallu, ce qu'on n'a même pas tenté, la conférer à la latinité de Toscanelli.

4. D'ailleurs (p. 156), pour las Casas la question était sans importance : Colomb est pour lui un homme providentiel, « et toutes les indications qu'il pouvait emprunter à l'expérience des pilotes ou à la science des savants » n'ont, au fond, rien à voir avec sa découverte. Colomb lui-même, à la fin de sa vie (Harrisse, *Chr. Colomb*, p. 52), disait n'avoir employé « ni le raisonnement, ni les mappemondes, ni le calcul : les prophéties d'Isaïe ont été mes seuls guides. »

Toscanelli, au xv^e et au xvi^e siècle, reste à démontrer. Ni las Casas ni l'auteur des *Historie* ne connaissent son nom patronymique; Barthélemy aurait donc, pour grandir la gloire de son frère, rattaché l'histoire de sa découverte au nom d'un inconnu!

Évidemment, la lettre et la carte¹ de Toscanelli donneront encore aux américanistes bien de la tablature; de graves obscurités subsistent². Mais, pour le critique désintéressé, la preuve du faux reste à faire³.

C'est faire à Jean Bouchet un bien gros honneur que de lui consacrer, comme M. Auguste HAMON, un volume de plus de 400 pages⁴. Poète, ce n'est qu'un « grand rhétoriqueur. » Historien, l'auteur des *Annales d'Aquitaine* est (son biographe l'avoue) dépourvu de toute critique; il ne fait que compiler des anecdotes et son nom aurait péri si l'on ne nous avait, par fortune, conté la charmante historiette du baiser que Madame Marguerite d'Écosse posa sur les lèvres endormies d'Alain Chartier. Ce qu'il y a encore de plus intéressant dans son œuvre, ce sont quelques détails, malheureusement noyés dans un flot de rimes batelées ou équivoquées, sur les mœurs de son temps, ce sont ses tirades contre les hérétiques, parmi lesquels il comptait pourtant des amis, ce sont ses gallicanes fureurs contre Jules II. En dépit de son attitude dans le conflit de 1511, faire de l'auteur de la *Déploration de l'Église militante*⁵ un « grand patriote » est une

1. Cette carte (l'original envoyé à Martins et la copie envoyée à Colomb) n'existe plus, et M. Vignaud donne d'assez bonnes raisons pour qu'on n'y voie pas la carte routière de Colomb. Las Casas dit l'avoir vue, mais M. Vignaud croit qu'il fait confusion avec une carte dressée par Colomb.

2. La plus grave est l'opposition constatée entre les idées cosmographiques connues de Toscanelli et celles qu'exprime la lettre. Voy. à ce sujet la discussion très serrée du chap. 1^{er} de la II^e partie.

3. M. Vignaud semble l'avouer par instants. P. 240, il fait des réserves sur sa propre hypothèse, admet l'autre comme possible. Il se demande si ses arguments suffisent (p. 241) « pour faire écarter, comme apocryphe, une correspondance acceptée depuis longtemps sans contestation et dont, dans l'hypothèse même qu'on avance, il est difficile d'expliquer l'origine et l'objet. » — Je n'aurai pas la cruauté de relever les trop nombreuses fautes d'impression françaises, latines, espagnoles et italiennes. *Sensément* partout écrit pour *censement*. — « *Quam facitis per Guineam* » ne peut vouloir dire qu'une chose: « Que vous faites par la Guinée, » et non: « Que vous ouvrez par la Guinée. » — *Fabricae*, chez un Italien (p. 276), veut dire des édifices (*fabriche*) et non des manufactures.

4. *Un grand rhétoriqueur poitevin: Jean Bouchet, 1476-1557?* Paris, Oudin, 1901, in-8°, xxi-430 p.

5. On lui doit également l'*Épistre envoyée des Champs Élisées au Roy Henry d'ngleterre*, que Montaignon avait publiée, sans nom d'auteur, dans ses *Anc. poésies franç.*, t. II, p. 26.

manifeste exagération. M. Hamon a su, à propos de son poète, parler avec agrément des La Trémoille, ses protecteurs, du cercle littéraire de Ligugé et de Fontaine-le-Comte (Bouchet fut l'ami de Rabelaïs), du mystère représenté à Poitiers en 1534¹.

Le principal défaut du livre de M. Edmond CHARLEVILLE sur *les États généraux de 1576, le fonctionnement d'une tenue d'États*² est d'être écrit à un point de vue juridique plutôt qu'historique. L'auteur se pose la question de savoir si les États du xvi^e siècle, et en particulier ceux de 1576, ont été des assemblées nationales; et, comme le concept actuel d'assemblée nationale enveloppe les conditions suivantes : une assemblée élue par toutes les subdivisions territoriales du pays, une assemblée élue par toutes les classes, une assemblée où le député d'une circonscription représente virtuellement la nation entière, etc., il lui est trop facile de prouver que les États de 1576 n'ont été qu'une réunion de mandataires et non une vraie assemblée nationale, dans le sens de la constitution de 1875. Nous nous en doutions bien, et c'est là une question sans intérêt. Heureusement que M. Charleville la perd lui-même de vue dans l'exposé très substantiel et très précis qu'il nous fait du rôle des États (du moins de leur rôle constitutionnel) et de leur fonctionnement. Il isole, peut-être à l'excès, l'histoire interne des États de l'histoire des guerres de religion; je dis à l'excès : en effet, telle attitude des États, tel empiétement de l'assemblée sur l'autorité royale s'expliquent moins par l'évolution spontanée d'un principe de droit public que par les circonstances exceptionnelles que traversait alors la France.

Sous ces réserves, nous féliciterons M. Charleville du soin avec lequel il étudie la préparation des élections et les assemblées électORALES, les rapports de l'élu avec ses électeurs, les délibérations de l'assemblée, la formation des cahiers. Son chapitre le plus intéressant porte sur l'autorité des États. Il y analyse avec beaucoup de clarté les efforts vraiment considérables tentés par l'assemblée de Blois pour se saisir en partie du pouvoir législatif : les ordonnances votées par les États auraient pris le caractère de lois fondamentales, révoquées seulement par une autre assemblée d'États. Inutile de dire que la royauté éluda cette question dangereuse. Il en fut des États de 1576

1. Il est plutôt hardi d'avancer (p. 134, n. 3), sur l'autorité de M. de Maulde, que « les familles nombreuses étaient une exception » au xvi^e siècle. M. de Maulde dit seulement qu'elles étaient une charge. — P. 175, M. Hamon, moins incrédule que dom Fonteneau, semble admettre la possibilité d'une discussion sur le miracle des avoines de sainte Radegonde. Il ne voit pas que le charme de ces histoires, pour ceux qui y croient comme pour ceux qui n'y croient pas, est d'être absurdes. Miracle expliqué n'est plus miracle.

2. Paris, A. Pedone, 1901, in-8°, 214 p.

comme de tous les autres jusqu'en 1589. Leurs doléances administratives, économiques, etc., reçurent une satisfaction partielle dans la grande ordonnance de police du 21 novembre 1577 (M. Charleville n'en parle pas¹) et dans l'ordonnance de 1579. Mais toutes leurs tentatives pour faire œuvre novatrice sur le terrain du droit constitutionnel restèrent stériles. M. Charleville, qui a bien indiqué ces résultats au cours de son exposé, a négligé de les rappeler à la fin en une conclusion générale.

Pierre d'Épinac², issu de la famille forézienne de ce nom, appartenant à celle des d'Albon, fut chanoine-comte de Lyon, doyen du chapitre, puis archevêque (comme successeur de son oncle Antoine d'Albon) en 1574³, député et président de la chambre ecclésiastique aux États de Blois en 1576, l'un des présidents de l'assemblée de Melun en 1579, conseiller du roi en 1580. Il s'attacha à la fortune des Lorraine, joua son rôle aux Barricades, fut emprisonné après la tragédie de Blois et devint, après la mort de Henri III, l'homme d'État du parti ligueur et le garde des sceaux de la Ligue. Il méritait donc la volumineuse et sérieuse étude que lui consacre M. l'abbé P. RICHARD et dont les éléments ont été principalement puisés dans les dépôts lyonnais, au Vatican⁴, dans les papiers de Simancas et au cabinet des manuscrits. M. Richard n'a pas échappé à la manie coutumière des biographes. Il exagère l'importance de son héros. « Le chef de l'Église de France à l'assemblée de Melun, » c'est là un bien gros mot, surtout quand on sait que d'Épinac partagea la présidence, au moins en droit, avec l'archevêque de Bordeaux. L'auteur fait trop de « Monsieur de Lyon » le centre de l'histoire de la Ligue. Il met aussi trop de soin à le justifier des accusations lancées contre lui. S'il passe assez vite condamnation sur celle d'immoralité⁵, il lui donne

1. Cette ordonnance (Fontanon, t. I, p. 823, résumée par Lespinasse, *Métiers et corpor. de Paris*, t. I, p. 80) est une vaste tentative pour organiser l'industrie et le commerce comme services d'État. Elle donne satisfaction aux tentances mercantilistes manifestées à Blois.

2. *La Papauté et la Ligue française. Pierre d'Épinac, archevêque de Lyon, 1573-1599.* Paris, Picard, et Lyon, Cote, s. d. [1901], in-8° de xxvii-672 p. Thèse de doctorat ès lettres de la Faculté de Lyon. Un portrait, un autographe, un index.

3. La résignation est de 1573, l'archevêque mourut l'année suivante.

4. Que M. Richard surveille ses leçons italiennes et espagnoles.

5. M. Richard n'ose même pas se prononcer très catégoriquement sur l'accusation d'inceste, qu'on relève dans plusieurs documents, publics et secrets, français, latins, italiens. « Nous avons exposé, dit-il, p. 246, les raisons permettant de croire à la moralité d'Épinac, mais nous reconnaissions volontiers que ces raisons ne donnent qu'une forte probabilité et que les imputations conservent quelque vraisemblance. » Ce qui est grave, c'est qu'il ne se défendit

trop facilement la palme du désintéressement¹. S'il avoue que « la politique tint plus de place dans sa vie que la religion, » il s'efforce à en faire un bon Français². En réalité, d'Épinac fut surtout un ambitieux. Candidat perpétuel au chapeau, il essaya de l'avoir par Henri III, par le duc de Savoie, par Mayenne, pendant très peu de temps par l'Espagne. Dans les conférences de Suresnes, dans la fin de la ligue lyonnaise, il joua un rôle trouble, louche et singulièrement hésitant. Son biographe s'est placé franchement sur le terrain de la Ligue³, sans apporter cependant dans son récit une partialité excessive⁴. Il expose clairement les différences qui existaient entre les royalistes gallicans, qui désiraient la conversion du roi, mais qui faisaient passer avant tout le « droit divin, » et les catholiques unis, même les plus modérés, qui mettaient l'orthodoxie et le « droit ecclésiastique » au-dessus de l'héritéité. Dans ce groupe, il y a des nuances, dont les deux plus importantes sont celles que M. Richard appelle « la Ligue française » et « la Ligue espagnole. » Somme toute, son livre est une très solide contribution à l'histoire de la Ligue. Quelques parties, par exemple, l'étude sur le fonctionnement du gouvernement de l'Union à Lyon en 1590-94, sont d'un vif intérêt⁵.

pas, en somme, lorsque d'Épernon lui jeta cette question en plein conseil : « Si il papa poteva dispensare che un fratello dormisse con la sorella. » Il ne rompit même définitivement avec son insulteur que lorsqu'il eut décidément lié partie avec la Ligue. Toute sa vie, même dans ses nombreuses apologies, il gardera sur ce sujet un silence étrange.

1. P. 582 : Henri IV paya sa soumission d'un prieuré et de 50,000 écus, « secours qui suffisaient à peine à le garantir contre une gêne insupportable. »

2. P. 317 : « Épinac... englobe dans la même haine *tous les étrangers, les Gascons* [c'est moi qui souligne] aussi bien que les Italiens, » traduction bizarre d'un texte italien où il est question de « quelli de la Guenna. » De même, p. 610, « il se mit à la tête du parti national, qui défendait le sol français contre toutes les invasions, même celle des Méridionaux. » C'est là, pour un Forézien, un patriotisme bien chatouilleux. Il était moins sévère pour les Espagnols (p. 364, 369), dont il reçut même quelque argent, encore qu'il ne fût pas proprement ce qu'on appelait alors « espagnol. »

3. Ceci étonne (p. 338) : « *Il est admis* aujourd'hui que Guise ne songea jamais à se révolter contre son souverain. »

4. Cependant, p. 48, les protestants lyonnais se voient enlever le lieu de culte de Saint-Genis-Laval, à eux octroyé par l'édit de Saint-Germain, et M. Richard de trouver que « les hérétiques n'étaient guère endurants quand il s'agissait de leurs garanties ! » Notez qu'en réalité ce lieu de culte leur fut enlevé sous promesse d'une compensation qui ne vint jamais. — P. 214, l'auteur atténue les sentiments gallicans du clergé de France, en rejetant sur le roi et le Parlement toute la responsabilité des déclarations gallicanes de l'assemblée de Saint-Germain, en 1584. Il suppose, sans preuves, que d'Épinac s'entendait avec les cardinaux et le nonce.

5. P. 188 : « les grands ménages, » lisez « menaces. » — De nombreuses pièces justificatives sont annexées à l'ouvrage.

XVII^e ET XVIII^e SIÈCLES. — *The early trading companies of New France¹*, de M. H. P. BIGGAR, est une consciencieuse contribution à l'histoire des premières tentatives de colonisation du Canada français, depuis le voyage de Cartier en 1534 jusqu'à la rétrocession de Québec par les Anglais en 1632-33. Cette étude se présente armée d'un appareil critique considérable : une liste chronologique des documents officiels, une étude critique des sources narratives, dans laquelle on goûtera particulièrement les notices sur André Thevet et le P. Biard. M. Biggar donne d'intéressants et utiles détails sur la question des pêcheries à la fin du XVI^e siècle et au commencement du XVII^e, sur le commerce des fourrures, sur les premiers rapports avec les Indiens. S'il est naturellement moins neuf sur l'histoire, déjà maintes fois étudiée, des compagnies elles-mêmes, du moins l'a-t-il enrichie par des recherches dans les archives de Rouen, de Bordeaux, de Saint-Malo, sans parler des divers dépôts parisiens. Il retrace les malheureuses tentatives faites depuis François I^r pour installer au Canada des compagnies de commerce. L'échec eut pour première cause la faiblesse de l'immigration française, dont le chiffre resta très bas, relativement à ceux des colonies voisines, Nouvelle-Angleterre et Nouvelle-Hollande. La situation faite aux colons était, d'ailleurs, tout à fait décourageante : interdiction du commerce des fourrures, vente des produits du sol à moitié de leur valeur, prix excessifs demandés par les compagnies pour les articles métropolitains. Les colons sont traités par les agents de la compagnie comme des sujets. Le vice-roi est d'ordinaire un trop grand seigneur, qui ne voit dans le Canada qu'une ferme dont il touche les revenus, et trop souvent la Nouvelle-France subit le contre-coup des folies que ce vice-roi, un Condé par exemple, peut commettre dans la France d'Europe. D'autre part, les gouvernements de Henri IV et de Richelieu s'entêtent dans une erreur fatale : ils veulent mêler prématurément le commerce et l'immigration. La charge du *peuplement*, imposée aux compagnies dès leur naissance, était trop lourde pour elles. En fait, elles se tirent d'affaire en n'appliquant pas cette clause de leurs chartes ; ne pouvant faire ce qu'on leur demande, elles ne font rien, et on les punit de cette inaction en leur retirant leur privilège. De 1609 à 1644, on essaya du régime de la liberté commerciale, mais combiné avec une centralisation administrative déplorable².

1. Sous-titre : *A contribution to the history of commerce and discovery in North America.* Toronto, University library (fait partie des *U. of T. Studies in history*), 1901, in-8°, XII-308 p., une carte de la Nouvelle-France et un index.

2. Quelques lapsus qu'un correcteur français eût aisément effacés ; par exemple, p. 103, la paix de « Loudron. » — La bibliographie des imprimés, surtout des imprimés récents, est incomplète.

*La France au milieu du XVII^e siècle*¹, voilà un titre bien ambitieux pour le volume d'extraits de la correspondance de Gui Patin que publient MM. Armand BRETE et Edme CHAMPION. Du moins ne reprochera-t-on pas au second de ces éditeurs, qui s'est chargé de l'introduction, d'avoir peint en beau et surfait son personnage. Il le juge à sa valeur, qui est médiocre. Nous ne saurions d'ailleurs désapprouver l'idée d'aller chercher dans le fatras des lettres de ce médecin atrabilaire celles qui présentaient un intérêt plus particulièrement historique². On y trouvera d'amusantes colères contre le Mazarin, les jésuites, les partisans, les chirurgiens, les chimistes et la « secte antimoniale. » Mais pourquoi, quoique ce volume soit un travail de vulgarisation, avoir été si sobre de notes³?

Catinat, l'homme et la vie, 1637-1712, par M. Emmanuel de BROGLIE⁴, n'est pas une étude approfondie sur l'homme de guerre; la valeur militaire des conceptions de Catinat, l'histoire de ses campagnes est à peine effleurée. C'est un *portrait*, le portrait du « petit robin » devenu maréchal de France, caractère rare au XVII^e siècle par « sa hauteur d'âme, son désintéressement, sa modestie, sa générosité, son dévouement, sa fidélité et sa fière indépendance dans la disgrâce et le malheur. » M. de Broglie a donné de cette figure un dessin attachant⁵ dont les traits sont en partie empruntés à la correspondance inédite du maréchal⁶, particulièrement aux lettres adressées à ses frères. Détestable partisan, Catinat osait résister aux ordres de la cour quand ils lui paraissaient déraisonnables, et

1. *La France au milieu du XVII^e siècle, 1618-1661*, d'après la correspondance de Gui Patin. Extraits publiés avec notice bibliographique par Armand Brette et précédés d'une introduction par Edme Champion. Paris, Colin, 1901, in-8°, xxxi-384 p., un index.

2. Les éditeurs se sont renfermés dans la période qui va du 22 mars 1648 au 29 mars 1661.

3. L'impression est fort défectueuse. Nous ne relevons ici que des lapsus qui faussent le sens ou estropient un nom. P. 13, « province » pour « Provence. » — P. 20, « le clos de Séville, » il s'agit (Patin aime à citer Rabelais) du clos de Seuillé. Ne voilà-t-il pas frère Jean des Entommeurs bien espagnolisé? — P. 32, « les abus (sic) qui l'avaient induite, » il faut évidemment supprimer le *sic* et lire tout bonnement « les avis. » — P. 34, « à Châtillon, » lisez « à Charenton. » — P. 233, « Castelnau de Maunissière, » et (ce qui est plus grave) de même à l'index, pour Mauvissière, comme il est imprimé p. 254.

4. Paris, Lecoffre, 1902, in-12, 303 p.

5. Malheureusement, le livre est écrit d'un style lâché, parfois incorrect. Les formules en sont peu variées. P. 116, « ... dont Louis XIV savait user avec un art inconscient qui manquait rarement son effet. » — P. 153, « le roi..., avec cette bonne grâce qui ne manquait jamais son effet. »

6. Bibl. nat., f. fr. 7886-7889. M. de Broglie avait également fait des recherches au Dépôt de la guerre.

prétendre qu'une armée d'Italie se dirige mieux de Suze que de Versailles. Il osait écrire au roi : « V. M. me permettra de lui dire que les gens qui sont sur les lieux voient mieux que ceux qui n'y sont point... » Faut-il après cela s'étonner de sa disgrâce? Quant à savoir si l'ancien avocat n'a pas un peu mérité cette disgrâce par un usage excessif de cette même prudence temporisatrice à laquelle il devait ses succès, M. de Broglie évite de répondre à cette question, car il est plein d'une admiration aveugle pour son héros¹. Il a raison de protester contre la légende, née au XVII^e siècle, qui fait du « Père la Pensée » un précurseur des « philosophes », et il donne d'assez bons arguments contre l'authenticité de la fameuse lettre de M^{me} de Maintenon sur Catinat. Ne cherchons pas dans ce petit livre autre chose que ce qu'il promet².

L'opuscule de M. Abel ISSARTE, *Des causes de la révolte des camisards*³, doit élucider cette question : l'émeute du 24 juillet 1702, origine de la révolte, fut-elle, comme le disent Fléchier et surtout Brueys et Louvreleuil, « causée... par des visionnaires imbus des doctrines extravagantes de Jurieu, » agents plus ou moins directs des gouvernements étrangers? Eut-elle, comme l'affirment les *Mémoires* de Cavalier et l'*Histoire* d'Antoine Court, pour cause unique le désir de la liberté de conscience et les inspirations des « prophètes? » A cette double série de témoignages intéressés, M. Abel Issarte oppose les archives de la Lozère et de l'Hérault (ces dernières contiennent le fonds de l'intendance). Il ressort de son étude que les cruautés dont les Vivarais et les Cévenols eurent à se plaindre sont antérieures à leur révolte et même à la Révocation; ce sont les dragonnades, ce sont les violences commises par l'abbé du Chaila qui ont, suivant

1. P. 41, il cherche vainement à prouver que Catinat essayait « de modérer les ordres implacables » de Louvois contre les Vaudois. Or, Catinat écrit lui-même : « J'espère que nous ne quitterons point ce pays-ci que cette race de Barbets n'en soit entièrement extirpée. J'ai ordonné que l'on eût un peu de cruauté... » Il n'est, sur ce point, ni pire ni meilleur que son temps.

2. P. 20, « Malgré... la tendance marquée au jansénisme de plusieurs membres de sa famille, Croisilles [le frère de Catinat] devint... un ami pour tous les membres du petit cénacle... » Il s'agit de la coterie des Beauvilliers; mais le jansénisme n'y était pas une si mauvaise recommandation. — P. 239, les Vaudois sont appelés « Barbets, à cause des longues barbes de leurs ministres. » Et, en note, on nous dit : « Les Vaudois étaient une petite secte..., que l'on croit remonter aux Albigeois, et dont il est très difficile de définir les doctrines. » A quoi sert-il que Bossuet ait écrit l'*Histoire des variations*?

3. Montbéliard, impr. montbéliard., 1901, in-8°, 92 p. — M. Issarte donne plusieurs étymologies des mots *camisards* et *camisade*. Il oublie la plus simple : *camisade*, surprise nocturne où les assaillants, pour se reconnaître, passent sur leurs armes des chemises blanches. *Camisards* vaut autant comme *guerilleros*.

l'expression de d'Aigalliers, « mis les gens au désespoir. » Ce sont ces rigueurs qui « ont provoqué chez les Cévenols des visions qu'ils ont prises pour des inspirations divines. » La guerre des camisards, en son début, est donc une révolte paysanne pour la liberté de conscience, succédant à des protestations pacifiques étouffées dans le sang. Cette révolte a déterminé l'apparition du prophétisme. Enfin, lorsque la guerre civile eut atteint son entier développement, les ennemis de la France en profitèrent. Ces conclusions paraissent devoir être celles de la véridique histoire¹.

« *L'Ami des hommes*, écrivait M. Rousse, est un de ces livres dont tout le monde parle, que presque personne ne connaît et que, dans chaque génération, un citoyen courageux devrait lire... pour en dispenser tous les autres. » Il s'est rencontré, dans l'espace d'une seule année, deux de ces courageux citoyens², et l'un d'eux a même poussé l'héroïsme jusqu'à lire à notre place non pas seulement *l'Ami des hommes*, mais les trente et quelques volumes qui représentent l'œuvre du second marquis de Mirabeau, plus ses manuscrits inédits. M. Henri RIPERT retrace toutes les phases de cet esprit singulier : d'abord grand seigneur de province, préoccupé surtout, dans son *Mémoire sur les états généraux*, de lutter contre la centralisation administrative. Le propriétaire, le rural, le « populateur » s'expriment dans le retentissant *Ami des hommes ou Traité de la population*³. Cet ouvrage bizarre, qui eut vingt éditions, qui excita un enthousiasme aussi universel que surprenant, forme tout le sujet du livre de M. Lucien BROCARD. Les deux auteurs sont, au reste, à

1. M. Issartre ne touche pas, dans ses *prolégomènes*, à la question, controversée entre MM. Benoit et Fonbrune-Berbinau, du synode de 1694 (voy. *Revue hist.*, t. LXXXIII, p. 319-320). Une nouvelle polémique a eu lieu entre les deux protagonistes dans un numéro récent du *Bulletin du protestantisme*; notons que M. Fonbrune y fait à son adversaire quelques concessions, mais la question n'est pas encore tirée au clair. M. Benoit me reproche d'avoir dit que « nous ne connaissons cette pièce que par une copie de Scherer; » il m'oppose que Scherer travaillait sur l'original. D'accord; mais, cet original, nous ne l'avons pas, nous ne savons ce qu'il est devenu, nous ne le connaissons donc que par la copie que Scherer en a faite. La bonne foi de Scherer est hors de conteste, mais il peut s'être trompé. Si l'on peut, sans avoir vu l'original, affirmer qu'un document est faux, il est plus malaisé d'établir qu'il est authentique.

2. Henri Ripert, *le Marquis de Mirabeau (l'Ami des hommes), ses théories politiques et économiques*. Paris, Rousseau, 1901, in-8°, 460 p., un index. — Lucien Brocard, *les Doctrines économiques et sociales du marquis de Mirabeau dans l'« Ami des hommes. »* Paris, Giard et Brière, 1902, in-18, 387 p. M. Brocard a connu, avant de terminer son travail, celui de M. Ripert. — La biographie du marquis est, chez les deux auteurs, résumée d'après Loménié.

3. Que M. Ripert date avec raison de 1757 et non de 1756.

peu près d'accord sur sa signification ; le marquis de Mirabeau, comme beaucoup de ses contemporains, croit que la population de la France est en voie de décroissance ; il cherche les moyens de *faire des hommes*, et c'est en un sens tout matériel qu'il se dit « l'ami des hommes ; » ces moyens, il les trouve dans une politique agraire, réaction contre le mercantilisme, et dans une organisation sociale où M. Brocard s'efforce trop constamment de voir le prototype des idées de le Play¹. Entre l'*Ami des hommes* et la *Réforme sociale*, il semble qu'il veuille écraser les malheureux physiocrates. Il établit des comparaisons assez déconcertantes entre les idées de l'*Ami des hommes* et celles de ses « successeurs immédiats, » ramenant ainsi les idées du marquis à une norme qui n'existaient pas encore² ; son Mirabeau est trop souvent occupé à corriger des erreurs futures. M. Brocard n'ignore pas, mais il oublie parfois que, de ces « successeurs immédiats, » le marquis de Mirabeau fut lui-même, et non des moindres ; pour lui en effet, Mirabeau est fini dès qu'il devient physiocrate. C'est au contraire à cette nouvelle phase que M. Ripert consacre le meilleur de son livre³. Il montre Mirabeau « converti, » — le mot n'est pas une métaphore⁴, — par Quesnay, et le grand seigneur, illuminé par la foi nouvelle, devenant un apôtre infatigable, intarissable de l'évangile physiocratique, brûlant ce qu'il avait adoré, adorant ce qu'il avait brûlé, remplaçant la théorie de la population par celle du produit net. Il ne parle plus de ce fameux « produit net » que sur un ton de doux mysticisme ou de fanatisme délirant ; il y convertit le margrave de Bade, il essaie d'y convertir l'impénitent Jean-Jacques. Il devient sinon le chef, du moins l'intarissable porte-parole de la bande, et la physiocratie amène ce féodal, pétri de préjugés nobiliaires, à faire avant de mourir l'apologie... du despotisme bienfaisant. Par là, comme par ses idées sur le rôle des assemblées provinciales, il n'est pas si éloigné de son fils qu'on pourrait le croire tout d'abord⁵. — Les deux ouvrages de MM. Ripert et Brocard se

1. Non seulement dans le § 3 du chap. 1 de la III^e partie : « Les affinités du système de Mirabeau avec les systèmes postérieurs, » mais à la fin de chaque chapitre.

2. P. 277.

3. D'ailleurs, il estime, lui aussi, que Mirabeau « a perdu beaucoup plus qu'il n'a gagné à sa liaison avec Quesnay et avec l'école. »

4. « Je me rappelle, avec la satisfaction d'un homme échappé au naufrage, entre mille autres choses, d'avoir autrefois été manichéen en quelque sorte. — Heureux d'avoir connu depuis un véritable guide, qui me mit sur la voie d'où j'aperçus bientôt la trace fixe et ineffaçable de la loi physique, la lumière éclatante et sûre de l'ordre naturel. »

5. Nos deux auteurs signalent avec raison l'influence des idées du bailli de

complètent l'un l'autre et nous donnent une image à peu près entière du personnage. Tous deux ont fait un effort, dont il convient de les louer, pour traiter leur sujet comme doivent être traitées les questions d'histoire des doctrines, c'est-à-dire en replaçant ces doctrines dans leur temps et dans leur milieu¹.

Étudier ce qu'était *le Contrôleur général des finances sous l'ancien régime*², c'est en réalité faire l'histoire administrative de l'ancien régime lui-même. En effet, comme le montre à merveille M. Henri DE JOUVENCEL, le contrôleur général est loin d'être un ministre spécialisé³, enfermé dans son département. Grâce à la formation historique de sa fonction, il possède un caractère indéterminé. Assurément, c'est un ministre des finances. Mais son contrôle s'étend sur la partie financière des autres administrations; aussi, comme la principale plaie des administrations de l'ancien régime (pour ne parler que de celles-là) est « faute d'argent », le contrôleur général est un ministre du commerce et de l'industrie, de l'agriculture, des travaux publics, partiellement un ministre de la marine et de la guerre⁴. Surtout, par sa correspondance avec les intendants, il est un ministre de l'intérieur et le directeur véritable de la machine politique. Il agit sur le clergé, sur la noblesse, sur les États provinciaux, il a la tutelle des communautés. « Le contrôleur général est, en quelque sorte, la synthèse de la centralisation administrative de l'ancien régime... » C'est en cette fonction aussi que réside le vice du régime : un fonc-

Mirabeau sur celles de son frère le marquis (notamment en matière de colonisation). — Signalons ici la curieuse persistance, qu'il serait intéressant d'étudier, des idées physiocratiques dans la Révolution française. M. Aulard, dans son chapitre sur la « Constitution de l'an III et la République bourgeoise », cite l'opinion du Pont (de Nemours) sur « les propriétaires..., les citoyens par excellence..., souverains, par la grâce de Dieu, de la nature, de leur travail, de leurs avances, des travaux et des avances de leurs ancêtres. » Mais il omet d'ajouter que ces lignes (l' « Ami des hommes », après sa conversion, les eût signées) sont l'expression adéquate de la doctrine physiocratique, pieusement conservée par du Pont. De même l'opinion de Boissy d'Anglas : « Un pays gouverné par les propriétaires est dans l'ordre social; celui où les non-propriétaires gouvernent est dans l'état de nature. » Mais chez Boissy les considérations purement politiques et de circonstance viennent renforcer la doctrine.

1. Tous deux ont cependant une fâcheuse tendance à citer Taine sur le même pied que les sources proprement dites. — M. Brocard, résumant l'histoire de la disparition de l'esclavage et de la ruine de l'ancien régime colonial (p. 227), omet le décret-loi de 1848.

2. Paris, Larose, 1901, in-8°, 430 p. Thèse de doctorat en droit.

3. Il n'est pas, nécessairement, un secrétaire d'État.

4. Naturellement, M. de Jouvencel laisse de côté les cas où, historiquement, le contrôleur général a été en même temps secrétaire d'État de la guerre ou de la marine.

tionnaire unique décide de tout, tranche lui-même toutes les questions, et sur lui repose le poids entier des affaires. S'il n'est, comme Colbert, un travailleur infatigable, si son intelligence n'est pas de tout premier ordre, c'est la monarchie tout entière qui souffre. M. de Jouvencel a fortement établi ces conclusions sur des études très détaillées. Il a seulement, en examinant la fonction, trop négligé de nous peindre les hommes qui ont peu à peu fait la charge¹. C'est un peu l'inconvénient d'un sujet d'histoire des institutions embrassant une période aussi longue, que les individus y disparaissent. Et pourtant, sans un Colbert, un Machault, un Turgot, le contrôle général aurait-il acquis cette puissance absorbante²?

De toutes les industries de l'ancien régime, une des plus intéressantes à étudier au point de vue social est la soierie. Pour des raisons techniques et historiques, c'est une de celles où se manifestent pour la première fois, et de la façon la plus complète (par suite de l'opposition fondamentale entre maîtres — marchands — fabricants et maîtres ouvriers), les tendances capitalistes de l'industrie moderne. M. Justin Godart a récemment tenté cette étude pour Lyon³. Mais la manufacture tourangelle n'est pas moins digne d'attirer notre attention que la lyonnaise, sur laquelle elle présente même cette supériorité d'avoir duré sans interruption depuis 1474⁴. Le volume que vient de lui consacrer M. L. Bosseboeuf⁵ est malheureusement gâté par de graves erreurs de méthode. La documenta-

1. Une quarantaine de pages lui suffisent pour retracer l'histoire de la fonction du XVI^e siècle à 1789. Il passe beaucoup trop rapidement sur les périodes où la charge de contrôleur fut supprimée ou sans titulaire. C'est quelquefois au moment où une institution ne fonctionne plus qu'on peut le mieux en apercevoir le vrai caractère.

2. La bibliographie de M. de Jouvencel est trop exclusivement juridique. Je n'y vois, par exemple, ni les articles déjà nombreux de M. Lavisson sur Colbert, ni le *Machault* de M. Marion. — Il est regrettable qu'il n'ait pas exploré, aux Archives nationales, le fonds F¹². *L'Inventaire* de ce fonds, dont nous parlons plus loin, donne à l'index environ cent renvois au mot *contrôleur général*.

3. *L'Ouvrier en soie, monographie du tisseur lyonnais*. Lyon-Paris, 1899. *Voy. Revue d'histoire moderne*, t. I, p. 409.

4. Godart, p. 527, constate « qu'aucune étude spéciale n'a été faite pour ces manufactures (Avignon, Nîmes, Tours), qui auraient un intérêt peut-être plus grand, au point de vue historique, que celle de Lyon, étant plus anciennes ou présentant un développement continu depuis leur fondation. »

5. *Les Arts industriels en Touraine. Histoire de la fabrique de soieries de Tours, des origines au XIX^e siècle*. Tours, Bousrez, 1901, in-8^e, 336 p. (extrait des *Mém. de la Soc. archéol. de Tour.*; t. XLI). En appendice : des listes des maîtres-ouvriers en soie au XVI^e siècle, des gardes-jurés de 1543 à 1787, des données statistiques sur les réceptions de compagnons de 1669 à 1674, des documents sur les manufactures au XVIII^e siècle.

tion est incomplète. Je n'ignore pas que les archives départementales d'Indre-et-Loire ne contiennent point de documents sur le sujet antérieurs à 1642 (E 466)¹ et que l'inventaire des archives communales de Tours est encore à publier. Mais, aux trouvailles qu'il a faites dans ces deux fonds, et dont il donne trop souvent les références avec une fâcheuse légèreté², M. Bossebœuf aurait pu, sans grand'peine, en ajouter d'autres aux Archives nationales³ et dans les archives lyonnaises⁴. Il aurait ainsi enrichi les chapitres qu'il consacre au transfert de la manufacture de Lyon à Tours (transfert dont il paraît ignorer la vraie cause), aux conflits entre fabricants et ouvriers, entre Lyonnais et Tourangeaux⁵, etc. Ajoutons que M. Bossebœuf manque d'une connaissance suffisante de l'histoire générale, de l'histoire de la technique et de l'histoire lyonnaise. Il parle couramment des « États de Rouen, » qui ne furent qu'une

1. Sauf une exception, signalée dans la note précédente.

2. P. 212, n. 1, « Archives d'Indre-et-Loire, » — P. 289, « Archives de l'hôtel de ville, » et *passim*. L'analyse des documents est souvent incomplète, faite au hasard du récit.

3. F¹², 1450-1454 (voy. G. Martin, *Grande industrie sous Louis XV*, p. 123). Je signale à M. Bossebœuf l'importance de l'*Inventaire*, analysé ci-dessous, du *Conseil de commerce*. Sous le mot *Tours* et sous les rubriques Fabrication et Fabricants d'étoffes de soies, Étoffes de laine et de soie, Manufactures de broderies, de velours et de damas, Mouliniers, Ouvriers en soie, Passementiers, Vols de soie, je trouve soixante-dix renvois. Je mentionne ici quelques documents qui eussent permis à M. Bossebœuf de compléter quelques-uns de ses chapitres. P. 136 (16 août 1725) : Instance entre les jurés-maîtres-ouvriers en soie, d'une part, et les sieurs Souchay, Cordier, Abraham et autres marchands, d'autre part. Décision (manque dans Bossebœuf). *Ibid.* (21 août) : Arrêt qui règle les demandes ci-dessus. — P. 152 (29 mai 1727) : Requête respective des gardes-jurés de la communauté des marchands fabricants, maîtres-ouvriers, etc., d'une part, et des maîtres-gardes du corps des marchands de la même ville, d'autre part. Arrêt renvoyant la communauté au Parlement pour qu'il y soit procédé sur l'appel d'une sentence rendue le 3 juillet 1726 par le lieutenant de police de Tours (manque également). — P. 154 : Instance entre la communauté et les tissuurs-rubaniers. — Voy. aussi, p. 382 (13 mai 1751), p. 389 (1^{er} févr. 1752) : Demande pour faire venir directement de Nantes les soies d'Italie ou d'Espagne, etc.

4. Voy. Godart, p. 437 et suiv. (pièces relatives au transfert de la manufacture de Lyon à Tours; Bossebœuf n'en cite qu'une seule), p. 524-525 (sur la question des largeurs, les voyages des compagnons, les indiennes, le système de Gournay), p. 525-527 (sur les conflits entre maîtres fabricants et ouvriers de Tours, 1581; entre fabricants et mouliniers, 1587; sur les états de Blois de 1588; sur l'application du règlement de 1667; sur les luttes entre Tours et Lyon en 1623, 1628, 1633, etc.).

5. Je donnerai l'histoire détaillée d'un de ces conflits dans un article annoncé par cette *Revue*.

assemblée des notables, et « des États généraux tenus à Tours en 1654 (?) ». Dans ses aperçus, assez bizarrement rejetés à la fin du volume, sur l'organisation du travail, il ne distingue pas assez entre les époques. Les précisions nécessaires sont trop souvent remplacées par des souvenirs mythologiques, des développements littéraires¹ et une apologie du régime corporatif. Il est fâcheux que des tâches si nombreuses déparent un volume où il y a des renseignements intéressants, des textes de première importance (par exemple, p. 206, la supplique présentée au roi en 1768 par les maîtres fabricants). Si l'on essaie de tirer de ces textes des conclusions que M. Bossebœuf n'a pas cherché à établir, on arrive à des résultats analogues à ceux que M. Godart avait donnés pour Lyon : concentration progressive des capitaux industriels (dès 1703, on doit essayer d'une réduction, d'ailleurs fictive, à quarante du nombre de métiers que peut faire travailler un seul maître), efforts des maîtres ouvriers pour que les salaires soient fixés dans des conférences mixtes et non plus octroyés par les détenteurs du capital. Mais il ne semble pas que les maîtres ouvriers et compagnons tourangeaux aient essayé, à l'instar de ceux de Lyon, de faire triompher leurs revendications par la grève et par l'émeute. Du moins, M. Bossebœuf a-t-il négligé de nous renseigner sur ce point. Il a essayé de faire la critique des résultats économiques de la Révocation. Il évalue à 4,200 (dont 4/3 employé à la soierie) le nombre des protestants tourangeaux avant 1684 ; le nombre des ouvriers en soie qui ont fui pour cause de religion a donc dû être assez minime. Cela est vrai, mais le préjudice causé à une industrie ne peut pas s'exprimer par un simple chiffre : la valeur de ces ouvriers, le tort causé à l'industrie de Tours par le développement qu'ils donnèrent à l'industrie étrangère doivent entrer en compte. L'intendant attache à leur exode (p. 84) une grosse importance, et cependant (M. Bossebœuf en fait lui-même la remarque, p. 87) les intendants avaient plutôt tendance à atténuer ces résultats. A partir de 1685, on constate « une diminution notable » dans la moyenne annuelle des réceptions de compagnons ; elle tombe de 403 (chiffre de 1684-1685) à 28 (1686-1690). Somme toute, c'est un livre qu'il faut lire ; mais ce n'est pas encore une histoire de la soierie de Tours.

L'*Inventaire analytique des procès-verbaux du conseil de commerce et du bureau du commerce, 1700-1794*, avait été complètement dressé par M. Pierre BONNASSIEUX. Il était, je crois, totalement

1. P. 1-3, et surtout p. 278, où il est question de tous les grands hommes, de Platon à Balzac, d'Aristote à Pasteur et de Praxitèle à Puvis de Chavannes.

imprimé avant la mort de cet érudit. C'est M. Eugène LELONG qui s'est chargé de la lourde tâche d'accompagner cet inventaire d'une introduction et d'une table¹.

Il faut avoir manié de près ce gros volume pour mesurer l'importance du service que ses auteurs et l'administration des Archives nationales ont rendu à l'histoire économique. Ces procès-verbaux sont contenus dans quarante-neuf registres de la série F¹², n° 54 à 408. Il y a malheureusement une lacune pour les années 1767-1782, lacune comblée en partie (1769-1777) au moyen des plumitifs². Les attributions des corps dont les procès-verbaux successifs nous sont par là rendus accessibles étaient multiples. On peut ainsi les diviser suivant leurs objets : institutions commerciales³, commerce intérieur⁴, commerce extérieur et maritime⁵, industrie⁶. Ce sont les diverses parties de ce vaste plan, — qui comprend toute la vie économique du XVIII^e siècle, — que M. Bonnassieux voulait remplir dans l'introduction qu'il méditait de donner à son travail. C'aurait été une œuvre de synthèse des plus intéressantes⁷. M. Lelong ne pouvait songer à la reprendre à pied d'œuvre. Après un court résumé historique sur les assemblées de commerce antérieures à Colbert et sur les premiers conseils de commerce, il se borne à retrai-

1. *Archives nationales. Conseil de commerce et Bureau du commerce, 1700-1791. Inventaire analytique des procès-verbaux*, par Pierre Bonnassieux. Introduction et table par Eugène Lelong. Paris, Imprimerie nationale, 1900, in-4°, LXXI-700 p. La table commence à la p. 487. Un appendice (liste alphabétique des membres du Conseil et du Bureau; liste par ordre de villes des députés du commerce) occupe les pages XXXV-LXXII. Les documents disent Conseil de commerce et Bureau du commerce.

2. M. Eug. Lelong signale d'autres documents provenant du secrétariat du bureau, de la direction ou des intendances du commerce (versés en 1811; il y a eu des versements jusqu'en 1890), dans les séries F¹² et G⁷ (ces derniers en partie publiés par M. de Boislisle) : « Un inventaire analytique de ces documents formerait le complément naturel de l'inventaire des procès-verbaux. »

3. Chambres, juridictions, corporations, sociétés; banques, bourses; monnaies, poids et mesures.

4. Halles, foires et marchés, grains, colportage; routes et voies navigables, péages, droits; postes et messageries.

5. Douanes; marine marchande, ports francs et entrepôts; pêches; consulats, commerce des colonies; balance du commerce.

6. Condition et statistique; régime et inspection des manufactures; règlements et priviléges; émigration et immigration ouvrières; coalitions et grèves. — Ce fonds précieux a déjà été utilisé, d'ailleurs, par plusieurs érudits, notamment par MM. P. Boissonnade et Germain Martin.

7. Des fragments de cette œuvre (énumérés p. XXIX, n. 1) ont été publiés dans diverses revues : sur les grèves, les assemblées représentatives du commerce, les cahiers de 89 au point de vue commercial, les foires au XVIII^e siècle, les grandes compagnies de commerce.

cer la vie du Conseil de commerce créé par arrêt du Conseil du 29 juin 1700, plusieurs fois modifié sous Louis XIV; du conseil de 1715, l'un des grands conseils qui remplacèrent les secrétaires d'État (il survécut à la crise de 1718), supprimé en 1722, rétabli la même année comme *Bureau du commerce*. Ce nouvel organe fut maintenu jusqu'à la Révolution, malgré la création, en 1730, du pompeux et inutile Conseil royal de commerce. On voit que ce corps a traversé, en moins d'un siècle, bien des vicissitudes. Sa composition aussi a varié. M. Lelong y distingue trois éléments essentiels : les commissaires, les intendants du commerce, les députés du commerce ou représentants des grandes villes (qui sont simplement appelés à donner leur avis); il signale le rôle des fermiers généraux, des inspecteurs généraux des manufactures, du secrétaire, des académiciens ou artistes appelés pour les questions techniques.

Le Conseil ou Bureau était un corps purement consultatif, dont les décisions avaient besoin d'être transformées en arrêts du conseil pour devenir valables. Mais son rôle n'en fut pas moins très considérable, en raison de l'étroitesse de la réglementation industrielle et commerciale, surtout avant 1750¹. Il nous est impossible de donner ici une idée des questions innombrables soulevées dans ces 700 pages. En facilitant l'accès du fonds F¹², cet inventaire a préparé du travail à une légion et au moins à une génération de chercheurs. Rapports entre la protection et le développement des industries²; modifications dans la répartition géographique des industries³; voies de communication et marine marchande⁴; organisation du travail, réglementation industrielle, conflits entre les communautés, grèves⁵; inven-

1. La première séance de M. Gournay est du 1^{er} avril 1751. Dès lors, on voit se multiplier les décisions négatives opposées aux demandes d'homologation de statuts. — 1770 (3, 10, 31 mai). Examen de l'affaire générale des communautés : le bureau est d'avis de supprimer les restrictions à la liberté du travail. Il prend ensuite des mesures spéciales en ce sens. — Les années de Turgot correspondent malheureusement à la lacune signalée.

2. 8 avril 1788 : une fabrique de faïences de Rouen demande à faire venir en franchise du charbon de terre étranger, pour pouvoir supporter la concurrence de la faïencerie anglaise. 13 juin 1789 : observations sur le bas prix des charbons anglais.

3. 31 mars 1729 : un maître verrier de la forêt de Lyons demande la permission d'établir près de Rouen une nouvelle verrerie, où il ne fera usage que de charbons de terre.

4. *Passim* sur la navigation de la Loire. 14 juin 1725 : rétablissement du phare de Cordouan.

5. 8 juin 1703 : papetiers de Thiers. 8 août 1710 : bonnetiers de Tours. 11 déc. 1711 : compagnons tisseurs de Sedan; défense de faire travailler aucune fille sur les métiers. 1713 : marchands de soie et maîtres-ouvriers de Nîmes.

tions nouvelles et progrès du machinisme¹; Juifs²: voilà quelques-uns seulement des sujets que l'on pourra désormais, en ce qui concerne le XVIII^e siècle, aborder sans peine. Inutile de louer le soin avec lequel le travail a été fait. Quelquefois, une brève indication sur la suite donnée à l'affaire dispense presque de recourir au document; toujours un renvoi aux séances précédentes, où il a été question de la même affaire, permet de refaire rapidement l'histoire de cette affaire. Enfin, un monumental index vous oriente dans ce dédale; on pourra, en le consultant, étudier à son gré l'histoire du commerce ou de l'industrie dans une ville ou une province, l'histoire particulière d'une industrie, la biographie d'un commerçant, etc. Quelques-uns des articles de cet index contiennent tous les éléments d'une monographie³.

Je remets à un prochain *Bulletin* l'examen des ouvrages suivants, tout récemment parus : Émile COMBA, *Histoire des Vaudois*, nouvelle édition complète (introduction et premier volume), et Francis DE CAUE, *Henri IV et les députés de Genève*.

Henri HAUSER.

30 octobre 1727 : émeute ouvrière à Amiens « au sujet des salaires. » 1^{er} septembre 1729 : drapiers de Rouen et de Louviers, augmentation de salaires (id., 20, 22 avril, 4 mai, 9 juin). 20 mai 1734 : demande des serruriers de Bordeaux « tendant à ce qu'il soit remédié par un règlement à la cabale formée dans cette ville et dans toutes les autres du royaume entre les garçons serruriers, chaudronniers, menuisiers et autres artisans de cette espèce, » etc. Déjà, 20 juillet 1724 : procès-verbal dressé le 22 juin par le consul de Crest au sujet d'une cabale organisée par les ouvriers de plusieurs papeteries du Dauphiné pour faire augmenter leurs salaires.

1. 7 avril 1702 : « Moulin à moudre fonctionnant sans vent ni eau par un seul mouvement qui peut être conduit par un enfant de dix à douze ans. » 4 juillet 1730 : machine propre à faire agir à bras d'homme, sans le secours de l'eau, les gros marteaux de forge. 6 mai 1788 : mouture des grains par le moyen d'une machine à feu. 2 avril 1789 : d'une pompe à feu.

2. 2 juillet 1739 (Nevers); 31 mars 1740 (Ibid.); 1^{er} décembre (Montpellier, foires du Languedoc); 16 février 1741 (Bordeaux; la prieuré des carmélites demande pour une juive avignonnaise la permission de commercer); même date (Montauban); 23 mars (foires du Languedoc). Voy. aussi 14 juillet 1729 (Auvergne); 22 février 1731 (Dijon, Bordeaux); 13 mai 1734 (Bordeaux); 8 mai 1760 (Comtat); 29 novembre 1787 (juifs avignonnais à Aix); 24 janvier et 8 avril 1788 (Pau).

3. Citons, à titre d'exemple, les articles : Draperies, drapiers, draps, onze colonnes; Étoffes, neuf colonnes; Foires, près de quatre; Hollandais, près de cinq; Lyon, plus de quatre; Marseille, trois et demie; Paris, huit; Priviléges (plusieurs articles sous cette rubrique), six; Rouen, six et demie; Toiles, huit.

— Comme curiosités, signalons les documents des 22 avril et 3 septembre 1750, 1^{er} avril et 5 août 1751, relatifs aux Taine, fabricants à Rethel, sans doute des parents du grand écrivain; du 2 août 1787, sur Beaumarchais et sa manufacture à blanchir, lisser et satiner les papiers. — Les fautes typographiques sont rarissimes : p. 290, 1^{re} col. (16 février 1741), « commencer » pour « commercer. »

ÉPOQUE CONTEMPORAINE. — *Les Souvenirs*¹, dont le comte de REISET, assisté de son ami M. Robinet de Cléry, commence la publication, promettent d'être des plus intéressants si l'on en juge par le premier volume paru. Ce ne sont pas, comme tant d'autres volumes mis au jour sous la même enseigne, des bavardages jetés sur le papier bien des années après les événements. M. de Reiset, pendant sa carrière diplomatique, écrivait presque chaque soir une courte note sur les événements du jour et y joignait copie des pièces intéressantes qui lui passaient sous les yeux. C'est un choix de ces documents qu'il nous offre, s'étant moins préoccupé dans sa publication de coordonner ces fragments d'une manière littéraire que d'en éliminer les passages dénués d'intérêt et particulièrement tout ce qui relève du commérage mondain. On ne saurait trop louer M. de Reiset de ce soin. Le premier volume de ses souvenirs se rapporte aux débuts de sa carrière diplomatique, à son séjour à Rome sous Grégoire XVI comme attaché d'ambassade, à son séjour à Turin, sous Charles-Albert et Victor-Emmanuel, comme premier secrétaire d'ambassade et chargé d'affaires de France pendant la guerre de Lombardie de 1848 et 1849, puis à la suite de cette guerre pendant les débuts si difficiles du règne de Victor-Emmanuel. Beaucoup des pièces qu'il publie sont inédites; ses appréciations et les documents reproduits seront consultés le plus utilement du monde par ceux qui voudront se faire une idée de la campagne de Novare (il assista à la bataille) et surtout de l'état politique et moral des partis piémontais en 1848. Ses relations avec les plus hauts personnages du temps, particulièrement avec le roi Charles-Albert et Victor-Emmanuel, ont mis M. de Reiset à même de beaucoup voir et de beaucoup retenir. Ses rapports avec ce dernier, en particulier, lui fournissent mainte anecdote pittoresque. Malgré les visites que le futur monarque, encore prince de Savoie, lui rendait le soir sous le nom de M. Martin, il se montre peu enthousiaste de ce bon garçon gros, brusque, vulgaire et débraillé qui se colletait dans les rues avec ses futurs sujets, à qui une fois il prêta cent sous et qui oublia toujours de les lui rendre.

Nous demeurons dans la diplomatie avec M. le baron DES MICHELS, ancien ambassadeur de France, qui s'est proposé, dans ses *Souvenirs de carrière*² dont a paru le premier volume, de « glaner, au gré de son seul caprice, dans les champs de ses souvenirs, quelques

1. Comte de Reiset, *Mes Souvenirs. Les débuts de l'indépendance italienne*. Paris, Plon et Nourrit, 1901, 1 vol. in-8° de vii-479 p.

2. Baron des Michels, *Souvenirs de carrière (1855-1886)*. Paris, Plon et Nourrit, 1 vol. in-8° de ii-337 p.

modestes fleurs pour les offrir à des lecteurs indulgents. » Il y aurait mauvaise grâce à se montrer trop exigeant pour un bouquet aussi modestement offert. A vrai dire, quoique M. des Michels ne soit pas un écrivain de métier, et que, par un scrupule de discrétion très louable, il se soit abstenu d'aller jusqu'au fond de bien des complications diplomatiques comme de donner tous les détails qu'il eût pu aux portraits qu'il lui arrive de tracer, son volume est d'une lecture agréable et instructive. Après ses débuts en Allemagne, nous y trouvons le récit de son séjour en Brésil, où il réussit à procurer à la France la commande de trois cuirassés. Son passage à Rome lui permet de nous décrire la situation du Vatican et de la politique française en 1871-1872; ses relations personnelles avec M. Thiers, le pape et le cardinal Antonelli donnent plus de valeur à ses renseignements. Deux articles sont consacrés à l'Égypte : il y joua un rôle important pour l'établissement du condominium anglo-français; deux chapitres également sont relatifs à son séjour en Espagne (1882-1886) et à l'action de la politique allemande à la cour d'Alphonse XII. On trouve en particulier des détails curieux sur le fameux passage d'Alphonse XII à Paris et la personne de ce prince. Un appendice, qualifié d'index, reproduit plusieurs pièces diplomatiques intéressantes. Le ton un peu acrimonieux dont M. des Michels rappelle quelques-uns de ses mécomptes et certaines allusions politiques amères n'enlèvent rien à la valeur appréciable de son livre.

L'ancien officier qui, sous les initiales de Y. K., a déjà publié deux volumes sur différents épisodes de la guerre de 1870, en consacre un troisième à l'étude de la *Sortie de la Marne* (30 novembre 1870), à laquelle il a pris part. Dédié à la mémoire du général Ducrot, c'est, avant tout, un chaleureux plaidoyer justificatif en sa faveur¹. La fameuse proclamation où il promettait de ne rentrer à Paris que mort ou victorieux et la manière dont il dirigea les opérations militaires de la sortie de la Marne ont été à maintes reprises violemment attaquées. La justification de M. Y. K. est excellente de ton et sur beaucoup de points très plausible. On ne saurait trop approuver la critique qu'il fait de l'exposé de M. Duquet et aussi d'une lettre où le général de Bellemare tenta, après la mort du général Ducrot, d'incriminer son chef. Bien qu'il soit souvent singulièrement difficile de fixer au juste les responsabilités, le général Ducrot apparaît comme une des figures les plus résolues parmi nos officiers supérieurs en 1870 et l'un de ceux qui luttèrent avec le plus d'énergie.

1. Y. K., *la Sortie de la Marne* (30 novembre 1870). Paris, libr. militaire Chapelot, 1901, 1 vol. in-16 de vi-210 p.

gie intelligente. D'autre part, s'il ne fut pas plus heureux, la faute n'en fut peut-être cependant pas toujours à la fatalité ou à ses collègues. Il n'est que juste, dans tous les cas, de reconnaître avec M. Y. K. que nos désastres de 1870 doivent s'imputer pour une bonne part non à telle ou telle individualité, mais à l'affaissement général de la nation. Pour triste que soit cette constatation, elle doit être méditée. On en trouverait facilement l'illustration surabondante dans l'histoire si souvent faite et refaite du siège de Paris.

On lira avec beaucoup d'intérêt et d'estime la biographie soigneeuse et documentée que M. Edmond Biré a consacrée à *Alfred Nettement*¹. Alfred Nettement n'a jamais été, pas plus en littérature qu'en politique, un homme de premier plan, et actuellement son nom est bien oublié. Il n'y a cependant rien d'ennuyeux, presque rien de superflu, dans l'étude que lui consacre son biographe. Ce fut, dans toute l'acception du terme, un homme de bien. Royaliste, catholique et libéral il fut dès sa tendre jeunesse, il resta jusqu'à sa mort royaliste, catholique et libéral, et, pendant quarante années, écrivain infatigable, il consacra le meilleur de son temps et de ses forces à la défense des idées qui lui étaient chères. Il ne se borna d'ailleurs pas au journalisme politique, mais exerça sa plume féconde dans presque toutes les branches de la littérature. La critique littéraire et l'histoire le retinrent particulièrement. Il fut un critique classique, sage, scrupuleux, pénétré de l'importance de son rôle moral. La manière dont il entendit l'histoire n'est point assurément celle de la science contemporaine; son érudition est parfois sujette à caution; son amour des développements oratoires l'égare fréquemment et ses idées politiques nuisent à la liberté de son jugement. Malgré l'approbation de son historien, on admettra difficilement qu'il ait établi « par des preuves irréfutables » que la révocation de l'édit de Nantes ait été rendue « nécessaire par la situation de l'Europe et les agissements du protestantisme. » Quoi qu'il en soit, son œuvre et l'histoire de sa vie, enrichie de beaucoup de pièces inédites, demeurent des documents historiques intéressants à étudier où apparaissent sous leur forme la plus estimable des idées d'un autre âge que l'on peut saluer avec respect.

On lira avec des sentiments d'égale estime et d'intérêt la biographie que le P. Thédenat a consacrée à M. Nourrisson². Dans des pages graves, émues et sincères, M. Thédenat a retracé la carrière

1. Edmond Biré, *Alfred Nettement. Sa vie et ses œuvres*. Paris, Lecoffre, 1901, 1 vol. in-8° de 567 p.

2. Henry Thédenat, *Une carrière universitaire. Jean-Félix Nourrisson (1825-1899)*. Paris, Fontemoing, 1 vol. in-12 de vi-362 p.

honorable, homogène et bien remplie de son héros. Sa correspondance inédite et les lettres que lui adressa son ami M. de Barante, l'historien, en forment la base documentaire principale. Tout comme Nettement, M. Nourrisson a représenté une tendance d'esprit qui n'est plus guère celle de notre temps, et son nom n'est pas au tout premier rang des philosophes catholiques et spiritualistes du xix^e siècle en France. Mais ses œuvres, principalement celles qu'il a consacrées à telles parties de l'histoire de la philosophie, sont encore utiles à consulter, et sa vie demeure un bel exemple de probité intellectuelle et morale, de labour intègre et assidu. Ceux mêmes qui partagent fort peu des idées qui lui furent chères sauront gré au P. Thédenat d'avoir fixé dans un petit volume les traits de cet homme de bien.

Nous avons indiqué ici même les sérieux mérites de l'important ouvrage de M. DEBIDOUR¹, intitulé : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France*. Nous nous contenterons donc de signaler en passant le petit volume exact et clair où MM. DUBOIS et SARTHOU ont exprimé en quelque sorte la substance de ce travail pour l'instruction de ceux que leurs goûts ou leurs occupations détournent de la lecture d'une œuvre historique plus considérable.

Il semble, autant qu'il est possible de qualifier de définitif un livre d'histoire, que cette épithète puisse être attribuée au beau travail que M. E. MARTIN-SAINT-LÉON a publié sur le *Compagnonnage*². Pendant plus de cinq siècles, le compagnonnage a été une des institutions ouvrières les plus curieuses de notre pays. Contre la corporation devenue peu à peu l'instrument d'une oligarchie marchande, égoïste et jalouse, il a défendu avec un zèle infatigable et souvent avec succès la cause des artisans. Jusqu'à la Révolution, les attributions qui échoient de nos jours aux syndicats, aux sociétés de secours mutuels ou d'enseignement, aux bureaux de placement, lui étaient dévolues en fait; constitué en société secrète, il bravait les efforts de la police. Son rôle a continué après la Révolution. Il a survécu à la loi du 2 mars 1791, à celle du 14 juin de la même année. Au dernier siècle encore, au moins jusqu'à 1848, il a été un champion actif de la cause et des revendications du travail. C'est depuis cette époque que s'est précipitée sa décadence. Il ne compte plus qu'une dizaine de milliers d'adhérents. Son rôle est terminé. L'instant était propice pour écrire son histoire. Outre les documents inédits, dont

1. A. Debidour, *Abrégié de l'histoire des rapports de l'Église et de l'État en France* (1789-1870), par C. Dubois et M. Sarthou. Paris, Alcan, 1 vol. in-32 de 192 p.

2. E. Martin-Saint-Léon, *le Compagnonnage, son histoire, ses coutumes, ses règlements, ses rites*. Paris, Armand Colin, 1 vol. in-18 de xxviii-374 p.

plusieurs sont fort curieux, que M. Martin-Saint-Léon a découverts, il lui a été possible de recueillir un grand nombre de renseignements verbaux, de traditions orales auprès d'anciens compagnons, et, par conséquent, de retracer en même temps que l'évolution historique du compagnonnage un tableau pittoresque et amusant de ses coutumes et de ses rites. Sans doute, il est inévitable que d'autres textes soient ajoutés à ceux qu'il a utilisés; d'autre part, les convictions politiques et sociales que l'auteur a fort nettement laissé perceer n'ont pas été peut-être sans l'incliner parfois à juger avec quelque complaisance le rôle du compagnonnage; elles n'ont dans tous les cas pas influencé son sens historique. Il ne paraît pas qu'il puisse être ajouté autre chose que des retouches presque insignifiantes au tableau qu'il a tracé avec une science documentaire qu'accompagne agréablement un art réel d'écrivain. S'il fallait lui chercher querelle de détail, peut-être pourrait-on regretter qu'il n'ait pas terminé son ouvrage par un « glossaire » du compagnonnage. En vertu du plan de son livre, d'ailleurs fort judicieux, ce n'est que vers la troisième partie qu'il donne l'explication d'un certain nombre de termes qui se rencontrent déjà dans les deux premières; il eût pu aisément épargner au lecteur le petit embarras qui résulte de cette disposition matérielle.

Bien qu'il ait avant tout un caractère confessionnel et même un but d'édification, le petit volume que M. G. DE GRANDMAISON a consacré à décrire *le Jubilé de 1825*¹ ne doit pas échapper à l'attention des historiens. Les deux jubilés du XIX^e siècle, ceux de 1825 et de 1900, sont des événements considérables et il est intéressant de les comparer. Pour décrire le premier, M. G. de Grandmaison a utilisé non seulement des ouvrages de seconde main, mais des documents inédits intéressants dont les principaux viennent des archives du ministère des Affaires étrangères. Il a pu ainsi nous tracer un tableau pittoresque et partiellement nouveau d'un événement qui jusqu'ici n'avait point été particulièrement étudié. Si l'enthousiasme confessionnel de l'écrivain doit forcément appeler quelques réserves de la part du critique, son petit volume n'en est pas moins d'une lecture agréable et instructive.

Le *Disraëli* de M. COURCELLE² expose avec conscience et exactitude les traits essentiels et la carrière de l'illustre fondateur de l'impérialisme. On peut regretter que l'auteur ne se soit pas appliqué à faire

1. Geoffroy de Grandmaison, *le Jubilé de 1825*. Paris, Bloud, 1902, 1 vol. in-12 de 62 p.

2. M. Courcelle, *Disraëli*. Paris, Alcan, 1902, 1 vol. in-16 de 180 p.

revivre d'une manière plus saisissante un des génies les plus personnels et les plus romantiques de notre siècle. Assurément, s'il est permis de différer d'opinion avec M. Courcelle sur la valeur morale et politique du torysme au XIX^e siècle, si on peut sans crainte taxer d'injustice ses jugements sur Gladstone et la question irlandaise, si à l'encontre de son opinion on peut croire que l'impérialisme de Disraëli devait presque forcément aboutir à celui de M. Chamberlain, il n'est pas possible de nier que le héros de son livre ait été un des hommes d'État les plus remarquables et les plus richement doués de notre siècle. Avec une ardeur infatigable et toutes les ressources d'un génie à la fois souple et résistant, il a soutenu d'un bout à l'autre de sa carrière les mêmes principes et n'a recouru qu'exceptionnellement aux compromissions où s'abandonnent tant d'hommes politiques. A ce titre, il mérite et le respect et l'attention très intéressée de ceux mêmes qui considèrent qu'une très grande partie au moins des idées et des maximes qu'il soutint sont désormais entrées dans le passé, et que c'est sur des bases très différentes de celles qu'il rêvait que doivent s'appuyer les États nouveaux.

C'est une bien lamentable histoire que celle de l'Espagne, telle qu'elle nous apparaît dans notre siècle à travers le volume où M. H. Léonardon a retracé la physionomie et la carrière du général *Prim*¹. Dans le chaos d'efforts malheureux et de tentatives inutiles où s'éparpilla la bonne volonté de plusieurs générations, l'attention du lecteur se détache du héros pour essayer de reconnaître quels facteurs moraux et politiques amenèrent la dissociation si profonde de ce malheureux pays où ne manquèrent ni le patriotisme ni l'intelligence, et dont les dissensions se poursuivent presque aussi stériles, sinon aussi violentes. A tout prendre, parmi les généraux politiciens dont l'activité inquiète amena tant de révolutions successives, Prim est une des figures les plus dignes d'intérêt. Il montra une certaine cohérence de vues, se fit l'apôtre d'une politique déterminée et sut parfois plier ses préférences personnelles à des compromissions nécessaires. Ses qualités de séduction et de valeur personnelle et sa fin tragique sollicitent également l'indulgence de l'histoire. Et pourtant il est un exemple si typique des travers caractéristiques du génie latin qui ont désolé l'Espagne dans notre siècle, qu'il est difficile de souscrire au jugement indulgent de M. Léonardon, qui souhaite que l'Espagne oublie en lui l'ambitieux en reconnaissance du libéral. Il est de cette espèce d'hommes aussi dangereux qu'inévitables dans les pays où les passions politiques priment

1. Léonardon, *Prim*. Paris, Alcan, 1901, 1 vol. in-16 de 211 p.

le respect de la loi et où les coups de force apparaissent comme des moyens tolérables d'action politique.

Les articles de journaux que M. Gaston ROUTIER a réunis sous le titre de : *Un point d'histoire contemporaine*, bien que le fil qui les relie soit assez mince, se rapportent tous à l'histoire de nos relations avec l'Allemagne dans ces dix dernières années¹. M. Gaston Routier est germanophile convaincu et ses appréciations et ses croquis attestent des séjours assez fréquents en Allemagne. Les pages les plus intéressantes de son petit volume se rapportent à la fameuse visite que fit l'impératrice Frédéric à Paris en 1894. En les relisant, on ne peut se défendre de mélancolie à songer à quelles pettesses tiennent parfois les déterminations les plus graves de l'histoire. Une petite erreur de jugement et de tact de la part de Guillaume II et des conseillers de sa mère, les hurlements frénétiques de quelques professionnels du chauvinisme, il n'en fallait pas davantage pour surexercer la fierté nationale des deux pays et l'on put prévoir le moment où, pour une question de peinture, la France et l'Allemagne en viendraient aux mains. Il est instructif de se remettre en mémoire ces petits faits qui faillirent devenir historiques.

L'histoire de la lutte de la Grèce pour son indépendance s'est enrichie d'un document curieux par la publication que vient de faire le Dr KAMBOUROGLOU des *Mémoires du prince Nicolas Ypsilanti*² ou plus exactement d'un manuscrit retrouvé parmi ses papiers à la Bibliothèque nationale de Grèce, dont M. Kambouroglous est conservateur. C'est une relation d'ailleurs demeurée inachevée d'une grande partie des intrigues et des négociations qui préparèrent le soulèvement du prince Ypsilanti. Elle est écrite dans un français assez redondant et parfois incorrect et avec une allure des plus romantiques par un fidèle du prince Nicolas Ypsilanti. Elle sera très utilement consultée par les historiens. On y trouvera des détails pittoresques sur l'héritage, son organisation et sa propagande.

M. A. de BERTHA s'est voué à la tâche fort intéressante de faire connaître au public cultivé européen et particulièrement au public français les traits essentiels de l'évolution politique et sociale de son pays natal, la Hongrie, tels qu'ils apparaissent à un observateur instruit chez qui le patriotisme n'exclut nullement le sens historique.

1. Gaston Routier, *Un point d'histoire contemporaine*. Paris, Dargason, 1901, 1 vol. in-18 de vi-288 p.

2. *Mémoires du prince Nicolas Ypsilanti*, publiés par le Dr D.-Gr. Kambouroglous. Athènes, libr. française et internationale ; Paris, libr. Nilson, 1 vol. in-8° de 132 p.

Son nouveau volume, *la Hongrie moderne*¹, pour n'être pas traité selon la méthode documentaire, qui prévaut dans notre école historique contemporaine, n'en contient pas moins une foule de renseignements qui seront utilement médités par les lecteurs français et particulièrement par les hommes politiques. Par suite de circonstances diverses, grâce surtout à leur activité incessante, persévérente et féconde, et à la faveur de l'empereur actuel, les Hongrois sont arrivés à jouer dans l'Empire un rôle presque prépondérant. Renonçant aux revendications intransigeantes d'autrefois, les Hongrois préfèrent infiniment la conservation du régime actuel où ils représentent un élément libéral, mais entièrement constitutionnel. L'attachement qu'ils ont pour la monarchie des Habsbourg est d'autant plus sincère qu'ils y tiennent une place pour ainsi dire privilégiée. La conscience très nette qu'ils ont de leurs intérêts, du danger qu'il y aurait pour eux à être écrasés entre Slaves et Germains font d'eux les gardiens les plus dévoués de l'intégrité de la monarchie. C'est en grande partie sur leur fermeté et sur leur sens politique que l'Europe peut compter pour que ne s'ouvre pas, à la mort de l'empereur actuel, la question si grosse de périls du partage de la monarchie austro-hongroise et pour contenir les appétits menaçants du pangermanisme et du panslavisme.

Les terribles événements dont l'empire chinois vient d'être le théâtre ont attiré la curiosité générale sur le peuple jaune, et les volumes se multiplient qui nous renseignent sur ses mœurs et son caractère. Celui que vient de publier M. Maurice COURANT, ancien interprète de la légation de France à Pékin, aujourd'hui maître de conférences à l'Université de Lyon², tient une place des plus distinguées dans cette littérature que nous avons déjà signalée en partie ici même. Dans la série d'articles qui le constitue, M. Maurice Courant apporte de nouveaux arguments tirés de sa propre expérience en même temps que des connaissances très étendues qu'il a de la civilisation chinoise pour démontrer que la terrible crise de l'an dernier est due en très grande partie à la méconnaissance par les Européens de tout ce qui constitue l'âme chinoise, à la violence avec laquelle ils ont révolté contre eux tous les instincts traditionnels d'un peuple antique. On peut préférer hautement notre civilisation à la civilisation chinoise; il est impossible de l'imposer du

1. A. de Bertha, *la Hongrie moderne de 1849 à 1901. Études historiques*. Paris, Plon et Nourrit, 1901, 1 vol. in-8° de 4v-358 p.

2. Maurice Courant, *En Chine. Mœurs et institutions. Hommes et faits*. Paris, Alcan, 1 vol. in-12 de n-275 p.

jour au lendemain, sans préparation, à une nation de quatre cent millions d'âmes dont la dissolution amènerait d'effroyables complications et dont le partage entre nations européennes est impraticable. L'état moral et social du peuple chinois est un facteur de première importance dans l'établissement que nous souhaitons de relations pacifiques avec la cour de Pékin. Que les Européens veuillent bien le comprendre, qu'ils abandonnent les procédés brutaux de ces dernières années pour reprendre la politique adroite et pénétrante des Pères Jésuites dans l'empire du milieu, il y a des chances pour que non seulement on ne voie pas se renouveler des crises analogues à celles de 1900 suivies de répressions à la fois violentes et insuffisantes, mais pour que peu à peu l'âme chinoise se familiarise au moins avec certains côtés de notre civilisation. Souhaitons que ces savants donneurs de bons conseils, dont on ne peut dire qu'ils viennent un peu tard puisqu'avant la récente expérience de la guerre de Chine on ne les eût pas écoutés, fassent passer dans la conduite des gouvernements la sagesse qui est dans leurs livres.

A. LICHTENBERGER.

PUBLICATIONS DIVERSES. — M. Th. REINACH vient de reprendre et de compléter la remarquable *Histoire des Israélites depuis la ruine de leur indépendance nationale jusqu'à nos jours* (Hachette), dont la première édition avait paru en 1884. Cette refonte était nécessaire à ses yeux. M. Reinach se montre, dans tout ce qui sort de sa plume, amoureux de perfection. Il trouvait dans son premier jet, de légères erreurs à corriger, des détails à ajouter, une meilleure disposition des matières à adopter pour certains développements, beaucoup de nouvelles indications bibliographiques à donner. De plus, il fallait reprendre à pied d'œuvre le dernier chapitre sur le xix^e s., qui n'était pas suffisamment approfondi, et y donner l'histoire du mouvement anti-sémitique et du mouvement sioniste. L'ensemble de l'ouvrage est d'un quart plus étendu dans la seconde édition que dans la première; le dernier chapitre est plus que doublé. La bibliographie est triplée. De même qu'on ne trouvera nulle part, sous une forme à la fois aussi abrégée, aussi scientifiquement exacte et aussi belle, le récit du long martyre des Juifs à travers les âges, nulle part on ne trouvera un exposé aussi complet et aussi impartial de la situation des Juifs et de la question juive à l'aurore du xx^e s. Cet exposé réfute une fois de plus, par des faits péremptoires, la légende de la richesse exceptionnelle des Juifs, de leur prépondérance économique et politique, de leur esprit cosmopolite de secte et de caste. Leur solidarité repose exclusivement sur un sentiment de devoir de charité, et les Israé-

lites ont donné mainte preuve de leur attachement aux pays dont ils sont citoyens, là surtout où ils sont vraiment traités en citoyens. En France, leur conduite en 1870 a été celle de patriotes français que rien ne distinguait des membres des autres Églises. M. Reinach combat naturellement le mouvement sioniste, qui prétend reconstituer en Palestine un état juif. Ce projet, ou plutôt ce rêve, irréalisable en pratique, ne peut que contribuer à obscurcir la question juive et empirer les maux causés par l'anti-sémitisme. D'ailleurs, l'anti-sémitisme, tout odieux et stupide qu'il est, ne me semble pas un phénomène très inquiétant. Il est la conséquence toute naturelle de l'émancipation des Juifs. Cette émancipation ne pouvait manquer de produire une crise de jalousie et de préjugés, surtout dans les pays catholiques ou grecs orthodoxes, livrés aux influences sectaires. Cette crise s'atténuerà peu à peu et sera surtout funeste aux orthodoxies qui ont voulu ranimer des passions d'un autre âge. La Roumanie paiera cher probablement la manière inique dont elle traite les Juifs, à qui elle impose des charges civiques aussi lourdes et plus lourdes même qu'aux autres sujets, en leur refusant tous les priviléges et même les droits des hommes libres. Les persécutions dont les Juifs sont victimes en Roumanie ont stérilisé les sympathies qu'avait pu éveiller la situation des Roumains de Transylvanie. Ceux-ci du moins n'ont jamais été traités en parias. En Russie, les persécutions contre les Juifs ont été pour eux un stimulant au progrès dans plus d'un centre. Je pourrais citer une ville où les Juifs, exclus en majorité des écoles, ont créé des gymnases bien supérieurs aux écoles orthodoxes ; où ils fournissent les 87/100 des lecteurs de la bibliothèque populaire et où l'on voit les plus misérables boutiquiers juifs prélever quelques copecks sur leurs gains pour les œuvres de charité et d'instruction. L'anti-sémitisme, funeste importation slave et allemande, qui aurait dû faire horreur à notre généreux pays de France, a été pour les Juifs un élément de progrès moral et intellectuel. Le temps est passé des vraies persécutions, du moins dans l'Occident de l'Europe. Il n'est plus qu'une forme de la concurrence commerciale, un facteur des luttes politiques et religieuses, une forme du cléricalisme. Il sera vaincu, comme le cléricalisme lui-même, et les cléricaux, en le cultivant, en le portant au paroxysme dans l'affaire Dreyfus, ont commis une grave imprudence. Il dépend des juifs aussi bien que des chrétiens de hâter le moment où ces querelles seront oubliées, en abaissant autant que possible les barrières qui les séparent des libres-penseurs et des protestants libéraux. M. Reinach donne à ce sujet des conseils qui méritent d'être écoutés.

M. Pierre GAUTHIEZ, l'historien de l'Arétin, vient de faire revivre

une des figures les plus étonnantes de condottiere qu'ait vues l'Italie, Jean de Médicis, dit *Jean des Bandes-Noires* (Ollendorff), le fils de Jean le Populaire et de Catherine Sforza, le père de Côme premier duc de Florence, mort à vingt-huit ans, en 1526, après avoir bataillé pour Léon X, pour Clément VII, pour Florence et Charles-Quint, pour et contre la France, un bandit parfait qui paraît n'avoir jamais aimé autre chose que le carnage, le pillage, la débauche et Pierre Arétin, et dont Machiavel pourtant espérait faire le libérateur de l'Italie. Ce chef de bandes, qui combattait pour la solde et qui fut une des plus grossières et des plus belles machines à tuer, comme dit M. Gauthiez, n'avait qu'un trait noble dans le caractère, le mépris de la mort. Et encore, ce mépris, chez ces natures de bêtes fauves, n'est-il que l'ivresse de la vie, et je ne sais s'il faut la dire noble. M. Gauthiez s'est plongé à Florence, à Milan, à Paris, à Rome dans les innombrables documents où la vie de Jean le Grand-Diable est écrite jour après jour. Il l'a racontée sans rien en laisser perdre, et son livre souffre d'une sorte d'hybridité qui en rend la lecture parfois obscure et difficile. Le style de M. Gauthiez, chaud, coloré, imagé, est celui d'un lettré amoureux du pittoresque, et ce style est mis au service d'une érudition qui ne fait pas grâce d'un document, même quand il n'est pas absolument nécessaire au sujet. Mais le sujet est si beau, M. Gauthiez l'a étudié avec tant d'amour qu'on lui pardonne ces défauts, comme aussi d'avoir rejeté ses notes à la fin du volume sous une forme qui rebute le lecteur. On suit avec émotion, à travers les péripéties des campagnes de Jean, le martyre de sa femme Marie Salviati, constamment abandonnée (et pas seulement pour des femmes), méprisée, rebutee, et qui poursuit son misérable époux de son amour inlassable. M. Gauthiez nous a donné un tableau des mœurs du xvi^e siècle qui dépasse en horreur et en basse tout ce que l'histoire nous avait révélé jusqu'ici.

La plus fâcheuse conséquence des mésaventures de la Société d'édition artistique aura été de nous priver de la publication intégrale, du moins sur le plan primitif, de l'admirable et définitif travail préparé par M. Pierre de Nolhac sur *l'Histoire du château de Versailles*. Mais il nous promet du moins cette histoire sous une forme un peu plus réduite, et, en attendant, il a complété par un fascicule complémentaire les 160 pages déjà parues de la grande édition illustrée et annotée. Nous possédons ainsi un ouvrage de 254 p. sur la *Création du château de Versailles* (Bernard, Versailles), qui détruit définitivement les légendes consacrées par Le Roy et Dussieux et met à la place une histoire toute nouvelle, appuyée sur d'innombrables plans et documents inédits, du château de Louis XIII et de la première reconstruc-

truction du château faite de 1664 à 1672 par François Le Vau, aidé de Le Brun pour la décoration et de Le Nôtre pour les jardins. — On avait jusqu'ici décrit le Versailles primitif d'après des plans ou des vues du temps de Le Vau, et on avait mêlé dans l'histoire des remaniements à l'œuvre de Le Vau celle de Jules Hardouin Mansart. Toute l'histoire de la première transformation est aujourd'hui reconstituée avec les preuves les plus intéressantes à l'appui. Pour que cette histoire de la création de Versailles fût complète, M. de Nolhac y a joint la création des jardins et des bosquets et celle de Clagny, Trianon et Marly, en dépassant même la date où il s'était arrêté pour la construction du château. — Cette œuvre, où toutes les qualités de l'écrivain, de l'artiste et de l'érudit ont été si heureusement associées, forme déjà un ensemble qui permet d'attendre avec moins d'impatience l'ouvrage définitif qui nous est promis.

Un charmant livre de M. Auguste JÉHAN sur le *Labyrinthe de Versailles et le Bosquet de la Reine* (Versailles, Bernard) vient très heureusement compléter les recherches de M. de Nolhac. M. Jéhan n'a pas seulement reconstitué entièrement avec des plans et la reproduction des dessins des fontaines ornées d'animaux qui ornaient le Labyrinthe l'histoire de ce bosquet, son caractère artistique et ses transformations jusqu'au jour où sous Louis XVI il devint le Bosquet de la reine, mais il a, avec un sens historique et littéraire très fin, marqué la place que le Labyrinthe a tenu dans les plaisirs de Versailles, dans ses fêtes, dans la vie sociale et artistique du temps.

M. Maurice TOURNEUX a publié sous une forme somptueuse une seconde édition de son essai bibliographique sur *Marie-Antoinette devant l'histoire* (H. Leclerc). Classée par ordre méthodique (écrits de la reine, iconographie, résidences et distractions, bibliothèques, objets d'art et mobilier, correspondances, mémoires et pamphlets, histoires de Marie-Antoinette) et chronologique (pour les détails de la vie privée et publique), cette bibliographie, soigneusement colligée dans les bibliothèques françaises et étrangères, est accompagnée de notes explicatives qui permettent de s'en servir avec pleine sécurité. Nous signalerons en particulier celles qui accompagnent le catalogue des recueils de lettres de la reine. Ce bijou bibliographique répond à ce qu'on pouvait attendre de l'auteur de la *Bibliographie de l'Histoire de Paris pendant la Révolution*.

M. Frantz FUNCK-BRENTANO a donné un complément à son *Affaire du collier* dans un second volume intitulé : *la Mort de la reine* (Hachette). On y trouvera dans une série de chapitres coordonnés dans un ordre un peu lâche les dernières aventures des tristes héros du procès de 1786 : Cagliostro, Toussaint de Beausire, mari de

la fille Oliva, Jeanne de Valois et son mari Lamotte-Collier, enfin Rohan et la reine elle-même. Nous ne croyons pas que la vraie cause de la condamnation de Marie-Antoinette ait été l'affaire du collier et les calomnies répandues dans les immondes pamphlets de Jeanne de Valois. Elle a été condamnée parce qu'on redoutait son évasion et parce qu'on la regardait comme ayant, en 1792, trahi la cause de la France en communiquant aux alliés nos projets militaires. Cette accusation n'était malheureusement pas fausse, et il n'est pas juste de ne pas en tenir compte en racontant le procès de la reine. Mais il est très vrai que les pamphlets avaient contribué à faire de Marie-Antoinette dans l'esprit de la populace révolutionnaire une sorte de Messaline, et que le procès de la reine a fait voir chez ses accusateurs une sorte de fureur à la fois sanguinaire et lubrique. C'est une habitude trop fréquente d'ailleurs chez les juges de chercher à déshonorer dans leur vie privée ceux qu'ils poursuivent pour des crimes publics. On a vu récemment des militaires très haut placés se conduire à l'égard d'un accusé plus innocent que Marie-Antoinette, et même à l'égard de ses témoins, comme Hébert et Fouquier-Tinville à l'égard de la reine. Philippe IV agissait de même avec les Templiers, et Philippe IV a trouvé pourtant en M. Funck un apologiste convaincu. Pourquoi avoir deux poids et deux mesures ? La part que Pache, l'excellent et honnête Pache, a prise à cette fureur, jette un jour bien singulier sur la psychologie des révolutions. M. Funck a tiré de l'oubli Toussaint de Beausire, qui a joué, comme il convenait, son rôle pendant la Révolution, pour finir comme contrôleur des contributions du Pas-de-Calais en 1818. Malheureusement il a eu la singulière idée de terminer le curieux chapitre consacré à ce triste sire en établissant une comparaison entre lui et Mirabeau plus éloquent, Carnot plus intelligent, Saint-Just plus hypocrite et Robespierre plus poseur, et en les rangeant dans la même famille. Il est vrai qu'il semble avoir eu conscience lui-même de ce que cette appréciation avait de puéril. L'histoire de M. et M^{me} de la Motte est le morceau le plus important du volume. C'est un triste document pour servir à l'histoire de la bassesse et de la folie humaines, et, ce qui est plus incroyable encore que l'infamie de ces deux personnages, ce sont les complicités, les compromissions et les indulgences qu'ils ont rencontrées. La collaboration de Calonne aux pamphlets de Jeanne de Valois paraît vraisemblable, quoique les preuves données par M. Funck soient d'inégale valeur ; les visites de M^{me} de Lamballe, les négociations de M^{me} de Polignac, la protection de Beugnot, les méangements de la police de la Restauration restent presque inexplicables. Composé et écrit avec un peu de hâte, ce volume est néanmoins rempli de renseignements curieux et attristants.

M. E. GLASSON, en arrivant à la dernière partie de son grand ouvrage sur les *Institutions politiques et administratives de la France*, a été frappé de la difficulté de faire suffisamment comprendre dans les proportions imposées par son plan l'importance du rôle politique des Parlements pendant les trois derniers siècles de la monarchie. Ces parlements, en effet, et en particulier celui de Paris, ont contribué à dissimuler aux Français l'absence des libertés politiques; ils ont servi tantôt de soutien, tantôt de barrière au pouvoir royal; ils ont enfin puissamment aidé à la chute de l'ancien régime en combattant l'absolutisme monarchique, sans être capable de le réformer. M. Glasson a pensé qu'on pouvait aujourd'hui, surtout depuis la publication par M. Flammermont du recueil des remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle, écrire une histoire suffisamment exacte du Parlement sans avoir besoin de recourir aux documents inédits, aux collections Joly de Fleury et Lamoignon, aux registres du conseil secret, aux mémoires manuscrits du libraire Hardy ou aux archives mêmes du Parlement. Le livre qu'il vient de publier sur le *Parlement de Paris, son rôle politique depuis Charles VII jusqu'à la Révolution* (2 vol., Hachette) marque en effet un progrès considérable sur l'*Aperçu historique sur le Parlement de Paris*, par M. Fayard, qu'il veut bien dans son avant-propos qualifier de remarquable, mais que M. Flammermont jugeait avec moins d'indulgence (cf. *Rev. hist.*, X, p. 464). L'ouvrage de M. Glasson commence en réalité à Henri IV. Le premier chapitre, qui traite du XV^e et du XVI^e siècle, est une simple introduction destinée à faire comprendre comment le Parlement était fatalement appelé à jouer un rôle politique le jour où les États généraux seraient définitivement mis de côté par la royauté. Mais, en attendant, tout en manifestant, en quelques occasions, un réel esprit d'indépendance, le Parlement fut pour la royauté un instrument et un appui. Les chapitres consacrés par M. Glasson aux rapports du Parlement avec Henri IV et Louis XIII sont sinon les plus intéressants, du moins les plus neufs de son ouvrage. On y voit clairement comment le Parlement, contenu dans ses velléités d'autonomie par Henri IV et Richelieu, s'achevine, par le prestige même que lui confèrent la consolidation de son organisation intérieure et la stabilité de plus en plus grande des institutions monarchiques, au rôle quasi révolutionnaire qu'il jouera au milieu du XVII^e siècle. Ce rôle lui fut imposé en grande partie par les circonstances, car les parlementaires usèrent avec une grande modération du pouvoir momentané qu'ils furent contraints de prendre, et ils se résignèrent assez docilement à l'obéissance que Louis XIV leur imposa. M. Glasson a retracé patiemment et clairement les

incroyables vicissitudes par lesquelles passa le Parlement au XVIII^e siècle et les conflits incessants qui surgirent entre lui et les conseils de la royauté. Il s'est attaché à défendre le Parlement contre les reproches exagérés qui lui ont été adressés soit par les partisans de la monarchie absolue, qui l'ont accusé d'être animé d'un esprit perpétuel d'opposition, soit par les libéraux, qui l'ont accusé d'être animé d'un esprit de routine et de réaction. M. Glasson a raison de ne pas sousscrire aux accusations passionnées dont le Parlement a été l'objet; mais nous ne trouvons pas que la conclusion qu'il donne à son ouvrage réponde tout à fait au contenu même de ses deux volumes et au rôle réel joué par le Parlement dans l'histoire de la décadence des institutions monarchiques. Il se contente de dire, d'abord que le Parlement n'a jamais réussi à imposer d'une manière durable des limites à l'absolutisme royal, qu'il n'a exercé une action politique efficace que quand il a soutenu la royauté, puis qu'il a commis bien des fautes en matière politique et que d'ailleurs l'exercice du droit de remontrances, en adaptant des formes judiciaires aux affaires d'État, ne pouvait produire de bons résultats; mais que néanmoins le Parlement a rendu de grands services à l'État, a assuré le respect et le progrès du droit et des institutions judiciaires et était en Europe le représentant le plus imposant et le plus respecté de l'esprit de justice. Nous croyons que ce jugement, tout équitable qu'il est, ne rend pas compte du rôle capital joué par le Parlement dans les deux derniers siècles de l'ancien régime. Taine a laissé dans son volume sur l'*Ancien régime* une incroyable lacune qui montre combien était insuffisante sa préparation historique quand il a abordé le plus complexe des problèmes : la Révolution. Il a décrit la société française comme si elle se composait d'une cour et de trois ordres, alors qu'il y en avait quatre. Taine a oublié l'ordre de la justice et la noblesse de robe, dont le Parlement de Paris était le sommet et qui jouait dans la constitution de l'État un rôle plus important encore que le clergé ou la noblesse même. M. Glasson a comblé dans une certaine mesure cette lacune, mais s'il a bien montré que le Parlement était associé à tous les actes de l'État, il n'a pas assez fait sentir ce que j'indiquais en commençant, que le rôle politique et administratif du Parlement a permis aux Français de se méprendre sur le caractère despotique de leur gouvernement et sur l'absence de toute constitution véritable, et que, d'autre part, les luttes du Parlement contre la royauté, son esprit à la fois de conservation étroite et d'opposition violente, ont contribué puissamment au discrédit et à la ruine de la monarchie.

Nous ne savons si les *Notes et Souvenirs* (Hachette, 2 vol.) de

Victor Duruy seront dans la presse et le grand public l'objet de l'attention qu'ils méritent, car on n'y trouve ni ces anecdotes piquantes, ni ces indiscretions, ni ces malices, ni ces portraits brillants, ni ces révélations historiques qui font d'ordinaire le succès des Mémoires autobiographiques. Mais ils offrent néanmoins le plus sérieux intérêt, un intérêt biographique, pédagogique et historique. La biographie de V. Duruy offre le rare et consolant exemple d'un homme qui, parti de la plus humble condition, est arrivé à une situation exceptionnellement brillante sans autre artifice que le travail et la droiture, un homme qui a subi la plus dangereuse de toutes les épreuves, servir un régime contraire à ses convictions politiques les plus chères, sans rien sacrifier de sa conscience et de sa dignité. Rien ne fait plus d'honneur à Duruy que le récit fidèle, avec lettres à l'appui, de ses relations avec l'empereur et l'impératrice. J'ajouterais que ce récit fait honneur aussi aux deux souverains qui surent apprécier le caractère de ce ministre unique entre tous, qui gardait avec eux toute l'indépendance de sa pensée et qui ne les servait que parce qu'il avait une œuvre à faire et qu'il ne pouvait la faire que par eux. Duruy a rendu comme professeur et comme savant d'incontestables services ; mais c'est comme réformateur de l'enseignement qu'il a été vraiment grand. Il est remarquable de voir cet homme si modeste, qui se refuse à lui-même les dons supérieurs de l'écrivain, avoir pleine conscience de sa valeur comme pédagogue et comme ministre. Il réclamait un poste d'inspecteur général comme une fonction qui lui était due, parce qu'il avait des idées à appliquer, et il a accepté sans hésitation le ministère comme un poste auquel il s'était préparé par de longues méditations. Je n'ai pas à redire ici tout ce qu'il a fait. Tout ce qui a été accompli depuis quarante ans dans les trois ordres d'enseignement a été conçu et commencé par lui, tout, même la fâcheuse conception d'un enseignement supérieur libre, indépendant de l'enseignement national¹. C'est que M. Duruy, bien qu'il eût des vues très justes sur la réforme de nos Universités, comme il l'a prouvé par la création de l'École des hautes-études, n'avait pas une idée suffisamment nette de ce que doit être la liberté de l'enseignement supérieur dans le sein des Universités nationales. On est stupéfait de le voir faire l'apologie de la suspension du cours de Renan (au Collège de France, le Collège de la libre recherche!), parce que Renan avait blessé les convictions des catholiques en traitant Jésus-Christ d'homme divin !

1. C'est le projet de loi de Duruy sur la liberté de l'enseignement supérieur qui avait provoqué la réunion de républicains tenue chez Hérold en 1870, dont j'ai parlé récemment (*Rev. hist.*, LXVII, 372).

Aujourd'hui on revendique par les professeurs des lycées et des écoles primaires le droit de se mêler à toutes les luttes politiques et religieuses sans observer aucune réserve et d'attaquer n'importe quelle institution, n'importe dans quel journal et n'importe dans quel style, tant nous avons de peine en France à voir les choses dans leur juste mesure ! En réalité, Duruy a sacrifié Renan à contre-cœur, pour pouvoir continuer son œuvre, et aussi la lutte qu'il poursuivait courageusement, au Conseil supérieur de l'Instruction publique et ailleurs, contre les intolérables prétentions de l'épiscopat. Il y aurait beaucoup de choses intéressantes à relever et à discuter dans les deux chapitres sur l'empereur et l'impératrice. On n'y trouvera pas, je crois, le jugement définitif de l'histoire, mais quelques traits pourtant que l'histoire devra conserver pour atténuer son jugement. Ce que je voudrais signaler en finissant, c'est le chapitre : « Mon examen de conscience » écrit en 1847 et les notes écrites le 18 octobre 1870 au bastion 88, où Duruy, âgé de cinquante-neuf ans, montait bravement sa garde dans les bataillons de marche. Dévouement au pays, liberté absolue de la pensée en face des grands problèmes de la destinée, respect absolu de la liberté dans tous les domaines, décentralisation administrative, séparation de l'Église et de l'État, réformes sociales, service militaire égal pour tous, tels étaient les principes qui ont dominé la vie et dirigé la pensée de ce combattant de 1830, de ce républicain de 48 devenu ministre de l'Empire, sans cesser d'être républicain. Il y a une admirable unité morale et intellectuelle dans la vie et l'œuvre de Duruy. Les *Notes biographiques* qu'il a écrites dans les derniers mois de sa vie et que la piété de sa veuve et de ses enfants vient de publier ne sont pas une apologie, elles sont un témoignage, où éclate ce qui fut toujours la grande vertu de Duruy : la sincérité.

M. Albert Sorel nous donne un nouveau volume d'essais sous le titre : *Études de littérature et d'histoire* (Plon). A côté des essais historiques qui composent la plus grande partie du volume, il s'y trouve en effet des morceaux excellents sur Montaigne, Pascal, Maupassant et le peintre Boudin. La sensibilité littéraire et artistique n'est pas une des faces les moins remarquables du talent si varié et si brillant de M. Sorel. Il ne faut pas chercher un lien entre les études historiques où figurent successivement l'empereur Basile II le Bulgaroc throne, Louis XIV et l'affaire des Poisons, le marquis de Nointel, la comtesse Potocka, le maréchal de Castellane, Napoléon et sa famille, le baron d'Haussey, le marquis de Blosseville et Bismarck. Toutefois, l'époque napoléonienne, sur laquelle M. Sorel prépare depuis de longues années un livre qui sera le couronnement de sa grande

œuvre sur l'Europe et la Révolution, tient toujours la première place dans ses pensées et lui inspire ses meilleures pages ; et, d'autre part, on retrouve partout la préoccupation de la méthode historique et de la philosophie de l'histoire, qui se résument pour lui comme pour Bacon dans la recherche de la liaison des effets et des causes. Il a défini sa méthode dans un discours prononcé à l'École des sciences politiques, qu'il réimprime en guise de conclusion sous le titre *Science et Patrie*, discours d'une grande élévation de pensée et d'une grande beauté de forme, qui paraîtrait plus beau encore si le mot et l'idée de patrie n'avaient depuis quelques années perdu une partie de leur sens et de leur vertu par les singuliers emplois qui en ont été faits : « Notre méthode, dit-il, c'est d'appliquer à l'étude des phénomènes sociaux et politiques, œuvre de la nature humaine, les mêmes procédés d'observation, de comparaison, de critique, qui sont la méthode des sciences de la nature physique ; nous laisser guider par les faits, seul moyen de les suivre ; les comprendre dans leur enchainement et leur demander leurs lois, seul moyen de les gouverner ; et, cependant, n'oublier jamais que ces faits sont des actes d'hommes, des actes d'âmes, âmes passionnées, misérables, aimantes, douloureuses... » Dans ses deux essais sur « Taine et Sainte-Beuve » et dans « Sainte-Beuve et les Historiens, » M. Sorel a mis en opposition ces deux esprits supérieurs, dont l'un recherchait surtout dans l'histoire les lois et l'autre les âmes. Il diminue peut-être un peu trop Sainte-Beuve, en qui il voit surtout un admirable collectionneur, au profit de Taine, « ce puissant et magnifique architecte intellectuel, » mais dont les constructions sont moins la généralisation objective des faits que la projection de la pensée subjective sur les faits. Toutefois, il reconnaît que la défiance de Sainte-Beuve à l'égard des philosophes de l'histoire n'est pas sans motifs et que sa haute intelligence savait discerner sous le jeu des passions humaines l'action inéluctable de la nature des choses.

L'*Histoire des Français* (Fasquelle) de Théophile LAVALLÉE, continuée par Frédéric Lock jusqu'à l'établissement de la République parlementaire en 1875, vient de recevoir son achèvement de 1876 à 1901 dans un septième volume dû à la plume de M. Maurice DREYFous. C'est une œuvre admirable de conscience, de précision et d'impartialité. C'est un répertoire très complet, très lucide, avec cette exactitude minutieuse dans la chronologie qui est la lumière de l'histoire, de tous les faits de notre histoire nationale pendant ces vingt-cinq années où la France a accompli de si grandes choses, mais où elle a subi trois crises douloureuses et honteuses : le boulangisme, le Panama, l'affaire Dreyfus. M. Dreyfous a eu le courage

de faire taire tous ses sentiments personnels, ses sympathies comme ses indignations, pour se borner au rôle de rapporteur. Les faits n'en parlent que plus haut. Il suffira à l'historien de relire par exemple la série des actes de M. de Freycinet pour constater combien a été funeste l'action de ce ministre, pourtant si intelligent et si habile, mais qui a cru que l'habileté pouvait suppléer aux principes et même aux idées politiques. Pour apprécier la valeur des volumes de M. Lock et Dreyfous, il suffit de les mettre en regard du deuxième volume de l'*Histoire contemporaine* de Maréchal. Cette comparaison fera ressortir dans l'œuvre de Maréchal de graves lacunes au point de vue des faits et une partialité fâcheuse dans leur choix et la manière de les présenter.

M. Armand DATOT vient d'ajouter un nouveau volume, singulièrement émouvant, aux beaux albums où il a déjà fait revivre par l'image toute notre histoire contemporaine, depuis la Révolution jusqu'à 1870. Pour l'*Invasion et la Commune* (Hachette), M. Dayot avait une documentation très abondante; mais il fallait y faire un choix, car il n'y a pas d'imagerie plus mensongère que l'imagerie des faits de guerre. Les journaux illustrés allemands de 1870 ont représenté plus d'une bataille avec des planches légèrement retouchées représentant les batailles de 1866. M. Dayot s'est efforcé de donner des documents sinon toujours vrais, du moins vraisemblables. Il a de plus réussi à réunir des documents iconographiques très rares, une galerie unique de portraits des personnages de cette tragique époque.

La maison Hachette, qui publiait l'an dernier un admirable volume illustré sur les *Portraits de la Femme* de M. DAYOT, vient de lui donner un digne pendant avec les *Portraits de l'Enfant*, par M. MOREAU VAUTHIER. Ce n'est pas seulement une galerie artistique incomparable, allant de l'ancienne Égypte à nos jours, c'est aussi un recueil précieux de documents historiques et psychologiques. L'enfant espagnol, l'enfant anglais, l'enfant français nous apparaissent très distincts et formant groupe dans la variété de leurs types.

On lira et on regardera avec intérêt le volume anonyme publié par la maison Alcan sur les *Introducteurs des ambassadeurs*. On y trouvera les renseignements les plus précis sur cette partie secondaire de l'histoire de la diplomatie, des notices biographiques sur tous nos introduceurs des ambassadeurs et chefs du protocole jusqu'à M. Crozier, de beaux portraits et la reproduction d'une série d'intéressants tableaux et gravures représentant des entrées d'ambassadeurs.

G. MONOD.

ALLEMAGNE.

HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE.

Publications de l'année 1900.

Le grand recueil des relations des nonces apostoliques en Allemagne de 1533 à 1559 est continué par l'Institut historique prussien à Rome. Le douzième volume, édité par M. George KUPKE¹, comprend les missions des nonces Pietro Bertano et Pietro Camaiani (de 1550 à 1552). Comme les pièces relatives à l'Allemagne font malheureusement défaut pour les premiers quinze mois du pontificat de Jules III, l'éditeur, autant que possible, comble cette lacune en exposant ces événements, dans son introduction, d'après les sources imprimées et d'après d'autres documents tirés des archives du Vatican. L'introduction contient, en outre, selon l'habitude de cette excellente collection, l'exposé critique des sources, la biographie des deux nonces dont les dépeches sont imprimées dans le volume et le récit des faits auxquels elles se rapportent. Nous y trouvons une histoire détaillée de la guerre de Parme (de 1551 et 1552), des documents importants sur la seconde réunion du concile de Trente, de nouvelles preuves de l'aveuglement incroyable dont Charles-Quint et son ministre Granvelle furent frappés quant aux projets hostiles de Maurice de Saxe, malgré les avis pressants et certains qui leur arrivaient de tous les côtés depuis décembre 1551. — Des notes très instructives et des extraits de documents de toute espèce, relatifs aux événements et aux personnages mentionnés par les nonces, sont ajoutés par M. Kupke, dont le travail continue dignement ceux de ses prédécesseurs.

Un autre recueil, celui des Archives pour l'histoire d'Autriche, édité par les soins de l'Académie impériale de Vienne², nous donne dans son 88^e volume deux publications sur l'histoire, de mieux en mieux éclairée, de la contre-Réforme. Vers l'an 1600, ce mouvement était dirigé en Autriche par l'évêque Klesl; M. Victor BIBL édite les lettres adressées par ce personnage influent au maréchal de la cour Adam de Dietrichstein, de 1583 à 1589, avec une bonne introduction

1. *Nuntiaturberichte aus Deutschland*, 1^{re} série, 1533-1559. Herausg. v. Kgl. Preuss. Histor. Institut in Rom u. der Kgl. Preuss. Archivverwaltung, vol. 12 (Berlin, Bath).

2. *Archiv für österreichische Geschichte*, vol. 88 (Vienne, Gerold).

et des notes explicatives. Notons que, dans un autre annuaire, M. Bibl a publié les lettres écrites par Klesl au duc Guillaume V de Bavière¹. — Le même volume des Archives contient, de la plume de M. J.-J. Loserth, spécialiste bien connu en cette matière, l'histoire du procès intenté, en 1599 et 1600, à deux protestants autrichiens, Kandelberger et Gabelkofer, accusés d'avoir voulu chasser ou même tuer l'archiduc Ferdinand II de Styrie et sa famille. M. Loserth prouve, par les documents mêmes, que ce fut un pur acte d'intolérance : le crime ne put être démontré, malgré la prison, les chaînes et la torture dont les malheureuses victimes eurent à souffrir.

La lutte entre protestants et catholiques ne sévissait pas seulement dans l'Autriche proprement dite, mais bien encore dans les pays du royaume de Bohême. Le 40^e volume des Actes de la diète de Bohême, publiés par l'administration des archives de cette province², et qui comprend les années de 1600 à 1604, nous montre, par ses documents en partie tchèques, en partie allemands, en partie bilingues, que ce combat, de plus en plus passionné, ne pouvait manquer d'aboutir à des hostilités déclarées. L'empereur Rodolphe II, roi de Bohême, assistait les catholiques autant que possible. Mais, pleinement occupé par la guerre contre les Turcs, il était incapable de remporter aucun succès durable contre ses sujets hérétiques.

Les affaires religieuses laissaient pourtant aux hommes du XVI^e s. du loisir pour les occupations lucratives. La maison de commerce la plus importante de l'Allemagne d'alors était celle des Fugger, élevés au rang des princes de l'empire. A l'occasion du soixante-dixième anniversaire de naissance du prince Fugger actuel, en 1499, M. A. STAUBER a écrit l'histoire de cette maison³, histoire que, pour la première fois, il continue au delà de la liquidation des affaires commerciales des Fugger, vers 1630. Il n'en est pas moins vrai qu'après cette date aucun Fugger n'a plus joué un rôle important dans le monde. Le livre de M. Stauber est rédigé librement et agréablement, sans trop de dévotion ni de partialité.

D'Allemagne, M. Conrad HÆBLER nous mène en Espagne avec son Histoire du commerce colonial de ce dernier pays pendant le XVI^e et le XVII^e siècle⁴. Ses recherches aux archives de Séville, — cité qui,

1. *Mitteilungen des Instituts für österr. Geschichtsforschung*, vol. 21 (1900).

2. *Die böhmischen Landtagsverhandlungen u. Landtagsabschiede, vom Jahre 1526 bis auf die Neuzeit*. Herausg. v. Kgl. Böhmischem Landesarchiv, vol. X. Prag, Landesausschuss.

3. *Das Haus Fugger*. Augsbourg, Lampart.

4. *Geschichte des spanischen Kolonialhandels im 16. u. 17. Jahrhundert* (Zeitschrift für Social- u. Wirtschaftsgeschichte, vol. VII). Weimar, Felber, 1899.

comme on le sait, était le centre du commerce entre l'Espagne et l'Amérique, — ont mis l'auteur à même de nous fournir, non seulement des tableaux exacts sur l'exportation des métaux précieux d'Amérique en Espagne, mais encore des renseignements sur l'exportation d'Espagne en Amérique. Celle-ci consistait en vins, soies, velours, broderies, esclaves. Les colonies créaient, d'ailleurs, d'autres produits que les seuls métaux précieux : tels que le sucre, le cacao, les peaux, les perles et pierres précieuses, les bois de teinture, la cochenille. Tout cela nous donne des idées nouvelles et plus précises sur les rapports commerciaux entre l'Espagne et ses colonies. M. Hæbler prouve, en outre, que les Espagnols ne négligeaient pas autant les intérêts matériels de leurs colonies qu'on se plait à le répéter.

Les dissensions religieuses amenèrent la guerre de Trente ans. M. Conrad BEYERLE nous raconte, d'après les archives de Constance et de Carlsruhe, le sort de la ville, autrichienne alors, de Constance pendant cette époque néfaste¹ ; surtout le siège entrepris par les Suédois en 1633. Ils échouèrent, en partie par le courage des habitants et de la garnison, en partie par les menaces des Suisses et en partie par l'arrivée d'une armée espagnole. Le récit de M. Beyerle est authentique et intéressant. Nous regrettons seulement qu'il n'y ait pas ajouté un plan de la ville, qui aurait rendu son livre plus intelligible.

Bien plus important est le travail de M. Erich Leo sur la bataille de Noerdlingen². On sait que la destruction de l'armée suédoise à Noerdlingen a causé la défection de la Saxe et du Brandebourg, par la paix de Prague, et l'intervention directe de la France, qui en a profité pour s'emparer de l'Alsace. La monographie de M. Leo est destinée à justifier le jugement porté sur cette bataille par le professeur Gust. Droysen, dont l'auteur est le disciple. Cependant, le travail du jeune historien est nouveau et indépendant de celui de ses prédécesseurs. Après un examen complet et systématique des sources, tant protestants que catholiques, il raconte les antécédents et la marche du combat. Il prouve que Bernhard de Weimar, sur qui le maréchal Horn a essayé de faire peser la responsabilité de la défaite, a eu raison de vouloir livrer bataille, afin de sauver, avec la ville de Noerdlingen assiégée par les Impériaux, le prestige militaire et politique de la Suède en Allemagne ; que Bernhard avait proposé à diffé-

1. *Konstanz im Dreissigjährigen Kriege (Neujahrsblätter der Badischen Historischen Kommission, nouvelle série, livr. 3).* Heidelberg, Winter.

2. *Die Schlacht bei Nördlingen (Hallesche Abhandlungen zur neueren Geschichte, vol. 39).* Halle, Niemeyer.

rentes reprises, mais en vain, de combattre avant que les Impériaux fussent renforcés par l'armée espagnole du cardinal-infant, et que la bataille a été perdue définitivement par les hésitations de Horn de profiter des premiers succès remportés par les troupes weimariennes. C'est le renversement de la manière dont on a généralement envisagé les événements de Noerdingen.

Pendant que la guerre de Trente ans bouleversait l'Allemagne, la Grande-Bretagne fut ébranlée par sa première révolution. M. Herm. WETJEN expose la manière dont celle-ci a été jugée en Allemagne¹, d'après les matériaux soigneusement réunis dans un grand nombre de bibliothèques allemandes et étrangères. L'opinion publique d'Allemagne ne voyait dans la grande lutte du peuple anglais contre l'incapable despotisme des Stuart qu'une révolte de sujets criminels; la république lui semblait une monstruosité, le protectorat de Cromwell le méfait d'un hypocrite et d'un tyran. Les professeurs des universités allemandes d'alors combattaient pour la royauté anglaise avec des dissertations aussi savantes que pédantesques. Bref, c'est une étude très instructive sur le caractère politique des Allemands vers le milieu du XVII^e siècle.

M. M. DÖBERL nous parle des rapports entre la France et la Bavière, surtout pendant l'électorat de Ferdinand-Maria (1654-1679)². Son livre est fait avec beaucoup d'érudition et avec assez d'habileté dans l'exposition; mais il consacre plus de 600 pages à des personnages et à des faits d'importance secondaire qui auraient été suffisamment décrits en une centaine. L'auteur cherche à justifier la politique ultra-pacifique de l'électeur. On regrette l'absence d'une table alphabétique.

Encore un volume tout entier sur le pontificat d'Alexandre VIII, qui n'a duré que dix-sept mois à peine (du 6 octobre 1689 au 4^e février 1691), et ceci après l'excellent livre de M. Charles Gérin (*le Pape Alexandre VIII et Louis XIV*)! Il est vrai que l'auteur de cette nouvelle étude³, M. DE BISCHOFFSHAUSEN, s'est surtout servi des archives de Vienne, que M. Gérin n'avait pu mettre à profit. Le court pontificat d'Alexandre VIII a une certaine importance, car c'est le moment où la papauté et Louis XIV, ennemis jusqu'alors, se réconcilient et concluent une alliance qui devient de plus en plus intime: la cour de Rome parce qu'elle commence à voir dans le roi très chré-

1. *Die erste englische Revolution und die öffentliche Meinung in Deutschland*. Heidelberg, Winter.

2. *Bayern und Frankreich. Vornehmlich unter Kurfürst Ferdinand Maria*. Munich, Haushalter.

3. *Papst Alexander VIII. und der Wiener Hof*. Stuttgart et Vienne, Roth.

tien le plus ferme soutien du catholicisme; Louis XIV, parce que, attaqué par l'Europe entière, il croit ne plus pouvoir se passer de l'assistance du Saint-Siège. M. de Bischoffshausen expose très bien cette situation. Il ne craint pas de démontrer toute la lenteur et la maladresse de l'empereur Léopold I^{er} et des ministres autrichiens. Ainsi, il justifie Alexandre VIII, tout en prouvant qu'il a été bien plus défavorable aux Habsbourg que M. Gérin n'avait voulu en convenir. L'auteur est évidemment un grand admirateur de la papauté. Il prétend que le népotisme s'est montré à Rome pour la dernière fois sous Alexandre VIII (p. 184); il oublie que Pie VI, par exemple, a commis la même faute.

Le successeur de Ferdinand-Maria de Bavière, Max-Emmanuel, a inspiré plusieurs historiens. Le lieutenant général Charles von LANDMANN nous le montre à côté de Guillaume III d'Angleterre pendant la guerre de 1692 à 1697¹. L'écrivain militaire bien connu démontre de nouveau, d'après les archives de la Guerre et de la Maison royale de Munich, que Guillaume III était mauvais général, qu'il manquait de clairvoyance et d'énergie, et qu'en fait de stratégie il était l'esclave de la sotte routine de son temps. Son adversaire, le maréchal de Luxembourg, apparaît au contraire comme un vrai génie militaire, surtout dans la plus belle de ses batailles, celle de Neerwinden, du 29 juillet 1693. L'électeur de Bavière, Max-Emmanuel, gouverneur général des Pays-Bas espagnols, s'est montré bon commandant de corps d'armée à Neerwinden. Il critiquait très fort son général en chef, le roi d'Angleterre, mais, lorsque plus tard il eut lui-même à diriger des armées, il ne recueillit pas non plus de lauriers.

C'est le côté diplomatique qui prévaut dans le travail de M. Aug. ROSENLEHNER sur la position prise par l'électeur Max-Emmanuel et son frère Clément de Cologne, tous les deux chassés d'Allemagne et mis au ban de l'empire, dans l'élection impériale de Charles VI, en 1711². Cette monographie n'est qu'une partie d'une étude sur la participation de Max-Emmanuel aux négociations de la paix d'Utrecht. Au fond, cette élection ne mérite pas l'intérêt que J.-G. Droysen lui avait attribué, car la nomination de l'archiduc Charles ne fut jamais

1. *Wilhelm III. von England und Max Emanuel von Bayern im niederländischen Kriege 1692-1697 (Darstellungen aus der bayerischen Kriegs- u. Heeresgeschichte, herausg. v. Kgl. Bayer. Kriegsarchiv, vol. VIII et IX).* Munich, 1899 et 1900.

2. *Die Stellung der Kurfürsten Max Emanuel v. Bayern u. Joseph Clemens v. Köln zur Kaiserwahl Karls VI, 1711 (Historische Abhandlungen, herausg. von Dr. Th. v. Heigel und Dr. H. Grauert, vol. XIII).* Munich, Lüneburg.

douteuse. Les deux ex-électeurs de Bavière et de Cologne essayèrent de rentrer dans leurs droits, en cette occasion : 1^o par l'entremise de leurs anciens collègues (la Saxe seule tenta en vain de leur être utile) ; 2^o par les intrigues de Louis XIV en Allemagne (elles n'eurent aucun succès) ; 3^o par l'intervention du pape Clément XI (elle ne réussit qu'à éveiller les susceptibilités des princes allemands, catholiques aussi bien que protestants). Voilà les faits, peu importants d'ailleurs, que M. Rosenlehner expose d'une manière savante et définitive, complétant les sources imprimées par les documents puisés aux archives de Munich et de Dusseldorf. Si Max-Emmanuel était bien médiocre comme homme politique, son frère de Cologne était d'une incapacité complète, presque puérile ; M. Rosenlehner ne cache nullement ces faits au lecteur.

Tout le monde connaît l'importance que le XVIII^e siècle accordait aux intérêts commerciaux. M. Jos. DULLINGER expose les tentatives malheureuses de l'empereur Charles VI pour relever le commerce de l'Autriche avec l'Orient et avec les Indes orientales¹. Son travail ne fournit de nouveaux renseignements que pour l'histoire de la Compagnie autrichienne de l'Orient, fondée par l'empereur en 1719 et ruinée définitivement, en 1734, par l'incapacité et la malhonnêteté de ses directeurs. La partie de l'essai de M. Dullinger qui traite de la Compagnie d'Ostende ne contient rien de nouveau.

La grande et belle biographie de Frédéric II de Prusse entreprise par M. Reinhold Koser est parvenue jusqu'à la première partie du deuxième volume², qui comprend la guerre de Sept ans. On n'y trouvera rien de bien neuf sur cette époque si souvent discutée, mais un récit fidèle, présenté avec talent d'après les sources authentiques. La personne de Frédéric y figure toujours au premier plan. L'auteur ne flatte point son héros, il en dévoile franchement les défauts et n'en exagère point les qualités. M. Koser ne voit nullement en Frédéric II ni un être fantastique, une « nature démoniaque », ni un général peureux, craignant les luttes décisives, que certains historiens ou publicistes modernes ont voulu faire du grand roi. C'est le vrai Frédéric, plein de hardiesse, de talent, de ruse, dur et méprisant, mais clairvoyant et tranchant comme l'acier, qui revit dans les pages de M. Koser.

Nous ne parlerons pas ici des Idées de Frédéric II sur la guerre,

1. *Die Handelskompagnien Oesterreichs nach dem Oriente und nach Ostindien in der ersten Hälfte des 18. Jahrhunderts* (*Zeitschrift für Social- und Wirtschaftsgeschichte*, vol. VII). Weimar, Felber, 1899.

2. *Koenig Friedrich der Grosse*, vol. II, part. I (Stuttgart, Cotta).

publiées par l'état-major prussien, dont la *Revue* a déjà rendu compte (vol. LXXIII, p. 388 et suiv.).

Un ministre de Frédéric, le comte de Hertzberg, a eu quelques années de puissance sous le successeur du grand roi, Frédéric-Guillaume II. Une bonne biographie de ce personnage nous manque encore. M. A. KRAUEL, ancien diplomate, comble cette lacune en racontant la carrière de cet homme d'État sous le règne, non seulement du neveu, mais encore de l'oncle¹. Il prouve que Hertzberg, quoique son arrogance personnelle et le caractère aventureux de sa politique l'aient empêché de gagner l'entièr confiance de Frédéric et lui aient bientôt enlevé celle de Frédéric-Guillaume, a été dirigé par des idées fécondes et patriotiques, par une conscience très claire de la véritable vocation de la Prusse et par un vif intérêt, alors peu commun, pour la grande patrie allemande. De fait, il ne mérite qu'on lui ait prodigué ni tant d'éloges pour la paix de Hubertsburg, ni tant de blâme pour la convention de Reichenbach. Son influence n'a été vraiment décisive que pendant les deux premières années du règne de Frédéric-Guillaume II. Le travail de M. Krauel, d'ailleurs fort méritoire, ne pêche que par une connaissance imparfaite de la littérature concernant ce règne.

Le rival du grand Frédéric, l'empereur Joseph II, trouve, après M. Hubert, un nouvel historien de son règne dans les Pays-Bas autrichiens : c'est M. Hans SCHLITTER². Le premier volume de son ouvrage va jusqu'à la révocation du comte Murray, en octobre 1787. C'est plutôt un recueil de notes et de documents qu'un récit. Le texte ne contient que 436 pages, les notes 450 pages d'une impression très fine et serrée. Dans cette étude fortement documentée, M. Schlitter arrive à des résultats moins favorables que M. Hubert quant au caractère de Joseph II. Il le montre froid envers sa famille, méprisant tous ses conseillers, profondément absolutiste, d'une ténacité qui n'admettait aucune objection, foulant aux pieds les lois et les constitutions qu'il avait juré d'observer ; avec tout cela, il est vrai, recherchant avec passion le bien de ses sujets. — Les historiens français seront particulièrement intéressés par le récit des contestations qui s'élèverent entre l'Autriche et la France quant aux biens des couvents qui avaient des propriétés des deux côtés de la frontière.

Le principal ministre de Marie-Thérèse et de Joseph II, le prince de Kaunitz, n'a pas encore trouvé de biographe. Il y a dix-sept ans,

1. *Graf Hertzberg als Minister Friedrich Wilhelms II.* Berlin, Mittler.

2. *Die Regierung Josephs II in den österreichischen Niederlanden*, t. I. Vienne, Holzhausen.

feu M. Alfred von ARNETH avait commencé d'écrire la vie de cet homme d'État, fragment que l'on vient de publier¹. Il ne va que jusqu'en 1750, ne traitant que la partie la moins importante de l'administration de Kaunitz. Comme tout ce qu'Arneth a écrit, c'est un exposé très consciencieux, tiré des actes les plus authentiques, mais sans vie, sans chaleur; ce sont plutôt des extraits de documents où l'on ne distingue guère entre ce qui importe et ce qui devrait être passé sous silence. Le travail d'Arneth fait clairement ressortir les grandes qualités politiques que Kaunitz a montrées dès sa jeunesse.

Vers le milieu du « siècle de la philosophie, » le monde éclairé fut attristé par l'expulsion violente des protestants de l'archevêché de Salzbourg. Cet épisode, ainsi que la réception des malheureux par leurs coreligionnaires, est raconté par M. C.-Fr. ARNOLD². Se servant des documents authentiques, l'auteur a donné plutôt quelques détails sur l'émigration qu'un exposé suivi et complet, et y a ajouté des illustrations plus ou moins fantaisistes. Il est dommage que les excellents matériaux ne soient point tombés entre des mains plus expérimentées.

M. Max FREUDENTHAL explore la patrie de Moses Mendelssohn, la ville de Dessau, pour raconter l'histoire des familles israélites les plus notables de cette localité³. Livres hébreux et allemands, archives, manuscrits des bibliothèques, épitaphes, pierres tumulaires, tout a servi au savant auteur pour dépeindre au vif l'existence des israélites du XVIII^e siècle, avec toutes ses vicissitudes de succès et de persécutions, de richesses péniblement amassées et rapidement perdues par le pillage officiel ou populaire, avec sa vaste érudition spéciale et son ignorance de la culture générale, avec l'intimité de son intérieur et les luttes et les ignominies du dehors. C'est très intéressant pour l'ethnographie et pour l'histoire de la civilisation. La seule chose que nous reprocherions à l'auteur, c'est l'exagération toute orientale avec laquelle les épithètes de « célèbre, » de « distingué, » de « généralement connu » sont prodigieuses à quelques talmudistes et à de mauvais grammairiens oubliés depuis longtemps, et avec raison, en dehors d'un cercle très restreint de spécialistes.

Nous voici ramenés sur la grande scène du monde par la publication de M. Hermann HUEFFER : *Sources pour servir à l'histoire de*

1. Dans *l'Archiv für österreichische Geschichte, herausg. von der Kommission der Kaiserl. Akademie der Wissenschaften*, vol. 88. Vienne, Gerold.

2. *Die Vertreibung der Salzburger Protestanten und ihre Aufnahme bei den Glaubensgenossen*. Leipzig, Diederichs.

3. *Aus der Heimat Mendelssohns*. Berlin, Lederer.

l'époque de la Révolution française¹. C'est une vaste publication, pour laquelle l'auteur a réuni les matériaux pendant trente ans d'un labeur acharné. Elle doit former en tout neuf parties, dont quelques-unes contiendront plusieurs volumes. Tout est prêt pour être imprimé; espérons que l'excellent M. Hueffer aura le temps et la force d'accomplir cet immense effort. Le premier volume, comprenant la campagne de 1799, et dont certaines parties ont paru dans cette *Revue* (t. LXXII, p. 324 et suiv.), est pourvu d'une introduction et de notes explicatives et biographiques. Il donne six relations et journaux militaires et, comme partie la plus importante, 344 documents pour servir à l'histoire de cette campagne : ils sont du plus haut intérêt, montrant à nu les caractères et les idées des personnages dirigeants. La malheureuse idée, néfaste pour la deuxième coalition, de jeter Souvaroff d'Italie en Suisse et l'archiduc Charles de Suisse en Allemagne, fut réalisée par l'empereur François II, sur le conseil de Dietrichstein, malgré la résistance intelligente de l'archiduc, pessimiste, d'ailleurs, comme toujours et nourrissant une crainte superstitionnée de Napoléon Bonaparte. La fameuse marche de Souvaroff par le Saint-Gothard ne pourra plus être racontée que d'après les documents publiés par M. Hueffer, et tous les travaux antérieurs sur ces événements doivent être considérés comme incomplets et erronés.

La première partie du deuxième volume a été publiée sous un titre spécial², parce qu'elle contient des sources nouvelles et particulièrement intéressantes sur la campagne qui a décidé de la gloire et de la grandeur de Napoléon I^{er} : celle de 1800. Dans l'introduction, M. Hueffer, avec la profonde connaissance de son sujet et avec toute la finesse critique qui le distinguent, examine les récits déjà connus de la bataille de Marengo. Ce ne fut pas la fameuse attaque de Desaix qui décida de la victoire; elle fut repoussée, au contraire, et le cadavre de Desaix, abandonné par les siens, fut pillé par les Autrichiens. En vérité, une attaque, non ordonnée par le premier consul, de la cavalerie de Kellermann amena, par des circonstances particulières, la déroute de l'ennemi. Plus tard, Napoléon a voilé ce fait autant que possible pour ne pas laisser à un subordonné, encore vivant, le mérite d'avoir sauvé, sans lui, l'armée et lui-même.

Nous ne mentionnerions pas ici l'excellente œuvre de vulgarisation sur Napoléon I^{er}, ornée de magnifiques illustrations, qui a paru sous

1. *Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution.*
1^{re} série : *Quellen zur Geschichte der Kriege von 1799 und 1800*, t. I et t. II,
1^{re} partie. Leipzig, Teubner.

2. *Die Schlacht von Marengo und der italienische Feldzug des Jahres 1800.*
Leipzig, Teubner.

la direction de M. von PFLUGK-HARTUNG¹, si elle n'était composée sur un plan nouveau, très fécond. Chaque partie de l'ouvrage a été confiée à un ou plusieurs spécialistes; ainsi la politique, l'administration, la guerre continentale, la guerre maritime ont formé la matière d'essais très instructifs et originaux sur les différents côtés de l'étonnante carrière de Napoléon. L'éditeur nous paraît avoir trop appuyé sur la guerre maritime. Sans vouloir méconnaître l'importance de la lutte de l'empereur contre l'Angleterre, il faut pourtant se rappeler que, personnellement, il a combattu seulement sur terre, et que là seulement ont été frappés les coups décisifs. C'est de Marengo, d'Austerlitz, de Iéna, de Wagram, de Leipzig et de Waterloo qu'a dépendu sa destinée. Enfin, il est regrettable que la campagne de Russie et celles de 1813, 1814, 1815 soient complètement passées sous silence dans ce beau volume qui, ainsi, reste absolument incomplet.

A la veille de la Révolution, il y avait encore, dans l'est de la Lorraine devenue française, dix seigneuries immédiates du saint-empire, situées sur les deux rives de la Sarre. D'autres seigneuries, assez nombreuses, avaient reconnu la suzeraineté du roi très chrétien, mais conservé, en dehors de cela, leurs droits publics et privés. Le docteur F. GRIMME nous raconte le sort qui fut fait à ces débris du passé pendant la Révolution et les guerres de Napoléon². Les lois édictées par la Constituante, du 4 au 14 août 1789, les dépouillèrent toutes de leurs anciennes prérogatives et les mirent sur le même pied que les propriétés privées. Ce fut là sans doute un acte violent, la situation de ces princes et seigneurs étant protégée par des traités internationaux. Mais les réclamations des parties lésées n'obtinrent de l'Assemblée nationale que des promesses générales d'indemnité, qui ne furent jamais réalisées. La diète du saint-empire n'eut pas le courage de prendre en mains leurs intérêts. La guerre interrompit toutes ces négociations. Par le traité de Lunéville, les seigneurs séculiers obtinrent, en partie, des dédommages sur la rive droite du Rhin, aux dépens des principautés ecclésiastiques. Mais, en 1814 et 1815, ils furent tous privés de leur indépendance, sauf le duc de Nassau et le grand-duc de Hesse-Darmstadt. Sur ce point comme sur tant d'autres, Napoléon n'avait fait, au fond, que préparer l'unification de l'Allemagne.

1. *Napoleon I. Revolution u. Kaiserreich*. Berlin, Spaeth.

2. *Jahrbuch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Alterthums-kunde* (aussi sous le titre : *Annuaire de la Société d'histoire et d'archéologie lorraine*), XII^e année (Metz, Scriba), p. 242-323.

Une excellente monographie de M. P. RUETSCH¹ nous renseigne sur l'histoire du canton de Zurich pendant les années révolutionnaires de 1798 à 1803, d'après de nombreuses sources imprimées et les documents des archives tant cantonales que fédérales. On y voit combien l'intervention personnelle du premier consul était nécessaire pour mettre une fin au chaos inextricable des factions qui divisaient alors le peuple suisse. Il est vrai que ce chaos avait surtout été causé par les mesures aussi brutales qu'avides du Directoire français.

Un rival de Bonaparte, le général Kléber, a trouvé son biographe dans M. Hans KLEBER², militaire appartenant à une autre branche de la même famille émigrée d'Alsace en Saxe. L'auteur, après des études très sérieuses et fort étendues, a composé une biographie complète, bien écrite, sympathique, impartiale, du héros strasbourgeois. Orgueilleux, rude, d'un commerce difficile, mais sincèrement honnête, humain, aimant le droit et la liberté, Kléber devint nécessairement l'adversaire de Bonaparte. Mais il n'était pas de taille à lutter contre cet homme de génie, et il le sentait lui-même. Excellent général de division et de corps d'armée, il savait qu'il était incapable d'un commandement en chef, qu'il a toujours refusé et que Bonaparte ne lui a imposé en Égypte qu'en prévenant son refus par une fuite secrète.

On nous donne trois travaux relatifs à l'archiduc Charles. Le premier, de M. H. OMMEN, s'occupe de sa stratégie³. C'est une très bonne étude plutôt militaire qu'historique, mais utile aux historiens; elle s'appuie moins sur les faits que sur les écrits du célèbre homme de guerre autrichien. En général, elle confirme l'opinion que nous avons exprimée plusieurs fois ici même, à savoir que Charles ne compte pas parmi les grands capitaines. Esprit clair, mais timide et influencé par les impressions reçues dans sa jeunesse, il resta fidèle à la routine du passé. Comme organisateur, il est bien au-dessous de Scharnhorst, car il se refuse à toute idée nouvelle et féconde. Comme général, il se fie toujours aux manœuvres savantes, aux positions prétendues dominantes par leur situation géographique. Il ne songe point à détruire l'adversaire, mais seulement à se conserver lui-même. Ayant toujours en vue plusieurs possibilités, plusieurs objets stratégiques, il reste incertain et hésitant, n'ose

1. *Der Kanton Zürich zur Zeit der Helvetik.* Zurich, Füsi et Beer.

2. *Leben und Thaten des französischen Generals J.-B. Kleber.* Dresden, Heinrich.

3. *Die Kriegsführung des Erzherzogs Karl (Historische Studien, herausg. von E. Ebering, livr. 16).* Berlin, Ebering.

jamais avancer résolument. Enfin, la peur qu'il avait de la supériorité de Napoléon paralysait la perspicacité et la haute intelligence dont il était certainement doué.

L'opinion peu favorable de M. Ommen sur les qualités militaires de l'archiduc Charles est confirmée par l'étude que M. Aug. MENGE consacre à la bataille d'Aspern¹, travail qui se distingue autant par l'étendue des recherches que par la force et la précision du jugement. Ayant à sa disposition une énorme supériorité numérique de troupes, — elle était triple le 24 mai, — Charles aurait dû écraser les Français à Aspern. Mais la faiblesse de son caractère et sa maladresse dans les manœuvres tactiques lui firent commettre une quantité de fautes, et, à la fin du compte, ce ne fut pas lui, ce fut la destruction du pont du Danube qui força Napoléon à la retraite. M. Menge, d'ailleurs, va trop loin dans son mépris pour l'archiduc comme dans son enthousiasme pour le grand empereur, dont il ne loue pas seulement le génie militaire, mais encore le cœur bienveillant et doux !

Quant à la bataille de Wagram, Charles en attribuait la perte à son frère, l'archiduc Jean, venu trop tard avec son corps de 43,900 hommes pour participer au combat. Quelques historiens, et en dernier lieu M. de ZWIEDINEK-SUEDENHORST, le professeur bien connu de Graz, ont essayé de justifier l'archiduc Jean. M. Kurt SIMON soumet la question à un nouvel examen², dont les résultats nous semblent définitifs, à moins qu'on ne découvre des documents inconnus. Le fait est que Jean n'a pas obéi au premier ordre du général en chef lui prescrivant, le 4 juillet, d'amener immédiatement ses troupes sur le champ de bataille. Un second ordre du 5 au matin ne fut exécuté que fort tardivement. Les excuses alléguées plus tard par Jean sont sans valeur. Il n'en est pas moins vrai que son arrivée n'aurait pu changer le sort de la bataille, perdue déjà par le fait que la grande offensive de Charles contre l'aile gauche des Français avait complètement échoué. Voilà les résultats principaux de l'enquête judicieuse et complète de M. Simon.

Après des recherches minutieuses dans les grandes archives publiques et particulières, le père Célestin WOLFSGRUBER a commencé la publication d'une biographie de l'empereur François I^{er} d'Autriche³. Malheureusement, ses deux premiers volumes n'ont presque

1. *Die Schlacht von Aspern*. Berlin, Stilke.

2. *Erzherzog Johann bei Wagram (Historische Studien, herausg. von E. Ebering, livr. 13)*. Berlin, Ebering.

3. *Franz I. Kaiser von Österreich*, vol. I et II. Vienne et Leipzig, Braumüller, 1899.

aucune valeur pour l'historien, puisqu'ils ne contiennent que des notes strictement personnelles sur l'enfance et la jeunesse du futur empereur (1768-1792). Les immenses volumes du brave Bénédictin sont d'ailleurs rédigés dans un style des plus incorrects, même au point de vue grammatical, l'ancien « style autrichien » que l'on croyait disparu à tout jamais. Les citations françaises qui émaillent le texte sont vraiment grotesques; il faut une étude spéciale pour en comprendre le sens. Il nous apprend cependant que, dès la plus tendre enfance, François parut à tous ceux qui le connaissaient intimement d'un caractère froid, mesquin, hautain, opiniâtre, sournois et d'une intelligence très bornée, avec un penchant vers la paresse et l'hypocrisie. « Le jeune prince, » dit son oncle, l'empereur Joseph II, « a le cœur d'un vieillard. »

Le grand recueil des publications tirées des Archives royales de Prusse continue par la correspondance de Frédéric-Guillaume III et de la reine Louise avec le tsar Alexandre I^{er}, éditée par M. P. BAILLEU¹. Cette correspondance, tirée des archives de Berlin et de Saint-Pétersbourg et augmentée de celle qui fut échangée entre la reine Louise et les tsarines Marie et Élisabeth, est d'un puissant intérêt, tant pour la connaissance des caractères que pour celle de la marche de la haute politique. On connaît l'étroite amitié qui unissait Alexandre et Frédéric-Guillaume : romanesque, un peu hautaine, celle du protecteur envers le protégé, chez le premier; dévouée, humble et pourtant facilement aigrie, chez le roi. Mais jamais Alexandre ne réussit à amener son ami craintif et méfiant à entrer dans la lutte contre Napoléon, dont le tsar comprend, depuis 1802, le véritable but : la monarchie universelle (p. 44). Jusqu'à la veille de la bataille de Iéna, Frédéric-Guillaume cherche à éviter une lutte à main armée, témoin sa lettre du 23 juin 1806 (p. 408 et suiv.), dans laquelle l'éditeur voit, à tort, un système de lutte secrète contre Napoléon. Ce n'est que le 8 août 1806 que le roi comprend les dangers dont sa conduite faible et incertaine et la politique envahissante du nouvel empereur des Français menacent la Prusse (p. 446). Dans un bel élan, Alexandre lui promet une assistance fidèle. Mais après Iéna le tsar ne dicte pas moins la loi à son ami humilié que Napoléon va le faire bientôt, et le roi se soumet à la volonté du tsar aussi servilement que, peu de temps après, il obéira aux ordres de l'empereur des Français (p. 432 et suiv.). Il ne gagna rien à cette conduite. Malgré les promesses

1. *Publicationen aus den Kgl. preussischen Staatsarchiven*, vol. 75 : *Briefwechsel König Friedrich Wilhelms III. und der Königin Luise mit Kaiser Alexander I.* Leipzig, Hirzel.

les plus solennelles de maintenir à tout prix l'intégrité des états prussiens (p. 452), Alexandre sacrifia la monarchie alliée et s'enrichit même de ses dépouilles. C'est encore Alexandre, et lui seul, qui empêche Frédéric-Guillaume, en 1809, d'écouter les vœux de son peuple en s'unissant à l'Autriche contre la tyrannie écrasante et hostile de Napoléon (p. 487, 495, etc.). Les lettres de la reine Louise au tsar prouvent que, dans l'âme de la reine, il existait un sentiment plus tendre que l'amitié pour le jeune monarque brillant et séduisant qui contrastait si avantageusement avec son propre époux, gauche et taciturne. Il est intéressant de constater qu'Alexandre fait échouer le mariage d'une de ses sœurs avec un prince prussien par l'intervention de sa mère, tout comme le mariage de Napoléon avec une autre de ses sœurs (p. 458). En 1806, la reine est l'âme du parti de la guerre, heureuse de la lutte déclarée, fière de son armée, sûre du succès. On ne saurait blâmer Napoléon de l'avoir considérée comme son ennemie. Elle se mêle des affaires militaires, accuse, auprès de son ami Alexandre, les généraux russes qui lui semblent agir avec trop de mollesse (p. 466). Depuis Tilsit, elle se sent froissée par la trahison du tsar envers la Prusse; ses lettres sont froides autant que désespérées. La profondeur de ses douleurs, le terrible poids dont l'accablent les malheurs et les humiliations de son pays paraissent encore avec plus de force, émeuvent davantage dans sa correspondance avec les impératrices; en vraie femme, elle sait haïr violemment et avec persévérence: toute son aversion se concentre sur Napoléon, qui l'avait spoliée comme souveraine et maltraitée comme femme.

Le général BOGUSLAWSKI cherche à défendre l'armée prussienne de 1806¹, dont il rejette les défauts sur l'état moral du peuple prussien; cependant, il est plus modéré là-dessus que ne l'avait été le général de Goltz dans son livre, *Rosbach et Iéna* (1883). M. de Boguslawski est trop éclairé pour méconnaître les graves défauts du système politique et militaire des faibles successeurs du grand Frédéric. Champion zélé de l'ancienne noblesse prussienne, il n'est pas assez aveugle pour méconnaître les erreurs et les faiblesses de la caste à laquelle il appartient.

M. Alb. Pick a mis à profit la correspondance inédite du célèbre général Gneisenau, appartenant en partie à la famille du général et en partie aux archives publiques de Berlin, pour peindre l'état de l'opinion en Prusse pendant « l'époque de misère, » de 1806 à 1815².

1. *Armee und Volk im Jahre 1806*. Berlin, Eisenschmidt.

2. *Aus der Zeit der Not, 1806-1815*. Berlin, Mittler.

On y voit de nouveau que, si les Prussiens de la classe instruite étaient mus par le patriotisme, exaspérés par les malheurs de la patrie, les masses de la population étaient ou indifférentes ou découragées par les victoires de Napoléon, et qu'elles n'ont été excitées à la résistance que par les cruelles exactions par lesquelles il cherchait à anéantir le peuple prussien. Tout cela n'avait rien à faire avec l'armée française comme telle, dont l'honnêteté, la discipline et l'excelente organisation sont souvent appréciées par les correspondants de Gneisenau.

M. GANTSCHO TZENOFF apporte à la question souvent débattue sur l'auteur de l'incendie de Moscou, en 1812¹, une solution toute nouvelle : c'est Napoléon qui en fut le coupable. Thèse surprenante qui, malheureusement, ne s'étaie que d'hypothèses téméraires et d'argumentations violentes. Lorsque Rostophine, avant de quitter Moscou, déclare à de nombreux personnages, de bouche et par lettres, qu'il va incendier cette capitale, une interprétation artificielle lui fait dire le contraire. Lorsque sa propre fille raconte expressément que son père a été l'auteur de la catastrophe, elle doit en avoir menti, parce que M. Tzenoff est d'une opinion contraire. Napoléon fait mettre le feu à Moscou « parce qu'il était de mauvaise humeur, les habitants ne l'ayant pas reçu par un hommage solennel, et la paix qu'il désirait ne se réalisant pas » (p. 87). C'est une piètre idée que l'auteur a du grand empereur. Que celui-ci ait pu incendier Moscou, en le quittant, cela aurait été encore possible; mais détruire, en arrivant, cette capitale où ses soldats devaient trouver un asile contre le froid, le repos après leurs fatigues et des vivres contre leur faim, aurait été l'action d'un fou. Or, Napoléon, avec sa perception si fine de la réalité, n'était point un insensé. Cette considération élémentaire suffit déjà pour renverser tout l'édifice artificiellement élevé par M. Tzenoff.

Voici une autre question souvent traitée : la convention de Taurrogen a-t-elle été conclue par York sur sa propre responsabilité ou d'après les instructions secrètes de Frédéric-Guillaume III? La majorité des historiens a adopté la première version. Cependant, M. Fréd. THIMME publie² un rapport adressé par le général Louis de Wrangel au prince royal de Prusse, qui, avec les explications de l'éditeur, semble prouver que, en réalité, le roi aurait prescrit à York, par cet aide de camp, de se séparer des Français en cas de

1. *Wer hat Moskau im Jahre 1812 in Brand gesteckt?* (Histor. Studien, herausg. von E. Ebering, livr. 17). Berlin, Ebering.

2. Dans les *Forschungen zur brandenburgischen u. preussischen Geschichte*, t. XIII (1900), p. 246 et suiv.

leur défaite, de s'enfermer dans la forteresse de Gaudenz et d'en interdire l'accès aux belligérants. Mais, si cette instruction diminue le poids de la responsabilité de York, elle n'explique pas encore sa convention avec les Russes ni son abandon complet et manifeste de l'alliance française.

Dans un excellent petit livre¹, M. Maxim. Blumenthal décrit l'origine, l'organisation et la dissolution du *landsturm* en Prusse, en 1813. Il prouve que le décret instituant le *landsturm* était déjà fort obscur et ordonnait des choses aussi peu praticables que contraires au droit des gens, qui n'admet point des combattants dépourvus de tout uniforme. L'esprit populaire et égalitaire qui avait provoqué l'armement universel était trop suspect aux militaires et aux fonctionnaires de l'ancien régime pour ne pas provoquer leur hostilité contre une telle institution. Les fautes commises par ses organisateurs et l'excès de zèle montré par les patriotes donnèrent gain de cause à ses adversaires dans l'esprit timoré de Hardenberg et surtout du roi Frédéric-Guillaume III; au lieu d'amender le *landsturm*, on l'abolit dès le 17 juillet 1813. Il n'est donc pas exact, comme l'auteur le dit dans sa préface, que la guerre devenant offensive, au lieu de défensive qu'elle avait été au commencement, le *landsturm* devint superflu. Il fut détruit surtout par la peur de l'esprit populaire, et ceci avant la fin de l'armistice, par conséquent à l'époque la plus critique pour l'État prussien.

L'année dernière, nous avons rendu compte ici même (t. LXXV, p. 477) d'un ouvrage de M. von Demelitsch traitant du congrès de Châtillon (en 1814); aujourd'hui, nous avons à parler d'un livre où M. Aug. Fournier s'occupe du même sujet². Il est étonnant que ces deux auteurs, travaillant aux archives de Vienne sur les mêmes papiers, à peu près au même temps, n'aient rien su l'un de l'autre. Ainsi, nous voyons M. Fournier publier un grand nombre de documents déjà imprimés par M. von Demelitsch. Comme collection des papiers des Archives impériales de Vienne, l'ouvrage de ce dernier, n'étant au fond qu'une édition de documents, est plus complet. Mais M. Fournier a l'avantage d'avoir étudié encore les archives de la guerre de Vienne, les archives de l'État de Berlin, et quelques dépôts particuliers. En outre, M. Fournier a plus approfondi son sujet, il en a donné le véritable historique, tandis que son devancier n'avait guère fait que fournir, dans son introduction, un extrait

1. *Der preussische Landsturm von 1813.* Berlin, Schröder.

2. *Der Congress von Châtillon. Die Politik im Kriege von 1814.* Vienne et Prague, Tempsky.

de dépêches, orné de quelques citations d'ouvrages antérieurs. Les résultats mis en lumière par les deux ouvrages sont à peu près les mêmes. Le diplomate Metternich était beaucoup plus partisan de l'invasion de la France, en 1813 et 1814, que le toujours pacifique maréchal Schwarzenberg; mais il espérait conserver sur le trône l'empereur Napoléon, qui devait servir de contrepoids à la puissance de plus en plus terrifiante de la Russie. En effet, comme la grande Catherine, Alexandre I^{er} s'était surtout mêlé des guerres contre la France afin d'agrandir son État, et son souhait, formellement exprimé, de placer Bernadotte à la tête de la France, comme une sorte de gouverneur général russe, menaçait l'indépendance de l'Europe entière. En cela, les hommes d'État prussiens et anglais partageaient l'opinion de Metternich, tandis que le pauvre roi Frédéric-Guillaume III flottait misérablement entre sa servitude envers le tsar et sa peur de la guerre. Les alliés furent plusieurs fois sur le point de se séparer définitivement. Quant à Napoléon, le congrès ne fut pour lui qu'une comédie destinée à gagner du temps. Même aux moments les plus critiques, quand il donnait à Caulaincourt des pleins pouvoirs pour conclure avec les alliés, il était décidé à rompre toutes ses promesses, aussitôt que la situation politique ou militaire lui en donnerait la possibilité. Au fond, le contraste entre les représentants de l'ancien ordre des choses et le grand soldat de la Révolution était irréconciliable¹.

M. Arthur KLEINSCHMIDT publie les dépêches des envoyés de Bavière près les cours de Cassel et de Darmstadt². Ce sont des documents pour la plupart insignifiants, provenant de diplomates médiocrement informés, et joints entre eux par un texte superficiel et d'un style malheureux. Il n'y a ni index alphabétique ni même table des matières.

Nous avons à sauter sur toute une génération pour arriver à ce qu'on appelle les *Mémoires* du baron Otto von Manteuffel, ministre de Frédéric-Guillaume IV, édités par M. Henri de POSCHINGER³. Ce ne sont pas en vérité des *Mémoires*, mais un certain nombre de documents inédits, provenant du cabinet du ministre, unis à une quantité beaucoup plus grande de pièces connues depuis bien longtemps et rattachés entre eux par un texte insignifiant et dépourvu de toute cri-

1. Une petite erreur : Poniatowski ne se noya nullement dans la Saale (p. 30), mais bien dans l'Elster.

2. *Bayern und Hessen*. Berlin, Räde.

3. *Unter Friedrich Wilhelm IV. Denkwürdigkeiten des Ministers Otto Freiherrn von Manteuffel*. Herausg. von Heinr. von Poschinger, t. I. Berlin, Mittler.

tique. C'est grâce à cette méthode que M. de Poschinger parvient à publier d'innombrables volumes. Le tome I^{er} des Mémoires de Manteuffel va de 1848 à 1851. M. de Poschinger ne craint pas d'appeler ce ministre de la plus triste époque de la Prusse, depuis 1807, « un *grand* ministre, » et il ose le comparer plusieurs fois à Bismarck. Il prétend que le temps a donné raison à Manteuffel. Et cependant il ne peut nier que c'est à Manteuffel qu'incombe avant tout la responsabilité des honteuses défaites diplomatiques subies par la Prusse à Olmutz et durant les mois suivants. M. de Poschinger cherche en vain à défendre la conduite du ministre que personne n'a blâmé plus fortement que le prince Guillaume, plus tard roi et empereur. Quant à Frédéric-Guillaume IV, les documents contenus dans ce premier volume nous montrent son caractère comme un assemblage peu attrayant de mysticisme, de romantisme, de méchanceté et de fausseté, qui n'a d'autre excuse que sa faiblesse innée et l'aberration mentale dont il était frappé depuis les humiliations subies en 1848.

Un tout autre personnage est Édouard Simson, jurisconsulte et homme politique des plus distingués de l'époque mémorable qui va de 1848 à la fin du règne de Guillaume I^{er}. Simson fut président du premier *Reichstag* allemand et de la nouvelle cour suprême de l'empire. Son fils et biographe, professeur d'histoire à l'Université de Fribourg, M. Bernhard von Simson¹, nous fait aimer et apprécier davantage la droiture, la modération, l'idéalisme optimiste et bienveillant, l'intelligence hors ligne du président. Mais, comme ce dernier n'a jamais joué de rôle politique prédominant, sa biographie n'offre que peu de renseignements importants à la science historique. Édouard Simson était israélite baptisé.

Un des chefs les plus marquants du parti progressiste en Prusse fut le baron Léopold von Hoverbeck. Sa biographie a été écrite par un de ses coreligionnaires politiques, Ludolphe Parisius², enlevé par la mort avant d'avoir terminé le troisième et dernier volume de cet ouvrage. Celui-ci nous donne surtout un exposé très consciencieux des luttes parlementaires de 1848 à 1875, année de la mort de Hoverbeck. On y trouvera la réfutation de l'historiographie officielle sur l'époque du conflit constitutionnel de 1862 à 1866. Malheureusement, le livre est entièrement dépourvu de composition et de style, et nous craignons fort qu'il ne trouve que peu de lecteurs. Le dernier volume a été terminé par M. Eugène Richter, et le *leader*

1. *Eduard von Simson*. Leipzig, Hirzel.

2. *Leopold Freiherr von Hoverbeck*, 3 volumes. Berlin, Guttentag, 1897-1900.

bien connu du parti progressiste actuel l'a assaisonné par-ci par-là, surtout dans les notes, de quelques traits piquants, plutôt personnels et blessants qu'instructifs.

L'auteur du présent *Bulletin* a refondu et élargi sa biographie de l'empereur Frédéric III, publiée en 1892. Il en a fait un ouvrage nouveau¹, qui diffère de l'ancienne biographie par la foule de documents intimes et importants qu'on lui a confiés et qu'il a pu mettre à profit.

Le roi Albert de Saxe a terminé sa soixante-dixième année en 1898. A l'occasion de cet anniversaire, le directeur général des Archives royales de Saxe, M. Paul HASSEL, a commencé une biographie du monarque saxon. Le premier volume de cet ouvrage, publié en 1899 et contenant la jeunesse d'Albert, n'a aucune importance historique. Le deuxième volume² raconte l'époque où Albert a été prince royal. Il intéresse par les renseignements relatifs à la chute du fameux ministre Beust et aux négociations de Nikolsburg en 1866, par les nouvelles indications sur l'action du corps d'armée saxon en 1870, ainsi que sur les rapports existant en 1871 entre l'armée allemande d'occupation, commandée par Albert, d'un côté, la Commune de Paris et le gouvernement de Versailles de l'autre. Malgré le caractère officieux du livre, le ton du récit est simple, naturel, dépourvu de toute boursouflure, sans animosité contre les adversaires du héros de la biographie ou de la maison de Saxe en général.

La carrière du feld-maréchal général de Moltke est bien connue, mais sa théorie de la guerre est restée inconnue jusqu'à présent. Cette lacune est comblée, en partie, par le nouveau volume des Œuvres militaires de Moltke³. En partie seulement, car, comme la plupart des grands capitaines, Moltke n'a pas éprouvé le besoin d'écrire un exposé complet et théorique de sa stratégie. Nature éminemment pratique, il se contente, en s'étayant des idées de Clausewitz et d'une étude approfondie de l'histoire militaire, d'adapter ses résolutions aux exigences du moment. Il a, cependant, traité souvent des questions tactiques et quelquefois des questions de stratégie générale. Tous ces essais sont publiés ici, avec des introductions qui mettent le lecteur au courant de la situation, avec des notes

1. *Das Leben Kaiser Friedrichs III.* Wiesbade, Bergmann.

2. *Koenig Albert von Sachsen*, 2^e volume. Leipzig, Hinrichs.

3. *Moltkes militärische Werke*, 2^e série, vol. II : *Taktisch-strategische Aufsätze*, 1857-71. Herausg. vom Grossen Generalstabe, Abteilung für Kriegsgeschichte. Berlin, Mittler.

explicatives et des appendices contenant des développements ultérieurs sur quelques-uns des sujets mentionnés par Moltke. La publication intéresse l'historien par l'idée plus précise qu'elle lui donne de Moltke comme homme et comme stratégo. Non moins important est ce qu'il dit sur l'historiographie militaire officielle dans un rapport adressé au roi le 25 juillet 1868 (p. 70) : « Un récit destiné à la publicité devait laisser reconnaître les fautes commises, mais sans se donner la tâche de les faire ressortir. Sans flatterie, nos entreprises et les succès remportés par nous, ainsi que la gloire de notre armée, voilà ses véritables sujets. » Le mémoire *secret* qu'il soumet au roi, concernant les expériences à tirer de la campagne de 1866, relève bien autrement les imperfections et les erreurs de l'armée prussienne d'alors. Il faut donc n'accepter que sous bénéfice d'inventaire l'apparente impartialité des publications de l'état-major prussien relatives aux guerres de 1864, de 1866 et de 1870-1871.

Un des généraux les plus glorieux de l'année 1866 fut Steinmetz. Le livre que le major von Krosick vient de lui consacrer¹ est moins une biographie que la réunion de journaux, mémoires, lettres et autres papiers du « lion de Nachod. » Le caractère droit, aigre, intraitable du vieux héros y paraît dans toute sa crudité; mais cet homme également insupportable à ses supérieurs, qu'il critiquait constamment, et à ses inférieurs, qu'il tyrannisait, était le père le plus aimant, que la mort de sa fille unique rendit fou pour quelque temps. Les lettres, très détaillées, sur la campagne du Schleswig, en 1848, sont la partie la plus importante du livre, et puis l'histoire de ses démêlés avec Moltke et le prince Frédéric-Charles en 1870.

Les événements militaires qui ont eu lieu, en 1870 et 1871, dans l'intervalle entre l'armée de Frédéric-Charles, sur la Loire, et celle de Werder, autour de Dijon et de Belfort, font le sujet d'une étude très approfondie du lieutenant-colonel Hans Fabricius², où ils sont exposés dans leur ensemble. Ce ne sont guère de hauts faits d'armes, plutôt des mouvements stratégiques et la petite guerre; mais, en partie, ils ont décidé du sort des grandes armées. Le colonel Fabricius, qui s'est fait une spécialité de la guerre de l'Est, les expose longuement et avec beaucoup de candeur, quoique d'une manière assez confuse, ayant adopté le système de classer les événements jour par jour, de manière à interrompre constamment le récit d'une entreprise pour le reprendre une vingtaine de pages plus

1. *General-Feldmarschall von Steinmetz*. Berlin, Mittler.

2. *Auxerre-Châtillon*, 2 vol. Berlin, Eisenschmidt.

loin, à l'instar de l'Arioste. M. Fabricius rend pleine justice au courage des troupes très mal commandées par le vieux Garibaldi, dont les qualités guerrières d'autrefois n'étaient plus représentées que par son fils Ricciotti ; l'habileté de ce dernier est hautement appréciée par l'auteur. Nous recommandons beaucoup l'ouvrage de M. Fabricius aux militaires et aux historiens.

Parmi les diplomates de l'époque des guerres d'Allemagne, un rôle distingué fut joué par le comte Otto von Bray, président du conseil des ministres de Bavière, dont on nous donne, non pas des mémoires proprement dits, mais une courte biographie¹, écrite par sa famille et élargie par des documents sur les épisodes les plus intéressants de sa vie : tels que sa démission comme ministre, en 1847, à cause de la fameuse affaire de la danseuse Lola Montez ; ses négociations de paix avec Bismarck, en 1866, et ses négociations concernant la formation de l'empire d'Allemagne, en automne 1870. Le premier de ces incidents est déjà connu par la biographie de Doellinger, par FRIEDRICH. Quant au second épisode, le journal de Bray sert à contrôler et à corriger le récit que M. de Sybel en a donné d'après les indications de M. de Bismarck. Enfin, nous trouvons ici le premier récit authentique de la conduite de la Bavière quant à son entrée dans l'empire d'Allemagne. Ces documents sont fort intéressants, indispensables à l'histoire contemporaine. — Le comte de Bray était le petit-fils d'un émigré normand qui avait pris service dans la diplomatie bavaroise et dont l'exemple fut suivi par ses descendants. Le comte Otto a laissé des exposés diplomatiques sur l'état du gouvernement russe en 1852 et de la Suède en 1853. Ces *relations* nous font voir en lui un digne émule des diplomates vénitiens par la finesse de l'observation et par les qualités de la description et du style.

M. Fritz HÖNIG revient encore sur la bataille de Vionville-Mars-la-Tour² (voir *Revue historique*, t. LXXV, p. 486 et suiv.). Il publie de nombreux documents, inédits jusqu'alors, qui établissent d'une manière définitive les faits que M. Hönig a déjà prouvés dans ses écrits antérieurs. Il est regrettable que cet auteur distingué nuise à l'effet de son argumentation par l'extrême aigreur de ses jugements.

Le journal du roi de Roumanie est continué jusqu'en 1881³,

1. *Graf Otto von Bray-Steinburg. Denkwürdigkeiten aus seinem Leben.* Leipzig, Hirzel.

2. *Dokumentarisch-kritische Darstellung der Strategie für die Schlacht bei Vionville-Mars-la-Tour.* Berlin, Militär-Verlagsanstalt.

3. *Aus dem Leben Koenig Karls von Rumänen*, 4^e vol. Stuttgart, Cotta.

moment où la jeune royaute fut généralement reconnue et définitivement inaugurée. Le quatrième volume traite surtout du conflit qui menaçait d'éclater entre la Russie et la Roumanie après la paix de San Stefano, du congrès de Berlin, ainsi que de la solution de la question juive et de celle des chemins de fer. On ne saurait prétendre que le prince, et plus tard roi, Charles y joua un rôle bien important. Le prince ne fit pas le moindre effort pour empêcher les Roumains d'éviter l'article de la paix de Berlin qui leur prescrivait l'émancipation complète des Israélites.

M. J. FRIEDRICH continue la biographie de Döllinger, dans un deuxième volume¹, depuis l'entrée en fonctions du ministère clérical Abel (1837) jusqu'à la fin du parlement de Francfort (1849). Ici encore, l'auteur s'efforce d'amoindrir la violence de l'ultramontanisme et de l'intolérance manifestée par le célèbre théologien avant sa rupture avec la papauté. Mais les aveux de Döllinger qu'il a été plutôt l'avocat que l'historien des papes (p. 48) et de Friedrich que son maître a montré personnellement et favorisé de toutes manières le plus ardent fanatisme contre les protestants (p. 476 et suiv., 493), et l'opposition de Döllinger contre l'émancipation des Israélites témoignent assez contre la thèse de l'auteur. Le savant théologien se déclara avec passion contre toute tentative de rapprocher entre elles les différentes confessions (p. 442). Il n'hésita pas à brandir contre les amis de la paix et de l'égalité des confessions l'arme empoisonnée de la délation (p. 443); il ne craignait pas non plus la *piafraud*, en réunissant, dans ses ouvrages, tous les témoignages défavorables à la réforme religieuse pour se taire soigneusement sur tout ce qui s'est dit et écrit en l'honneur de ce grand mouvement. Il est vrai qu'il cherchait, autant que possible, à cacher son fanatisme sous des formes doucereuses (par exemple, p. 299). Il se fit le champion de l'ordre de Jésuites. Le vrai Döllinger, ambitieux avant tout, se montre dans le fait que, lui, le champion de la papauté, prôna quand l'occasion lui en paraissait favorable, c'est-à-dire depuis 1848, une église catholique allemande, nationale, à peu près indépendante de Rome et dont il espérait devenir le véritable chef (p. 432 et suiv.). C'est bien conforme au caractère de l'homme qui avait commencé par lutter pour la philosophie religieuse de Gunther, mais qui l'attaqua aussitôt que le vent, dans l'Église, tourna contre ce penseur (p. 472). Bref, M. Friedrich nous donne les matériaux d'une biographie véridique de Döllinger, mais il n'écrit pas la biographie

1. Ignaz von Döllinger. *Sein Leben, dargestellt auf Grund seines schriftlichen Nachlasses*, vol. II. Munich, Beck, 1899.

même, ses jugements étant en contradiction flagrante avec les faits qu'il cite.

Un théologien protestant, M. Ad. HARNACK, a été chargé par l'Académie des sciences de Berlin d'écrire l'histoire de cette institution à l'occasion de son deuxième centenaire, le 14 juillet 1900¹. M. Harnack travaille d'après les sources mêmes ; il mêle à l'historique de l'Académie la biographie de ses membres les plus distingués et anime le tout par le talent et l'esprit. Il rattache le développement de l'Académie à l'état général des sciences et des lettres aux différentes époques. Les tendances de l'auteur sont libérales et éclairées ; c'est un excellent symptôme quant aux opinions prédominant au sein de l'Académie que de l'avoir choisi pour son historien. Il va sans dire qu'un historien officiel est tenu à donner à son œuvre une teinte légèrement optimiste. Mais M. Harnack raconte, entre autres, avec impartialité, pour la première fois d'après des documents, l'histoire du célèbre historien Frédéric de Raumer, chassé de l'Académie, en 1847, à cause d'un discours trop libéral et trop franc (t. I^e, vol. II, p. 929 et suiv.). En général, le travail ardu de M. Harnak est une œuvre hautement remarquable, formant une partie fort importante de l'histoire du mouvement scientifique en Allemagne, surtout pendant le XIX^e siècle. Parmi les documents, il y a de véritables trésors d'histoire littéraire et d'érudition qu'il nous est malheureusement impossible de détailler.

L'excellent directeur général des archives de Prusse, M. Reinh. KOSER, vient de renouveler les publications relatives à l'administration de ces archives, qu'un de ses prédécesseurs, M. DE LANCIZOLLE, avait essayées il y a cinquante ans². Elles paraîtront en livraisons irrégulières. La première livraison, éditée par M. Koser lui-même, donne l'historique des publications des Archives royales de Prusse, commencées en 1878 par Sybel, des documents relatifs à l'histoire de l'électeur Frédéric-Guillaume, des publications éditées par l'Académie de Berlin, des publications des sociétés d'histoire dans les provinces prussiennes et des essais d'enregistrement des archives non appartenant à l'État ; enfin un rapport sur les travaux faits aux archives prussiennes par les différents chercheurs particuliers. *Il faut que nous appuyions ici sur le fait que la direction actuelle des archives montre la liberalité la plus étendue et la plus louable*

1. *Geschichte der Kœnigl. preuss. Akademie der Wissenschaften zu Berlin*, 1^{re} partie : histoire (2 vol.) ; 2^e partie : documents ; 3^e partie : registres alphabétiques et systématiques. Berlin, Reichsdruckerei.

2. *Mitteilungen der Kgl. Preussischen Archivverwaltung*, livraisons 1, 2, 3 et 4. Leipzig, Hirzel.

envers tous les travailleurs sérieux. Sous ce rapport, les archives de Prusse ne le céderont plus en rien à n'importe quelle autre institution de ce genre. — La 2^e et la 3^e livraison donnent, par la plume de M. Max BABER, l'histoire et le répertoire des archives de l'État à Hanovre, tandis que, dans la 4^e livraison, M. George HILLE fournit le même travail pour les archives de l'État à Schleswig, qui n'existent que depuis l'année 1871. — Espérons que la direction générale continuera la publication des répertoires et catalogues des archives provinciales. Cela sera d'un immense profit pour les historiens actuels et futurs.

M. von ZWIEDINEK-SUEDENHORST remplit un devoir mélancolique de piété amicale en publiant les meilleurs essais, discours et critiques de Félix Stieve¹, arraché trop tôt par la mort à la science historique. La presque totalité de ces travaux a déjà été publiée; mais leur réunion en volume nous donne l'image fidèle d'un savant consciencieux, méticuleux même, doué d'une grande sensibilité, d'une riche imagination et d'un véritable talent de psychologue. Il est vrai que ses idées l'ont parfois entraîné trop loin, par exemple dans ses fantaisies sur le fameux incendie de Magdebourg, en 1463, ou dans le jugement porté sur Gustave-Adolphe de Suède. Le plus important des essais est celui qui s'occupe de Wallenstein; non imprimé jusqu'alors, et même inachevé, il change entièrement nos connaissances sur l'histoire du fameux général pendant les années qui précédèrent la grande guerre et durant la première période de cette lutte gigantesque. Le portrait trop flatté, que beaucoup d'historiens et même Ranke ont dessiné de Wallenstein, doit être fort enlaidi d'après les recherches minutieuses de Stieve.

M. Max LENZ, le professeur bien connu de Berlin, donne, dans son livre sur les grandes puissances², une excellente revue du développement politique du monde civilisé pendant le xix^e siècle. Nous dirons franchement que presque jamais une œuvre historique destinée au grand public ne nous a procuré un aussi vif plaisir que celle de M. Lenz. Il se place hardiment sur le terrain du grand Ranke, dont la méthode, la seule vraiment scientifique pour l'histoire, avait été longtemps méprisée en Allemagne comme surannée et mesquine; il rompt notamment avec les traditions de Treitschke. Lui, conservateur et Bismarckien convaincu, il rend pleine justice aux idées libérales et à leurs effets salutaires. Il reconnaît que la Révo-

1. *Abhandlungen, Vorträge und Reden von Felix Stieve.* Leipzig, Duncker u. Humblot.

2. *Die grossen Mächte.* Berlin, Päte.

lution de 1848 a été une condition nécessaire de l'unification de l'Allemagne, et que, sans elle, l'œuvre de Bismarck n'aurait jamais réussi. Il montre une égale équité envers les idées et les hommes de 1789. Bref, c'est le manifeste politique et scientifique d'un vrai historien. Et si, pour l'avenir, il ne croit au salut qu'à la condition que les nations civilisées, à la place de la force que l'on adore aujourd'hui, remettent en honneur les idées, les grands principes, les *réalités intellectuelles* (p. 457 et suiv.), qui de nous n'approuverait hautement cette manière de voir, ce programme de la marche future de la civilisation?

Pour terminer, nous mentionnerons un des ouvrages les plus marquants de ces dernières années, les trois premiers volumes de l'histoire de la civilisation des temps modernes, par M. Kurt Breysig¹. Il serait injuste de vouloir caractériser ce livre en quelques lignes; nous ne pouvons ici qu'attirer sur lui l'attention du lecteur. Le premier volume explique les notions et conceptions historiques, quant à l'État, à la société, à l'art et à la science. Le deuxième volume expose, en guise d'introduction, l'évolution historique des temps primitifs, des Grecs et des Romains, et le troisième continue ce développement en ce qui concerne l'origine du christianisme et la jeunesse des peuples germaniques jusque vers l'an 1250. L'œuvre entreprise par l'auteur est immense: développer tous les côtés de la vie politique, sociale, littéraire, artistique et scientifique des nations qui ont influé sur la marche de la civilisation générale et démontrer les causes motrices qui ont fait sortir ces créations de l'âme même des nations. Les idées maîtresses dont M. Breysig part sont justes, profondes et souvent originales, sa méthode et sa manière de voir et de juger sont vraiment historiques. Et, pourtant, il nous semble qu'il n'a pas réussi, parce qu'il ne pouvait réussir, parce que les travaux préparatoires manquent souvent, indispensables cependant pour rendre possible un travail universel d'une importance et d'une difficulté aussi extraordinaires. Mais M. Breysig gardera l'immense mérite d'avoir montré le chemin à des successeurs plus prudents et moins hardis et d'avoir enrichi notre trésor intellectuel d'une foule de découvertes magnifiques et d'idées belles et fécondes.

M. PHILIPPSON.

1. *Kulturgeschichte der Neuzeit*, vol. I; vol. II, 1^{re} et 2^e parties. Berlin, Bondi.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

G. VACHER DE LAPOUGE. L'Aryen; son rôle social. Cours libre de science politique professé à l'Université de Montpellier (1889-1890). Paris, Fontemoing, 1899. In-8°, xx-569 pages.

Nous rendons volontiers hommage à l'érudition et au talent de M. de Lapouge. Mais nous ne saurions trop nous éléver contre la fausse science qu'il prétend imposer et qu'il croit capable de suffire à tout, expliquer le passé et prophétiser l'avenir. Car M. de Lapouge est prophète et voyant. Son livre est un hymne à la gloire des Aryens. L'Aryen de M. de Lapouge n'est pas l'Aryen de Mortillet, de Topinard, de Sergi ou de Ripley, c'est-à-dire le brachycéphale *Alpinus*. Les têtes rondes, à chevelure brune, sont ses ennemis particuliers. Son Aryen est l'*Homo Europaeus* de Linné, dolichocéphale à face haute et large, blond et lymphatique. Cette race s'est différenciée dans la *région de Latham*, terre basse et humide, occupant l'emplacement actuel de la mer du Nord, durant le pléistocène, dont les phases sont énumérées dans un chapitre remarquablement clair et méthodique.

L'envasissement par la mer de leur terre natale détermina un exode des Aryens vers le sud. Cet exode les mit en contact avec une autre race à crâne long, mais à face mince, la race méditerranéenne (*Homo meridionalis*), dont on a voulu qu'ils fussent issus; cette filiation, selon M. de Lapouge, serait invraisemblable. L'extension des dolmens marque la marche progressive de la race aryenne; partie du nord-ouest de l'Angleterre et du nord de la Gaule, elle aurait gagné la Méditerranée, la Libye, la Palestine. Une autre théorie, dont M. de Lapouge ne discute point la vraisemblance, admet que la marche du peuple des dolmens s'est produite en sens inverse; à vrai dire, il reconnaît que la majorité des crânes, contemporains des dolmens, appartiennent au type *meridionalis*, et, d'autre part, en France, les dolmens se trouvent à peu près exclusivement dans une région où domine une population qui n'est pas de type *Europaeus*. Quant au principal argument que l'on pourrait donner en faveur d'une origine septentrionale du peuple des dolmens, à savoir l'antériorité archéologique, si l'on peut ainsi parler, des dolmens allemands sur les dolmens français, M. de Lapouge, n'étant pas archéologue, le néglige. Une autre hypothèse à laquelle il ne réussit pas à donner le caractère d'une certitude est celle de la présence d'une population de type *Europaeus* dans l'Égypte préhistorique; les documents étant peu nombreux et relativement mal connus, il convient encore de ne pas se prononcer sur la question de la

race des Pré-Égyptiens. Pour les *Habiri* des tablettes de Tell-el-Amarna, dont M. de Lapouge, à la suite de quelques assyriologues, fait des Hébreux, il me paraît certain que c'est une tribu cosséenne. Bien qu'il se dise élève d'Amyaud, M. de Lapouge n'est pas fort au courant des études assyriennes. Il y fait appel sans critique. « C'est probablement, dit-il, par l'accado-sumérien, contemporain des palafittes, que nous pouvons nous faire la meilleure idée de nos lointains ancêtres. » D'ailleurs, les hypothèses linguistiques ne lui réussissent pas. Il est au moins aventureux d'identifier l'écriture égéeenne avec les signes des galets du Mas-d'Azil. M. de Lapouge s'imagine, d'après Kluge (*Schrift der Mycenier*, 1897), que des inscriptions mycéniennes déchiffrées donnent du grec! Ou bien, étant spirituel, il se permet des traits comme celui-ci : « Un des roitelets chananéens, dont on a retrouvé les lettres à Tell-el-Amarna, s'appelle Lapaja. L'assourdissement graduel de la voyelle médiane donne facilement Lapoje, puis Lapouge. Il serait peut-être imprudent d'en conclure que ce livre est l'œuvre du principicule contemporain d'Aménophis III. » Après tout, la brillante revue de faits et de théories que contient cette partie du livre pourrait être utile si l'auteur avait pris la peine de donner régulièrement des références. Sa longue bibliographie du début n'y supplée point.

Du chapitre consacré aux Aryens historiques, nous n'avons rien à dire, sinon qu'il repose sur un nombre de documents tellement infime qu'ils ne peuvent être le point de départ d'une généralisation. Pour la France du moyen âge, M. de Lapouge mentionne exactement six séries de mesures.

Le reste du livre est consacré à l'exposé de trois phénomènes : 1^o l'envasissement d'une partie de l'Europe par diverses races brachycéphales et spécialement de la France par le brachycéphale *Alpinus*; 2^o l'invasion du monde européen par des dolichocéphales bruns asiatiques, les Juifs; 3^o la conquête du monde par le dolichocéphale *Euro-paeus*, c'est-à-dire Anglo-Saxon. C'est ici que M. de Lapouge énumère quelques lois anthroposociologiques qui régissent, selon lui, le sort des brachycéphales et des dolichocéphales : loi de répartition des richesses (*la richesse croît en raison inverse de l'indice céphalique*, c'est-à-dire que les brachycéphales sont moins riches que les dolichocéphales); loi des altitudes (les hauteurs appartiennent au brachycéphale); loi de répartition des villes; loi des indices urbains (les populations urbaines sont plus dolichocéphales que les populations rurales); loi d'émigration; loi des formariages (les enfants de parents issus de régions différentes sont plus dolichocéphales que la moyenne de ces régions); loi de concentration des dolichoïdes; loi de stratification (les classes supérieures sont plus dolichocéphales que les inférieures). Si la méthode qui a inspiré la recherche de ces lois n'était pas déjà vicieuse dans son principe, nous pourrions trouver qu'elles reposent sur un nombre de statistiques vraiment trop exigu. Mais il nous paraît surtout que l'anthroposociologie est trop ambitieuse. Il n'est pas scientifique de réduire l'étude d'une

société à la détermination de l'indice céphalique des individus qui la composent. Je sais bien que M. de Lapouge, chez qui l'expression quelquefois dépasse la pensée, nous met en garde lui-même sur la valeur de la distinction des brachycéphales et des dolichocéphales. Mais il semble qu'il y ait quelque inconsistance dans sa propre pensée. Nous lui accorderons très volontiers qu'il faut tenir compte en histoire des aptitudes des races, à condition que l'on puisse déterminer scientifiquement les races en anthropologie comme en zoologie. Mais les statistiques dont il se sert, et dont, nous devons le dire d'ailleurs, il corrige quelquefois les résultats, par trop grossiers, ne sont pas faites avec toute la rigueur qui serait nécessaire pour leur donner une signification quelconque. Le caractère distinctif d'après lequel elles sont établies, à savoir la proportion de la largeur du crâne à la longueur, est très loin d'être suffisant. Il en résulte que ses dissertations sur la répartition, l'importance et la valeur relative des races, de même que ses analyses psychologiques du Juif et de l'Aryen n'ont de scientifique que l'apparence. Elles n'ont pas l'objectivité qu'il voudrait leur donner; elles valent ce que vaut le talent de leur auteur; elles sont d'un intérêt, sinon d'une nouveauté incontestable; mais ce n'est pas encore là la science sociale qu'il prétendait inaugurer. Ajoutons que M. de Lapouge n'est même pas logique. Après avoir écrit de très justes et très substantielles pages sur l'évolution des aptitudes de l'Aryen, devenu industriel et commerçant, il arrête brusquement cette évolution. Pourquoi borne-t-il aussi le développement du brachycéphale *Alpinus*, qui arrive à peine à la civilisation?

Henri PIERRE.

Eduard MEYER. *Forschungen zur alten Geschichte*. T. II. Halle a. S., Max Niemeyer, 1899. In-8°, VIII-554 pages.

A fur et à mesure qu'il fait paraître les volumes de sa *Geschichte des Alterthums*, M. Eduard Meyer donne au public de véritables appendices sous le titre de *Forschungen zur alten Geschichte*. Le tome III de la *Geschichte*, qui vient d'être édité il y a quelques mois, a été annoncé par le tome II des *Forschungen*. Nous avons là les recherches approfondies dont les résultats seuls trouvent leur place dans l'histoire suivie. En nous présentant des édifices de belle ordonnance, l'auteur tient à nous montrer sur quel fond solide il bâtit et à nous faire juger la valeur de ses matériaux.

En sept chapitres sont groupées les études les plus variées. Elles sont toutes relatives au ve siècle, sauf celles du dernier chapitre qui viennent après coup justifier le tome II de la *Geschichte* sur certains points de la période antérieure. Impossible d'analyser cette série d'articles. Donnons seulement une idée de l'intérêt qui s'attache aux questions traitées. C'est d'abord une biographie de Cimon, mais largement comprise, de façon à donner des renseignements sur les événements

plus encore que sur le personnage, avec d'excellentes pages sur la bataille de l'Eurymédon et l'expédition de Cypre, la chute de l'Aréopage, la paix de Callias, l'organisation de la confédération attique et l'ostracisme de Thucydide. Puis ce sont des contributions à l'histoire intérieure d'Athènes : un travail très fouillé sur les finances, d'après les documents épigraphiques; des notes sur le recrutement de l'armée dans les trois premières classes et de la marine dans les rangs des thètes et des métèques; des essais de statistique sur la population tant libre que servile et sur la production agricole. En troisième lieu, ce sont de belles études sur les grands historiens du v^e siècle, sur Hérodote, ses tendances politiques, ses sources et sa philosophie, sur Thucydide, sa documentation, sa critique, ses jugements et sa méthode d'exposition. Enfin, viennent des investigations très serrées dans le domaine de la chronologie.

Cette table de matières, quoique forcément incomplète, suffit à indiquer que l'auteur touche à une infinité de problèmes intéressants. Ses solutions, souvent originales, sont toujours fortifiées par une information étendue, un raisonnement juste, une intelligence aiguë de la vie politique dans toutes les sociétés et spécialement dans l'antiquité grecque. Sa logique est une règle de plomb qui s'adapte aux contours de la réalité. A maintes reprises, il s'élève contre les érudits qui sont « incapables de voir les choses comme elles sont. » Il ne veut pas être de ces historiens qui croient rester plus fidèles à la lettre d'un texte lorsqu'ils en négligent l'esprit. Par l'énergie clairvoyante avec laquelle il va au fond des choses, il renverse bien des préjugés, détruit bien des conventions, fait évanouir bien des fantômes. Il polémique fréquemment contre Wilamowitz et apparaît digne d'un tel adversaire : à une imagination parfois fulgurante, il oppose la lumière puissante et calme d'un bon sens qui éclaire sans éblouir. Et, comme M. Meyer est bon juge, il sait admirer en Wilamowitz le don de la divination et en même temps rendre justice à M. Meyer lui-même. « Que dans une série de questions capitales, dit-il, je sois allé plus loin que mes précurseurs, que j'aie formulé les problèmes fondamentaux de l'histoire politique et religieuse avec plus de justesse et de précision qu'on ne l'a fait jusqu'à présent, c'est ce dont je suis pleinement convaincu. » M. Meyer a raison. J'aurais tout de même préféré — pour lui — ne pas mettre ce compliment entre guillemets.

Gustave GLOTZ.

Henri FRANCOTTE, professeur à l'Université de Liège. **De la législation athénienne sur les distinctions honorifiques et spécialement des décrets des clérouchies athénienes relatifs à cet objet.** (Extrait du *Musée belge*, t. III-IV.) Louvain, Peters, 1900. In-8°, 80 pages.

M. F. a mis dans ce mémoire l'érudition précise et méthodique qui

caractérise ses travaux. Supposant connues les distinctions honorifiques elles-mêmes à Athènes, il étudie dans une première partie qui pouvait décerner les récompenses honorifiques, qui pouvait les recevoir, dans quelles conditions elles étaient accordées. Ce chapitre est excellent et les résultats en sont incontestables. M. F. nous paraît en particulier mieux expliquer que Schmittner le sens de la formule qui figure à partir de 306-305 av. J.-C. dans les décrets du peuple conférant des couronnes *d'après la loi* : elle signifierait non pas que la valeur de la couronne ne doit pas dépasser 500 drachmes, mais que le citoyen doit en supporter les frais lui-même. La deuxième partie montre qu'au moins à partir d'une certaine époque les distinctions décernées à des Athéniens par des villes étrangères devaient être autorisées par Athènes. La troisième partie établit le principe qui régit les décrets honorifiques des clérouchies : elles honorent librement leurs fonctionnaires propres ; elles ont besoin de l'assentiment d'Athènes pour honorer les magistrats athéniens.

Ch. LÉGRIVAIN.

W. O'CONNOR MORRIS. **Hannibal and the crisis of struggle between Carthage and Rome.** New-York et Londres, Putnam's Sons, 1897. In-8°, 376 pages.

Cet ouvrage fait partie d'une collection intitulée : *les Héros des nations*. Destiné avant tout au grand public, il n'a pas la prétention d'être un travail d'érudition, bien que l'auteur ait pris soin d'étudier directement les textes. Il est écrit avec clarté, mais d'une façon un peu terne. Il n'y a aucun effort pour donner de la vie soit au personnage d'Hannibal, soit à son armée. C'est exact dans l'ensemble, sage et équitable. Quand l'auteur veut ajouter un surcroît d'intérêt à son récit, il ne trouve rien de mieux que de chercher des points de comparaison dans l'histoire moderne, et ses rapprochements sont parfois bien inattendus (par exemple, Hannibal et Bazaine, p. 107). Il est difficile, en un pareil sujet et avec les documents dont nous disposons, d'apporter aujourd'hui des choses nouvelles. Sur quelques points seulement, il peut y avoir encore matière à controverse, sans d'ailleurs que les textes fournissent le moyen d'arriver à une solution certaine. M. O'Connor Morris présente de temps à autre une conjecture personnelle. Le malheur est qu'il élude un des problèmes les plus délicats de cette histoire, je veux parler des relations d'Hannibal avec les Italiens. C'est là, à vrai dire, la question capitale, et il est possible de l'élucider avec les renseignements épars dans Tite-Live. Or, M. O'Connor Morris glisse rapidement là-dessus. S'il y avait insisté davantage, il aurait peut-être été conduit à tempérer un peu les éloges qu'il décerne à son héros, Hannibal est assurément un des plus grands hommes de guerre qui aient existé. Mais il paraît s'être mépris sur la nature de la résistance qu'il rencon-

trerait en Italie. Il a mal évalué, sinon les forces militaires, au moins la puissance politique de son adversaire. Sa tentative nous paraît tout à fait chimérique et elle l'était en effet. Cependant, il ne s'en est pas rendu compte, parce qu'il jugeait la domination romaine d'après celle de Carthage et qu'il méconnaissait à la fois l'esprit romain et les sentiments des Italiens. Son échec vient de là et il en est seul responsable.

Paul GUIRAUD.

L'Imperatore Giuliano l'Apostata, studio storico di Gaetano NEGRI.
Milan, Hoepli, 1904. In-42, 540 pages.

Ce livre fait partie d'une collection historique fondée et dirigée par Villari¹. Ce n'est pas à proprement parler un ouvrage de vulgarisation, les matières y sont longuement et scientifiquement développées; ce n'est pas non plus un travail d'érudition, car, sur plus d'un point, j'aperçois que ni les textes ne sont toujours approfondis ni les faits suffisamment expliqués; c'est ainsi que le récit des campagnes de Julien en Gaule est beaucoup trop vague et légèrement déclamatoire, et qu'il y manque deux choses essentielles à une narration militaire: l'étude des marches et la topographie des places fortes. Dans l'ensemble, cependant, le travail de M. Negri est consciencieux et agréable à lire; il est, sans parti pris, plutôt favorable à l'empereur philosophe. Je regrette seulement que l'auteur n'ait pas cherché, parfois, à sortir de l'ornière des généralités répétées, par exemple: « La révolution religieuse du christianisme a conduit à la ruine l'antique civilisation, » « les sociétés anciennes étaient fondées uniquement sur la vigueur du caractère². »

C. JULLIAN.

G. MILLET. Le monastère de Daphni. Histoire, architecture, mosaïques. Aquarelles de M. Pierre BÉNOUVILLE. Ouvrage illustré de 49 planches hors-texte et de 75 gravures. (*Monuments de l'art byzantin publiés sous les auspices du ministre de l'Instruction publique et des beaux-arts*, t. I.) Paris, E. Leroux, 1899. In-4°, xv-204 pages.

L'ouvrage de M. Millet est le premier volume d'une collection destinée

1. Ouvrages parus: Villari, *le Invasioni barbariche in Italia*, 1901; Orsi, *l'Italia moderna, storia degli ultimi 150 anni*, 1901; Balzani, *le Cronache italiane nel medio evo*, 1900.

2. Le livre est précédé d'une bonne gravure du buste d'Acerenza. Je rappelle ici que l'attribution à Julien des deux célèbres statues de Paris a été reconnue plus que douteuse par M. S. Reinach. — L'impression des notes de ce livre est assez fâcheuse.

à faire connaître au public les monuments encore peu étudiés de l'art byzantin. Depuis l'époque déjà lointaine où Labarte a pour ainsi dire révélé l'importance de cet art¹, l'attention des archéologues s'est portée de plus en plus vers le moyen âge oriental : les travaux de MM. Bayet, Choisy, Schlumberger, Diehl en France, Kondakof en Russie, Strzygowski en Autriche, pour ne citer que les plus célèbres, ont renouvelé l'étude des monuments si variés, églises, mosaïques, ivoires, miniatures, qui ont échappé à la ruine de la civilisation byzantine. Pendant qu'en Allemagne, en Russie et en Grèce, des efforts sérieux étaient faits pour trouver des monuments inédits², des élèves de l'École française d'Athènes allaient étudier sur place les églises et les mosaïques qui subsistent encore. La plupart des églises d'Athènes, celles de Trébizonde, de Mistra, du mont Athos et enfin de Daphni ont occupé l'attention de M. Millet : une série d'articles et de communications publiées par le Bulletin de correspondance hellénique avaient déjà fait entrevoir l'importance de ses travaux : l'étude qu'il publie aujourd'hui sur le monastère de Daphni constitue pour la rigueur et l'élégance de la méthode, la netteté de l'expression et la sincérité de l'impression, un des monuments définitifs de la nouvelle école d'histoire byzantine.

Si l'archéologie, en effet, peut être cultivée pour elle-même, l'histoire doit retenir parmi les études archéologiques celles qui apportent une contribution à la connaissance d'une société. L'art byzantin a été l'expression la plus profonde des idées et des préoccupations qui agitaient l'esprit des Grecs au moyen âge, et c'est dans ce sens qu'il faut reconnaître que ce renouvellement de l'archéologie byzantine a ouvert des aperçus nouveaux sur une société qui n'était guère connue jusqu'ici que par les textes d'historiens et de théologiens officiels. Tel est l'intérêt qu'offre l'étude de ce monastère de Daphni situé à 10 kilomètres d'Athènes, sur la route d'Éleusis et dont l'église, malgré quelques remaniements, nous présente encore l'image fidèle d'une église du xi^e siècle.

L'étude se divise en deux parties : dans le livre I^{er} M. Millet essaye de reconstituer l'histoire de ce monastère, moins d'après les textes absents que d'après les monuments eux-mêmes. Un premier couvent, dont il reste encore l'enceinte fortifiée, ainsi que des traces importantes d'église et de cellules, a dû être fondé un peu avant Justinien ; son histoire est inconnue et il a dû disparaître à la suite de quelque catastrophe. Puis au xi^e siècle l'existence du second monastère est mentionnée dans la vie d'un saint et sa prospérité dure jusqu'à la quatrième croisade. A cette époque, le duc d'Athènes Othon de la Roche établit des moines de Citeaux à la place des Basiliens et l'existence de ces Occidentaux qui furent les maîtres de Daphni jusqu'en 1458 est encore

1. *Le Palais impérial de Constantinople*, 1861 ; *Histoire des arts industriels au moyen âge*, 1864.

2. Il convient de citer également les travaux entrepris dans l'Italie méridionale, la Sicile, l'Algérie et la Tunisie.

attestée par quelques constructions de style latin. Ce fut Mahomet II qui, après la prise d'Athènes, rendit le monastère à ses anciens possesseurs; mais deux siècles après cette restitution arriva la décadence, puis la lente disparition du couvent fondé, suivant la légende populaire, par la belle Maguelonne.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée exclusivement à l'étude de l'église du xi^e siècle, dans son architecture d'abord, dans son ornementation en mosaïques ensuite. Sans s'attarder aux détails techniques, l'auteur explique avec une clarté suffisante ce qui fait l'originalité de cette église et la distingue des autres monuments de l'art byzantin : la coupole posée sur trompes au lieu des quatre pendentifs de Sainte-Sophie de Constantinople; la solution élégante donnée ainsi au problème dont plusieurs architectes avaient déjà posé les termes en associant la coupole octogonale à l'enceinte carrée; l'existence des massifs de maçonnerie qui contrebattent la coupole; le tambour de faible hauteur qui l'empêche de paraître déprimée; et surtout l'absence de gynécées courant autour de l'église, ce qui donne aux arcades de l'intérieur un aspect de hardiesse et d'élégance un peu grêle et augmente à l'extérieur les saillies que forment les bras de la croix. Tels sont les caractères essentiels qui donnent à l'église de Daphni son individualité et la distinguent des églises contemporaines comme la Nea Moni de Chio ou même des autres églises d'Athènes.

Mais la plus grande partie de l'ouvrage est consacrée avec raison à l'étude des mosaïques encore bien conservées qui ornent l'église. Sur dix-neuf compositions, seize sont encore intactes et une seule a disparu entièrement. En outre un grand nombre de figures de saints, de prophètes, d'anges couvrent les murs et les voûtes. A part en effet quelques parements de marbre, quelques chapiteaux et quelques corniches, la mosaïque forme la seule décoration de l'église, et cette décoration avait été d'ailleurs réservée entièrement pour l'intérieur. L'étude de ces peintures forme la partie la plus originale et vraiment nouvelle de ce livre. Après avoir consacré un chapitre très substantiel à l'iconographie, et montré à quelles conceptions grandioses répondent les différentes parties de l'église, l'auteur étudie dans le plus grand détail le style et les procédés de l'artiste inconnu qui fut un des rénovateurs de l'art byzantin au xi^e siècle. Il passe en revue successivement : *Les fonds et la perspective.* — *Les attitudes et gestes.* — *La draperie.* — *Les nus.* — *La composition.* Cette simple énumération montre tout l'intérêt de cette étude dont les vues ingénieuses ne peuvent être rendues par une sèche analyse; mais la multiplicité des détails et le soin minutieux apporté aux observations n'empêchent pas une grande unité d'y régner. Quel que soit en effet le point de vue duquel on examine ces mosaïques, on aboutit à une même conclusion : les peintures de Daphni sont une survivance de l'art antique accommodé aux traditions chrétiennes et ce sont des sculptures grecques et romaines bien plus que la nature qui ont inspiré les artistes du xi^e siècle. Comme dans les peintures de Pompéi, les

fonds et la perspective sont à peine traités : les paysages et les édifices ne sont indiqués que dans certains sujets traditionnels (la Crucifixion, la Transfiguration, le Baptême du Christ) ; ils sont toujours réduits au rôle d'accessoires, sans aucune proportion avec les personnages dont la taille dépasse les montagnes les plus hautes, sans aucune vérité, sans aucune perspective. Ce sont plutôt des indications conventionnelles qu'il était de tradition d'ajouter à certaines scènes, plutôt que la reproduction fidèle du milieu dans lequel se meuvent les personnages.

Ces personnages qui se détachent sur le fond d'or des voûtes occupent donc toute l'attention, mais ils ne sont pas traités selon la fantaisie de l'artiste : le type de la plupart d'entre eux est déjà fixé au XI^e siècle et, ce qui nous intéresse le plus, c'est par l'imitation des modèles antiques qu'il s'est formé. Tout en eux dénote un effort pour se rapprocher de cet idéal : les gestes, les vêtements, les nus, la composition, et M. Millet a pu rapprocher un grand nombre d'attitudes de celles des statues grecques. « Sainte-Anne est posée sur son lit comme l'Océan ou Didon ; la Vierge couchée, par le croisement des jambes, rappelle le type d'Ariane, de Cléopâtre, de Léda, des Bacchantes... Le bain de la Vierge nouveau-née rappelle celui de Dionysos sur un sarcophage du Capitole. Le vieux berger de la Nativité a passé des stèles attiques aux sarcophages dans la Genèse de Vienne » (p. 113-114). Le costume n'est pas, comme on pourrait s'y attendre, celui des Byzantins du XI^e siècle : le Christ, les apôtres, les anges portent le costume grec, l'himation, la tunique, les sandales ; les évêques et les autres personnages sont revêtus du costume romain du V^e siècle, de la chlamyde, de la dalmatique, de la tunique talaire, du pallium. Les draperies sont traitées avec une élégance et une variété qui forment un contraste avec celles de Ravenne et du VI^e siècle. Les procédés employés pour créer des types et grouper des personnages ; la sobriété même et la disposition savante du coloris, tout trahit une étude approfondie et une imitation des monuments antiques. A l'époque où en Occident l'art roman cherchait péniblement sa formule, une renaissance artistique renouvelait l'art oriental en le ramenant à la tradition antique qui n'avait jamais cessé de se maintenir à Byzance. L'église de Daphni est un des plus beaux monuments de cette rénovation, et l'on ne peut s'empêcher de croire avec M. Millet que la survivance de l'esprit attique fut pour quelque chose dans l'épanouissement de cet art plus élevé, plus sobre et plus élégant que celui des églises siciliennes ou russes du XII^e siècle. Cependant il est permis de supposer qu'à cette époque de centralisation la lumière venait de Constantinople plus que d'Athènes, et en face de ces personnages habillés et groupés comme des statues antiques un rapprochement s'impose : la Renaissance artistique du XI^e siècle eut lieu en même temps que la Renaissance littéraire dont le centre était l'Université de Constantinople, et dont le principal représentant était le philosophe Psellos. Entre les périodes attiques de Psellos et les mosaïques de Daphni il existe une parenté, et il n'est pas sans intérêt de voir se produire à

Byzance, en plein xi^e siècle, la liaison entre humanistes et artistes qui caractérisera la Renaissance italienne. Telles sont les conclusions auxquelles permet d'aboutir cette belle étude, qui peut être considérée comme un modèle de monographie archéologique.

Louis BRÉHIER.

Eduard WINKELMANN. Kaiser Friedrich II. T. II (1228-1233).

Leipzig, Duncker et Humblot, 1897. In-8°, VIII-529 pages. (Fait partie de la collection des *Jahrbücher der deutschen Geschichte*.)

Nous avons déjà rendu compte du premier volume, consacré par Winkelmann à l'empereur Frédéric II. La mort a empêché le savant professeur de Heidelberg de faire paraître lui-même le second volume. Mais l'ouvrage était achevé lorsqu'il mourut; nous devons aujourd'hui sa publication aux soins pieux et éclairés de son fils.

Ce second volume correspond à deux périodes bien distinctes de la vie de Frédéric. La première (1228-1230) est remplie par les luttes qu'il soutint contre le pape Grégoire II; la deuxième (1230-1233) correspond à une période de paix, la plus calme du règne tout entier.

L'auteur étudie d'abord avec beaucoup de perspicacité et de soin les causes du désaccord qui éclata en 1227 entre Frédéric II et le souverain pontife. Deux faits paraissent solidement établis: dès l'abord, l'empereur a reconnu qu'il avait été excommunié à juste titre; ensuite, et pour ainsi dire par contre-coup, le pape veut profiter de cet aveu de Frédéric, au mieux des intérêts de la papauté.

On peut dès lors pressentir que la paix entre eux ne pourra être durable, car Frédéric est trop intelligent pour ne pas sentir la fausseté de sa situation personnelle vis-à-vis le Saint-Siège; il répugne à demeurer un instrument dans la main du pape; il n'entend pas pousser la docilité jusqu'à laisser la cour de Rome maîtresse de la Sicile. M. W. ne s'est pas borné à faire un relevé consciencieux de tous les actes qui se rapportent plus ou moins directement à la personne de Frédéric. Il a su replacer les faits dans le milieu même où ils se sont produits et les mettre habilement en valeur.

C'est ainsi qu'on trouve, au début du chapitre II, un tableau de l'Italie en 1228; l'on y reconnaît parfaitement qu'au moment où s'engage le conflit, les villes dévouées à l'empereur sont faibles et que sa situation dans le nord de l'Italie a empiré. M. W. a insisté avec raison sur la gravité des procédés qui furent alors employés par le souverain pontife. A partir du mois de janvier 1229, en effet, la papauté apparaît comme une puissance guerrière qui ne se contente plus de repousser, à main armée, les attaques dirigées contre elle. C'est elle maintenant qui, en envahissant la Sicile, marche à la conquête de possessions étrangères. Et on comprend que les contemporains eux-mêmes aient trouvé ces procédés fort étranges, encore que la papauté ait pris soin

de déclarer à ses nouveaux sujets qu'ils devaient se féliciter d'avoir un nouveau souverain qui les délivrait, disait-elle, d'une sorte de servitude.

M. W. s'est efforcé de démêler, et ce n'était pas chose facile, les sentiments des princes laïques et ecclésiastiques de l'Allemagne d'alors. Ils se trouvaient dans une situation singulière entre le pape et l'empereur, qui recherchaient également leur amitié. Les sentiments des populations elles-mêmes sont plus difficiles encore à démêler. Et j'ai quelque peine à admettre avec lui que le peuple avait la sensation des grandes choses qui allaient se passer. C'est ainsi qu'il me paraît invraisemblable que l'opinion ait pu s'accréder alors dans la foule que l'empereur représentait l'indépendance de l'Allemagne en face de la papauté conquérante. Cette assertion ne s'appuie pas assez solide-ment sur les témoignages contemporains. Les lambeaux de phrase invoqués par l'auteur ne sont pas suffisants pour justifier cette thèse.

M. W. cherche à suivre pas à pas les faits et gestes de son héros et nous les raconte minutieusement. Nous le voyons partir pour la terre sainte, s'arrêter d'abord à Chypre, où il se met en rapport avec les Lusignan, puis débarquer à Acre, n'ayant à sa disposition que dix mille fantassins et huit cents cavaliers. Nous constatons presque jour par jour l'emploi de son temps, et nous découvrons les raisons de son prompt retour, celles aussi qui, par suite de la fausse position dans laquelle il se trouvait, rendirent impossible sa réconciliation avec Grégoire IX. Et pourtant il souhaitait sincèrement la paix, Hermann de Salza et le cardinal Thomas de Capoue furent ses principaux intermédiaires, elle fut signée à Céperano en 1230.

S'il est moins souvent parlé de la paix de Céperano que de celle de Canossa, c'est parce que c'était moins l'empereur d'Allemagne que le roi de Sicile, M. W. le fait remarquer, qui agissait alors. Grégoire IX eut soin d'ailleurs d'éviter à Frédéric II la mise en scène si propre à frapper les imaginations dont Grégoire VII avait entouré la soumission de son prédécesseur.

Les mois qui suivent l'accord de Céperano correspondent à une période de calme relatif. Ils sont en tout cas les plus favorables pour étudier la politique impériale. L'auteur le fait avec une abondance de détails qui a pour effet de reléguer quelque peu au second plan les idées générales, celles en particulier qui ont trait à la situation des rois, des princes et des villes. Nous trouvons du moins de précieux renseignements sur les efforts que fit alors Frédéric II pour organiser dans l'Italie méridionale un État fortement centralisé et pour instaurer une législation qui nous apparaît comme une sorte de combinaison entre les idées autoritaires des rois normands et les souvenirs encore plus favorables au despotisme de la Rome antique. M. W. insiste avec raison sur certaines réformes financières qu'il tenta alors, sur un essai de monopolisation des monnaies, des mines et du sel.

Frédéric considérait-il ces réformes comme un acheminement vers la réalisation du principat, idée qu'il eût voulu appliquer à l'Allemagne

comme à l'Italie? On ne saurait l'affirmer; toujours est-il que, du régime administratif et fiscal qu'il imposa à la Sicile, il sut tirer à un certain moment beaucoup d'argent. Les difficultés avec lesquelles il fut aux prises en Allemagne s'expliquent essentiellement, au dire de M. W., par la révolte de son fils Henri, prince mal élevé et dont la vie fut à tous les points de vue si peu recommandable.

Les origines de sa révolte, qui a eu des conséquences très graves, res-teront toujours enveloppées d'obscurité. Elles paraissent se rattacher avant tout au mauvais esprit de ce prince; l'on aurait tort de chercher dans les mouvements qui agitèrent l'Allemagne une sorte d'insurrection nationale. Mais ce qu'on peut dire, du moins, c'est que ces troubles furent indirectement la conséquence de l'ambition de Frédéric et comme le contre-coup du rêve, qui fut le rêve fondamental de son règne, la réunion de l'Italie et de l'Allemagne, réunion qu'il entendait effectuer de telle sorte que l'Italie devint le centre de l'empire. C'est à cette pensée de derrière la tête qu'il faut rattacher toutes les concessions faites aux seigneurs, principalement cette grande charte du 1^{er} mai 1231, dont nous avons essayé, dans notre étude sur la *Politique de l'empereur Frédéric II en Allemagne*, de présenter un commentaire, et sur laquelle M. W. a un peu trop rapidement glissé.

L'excellent volume que nous signalons ici est accompagné d'un cer-tain nombre de documents et de pièces justificatives. Nous signalerons parmi elles celles qui ont trait aux rapports de Grégoire IX avec les villes lombardes, la liste des personnages qui accompagnèrent Frédéric II en terre sainte, un commentaire de la lettre du comte d'Acerra à l'empereur et une note qui montre en quelle mesure le souverain pontife prit part à la convocation de la diète de Ravenne en 1231.

Nous souhaitons que, malgré la mort de W., cette histoire de Frédéric trouve un digne continuateur qui, pour les dernières années de ce règne si chargé, se livre à un travail aussi conscientieux que le pro-fesseur éminent trop tôt enlevé à la science et auquel nous rendons ici un dernier hommage.

Georges BLONDEL.

Spain, its greatness and decay (1479-1788), by Martin A. S. HUME, with an introduction by Edward ARMSTRONG. Cambridge, University Press, 1898. In-12, x-460 pages.

Le livre de M. Martin Hume est un manuel d'histoire d'Espagne depuis le commencement du règne de Philippe II jusqu'à la fin de celui de Charles III. L'esquisse rapide de l'œuvre des Rois Catholiques et de Charles-Quint, tracée dans l'introduction par M. E. Armstrong, n'est en effet que le prologue destiné à préparer le lecteur à une meilleure compréhension des événements postérieurs. C'est pendant cette période, de la prise de Grenade à l'abdication de Charles-Quint, que la puissance

espagnole touche à son apogée, et, dès l'avènement de Philippe II, le déclin commence : dès ce moment, il y a dans le système économique du pays un germe de ruine, qui ira se développant jusqu'aux tristes années du règne de Charles II.

M. Hume, dont on a déjà cité dans cette *Revue* une très intéressante étude sur Philippe II, était particulièrement qualifié pour écrire ce résumé de l'histoire moderne de l'Espagne. Peut-être, — l'objection lui a déjà été faite par un critique espagnol, — a-t-il un peu sacrifié à une tendance assez naturelle à un auteur étranger au pays dont il raconte l'histoire, et qui est d'accorder une attention particulière aux faits de guerre et aux vicissitudes de la diplomatie, à l'histoire externe en un mot, au détriment de l'histoire interne¹. Il faut reconnaître cependant que M. Hume s'est efforcé de nous donner des renseignements économiques précis et assez nombreux et que, d'autre part, la politique étrangère de l'Espagne, ou plutôt de ses rois, a eu une action si considérable sur les destinées du pays; le divorce entre les véritables intérêts nationaux et les ambitions et les traditions dynastiques, de Philippe II à Philippe V inclus, a été si complet et de si désastreuses conséquences, que ce serait une faute de ne pas faire une part considérable à l'exposé de cette politique.

Dans le chapitre consacré à Philippe V, M. Hume (p. 339-341) se montre bien sévère envers Louis XIV et l'accuse d'une duplicité dans ses propositions conciliantes faites aux alliés en 1709-1710, qui est démentie par les plus récentes publications, notamment par le premier volume, très documenté, de l'ouvrage du P. Baudrillart, *Philippe V et la cour de France*, volume paru dès 1889. Ce que dit M. Hume de l'influence exercée par le P. Daubenton et par Chavigny sur Philippe V pour le décider à abdiquer est controuvé, et le paragraphe (p. 363) relatif à l'ambassade de Tessé contient, sur le but de la mission de Tessé, sur des ouvertures soi-disant faites par lui pour rompre à l'amiable le projet de mariage de Louis XV avec l'Infante, des assertions qui nous paraissent tout à fait erronées. Le passage concernant Ripperda (p. 364-

1. Signalons à ce propos une histoire d'Espagne publiée, il y a quelques années, en Allemagne : *Geschichte Spaniens von den frühesten Zeiten bis auf die Gegenwart*, par le Dr Gustav Diercks (Berlin, Cronbach, 1895-1896, 2 vol. in-8°). M. Diercks a très heureusement évité ce petit défaut de proportion et a consacré une notable partie de son œuvre à l'histoire interne du pays. Chacun des cinq livres, en lesquels est divisée son histoire d'Espagne, est terminé par un chapitre sur la civilisation, la culture intellectuelle, les productions littéraires de l'époque correspondante, et, pour le règne de Charles-Quint, par exemple, il a bien su séparer ce qui regardait l'Espagne de ce qui n'intéressait que l'Empire. Pour les temps modernes, un peu plus de précision eût été parfois désirable; mais, en somme, ce manuel est bon à consulter. Il faut seulement regretter qu'aucune bibliographie, aucune indication des sources, ne permette au lecteur de contrôler l'auteur et ne lui donne les moyens de pousser plus à fond l'étude d'un point de détail particulier.

366) aurait besoin, dans une seconde édition, d'être remis au point d'après diverses études nouvellement publiées. A signaler deux errata : ce n'est pas la Sicile (p. 298), mais la seule ville de Messine qui s'est donnée à Louis XIV en 1674. Plus loin, il faut rectifier le nom du négociateur du Pacte de famille et ministre de Charles III : il s'appelait Grimaldi et non Grimaldo, comme l'imprime constamment M. Hume, dont cependant l'orthographe des noms propres est en général correcte.

Nous signalons les bibliographies particulières aux différents règnes placées à la fin du volume. Il y aurait lieu d'y faire quelques additions ; ainsi, pour les règnes de Philippe V et de Ferdinand VI, il faudrait y joindre la mention de l'ouvrage du P. Baudrillart, cité plus haut, des lettres d'Alberoni publiées par Émile Bourgeois, des études de M. Maldonado Macanaz, des deux volumes de M. Rodriguez Villa sur Paliño et Campillo et sur le marquis de La Ensenada. Mais, telles qu'elles sont, ces bibliographies sommaires peuvent être mises à profit, surtout dans la pénurie où nous sommes de bibliographies modernes sur l'histoire d'Espagne.

H. LÉONARDON.

P. F. WILLERT, m. a. fellow and tutor of Exeter College, Oxford.

Mirabeau. London, Macmillan and C°, 4898. In-8°.

A l'étranger, notamment en Allemagne et en Angleterre, Mirabeau jouit encore d'une popularité due au fait qu'il ne fut pas seulement le premier orateur de la tribune française, mais encore un homme d'État pratique. L'œuvre que M. Stern a accomplie pour les lecteurs allemands, M. Willert, d'Oxford, l'a entreprise pour les lecteurs anglais, qui ne connaissaient Mirabeau que par les courtes pages que leurs historiens professionnels lui avaient consacrées.

Est-ce à dire que l'œuvre de M. Willert soit comparable à celle de M. Stern ? M. Stern a fait un travail original fondé sur toute la littérature du sujet et même sur des documents inédits. L'étude de M. Willert n'a pas cette portée. L'auteur anglais s'en réfère aux plus récents biographes de Mirabeau, MM. de Loménie, Rousse et Stern lui-même, sans négliger toutefois de mentionner les *Mémoires* édités par Lucas de Montigny, la *Correspondance* recueillie par Bacourt et les *Souvenirs d'É. Dumont*. Il prétend, quand même, garder l'indépendance de son jugement à l'égard des assertions de MM. de Loménie et Stern, et il insiste notamment sur les révélations que contient la publication des *Lettres de Vincennes* par Manuel et des *Oeuvres de Mirabeau* par Merilhou, qu'il appelle à tort Merilhon. Ces compilations ont été pourtant bien connues et utilisées avant M. Willert, mais ce dernier estime qu'il faut recourir aux *Lettres de Vincennes* pour comprendre le genre de fascination exercée par Mirabeau sur son entourage. Telle est l'idée maîtresse du livre.

Ce point accordé, M. Willert reproduit les faits tels qu'ils sont exposés par ses prédecesseurs et il évite ainsi les chances d'erreur; il tombe aussi dans le lieu commun qui consiste à juger Lafayette et Necker d'après les invectives de Mirabeau, jaloux de leur considération méritée. M. Willert relève fort bien que le gros livre sur la *Monarchie prussienne* avait pour but de poser Mirabeau en homme sérieux au moment de la convocation des États généraux; mais en mentionnant cet ouvrage, dû surtout à Mauvillon, M. Willert aurait dû insister sur le rôle que les collaborateurs de Mirabeau jouent dans la carrière de l'éloquent constituant. Il remarque avec quelque justesse que les décrets de l'Assemblée nationale ne sont pas dus à l'initiative de Mirabeau; mais il exagère quand il en conclut qu'il manquait de vues arrêtées sur la Constitution; les idées politiques de Mirabeau forment un corps de doctrine que nous nous sommes efforcé d'établir dans une série d'articles parus en 1883 dans la *Revue historique*.

Peut-on affirmer que Mirabeau, s'il était devenu ministre d'État, aurait sauvé la monarchie? L'assertion est hardie, même si l'on suppose, et c'est difficile, que le roi et l'Assemblée auraient fini par lui accorder leur confiance. Néanmoins, on serait presque tenté de donner ici raison à M. Willert, qui a tort d'ajouter que le décret de novembre 1789, excluant les députés du ministère, ne découragea pas notre héros. Quoi qu'il en soit, il est certain que, si le genre d'éloquence de Mirabeau lui donnait les allures d'un révolutionnaire, son sens politique faisait de lui un homme de gouvernement. Homme de gouvernement, il voulait l'être déjà en 1785, quand il servait Calonne. Exclu du pouvoir par sa mauvaise réputation, il tâchait de s'imposer par sa popularité; c'est là qu'éclate le contraste entre le tribun du peuple et le conseiller secret du roi. M. Willert ne s'attarde pas à la discussion de ce problème psychologique, dont la solution explique la conduite de Mirabeau. Ce côté moral de la question est par trop négligé par certains biographes qui, ne tenant pas assez compte de l'importance du caractère dans le maniement des affaires publiques, ne parviennent pas à prononcer un jugement définitif sur leur héros.

DE CRUE.

Die Schlacht von Marengo und der Italienische Feldzug des Jahres 1800. Neue Quellen, herausgegeben von Hermann HUERFER; mit einer Karte der Umgebung von Genua und einem Plan des Schlachtfeldes von Marengo. Leipzig, B.-G. Teubner, 1900.

L'éminent professeur à l'Université de Bonn qui a déjà publié de si nombreux et si appréciés travaux sur l'histoire moderne et mis à jour un choix si précieux de lettres inédites de Napoléon contemporaines de la campagne de 1796-1797 conservées dans les archives de la cour et de l'État à Vienne, entreprend une vaste publication dont il intitule la

première partie : « Sources pour l'histoire des guerres de 1799 et 1800, » se proposant de consacrer un volume analogue à chaque campagne de la Révolution française.

Le tome I de cette première partie, paru l'an dernier, concerne la campagne de 1799, surtout en Suisse, en raison de l'importance exceptionnelle de la bataille de Zurich. Dans ses premiers chapitres, l'auteur y énumère ce que contiennent les archives impériales et royales de la guerre à Vienne et expose leur utilité, attestant ainsi sa reconnaissance pour le dépôt dont il fit si large usage et indiquant du même coup d'où proviennent les principales pièces qu'il emprunte. Ce ne sont pas seulement des documents de l'époque, mais des relations complètes, la plupart jusqu'alors inédites, d'acteurs ou témoins oculaires des événements, ou rédigées aux archives d'après des pièces contemporaines. Quelques-unes pourtant ont été déjà utilisées par Jomini.

C'est, en somme, le complément naturel et nécessaire de son importante publication antérieure : *Diplomatische Verhandlungen aus der Zeit der französischen Revolution*¹, qui, avec l'excellent ouvrage de M. Paul Bailleu, directeur des Archives royales de Prusse², est indispensable à toute personne désireuse d'approfondir l'histoire diplomatique et politique de la Révolution et de l'Empire.

Avant de publier le tome second relatif à la campagne de 1800 conçu dans le même esprit, ordonné avec la même méthode, M. le professeur Hermann Hüffer en a détaché, — et cela en valait la peine, ne fut-ce que pour célébrer le centenaire de la bataille, — le fascicule spécial de Marengo.

Cette œuvre n'est pas, ainsi que la précédente, à proprement parler, de l'histoire, c'est plutôt et surtout une précieuse collection de matériaux pour l'histoire. Elle découle du même principe qui inspire depuis quelques années la section historique de notre état-major, laquelle entasse volumes sur volumes de documents conservés dans ses archives concernant les campagnes de 1805, 1806, 1809 et 1812, ainsi que l'expédition d'Égypte. Il y figure également un travail en deux volumes sur cette même campagne de 1800, qui traite par conséquent le même sujet que celui qui occupe M. Hermann Hüffer.

Il y a toutefois, en faveur de l'auteur allemand, une supériorité incontestable sur nos officiers historiens, c'est qu'indépendamment des documents dont il donne le texte, il y ajoute des commentaires, des éclaircissements qui les complètent, les rectifient au besoin, commentaires dont l'impartialité est la première loi, alors que nos officiers de la section historique, sauf cependant celui qui traite de l'expédition d'Égypte, se bornent à imprimer telles quelles, — et la tâche est en vérité plus facile et dispense de critique, — les nombreuses pièces

1. Trois volumes et un supplément, parus de 1868 à 1879.

2. *Preussen und Frankreich, 1795-1806.*

contenues dans leurs cartons, sans les relier entre elles, sans les éclairer, sans qu'un lecteur non prévenu puisse discerner du premier coup d'œil leur valeur intrinsèque, sans qu'on lui signale leurs défauts, ce qui, on en conviendra, complique singulièrement la tâche du travailleur, même avisé, souvent fort embarrassé pour se débrouiller sans fil conducteur devant un tel amas de notes et gêné plus encore pour choisir entre les versions contradictoires qu'on lui présente tout uniment, sans se prononcer entre elles.

On ne saurait faire un pareil reproche à M. Hüffer qui, outre la bonne fortune de découvrir aux Archives impériales et royales de Vienne des relations contemporaines et des documents inédits, a eu l'excellente idée d'y adjoindre des renseignements presqu'aussi inédits que les pièces elles-mêmes sur chacun des acteurs mêlés aux événements dont il présente le récit.

Il n'y a pas seulement la série de dépêches et rapports échangés au cours de la campagne entre les généraux, il s'y trouve en plus des relations rédigées par des témoins oculaires, bien placés pour voir et savoir. Si quelques-unes d'entre elles, comme celle de Stutterheim par exemple, ont déjà été imprimées dans l'*Österreischische Militär Zeitschrift* ou à part, il n'en est pas de même de toutes. D'ailleurs, inédites ou non, on lit ou on relit toujours avec fruit des récits de batailles ou de négociations diplomatiques émanant de personnages aussi autorisés que Neipperg, Saint-Julien ou Hohenzollern-Hechingen que met précisément au jour M. Hüffer. Pour nous Français qui longtemps n'avons connu les incidents et détails de la journée de Marengo que par la relation officielle de Berthier, trois fois remaniée par ordre de l'empereur, et où la vérité se trouve à chaque édition nouvelle altérée un peu plus, nous lirons avec grande utilité ces témoignages issus d'adversaires qui, comparés à ceux de témoins ou d'historiens de notre pays, permettent de confronter ceux-ci, de les « recouper » et d'en déduire le degré de véracité.

En outre, les notices biographiques, succinctes, mais complètes et exactes qu'y a joint M. Hüffer, éclairent les physionomies des divers généraux autrichiens sur lesquels on a été jusqu'ici fort insuffisamment édifié. Quiconque a étudié cette période historique a constaté la difficulté de se reconnaître à travers la multiplicité de noms souvent semblables des chefs autrichiens, sur lesquels nos divers recueils biographiques, tous fort imparfaits, pleins de lacunes ou d'erreurs, ne fournissent que des informations insuffisantes ou erronées. Beaucoup seront surpris d'apprendre, en lisant le volume de M. Hüffer, qu'il y eut dans l'armée impériale deux généraux Saint-Julien, comme deux Stutterheim; deux Bellegarde et deux Loudon; deux Mercandin et deux Rohan, sans compter cinq Colloredo que certains historiens antérieurs ont été parfois amenés à confondre entre eux. On trouvera les indications les plus précises sur la carrière militaire de Mélas et de Zach, son chef d'état-major; sur Ott, le vaincu de Montebello; sur Kray,

Kaim et Hadick et autres généraux sur lesquels nous étions inexactement informés.

C'est donc une contribution de premier ordre qu'apporte à la science historique le nouvel ouvrage de M. Hermann Hüffer qui par endroits complète ou modifie nombre d'assertions de ses devanciers, projette la lumière sur des points restés douteux.

On ne saurait le comparer comme intérêt qu'à la belle publication émanée, l'an dernier, du comité créé à Alexandrie pour la célébration du centenaire de Marengo, où se lisent des œuvres de réelle valeur, comme l'étude du capitaine d'état-major italien V.-E. Pittaluga, où se trouve reconstituée pour la première fois par le menu la marche excentrique de la division Desaix et l'itinéraire de son retour sur San-Giuliano à l'appel du canon. En France, il nous faut l'avouer à regret, nous ne pouvons opposer à ces ouvrages étrangers aucun travail qui leur soit comparable. C'est un motif de plus pour lire le volume de M. Hermann Hüffer, en souhaitant qu'il poursuive et termine sa tâche.

Félix BOUVIER.

Lieutenant LOTTIN. Un chef d'état-major sous la Révolution : le général de Billy, d'après sa correspondance et ses papiers. Paris, Berger-Levrault, 1901. 476 pages.

Le but de l'auteur est de montrer ce que fut le général de Billy et de donner aussi un document pour l'étude de l'histoire de l'état-major pendant la Révolution.

Le lieutenant-colonel de Philip a déjà donné, sur le service d'état-major pendant les guerres de la Révolution et du premier Empire, une étude intéressante et complète dont nous avons parlé ici même. Celle du lieutenant Lottin ne s'applique qu'à un cas particulier, mais permet de se rendre compte du détail de l'exécution du service.

La figure du général de Billy n'est pas de celles qui se détachent d'un très vigoureux relief. Homme de devoir et de cœur, il remplit consciencieusement les différentes fonctions qui lui furent confiées. Engagé volontaire dans la garde nationale de Paris, le 18 août 1789, il entra en 1793 dans l'armée régulière et servit d'abord dans l'artillerie. En 1795, il était chef d'état-major de Kléber, puis il devint celui de Marceau. Il fut tué dans la journée d'Auerstadt, le 14 octobre 1806; il était général de brigade.

L'auteur, après avoir donné des extraits des registres d'ordres et de correspondance du général et décrit les combats auxquels il prit part, étudie de Billy philosophe militaire. Le lieutenant Lottin présente avec une phraséologie un peu diffuse les conceptions du général qui sont cependant simples et claires. De Billy pose justement en principe que l'officier qui s'en tiendrait à un bagage purement technique éprouverait de grosses déceptions; il ne faut pas de règles immuables, dit-il, mais

des idées générales obtenues par l'étude et adapter ensuite celles-ci aux conditions particulières du moment. Cela est vrai, mais l'art consiste précisément à savoir adapter les idées générales au cas déterminé dans lequel on se trouve.

Caroll D. Wright. L'évolution industrielle des États-Unis, traduit par F. LEPELLETIER, avec une préface de E. LEVASSEUR. Paris, Giard et Brière, 1904. 4 vol. in-8°, xxiii-380 pages et 4 cartes. Diagrammes. (Bibliothèque internationale d'économie politique.)

Nulle entreprise ne pouvait être mieux venue que cette traduction de l'ouvrage de Caroll D. Wright, paru en 1895. Les États-Unis ne sont pas seulement, comme le dit M. Émile Levasseur dans la magistrale et substantielle préface qu'il a mise au livre, « le plus grand et le plus actif laboratoire d'expériences industrielles et sociales du xix^e siècle; » ils sont encore une société neuve, dont les origines ne remontent pas à plus de trois siècles, et chez laquelle le machinisme et la grande industrie n'ont fait leur apparition que très tard. Dans ce milieu particulier, plus ou moins soustrait aux influences de la vieille Europe, il est bien plus facile qu'ailleurs d'étudier l'évolution industrielle.

M. Caroll D. Wright, créateur en 1869 du plus ancien Office du travail de l'Amérique et du monde, aujourd'hui commissaire du travail à Washington, était mieux qualifié que personne pour cette tâche. Il a fait de son sujet quatre parts :

I. L'évolution de l'industrie pendant la période coloniale¹. Passant en revue les constructions navales, les industries textiles, celles du livre, les constructions, la métallurgie, il nous montre combien toutes ces industries étaient, jusqu'en 1790, rudimentaires. Au point de vue mécanique et capitaliste, elles étaient certainement en retard sur les industries européennes. Elles étaient nées sous un régime étroitement corporatif (p. 107), avec réglementation des salaires, et c'est à peine si elles ont dépassé le stade de l'industrie domestique.

II. L'évolution de l'industrie de 1790 à 1890. Dans cette longue période, l'année climatérique est 1860. On lira en effet, avec un vif intérêt, les pages (148-163) intitulées : « La guerre civile : une révolution industrielle, » où M. Caroll D. Wright, avec une rare finesse d'analyse, compare les conditions économiques du Nord et du Sud, et trouve dans le contact brusque entre ces deux mondes différemment organisés l'une des causes du rapide développement industriel des États-Unis. Ici, l'esclavage ; là, la liberté du travail ; ici, des communautés déjà

1. La traduction de M. Lepelletier : « Période de colonisation, » est un léger contresens. « Période coloniale » = période pendant laquelle les futurs *States* étaient des *colonies* de la Grande-Bretagne. M. Lepelletier se sert d'ailleurs de la forme « période coloniale » dans le texte (voy. p. 115).

industrialisées; là, des groupements immobiles, spécialisés dans le travail du coton; ici, une race largement renouvelée par le flot croissant de l'immigration; là, une population qui ne se modifie pas. « Mais la guerre survint, le régime du travail fut entièrement changé, et le Sud, par le fait même, entra en lutte industrielle avec le Nord et avec l'Europe elle-même. » Ces États que l'on avait crus, pendant l'ère esclavagiste, impropre par nature à la grande industrie, se sont trouvés devenir, grâce aux richesses minérales qu'ils renferment, « une véritable puissance dans le monde industriel. » — Nous ne pouvons suivre ici M. Carroll D. Wright dans les détails qu'il donne sur le développement de chaque industrie en particulier¹, sur le nombre des ouvriers, le taux des salaires, les femmes et les enfants.

III. Le mouvement ouvrier. C'est ici la partie proprement sociale du sujet, la plus intéressante pour qui n'est pas Américain. L'auteur retrace les débuts des Trade's Unions américaines. Les premières naissent, comme le machinisme américain, à une date relativement récente, vers 1832. Elles sont d'abord très mal vues. Les commerçants et armateurs de Boston soutenaient alors dans toute leur rigueur les doctrines contraires au droit de coalition; ce qui ne les empêchait d'ailleurs pas de se coalitionner contre la coalition ouvrière, de s'engager à n'employer aucun ouvrier syndiqué et même à boycotter (qu'on nous passe l'anachronisme) les patrons qui en emploieraient. Qu'on mesure le terrain parcouru en considérant qu'aujourd'hui le travail syndiqué représente aux États-Unis environ 30 % du travail total (contre 10 % en France).

La législation ouvrière, étant une législation d'États, est très variée, et chaque État forme une sorte de laboratoire social. Le plus intéressant de ces laboratoires est le Massachusetts, qui créa dès 1865 une commission d'enquête sur la question de la journée de dix heures (établie depuis 1840 sur les chantiers *fédéraux*) et, en 1869, le Bureau de statistique du travail (copié ensuite par trente et un États de l'Union, par le gouvernement fédéral, par les nations industrielles de l'Europe, le Canada, la Nouvelle-Zélande); qui édicte dès 1874 la journée de dix heures (semaine de soixante heures) pour les enfants et les femmes (par voie de contact nécessaire la réforme s'est, en fait, étendue aux hommes). Je suis obligé de passer sur le récit très passionnant des grèves que l'auteur appelle « historiques, » sans doute parce qu'elles ont fait beaucoup de mal, grève des chemins de fer en 1877 à Pittsburgh, la première grève *au canon*, grève des télégraphistes en 1883, grèves des chemins de fer en 1885-1886, grève Carnegie en 1892, enfin la terrible grève Pullman à Chicago en 1894².

IV. La dernière partie: *l'Influence du machinisme sur le travail*, attirera

1. On regrettera, quoi qu'il en dise dans son avant-propos, qu'il n'ait pas consacré un chapitre spécial à l'industrie des transports.

2. S'il étudie avec soin les associations ouvrières, M. C. D. W. laisse de côté les *trusts*, dont le rôle n'est cependant pas négligeable.

surtout le moraliste et l'économiste. L'historien trouve cependant à y glaner des constatations intéressantes. M. Caroll D. Wright établit que le résultat du développement mécanique est double et, au premier abord, contradictoire : d'une part, en apparence, et immédiatement après une invention nouvelle, se produit une « contraction de la main-d'œuvre » ; d'autre part, une extension des débouchés ouverts au travail. « La réduction de la main-d'œuvre a été (p. 365) plus que compensée par l'augmentation du nombre des emplois. »

Depuis 1860, l'accroissement des salaires a été plus considérable que la hausse des denrées¹. Les salaires avaient été, en 1870, plus élevés qu'en 1890, mais c'est qu'alors les denrées avaient subi momentanément une hausse anormale. Il ne faudrait pas croire d'ailleurs qu'en réalité les salaires ont monté *plus vite* que les prix ; la vérité est qu'au xix^e siècle (contrairement à ce qui s'est passé aux époques anciennes d'essor industriel, par exemple au xvii^e), grâce à la machine, les prix ont eu tendance à baisser². « Toutes les fois que les prix des denrées s'élèvent, ils s'élèvent relativement plus que le prix de la main-d'œuvre ; au contraire, toutes les fois qu'ils baissent, ils tombent relativement beaucoup plus bas que le prix de la main-d'œuvre. »

M. Caroll D. Wright est un optimiste³. Il chante sur un mode presque lyrique les bienfaits matériels, sociaux, intellectuels et moraux de la machine. Il combat avec une vigueur tout à fait réjouissante la conception idyllique du passé industriel, et, aux romans sur le *home* du tisserand de la vieille Angleterre, il oppose les rapports des commissaires de la *poor-law* ; c'est là de bonne besogne.

Est-ce à dire que M. Caroll D. Wright trouve l'organisation actuelle parfaite et définitive ? Loin de là : « Si l'on nous demande si le salarié a reçu une part juste et équitable des avantages économiques résultant de l'introduction du machinisme, il nous faut bien répondre que non, si l'on entend par là, du moins, sa part relative comparée à celle qui revient au capital. » M. Caroll D. Wright espère bien que la science continuera son œuvre émancipatrice.

1. P. 235-236. Il ne faut cependant pas perdre de vue que M. C. D. W. néglige arbitrairement de tenir compte de la hausse des loyers.

2. La moyenne des prix de 223 des principaux articles de consommation, considérée comme égale à 100 en 1860, était de 97,7 en 1840 ; elle a passé à 187,8 en 1866, mais elle n'est plus que de 93,4 (moindre qu'un demi-siècle avant) en 1890.

3. D'un optimisme parfois excessif. P. 372, on lira cette phrase étrange : « Les nations consacrées aux industries qui exigent l'emploi des machines dans une large proportion sont à l'abri de l'invasion du communisme et du socialisme collectiviste. » Il y aurait également des réserves à faire (p. 366) sur les calculs, empruntés à Georges Woods, de valeurs *créées* par la machine : dire qu' « avec un bloc de fer ordinaire d'une valeur de 0 fr. 75 on a pu produire un lingot valant 5 dollars, » c'est oublier, — sans parler du travail, — tous les facteurs secondaires de la production (le coke, l'outillage, etc.), bien plus considérables aujourd'hui que sous l'ancien régime industriel.

Ce bel ouvrage est traduit avec une exactitude qu'on souhaiterait moins littérale¹. Le texte français donne parfois l'impression d'un contresens, et il est déparé par quelques bavures².

Henri HAUSER.

Georges BRY. **Histoire industrielle et économique de l'Angleterre depuis les origines jusqu'à nos jours.** Paris, 1900. In-8°, 774 pages. Prix : 45 fr.

Ce livre s'explique par le désir de fournir aux étudiants en droit, qui généralement ignorent l'anglais, un moyen de s'informer des principaux faits de l'histoire économique anglaise récente. On ne comprendrait pas sans cela, au moment où paraît la traduction française du beau livre d'Ashley, l'utilité d'un manuel, qui évidemment n'a point de prétention scientifique. — Tel qu'il est, cependant, je crains qu'il ne renseigne pas avec toute la précision désirée. Il n'est pas heureux de dire que J.-B. Say a répandu les doctrines de l'Ecole de Manchester (p. 604). Il n'est pas vrai que l'Act de 1897 n'ait fait qu' « étendre le principe de la responsabilité patronale, tel que l'avait admis la loi antérieure de 1880 » (p. 543). Il est impossible de comprendre avec les seules explications du texte ce qu'est, dans le nouvel Act de 1897, la clause de *contracting out* (le texte porte « *contracting Act* » par une erreur typographique sans doute). De même encore, on cherche en vain mention du traité d'Eden en 1786, ce premier essai de libre échange, entre la France et l'Angleterre. On trouve par contre racontée, à deux endroits différents, l'histoire de l'abolition des Corn-Laws (p. 602 et 654), etc., etc. Enfin, la division par paragraphes dans un ouvrage historique n'est évidemment pas à sa place.

Charles RIST.

1. Par exemple, le mot *incorporer* traduit très mal *incorporate*, en parlant d'une association qui arrive à l'existence légale.

2. P. 57, *The Freeman's Bath* pour *Oath*, simple lapsus. Ce qui est plus grave, c'est (p. 93) « lord *Keeper North* » pour « lord North, *garde des sceaux*. » P. 164 (croquis), au lieu de « centres manufacturiers, » il faut lire « centres de la production manufacturière. » P. 244, pourquoi traduire *Columbian* par « Américaine? » P. 112, le « 4 juin 1776 » pour la déclaration, qui est du 4 juillet. P. 80, 1646 et 1562 pour 1846 et 1862. P. 283, 1861 pour 1831 et sans doute 1832 pour 1852.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

1. — Bibliothèque de l'École des chartes. 1901, 4^e livr. — **L. DELISLE.** Le Livre royal de Jean de Chavenges; notice sur un ms. du musée Condé (ce ms. provient de la collection Ashburnham. Il nous révèle l'existence d'un poète champenois qui travaillait pour la maison royale sous le règne de Philippe de Valois. Il a peut-être appartenu à Charles V). — **A. THOMAS.** Le mois de « deloir » (il n'y a pas lieu de distinguer entre *deloir* et *delair*; ces deux mots ont la même origine : *delirium* et désignent le même mois : décembre, qui était à Rome le mois des saturnales, des plaisirs poussés jusqu'à l'extravagance, au délire). — **H. STEIN.** Odyssée d'un chevalier beauceron au xv^e s. (il s'appelle Tassin Gaudin, chevalier, né à la Chapelle d'Aumainville vers 1385; d'après une lettre de remission délivrée par Henri VI en 1426). — **C. COUDERC.** Les mss. de l'abbaye de Grandmont (publie un inventaire rédigé au xv^e s.; il comprend 113 numéros. Pas un livre d'histoire, sauf peut-être le n° 82 : « *Chronologia; Julii Solini opera* »). — **Dom Marius Férotin.** Deux mss. wisigothiques de la bibliothèque de Ferdinand I^r, roi de Castille et de Léon (deux mss. liturgiques de 1055 et 1059). — Bibliographie : *P. Viollet.* Les communes françaises au moyen âge (Fr. Funck-Brentano expose brièvement ses idées sur les éléments fondamentaux des communes). — **Abbé J. Nanglard.** Cartulaire de l'église d'Angoulême (texte intéressant rédigé avec quelque inexpérience; il contient 212 numéros d'actes qui se placent presque tous du ix^e siècle à la fin du xii^e). — **Ch. Duvivier.** La commune de Tournai, de 1187 à 1211 (très bonne étude). — **Ad. Hocquet.** Tournai et l'occupation anglaise; contribution à l'étude du xvi^e siècle (simple esquisse de la manière dont les Anglais administrèrent Tournai et le Tournaisis de 1513 à 1518. A. d'Herbomez indique le livre qu'il y aurait à écrire sur le sujet et les sources où il faudrait puiser). — **F.-Gui Sommi-Picenardi.** Itinéraire d'un chevalier de Saint-Jean de Jérusalem dans l'île de Rhodes (très intéressant guide. L'auteur, marquis Sommi-Picenardi, est grand prieur de Lombardie et de Venise de l'ordre de Saint-Jean). — **R. P. Henri Quentin.** Jean-Dominique Mansi et les grandes collections conciliaires (très intéressant).

2. — Bulletin critique. 1901, 5 octobre. — **A. Danvila y Burguero.** Don Cristobal de Moura, primer marques de Castel-Rodrigo, 1538-1613 (très intéressant). — 15 octobre. **Abbé J. Lestrade.** Les huguenots en Comminges (bon travail, d'après les archives de Muret). — 25 oct. **A. Aulard.** Histoire politique de la Révolution française (livre d'une impeccable érudition, mais d'un penseur que ses préjugés dominent un peu trop). — **A. Métin.** Le socialisme sans doctrine : la question agraire

et la question ouvrière en Australie et Nouvelle-Zélande (étude consciencieuse et exacte). — *Le P. James Forbes*. L'Eglise catholique en Écosse à la fin du xvi^e siècle : Jean Ogilvie (œuvre d'histoire pleine de critique, sérieuse et documentée; comp. *Rev. hist.*, LXXVI, 467). — *P. Allard*. Julien l'Apostat (intéressant, mais peu de méthode dans la recherche et dans l'exposition). = 5 nov. *Jos. Schmitz*. Die Bussbücher und das kanonische Bussverfahren nach handschriftlichen Quellen (reprend avec une plus grande abondance d'arguments, mais aussi peu de succès, la thèse, présentée il y a dix-huit ans par lui, de l'existence d'un pénitentiel romain antérieur aux pénitentiels anglo-saxons ou francs). — *Porée*. Histoire de l'abbaye du Bec (excellent). — *Durkheim*. L'année sociologique, 1899-1900 (excellente bibliographie; en outre, deux mémoires bons à consulter sur le régime des castes et sur les causes d'extinction de la propriété corporative). — *Comte A. O'Kelly de Galway*. Dictionnaire archéologique et explicatif de la science du blason; I (utile). — *E. Hauviller*. *Analecta Argentinensia*; I (ce tome I contient 329 documents tirés des archives du Vatican et relatifs à l'histoire du diocèse de Strasbourg de 1316 à 1334). = 15 nov. *L. Fallotley*. Montalembert et Mgr Parisis, 1843-1848 (épisode important de la lutte pour la liberté de l'enseignement sous Louis-Philippe). — *Charles Van Duerm*. Correspondance du cardinal Hercule Consalvi avec le prince Clément de Metternich, 1815-1823 (très intéressant). — *G. Ledos*. Sainte Gertrude, 1256-1303 (sans intérêt et sans style). — *W. Liebknecht*. Souvenirs, 1826-1900; trad. fr. (intéressant). — *Abbé Winterer*. Le socialisme contemporain; histoire du socialisme et de l'anarchie; 4^e édit. (très utile). = 25 nov. *Eug. Allain*. *Pline le Jeune et ses héritiers* (ouvrage composé avec intelligence et maturité, malgré bien des gauqueries ou des distractions). — *R. Welschinger*. Sainte Odile, patronne de l'Alsace (intéressant, mais un peu flou).

3. — **Polybiblion**. 1901, octobre. — *M. Tourneux*. Marie-Antoinette devant l'histoire. Essai bibliographique (2^e édition, revue de très près). — *P. Cultru*. Dupleix (excellent). — *Alex. del Mar*. Les systèmes monétaires. Histoire monétaire des principaux États du monde, trad. par *Chabry et Bessonnet-Fabre* (très utile). — *Jules Baudot*. La princesse Yolande et les ducs de Bar de la famille des Valois (bonne biographie suivie d'une trop longue étude sur *Mélusine*, roman de Jehan d'Arras, et de deux appendices inutiles). — *F.-W. Taube*. Ludwig der Altere, als Markgraf von Brandenburg, 1323-1351 (bon). — *G. Noradoughian*. Recueil d'actes internationaux de l'empire ottoman; tome II, 1789-1855. = Novembre. — *G. Cardon*. Histoire contemporaine, 1789-1900 (bon choix de lectures). — *L. Bourgain*. L'Eglise de France et l'État au xix^e siècle, 1802-1900 (bon). — *F. Bollati di Saint-Pierre*. Illustrazioni della spedizione in Oriente di Amedeo VI, il conte Verde (publie entre autres le compte d'Antoine Barbier, trésorier d'Amédée VI, du 12 juin 1366 au 22 janv. 1368; très intéressant). — *H.-Fr. Delaborde*. Les inventaires du trésor des chartes dressés par Gérard de Montaigu (excellent).

4. — **Revue critique d'histoire et de littérature.** 1901, n° 40. — *Cheyne et S. Black.* Encyclopaedia Biblica, tomes I et II (excellent). — *Zapletal.* Der Totenismus und die Religion Israels (ouvrage qui donne l'illusion d'une science profonde, mais qui, en réalité, s'inspire de considérations étrangères à la critique historique). — *Schwally.* Semitische Kriegsalterthümer. I. Der heilige Krieg im alten Israel (étude complète et bien ordonnée). — *Émile Chatelain.* Introduction à la lecture des Notes tironiennes (excellent). — *P. Frémeaux.* Napoléon prisonnier; mémoires d'un médecin de l'empereur à Sainte-Hélène (adaptation en français des notes prises par le Dr John Stockoe de 1817 à 1819; mais il ne donna ses soins à l'empereur que du 17 au 21 janvier 1819; il passa au conseil de guerre pour avoir « favorisé les vues des prisonniers français en leur fournissant de spéciels prétextes de plaintes, » et il fut rayé des cadres de la marine). — *Y. K.* La sortie de la Marne, 30 novembre 1870 (livre bien fait, sincère et utile). — N° 41. *J.-W. Rothstein.* Der Mensch und der Prophet Moses (sorte de compromis entre les affirmations de la foi et les exigences de la critique; intéressant, mais déconcertant). — *Ph. Lauer.* Le règne de Louis IV d'outre-mer (art. à lire de R. Parisot). — Ministère de la guerre. Historiques des corps de troupe de l'armée française, 1569-1900 (ouvrage de grand luxe écrit à l'occasion de l'Exposition universelle. Il y manque des tables). — N° 42. *J. Réville.* Le quatrième évangile (important). — *G. Lenôtre.* La chouannerie normande au temps de l'empire; Tournebut, 1804-1809 (histoire vraie, traitée à la manière d'un roman; très intéressant, mais fort incomplet). — N° 43. *K. Diatzko.* Untersuchungen über ausgewählte Kapitel des antiken Buchwesens (très intéressant; commentaire érudit et en partie nouveau sur le passage de Pline, *Nat. hist.*, XIII, 68-89, relatif au papyrus). — *Ch. Hastings.* Le théâtre français et anglais (art. important de Jusserand). — *P. Piolet.* La France hors de France (banal et prétentieux). — *G. Coen.* La question coloniale et i popoli di razza latina (intéressant pour la politique coloniale de l'Italie; l'auteur exalte d'ailleurs les Anglo-Saxons et les Germains au détriment des Latins). — N° 44. *Wolfgang-Heinze.* Die Belagerung der Pekinger Gesandschaften (estimable). — *A. Aulard.* Histoire politique de la Révolution française (art. de H. Monin). — N° 45. *P. Gauthiez.* L'Italie du xvi^e siècle : Jean des Bandes-Noires, 1498-1526 (très attachant). — *H. Hüffer.* Quellen zur Geschichte des Zeitalters der französischen Revolution (deux volumes ont déjà paru; ils contiennent des documents fort intéressants, dont quelques-uns inédits, sur les campagnes de 1799 en Suisse et de 1800 en Italie. Excellente édition). — *A. Sorel.* Études de littérature et d'histoire (très intéressant). — *E. Marcks.* Kaiser Wilhelm I (3^e édit., revue de cette remarquable biographie). — N° 46. *P. Foucart.* Les Grands Mystères d'Éleusis. Personnel, cérémonies (remarquable; beaucoup de faits nouveaux). — *Funck.* Kirchengeschichtliche Abhandlungen und Untersuchungen (recueil de 46 mémoires sur les points les plus variés de l'histoire intérieure de

l'Église : institutions, culte, discipline, littérature). — *Abbé L. Chomton*. Histoire de l'église de Saint-Bénigne de Dijon (très bon travail). — N° 47. *G. Grützmacher*. Hieronymus; eine biographische Studie zur alten Kirchengeschichte; 1^e Hälften (effort souvent heureux pour fixer au moins les dates principales de la vie de saint Jérôme). — *Al. Knäpfer*. Rabani Mauri De institutione clericorum libri tres (montre fort bien les nombreux emprunts faits par Raban Maur qui, décidément, n'est qu'un compilateur. Le livre est intéressant pour l'histoire de la liturgie et de la discipline). — *E. Nestle*. Die Kirchengeschichte des Eusebius, aus dem Syrischen übersetzt (très bonne traduction d'un texte qui a été écrit du temps, peut-être même sous les yeux d'Eusèbe; sur plusieurs points elle facilitera l'intelligence du texte grec). — N° 48. *Francotte*. L'industrie dans la Grèce ancienne (art. de P. Guiraud). — *G. Michaut*. Le génie latin; la race, le milieu, le moment, les genres (ouvrage très distingué, bien que le plan soit un peu artificiel). — *H. B. Svele*. An introduction to the study of Old Testament in greek (excellent manuel de la philologie des Septantes). — *A. Urbain*. Ein Martyrologium der christlichen Gemeinde zu Rom am Anfang des v Jahrhunderts (livre utile, surtout pour les références, encore qu'il y ait de fâcheuses lacunes). — *C.-A. Bernouilli*. Die Heiligen der Merowinger (très utile). — *E. Maignien*. Mémoires de Jacques Pape de Saint-Auban, 1562-1587 (édition qui laisse à désirer).

5. — **Journal des Savants**. 1901, septembre. — **R. DARESTE**. Le droit en Chine. — **FABIA**. Le point final des *Annales* de Tacite; fin. — **G. PERROT**. L'histoire et l'œuvre de l'École française d'Athènes; suite en octobre; fin en novembre (d'après le livre de G. Radet). — Octobre. **MASPERO**. La geste de Sésostris (à propos de l'ouvrage de K. Sethe; étudie et compare les trois versions qui nous sont parvenues de l'histoire de Sésostris et conclut que ces récits n'ont aucune valeur historique, qu'on ne saurait donc identifier Sésostris avec un Ousirtasen ou un Ramsès quelconque, ni même avec un Pharaon authentique); fin en novembre (M. Sethe a montré qu'il faut lire *Senousrit* le nom transcrit jusqu'alors *Ousirtasen*; mais il n'a point vu qu'il avait affaire à un personnage de roman, qui est du ressort de la littérature, non de l'histoire. Les conteurs égyptiens, prenant le sobriquet de deux des Ramsès, le second et le troisième, en firent un personnage en soi, autour duquel ils groupèrent les éléments d'un roman). — **G. PARIS**. Histoire de la littérature française (analyse et discute le beau livre publié récemment par H. Suchier); 2^e art. en novembre. — Novembre. **A. SOREL**. L'Île de France sous Decaen (d'après la thèse de H. Pretout).

6. — **Revue d'histoire diplomatique**. 1901, n° 4. — **Abel RIGAULT**. Le voyage d'un ambassadeur de France en Turquie au xvi^e siècle (routes suivies par les ambassadeurs; difficultés et périls du voyage; avec une utile bibliographie). — **P.-H. VAN DER KEMP**. La Hollande et

l'Europe au commencement du xix^e siècle. La Guadeloupe, le Cap et la Guyane aux traités de Paris du 30 mai et de Londres du 13 août 1814. — Léon-G. PÉLISSIER. Le comte d'Artois et la politique vénitienne, 1790-1791 (d'après les rapports de l'abbé de Cattaneo et de Francesco Apostoli, qui tiennent les inquisiteurs d'État au courant des intrigues du comte avec l'empereur; en appendice, publie leurs lettres au secrétaire de l'inquisition d'État). — Luigi KRAUSS. L'évolution du pangermanisme au xix^e siècle et la diplomatie; suite. — P. COQUELLE. Les projets de descente en Angleterre, d'après les archives des Affaires étrangères. Louis XV et Charles-Édouard (1742-1749, 1755-1762).

7. — Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence. 1901, mai-juin. — J. LEFORT. Notice sur la vie et les travaux de M. Arthur Desjardins. — Raoul de la GRASSERIE. Des régimes matrimoniaux chez les peuples germaniques et les peuples slaves; suite (législation actuelle). — Juillet-août. J. LEFORT. La faculté de droit de Douai avant la Révolution.

8. — Revue d'histoire, rédigée à l'Etat-major de l'armée (section historique). 3^e année, 1901, juillet. — La bataille de Jemappes (ch. iii : l'entrée dans les Pays-Bas); suite en août (ch. iv : la bataille, avec deux cartes); fin en novembre (ch. v : les suites de la bataille de Jemappes; conclusions). — Études sur la campagne de 1799; suite (ch. iv : forces en présence le 15 oct. 1798); suite en août (ch. v : hypothèse d'une rupture immédiate au début de l'an VII; l'incident des Grisons, octobre 1798; avec une carte). — La guerre de 1870-1871; suite (journée du 4 août; suite en septembre); suite en octobre (journée du 5 août; suite en novembre; avec des cartes). — Août. Campagne de 1793 en Alsace et dans le Palatinat; suite en octobre; fin de la première partie en novembre. — Campagne maritime de 1805. La phase décisive de la campagne de 1803-1805 contre l'Angleterre; suite en septembre (la traversée de l'Océan et les premières opérations aux Antilles, 16 mai au 4 juin).

9. — Journal des sciences militaires. 1901, août. — Général LEWAL. Le plan de combat. Étude de stratégie; suite. VIII. Plan spécial de combat. IX. Dispositions de combat. — Colonel BOURDEAU. Le grand Frédéric; suite en septembre, octobre et novembre. — Capitaine GRANGE. Une brigade allemande d'infanterie au combat (Borny, Noiserville, Villers-Bretonneux, Saint-Quentin); suite en septembre et novembre. — Capitaine ARMENGAUD. Lang-Son; fin. — Octobre. Capitaine RICHARD. Les Vosges (1674-1814-1870); suite.

10. — Revue militaire des armées étrangères. 1901, août. — La journée du 16 août 1870, d'après de récentes publications allemandes; suite en septembre; fin en octobre. — Études sur la guerre sud-africaine (1899-1900); suite en septembre et novembre. — Les événements militaires en Chine (1900-1901); suite en septembre, octobre et novembre.

11. — Annales de géographie. 1901, 15 novembre. — Henri HITIER. L'évolution de l'agriculture. — Mission de MM. Ardaillon et Cayeux dans l'île de Crète (résultats notables au point de vue géologique).

12. — Études. Revue fondée par des Pères de la compagnie de Jésus. 1901, 5 octobre. — Pierre BLIARD. Le premier épisode de la vie publique du cardinal Dubois (justifie la politique du cardinal dans les négociations du traité de la Haye, le 4 janvier 1717; montre que rien n'appuie l'accusation de péculat qui lui a été faite à cette occasion). — J. DE LA SERVIÈRE. Une controverse anglaise au XVII^e s. : la question du serment d'allégeance, 1606-1607 (intéressant et bien documenté). — 20 octobre. Michel JULLIEN. A la recherche de Tabenne et des autres monastères fondés par saint Pacôme. — 5 novembre. H. CHÉROT. Le duc de Broglie historien. — Eugène GRISELLE. Le quiétisme. Lettres inédites du frère de Bossuet; 1^{er} article (intéressant); suite le 5 décembre. — 20 novembre. Alfred DURAND. L'état présent des études bibliques en France; 1^{er} article (à lire). — Jos. BRUCKER. La vente d'une congrégation (apporte quelques corrections au mémoire de M. Jacques Bonzon sur la suppression des Jésuites, qui est d'ailleurs une étude très sérieuse et bien documentée). — 5 déc. Henri BREMOND. La vie religieuse d'un bourgeois de Reims au XVII^e siècle : Jean Maillefer (d'après ses Mémoires publiés par H. Jadart). — Lucien MÉCHINÉAU. L'autorité divine des livres saints. Position catholique et positions protestantes (article très intéressant). — Jos. BURNICHON. La résurrection d'un peuple : la Bosnie et l'Herzégovine.

13. — La Revue de Paris. 1901, 15 octobre. — Eugène DUFUEILLE. Le prince Henri d'Orléans. — A. AULARD. L'abbé Barbotin (résumé fort intéressant des lettres envoyées par E. Barbotin, curé de Prouvy, près Valenciennes, député aux États généraux par le clergé des bailliages du Hainaut, au très révérant père Engelbert Baratte, capucin, qui desservait en son absence la cure de Prouvy; ces lettres vont de juin 1789 à janvier 1790). — Baron d'ANTHOUARD. Conjectures sur l'avenir en Chine. — A. CHUQUET. Henry Beyle, officier de cavalerie (c'est par la protection de Pierre Daru que Beyle, après avoir d'abord traillé dans les bureaux de son rude parent et tout-puissant protecteur, fut nommé sous-lieutenant le 23 septembre 1800; il resta en Italie jusqu'à janvier 1802. Influence sur ses idées et sur ses œuvres de ces deux années de vie héroïque). — Ivan STRANNIK. Les Doukhobors. — 1^{er} novembre. P. LEHAUTCOURT. Le commandement en 1870 (essaie de distinguer la part de responsabilité dans nos désastres qui incombe aux personnes et aux institutions et montre que ce sont surtout de mauvaises institutions qui ont poussé aux grands commandements trop de chefs incapables). — 15 novembre. O. GRÉARD. Derniers souvenirs de la vieille Sorbonne; fin le 1^{er} décembre (article bien documenté et neuf en partie sur les constructions de la Sorbonne primitive, sur la cha-

pelle de 1326, sur l'église et le tombeau de Richelieu). — E. LAVISSE. Comment travaillait Colbert (met en relief les idées maîtresses qui inspiraient et dirigeaient, jusque dans le plus minutieux détail, la vie ministérielle de ce grand travailleur qui était aussi un philosophe). = 1^{er} décembre. Mary DUCLAUX. Ausone ou l'éducation des rhéteurs.

14. — Académie des Inscriptions et Belles-Lettres. Comptes-rendus des séances de l'année 1901. Bulletin de mai-juin. — DELATTRE. Sarcophage en marbre blanc, orné de peintures, trouvé à Carthage. — Louis FINOT. Compte-rendu sur l'état de l'École française d'Extrême-Orient. — Duc de LA TRÉMOILLE. Notice sur la vie et les travaux de M. J. Menant (avec une liste de ses principaux ouvrages). — L. LEGER. Notice sur la vie et les travaux de M. Ravaisso-Mollien. — LUNET DE LAJONQUIÈRE. Recherche des monuments archéologiques du Cambodge. — E.-T. HAMY. Oyapoc et Vincent-Pinson (la sentence arbitrale rendue dans la question du Contesté de la Guyane ne se soutient pas scientifiquement). — Le R. P. TONDINI de QUARENGHI. La Serbie et la fin d'une contestation pascale de trois siècles (intéressant pour la chronologie chrétienne). — Le R. P. RONZEVILLE. Notice sur un bas-relief représentant le simulacre du Jupiter Heliopolitanus. — OPPERT. Sogdien, roi des Perses; un faux précieux (ce faux, gravé sur marbre, doit avoir été copié sur un fragment de brique ou de barillet authentique). = Juillet-août. R. BASSET. Une ancienne capitale berbère; note sur les ruines de Morat (ces ruines existent sur le territoire de la tribu d'Ouled-Lakred, dans la commune mixte de Tiharet, dép. d'Oran). — Léon JOULIN. Le grand oppidum des Tolosates (résultat sommaire des fouilles opérées au village de Vieille-Toulouse). — S. REINACH. Le temple d'Aphaia à Égine (on vient de trouver une inscription qui donne le nom de la divinité à laquelle était consacré le grand temple d'Égine; elle s'appelait Aphaia; l'inscription date de 500 ans environ av. J.-C. En outre, les fouilles exécutées autour du temple ont fait retrouver quelques fragments nouveaux des groupes qui ornaient le fronton et qui sont à Munich).

15. — Académie des Sciences morales et politiques. Séances et travaux. Compte-rendu. 1901, aout. — GEOFFROY DE GRANDMAISON. Les sièges de Saragosse, 1808-1809 (récit composé d'après de nombreux documents inédits). = Novembre. E. LEVASSEUR. Rapport sur le concours pour le prix du Budget à décerner en 1901: les relations commerciales de la France et de l'Angleterre depuis Henri IV jusqu'à la Révolution française). — E. RODOCANACHI. Les institutions communales de Rome sous la papauté (11 pages). — Alex. de BERTHA. La Hongrie moderne. Le compromis entre l'Autriche et la Hongrie, 1865-1867; fragments. — Alex. de HAYE. Introduction à l'histoire du général Desaix (quelques pages déclamatoires et fragmentaires).

16. — Société de l'histoire du Protestantisme français. Bulletin historique et littéraire. 1901, 15 octobre. — H. LEHR. Ce que

l'armée française doit aux protestants. L'organisation (quelques pages, d'un caractère très général). — J. PANNIER. Le costume des pasteurs. — H. PATRY. La Réforme et le théâtre en Guyenne au xvi^e siècle : Agen, 1553; Libourne, 1555. — R. REUSS. Huguenots fugitifs à Strasbourg au xvi^e siècle, 1562-1569. — Th. MAILLARD. Les finesse de Croutelle. L'art huguenot dans un village poitevin (notes sur les travaux exécutés au village de Croutelle, près de Poitiers, par des tourneurs sur bois ou sur ivoire, ce qu'on appelait les « finesse » de Croutelle). — N. WEISS. Noël au Désert, près de Nîmes, en 1773, d'après un témoin oculaire. — Id. Les derniers jours de Bernard Palissy, d'après un texte nouveau de Pierre de l'Estoile (publié par H. Omont). — H. D. et E. FARJAT. Artistes huguenots à Fontainebleau au xvii^e s. — 15 novembre. A. DE CAZENOVE. L'affaire de Vals, 1653 (raconte le soulèvement des huguenots de Vals, en Vivarais, auxquels on refusait les mêmes priviléges qu'aux autres huguenots du royaume). — H.-L. BORDIER et Ch. READ. Poursuites et condamnations, à Paris, pour hérésie, de 1564 à 1572, d'après les registres d'écrôu de la Conciergerie du Palais. Années 1564 à 1568. — A. LAUNE. Des secours dont Lefèvre d'Étaples s'est servi pour sa traduction française de l'Ancien Testament.

17. — **Société de l'Histoire de Paris et de l'Île-de-France.** Bulletin. 1901, 4^e livr. — L. DE FARCY. Visite de Peiresc au trésor de N.-D. de Paris en 1621. — La R. M. THÉRÈSE DE JÉSUS. Funérailles du chancelier Séguier chez les Carmélites de Pontoise, 1672 (récit tiré des Chroniques du Carmel de Pontoise et communiqué par la prieure actuelle du Carmel). — A. BABEAU. Les musées des départements et les objets d'art et d'archéologie relatifs à Paris; suite. — H. OMONT. Centralisation des archives de notaires au xvi^e et au xviii^e siècle. — A. VIDIER. Chronique des archives, 1899-1900 (très utile; on y trouvera en particulier un tableau des fonds conservés aux archives de la Seine, qui a été inséré dans le n° du 28 juillet 1899 du *Bulletin municipal officiel*).

18. — **Annales de Bretagne.** 1901, novembre. — Émile GABORY. La marine et le commerce de Nantes au xvi^e siècle et au commencement du xvii^e, 1661-1715 (article bien documenté et précédé d'une abondante bibliographie). — G. VALLÉE et P. PARFOURU. Brief discours de la vie de Madame Claude du Chastel, ou Mémoires de Charles Gouyon, baron de la Moussaye; suite (supplément à l'introduction: prouvent l'authenticité des Mémoires; publient de nouvelles pièces justificatives, dont deux lettres de la Moussaye et les testaments de Charlotte Gouyon, dame de Plouer, une des filles de Charles Gouyon et de Claude du Chastel). — M. MARION. A propos de l'ouvrage de M. Pocquet : le duc d'Aiguillon et La Chalotais.

19. — **Annales du Midi.** 1901, octobre. — A. LEROUX. L'abbaye de Saint-Martial de Limoges (à propos du livre de M. Ch. de Lasteyrie,

auquel l'auteur apporte quelques corrections et d'importants compléments. Insiste en particulier sur l'importance intellectuelle de l'abbaye). — E. CABIE. Notes et documents sur les différends des comtes de Foix et d'Armagnac en 1381 (discute et détermine la date d'un certain nombre de documents, dont quelques-uns publiés dans *dom Vaissète*). — Comptes-rendus critiques : *C. Barrière-Flavy*. Les arts industriels des peuples barbares de la Gaule, du v^e au viii^e siècle (excellent; mais le cadre est un peu étroit). — M. BOUDET. Thomas de la Marche, bâtarde de France (article critique à retenir de Félix Chambon).

20. — **Bulletin historique et scientifique de l'Auvergne.** 1901, n^o 5. — Albert OJARDIAS. Un diplomate riomois au xvii^e siècle : Pierre Chanut; suite. — N^o 6. Abbé G.-Régis CRÉGUT. Nouveaux éclaircissements sur Avitacum; suite au n^o 7 (Avitacum se trouvait en Auvergne, à Aydat; étude sur la question de savoir à quel point exact s'élevait la villa de Sidoine Apollinaire).

21. — **Revue d'Auvergne.** 1901, mai-juin. — AUZELET. Le clergé du Puy-de-Dôme pendant la période thermidorienne et sous le Directoire; fin. — G. DESDEVISES DU DÉZERT. L'enseignement public en Espagne au xviii^e siècle.

22. — **Revue de l'Agenais.** 1901, septembre-octobre. — Ph. LAUZUN. Le château de La Grange-Maurepas, commune de Nérac (construit au xvi^e s. et donné par Henri I^{er} d'Albret à sa maîtresse, Marianne Alespée). — P. HÉBRARD. Querelles et démêlés d'un curé avec ses paroissiens, 1652-1682. — GRANAT. Essai sur le commerce dans un canton de l'Agenais au xvii^e s., d'après le livre de « Comptes et raisons » de Hugues Mario, marchand de Montaigut-en-Agenais, aujourd'hui Montaigut-du-Quercy, 1648-1654. — Ph. LAUZUN. Itinéraire raisonné de Marguerite de Valois en Gascogne; suite : 1582. — J. MARBOUTIN. Notice historique sur la Sauvetat-de-Savères; suite.

23. — **Revue archéologique du Berry.** 1901, mars-avril. — Eugène HUBERT. Recueil général des chartes intéressant le département de l'Indre. 2^e partie : xii^e s.; suite. N^os 72-125 (1071-1120); fin dans mai-juin (cet intéressant recueil comprend en tout 164 numéros). — Mai-juin. Abbé DUROISEL. Une page de l'histoire de Sancoins; le vœu de la ville à Notre-Dame de Lorette; fin en juillet-août. — Octobre. Journal de route d'un grenadier de l'armée infernale, 1792-1793; ms. de J. PÉRICAULT, de Saint-Benoit-du-Sault; annoté par Roger DROUAULT.

24. — **Revue de Gascogne.** Nouv. sér., tome I, 1901, novembre. — Ch. SAMARAN. La croix précieuse des comtes d'Armagnac conservée à Castelnau-de-Montmirail, Tarn (publie un acte de 1425 constatant que cette croix avait été donnée en gage à un bourgeois de Barcelone). — Décembre. C. CÉZERAC. Le trésor de Saint-Arailles, Gers (avec une liste de monnaies). — Adrien LAVERGNE. Une inscription pseudo-celtique d'Eauze. — L. BERTRAND. Bernard d'Affis, évêque de Lombez

(quelques notes biographiques). — **L. COUTURE.** Le P. Jean Gaichiés, de l'Oratoire; notice tirée des mss. autographes du P. Bougerel. — **C. LA PLAGNE-BARRIS.** Coutumes de Lagraulet; texte roman et traduction française (rédigées entre 1262 et 1285).

25. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1901, 1^{er} septembre. — Une lettre d'indulgence pour Saint-Pierre de Saintes. — 1^{er} novembre. Marguerite de Valois en Saintonge, 1582. — **Ch. VIGEN.** Les protestants à Montlieu et dans les environs. Le prieuré de Saint-James, 1531. — **L. AUDIAT.** Le merveilleux en Saintonge, Aunis et Poitou; apparitions, visions et fantômes.

26. — Revue historique et archéologique du Maine. 1901, second semestre. Tome L, 1^{re} livr. — **Henri ROQUET.** Moncé-en-Belin; suite dans la livr. 2. — **Robert TRIGER.** Le château et la ville de Beaumont-le-Vicomte pendant l'occupation anglaise, 1417-1450; fin. — **R. DESCHAMPS-LA-RIVIÈRE.** Le théâtre du Mans pendant la Révolution; suite. — 2^{re} livr. **Robert TRIGER.** Documents inédits sur le château de Fresnay en 1569.

27. — Société des Antiquaires de l'Ouest. *Bulletins*. 2^e série, tome IX, 1901. Deuxième trimestre. — **Frère RENÉ.** Les sépultures franques aux environs de Saint-Amand-sur-Sèvre. — **Alfred BARBIER.** Les de Prie en Haut-Poitou.

28. — Société archéologique de Tarn-et-Garonne. Bulletin archéologique et historique. Tome XXIX, 1901, 2^e trimestre. — **Édouard FORESTIÉ.** Hugues de Cardaillac et la poudre à canon, XIV^e s.; 1^{er} article (biographie de Hugues de Cardaillac, jusqu'au siège de Cambrai, 1339; Hugues se trouvait alors dans cette place; il y fit faire des canons et de la poudre, sur lesquels l'auteur fournit quelques renseignements nouveaux). — **Aug. GRÈZE.** Églises et chapelles situées dans la juridiction de Valence-d'Agen. — **Abbé G. DAUX.** A travers testaments et obits.

29. — Annales de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 5^e sér. III, 3^e livr. — **A. DE BEHAULT.** Notice historique sur les cloches et les carillons de Mons (relève les inscriptions des cloches de cette ville et les commente). — **L. MATERLINCK.** Une sculpture tournaise du XV^e siècle au Louvre (une nativité d'après Roger van der Weyden). — **J. VAN DEN GHEYN.** L'obituaire du prieuré de Corsendonck (va de 1400 à 1766; beaucoup de détails sur l'histoire locale et familiale).

30. — Bulletin de l'Académie royale d'archéologie de Belgique. 1901, n° 2. — **A. DE BEHAULT.** Biographie de J. Proost (archiviste et historien belge, auteur de travaux estimés sur le jansénisme et le droit d'asile, 1832-1899). — **I. VAN SPILBEECK.** Les abbesses de Soleilmont au XVIII^e siècle (détails inédits sur l'histoire de cette abbaye cistercienne). — Comptes-rendus : *G. des Marez.* La lettre de foire au XIII^e siècle (importante contribution à l'histoire économique d'après des

chirographes des archives d'Ypres). — *E. Hubert*. Le voyage de Joseph II dans les Pays-Bas autrichiens (d'après des documents inédits).

31. — Académie royale de Belgique. Bulletin de la classe des lettres et des sciences morales et politiques. 1901, no 8. — **V. BRANTS**. Un ministre belge au xvii^e siècle : Jean Richardot, chef-président du conseil privé des Pays-Bas (1597-1609) (biographie détaillée de cet intéressant personnage encore mal connu). — **G. MONCHAMPS**. L'épitaphe d'Amabilis à Maestricht (notice sur une inscription du vi^e siècle récemment découverte au bas d'un pilier de l'église de Saint-Servais). — **Comptes-rendus** : *E. Hubert*. Les garnisons de la Barrière dans les Pays-Bas autrichiens (1715-1782). Étude d'histoire politique et diplomatique. — *E. de Borchgrave*. La Serbie administrative, économique et commerciale (renseignements historiques intéressants). — *H. Schlitter*. Die Regierung Josephs II in den osterreichischen Niederlanden (soutient en appuyant son opinion de documents inédits que Joseph II crut, en faisant ses réformes, répondre aux désirs des classes éclairées). — *V. Brants*. L'autonomie internationale de la Belgique sous les archiducs Albert et Isabelle (étudie la portée de l'acte de cession des Pays-Bas par Philippe II aux archiducs). — *H. Schlitter*. Briefe und Denkschriften zur Vorgeschichte der belgischen Revolution (documents intéressants pour la connaissance des causes de la révolution brabançonne).

32. — Compte-rendu des séances de la Commission royale d'histoire de Belgique. T. LXX (5^e s., XI), no 3. — **E. VLIETINCK**. Documents inédits concernant l'occupation de la ville d'Ostende par les troupes des Provinces-Unies et de la reine d'Angleterre, 1584-1604 (suite). — **Baron de CHESTRET de HANEFSE**. L'ordre du Temple dans l'ancien diocèse de Liège ou la Belgique orientale (indications sur les établissements et les biens de l'ordre, d'après les documents des archives). — **G. des MAREZ**. Note sur une charte de Robert II de Jérusalem (intéressante étude de diplomatique sur une charte de 1101 récemment retrouvée). — **V. FRIS**. Note sur les récits d'un bourgeois de Valenciennes (dissertation critique sur cette chronique considérée par l'auteur de la note comme une source de premier ordre pour l'histoire de la lutte entre Édouard III et Philippe de Valois). — **V. FRIS**. Note sur un cas d'incapacité de succession des enfants féminins (exemple inédit du xiv^e s. d'après les archives communales de Gand). — **V. FRIS**. Les antiquités de Flandre de Philippe Wielant (détermine ce qui appartient en propre à Wielant et ce qu'il a emprunté). — **P. COLINET**. Une traduction néerlandaise inédite du Conseil de Pierre de Fontaines.

33. — Revue bénédictine de l'abbaye de Maredsous. 1901, no 3. — **D.-G. MORIN**. Lettres inédites de saint Augustin et du prêtre Januarien (d'après le ms. 8107 de Munich, provenant de l'église de Mayence). — **D.-O. ROTTMANNER**. Saint Augustin sur l'auteur de l'épître aux Hébreux (recherches sur le point de savoir si saint Augustin

attribue cette épître à saint Paul). — D. BESSE. La vie des premiers moines gallo-romains (détails sur le costume et sur la vie intérieure des monastères). — U. BERLIÈRE. Le cardinal Matthieu d'Albano (fin. Épisode important de l'histoire religieuse du x^e siècle; détails pleins d'intérêt sur les monastères bénédictins de cette époque). — Comptes-rendus : *Hückel*. Les poèmes satiriques d'Adalbérion, évêque de Laon (fait comprendre l'opposition faite à la réforme clunisienne au début du xi^e siècle par une partie du clergé séculier, par l'épiscopat et l'ancienne aristocratie ecclésiastique). — *Debout*. Vie de Mathieu Moullart, évêque d'Arras (chapitre intéressant de l'histoire des luttes religieuses au xvi^e siècle). — C. de *Lasteyrie*. L'abbaye de Saint-Martial de Limoges (un des meilleurs ouvrages d'histoire monastique qui aient paru dans les derniers temps). — *Grisar*. Geschichte Roms und der Päpste im Mittelalter (expose magistralement l'histoire de la pensée chrétienne). — *Albanès et Chevalier*. Gallia christiana novissima. Marseille (travail considérable). — N° 4. U. BERLIÈRE. Les chapitres généraux de l'ordre de saint Benoît (montre leur importance et fait connaître l'état actuel de la littérature du sujet). — D.-J. CHAPMAN. La chronologie des premières listes épiscopales de Rome (étude de critique des sources). — Comptes-rendus : *J. Mac Cabe*. Peter Abelard (n'est pas au courant des derniers travaux). — B. Dentzer. Zur Beurteilung der Politik Wibalds von Stablo und Korvei (Wibald est le négociateur avec les puissances étrangères, au moment où l'axe de la politique se déplace). — E. Jarossay. Histoire d'une abbaye à travers les siècles : Ferrières-en-Gâtinois, 508-1790 (inexactitudes; n'est pas suffisamment au courant des ouvrages antérieurs). — *Porée*. Histoire de l'abbaye du Bec en Normandie (expose bien le développement matériel, religieux et littéraire). — A. Houtin. La controverse de l'apostolalité des églises de France au xx^e siècle (sévère pour dom Guéranger et son école).

34. — Revue d'histoire ecclésiastique de Louvain. 1901, n° 4.
 — A. VAN HOONACKER. L'hypothèse de M. Wendt sur la composition du quatrième évangile (combat les conclusions présentées par Wendt dans son livre intitulé : *Das Johannesevangelium*). — G. CALLEWAERT. Les premiers chrétiens furent-ils persécutés par édits généraux ou par mesures de police? Observations sur la théorie de Mommsen principalement d'après les écrits de Tertullien; 1^{re} partie (Mommsen ramène la plupart des poursuites contre les chrétiens à l'exercice du *jus coercitionis* dont jouissaient les magistrats romains qui participaient à l'*imperium*. G. C. combat cette manière de voir). — F.-X. FUNK. La date de la Didascalie des apôtres (il est très vraisemblable que ce règlement date de la seconde moitié du III^e siècle). — D.-G. MORIN. Le nouveau traité de saint Jérôme sur la vision d'Isaïe (étude sur la nouvelle édition donnée par D.-A. Amelli). — A. DE SCHREVEL. Remi Drieux, évêque de Bruges, et les troubles des Pays-Bas (1^{re} partie d'une étude bien documentée sur le rôle joué par Drieux dans les contestations qui surgirent entre les Belges et le duc d'Albe; le clergé prit parti pour la

nation contre l'agent du roi d'Espagne). — Comptes-rendus : *C. F. Aiken. The Dhomma of Gotama the Buddha and the Gospel of Jesus the Christ* (bonne réfutation de la thèse de l'influence du bouddhisme sur le christianisme). — *C.-M. Kaufmann. Die sepulcralen Jenseitsdenkmäler der Antike und des Urchristentums* (beau et bon livre qui exploite avec intelligence, au profit de l'histoire des dogmes, les richesses des sources monumentales). — *Baldassare Labanca. La vita di Gesu di Ernesto Renan in Italia* (expose l'accueil varié qui fut fait en Italie à l'ouvrage de Renan depuis sa publication en 1863 jusqu'à nos jours). — *A. Houtin. La controverse de l'apostolité des églises de France au xix^e siècle* (résume les débats). — *K. Kuenstle. Eine Bibliothek der Symbole und theologischer Tractate zur Bekämpfung des Priscillianismus und westgotischen Arianismus aus dem vi Jahrhundert* (description d'un intéressant ms. de Karlsruhe avec commentaires). — *G. Schnuerer. Die Verfasser der sogenannten Fredegachronik* (excellente critique interne et externe de ce document important du vi^e siècle). — *J.-E. Weiss. Julian von Speier* (excellent). — *U. Berlière. Mélanges d'histoire bénédictine* (les origines de la congrégation de Bursfeld. Lettres inédites de Mabillon. La congrégation bénédictine de Chezal-Benoit. Monographies pleines d'intérêt). — *P. Collinet. L'ancienne faculté de droit de Douai* (excellente monographie). — *V. Giraud. Pascal* (bonne bibliographie raisonnée de Pascal). — *M. Immich. Papst Innocent XI* (bonne contribution à l'étude de la politique et du caractère de ce pape). — *S. von Bischoffshausen. Alexander VIII und der Wiener Hof* (beaucoup de renseignements inédits). — *M. Campori. Epistolario di L. A. Muratori* (splendide publication). — *P. Caffaro. Notizie e documenti della chiesa Pinerolese* (somme énorme de recherches patientes et ardues). — *A. Aulard. Histoire politique de la Révolution française* (ouvrage de valeur, mais manquant d'objectivité). — *W. Ward. Le cardinal Wiseman, sa vie et son temps* (livre de bonne foi, intéressant, mais alourdi par l'insertion de nombreux documents dans le texte). — *O. Bardenhewer. Manuel de patrologie* (excellent). — *Spyridon P. Lambros. Catalogue of the greek manuscripts on Mount Athos* (bien ordonné). — *Castelein. La méthode des sciences historiques* (bonne introduction à l'étude approfondie de la méthode). — *J. van den Gheyn. Catalogue des manuscrits de la bibliothèque royale de Belgique* (excellent). — *Pirenne. Bibliographie de l'histoire de Belgique* (bon instrument de travail; 2^e édition très améliorée). — *C. Seignobos. La méthode historique appliquée aux sciences sociales* (guide généralement sûr, mais difficile pour les débutants).

35. — Revue générale de Belgique. 1901, n° 5. — *H. FRANCOTTE. Le collectivisme dans l'antiquité classique* (d'après les sources et notamment d'après les inscriptions). — Comptes-rendus : *M. de Maere d'Aertrycke. Les campagnes flamandes de 1302 et de 1304* (bien documenté et très consciencieux). — *A. Le Faure. Histoire de la guerre franco-allemande de 1870-1871* (claire et impartiale). — *F. Masson. Joséphine répudiée*

(détruit beaucoup de légendes). — N° 6. **Baron de BORCHGRAVE.** *Janina et l'Épire* (souvenir d'un diplomate). — N° 7. **E. CARTON DE WIART.** *Le Brésil d'aujourd'hui* (au point de vue économique). — *Comptes-rendus : J.-J. Timmermans.* Les tirailleurs belges au service du Portugal en 1832 et 1834 (épisode intéressant et peu connu de l'histoire contemporaine). — *Bolton King.* Histoire de l'unité italienne (pamphlet contre les anciens gouvernements de l'Italie). — *De Rovigo.* Mémoires pour servir à l'histoire de l'empereur Napoléon, t. III (pleins d'intérêt). — N° 8. **J. LECLERCQ.** Le conflit entre la Russie et la Finlande (enquête personnelle faite sur place). — *Compte-rendu : F. Donnet.* Les derniers fidèles de Marie Stuart (beaucoup de faits nouveaux). — N° 9. **G. BAPST.** Les origines de la guerre d'Orient (d'après des conversations du maréchal Canrobert). — **Ch. de JACE.** Albert Nyssens (attachante biographie du premier ministre du travail en Belgique, 1855-1901). — *Comptes-rendus : V. Gantier.* La langue, les noms et le droit des anciens Germains (beaucoup de recherches, mais ignorance presque complète de la méthode). — *V. du Bled.* La société française du xvi^e au xx^e siècle (bon travail de vulgarisation). — *J. van den Gheyn.* Catalogue des manuscrits de la bibliothèque royale de Belgique, t. I (irréprochable). — *H. de Burbure de Wesembeek.* La Roumanie (étude importante au point de vue économique). — *C. Dany.* Les idées politiques et l'esprit public en Pologne à la fin du xviii^e siècle (neuf et original). — *Labande.* Un diplomate français à la cour de Catherine II (beaucoup de détails peu connus sur la vie de l'aristocratie russe). — *H. Pirenne.* Bibliographie de l'histoire de Belgique (excellent répertoire). — N° 12. **A. de RIDDER.** L'affaire du collier (d'après l'ouvrage de Funck-Brentano). — *Comptes-rendus : B. von Treuenfeld.* Das Jahr 1813 bis zur Schlacht von Gross-Görschen (tableau fidèle et complet).

36. — Revue de l'Instruction publique de Belgique. 1901, n° 5. — *Comptes-rendus : F. Rousseau.* Kléber et Menou en Égypte (rien de bien neuf). — *E. Biré.* La presse royaliste de 1830 à 1852. Alfred Nettement, sa vie et ses œuvres (tableau complet; érudition étendue et précise). — *H. Brunner.* Grundzüge der deutschen Rechts geschichte (clair et méthodique). — *V. Chauvin.* Jean-Noël Paquot (excellente bibliographie).

37. — Revue de l'Université de Bruxelles. VII, n° 1. — **E. GOBLET d'ALVIELLA.** Le neuvième cinquantenaire de l'Université de Glasgow. Souvenirs d'une mission universitaire en Écosse (détails sur l'histoire et l'organisation de cette Université). — N° 2. *Compte-rendu : E. Goblet d'Alviella.* Des rapports historiques entre la religion et la morale (connaissance profonde des questions d'histoire religieuse).

38. — Annales du cercle archéologique de Mons. 1901, t. XXX. — **A. de BEHAULT de DORNON.** Une pièce d'artillerie du xv^e s. ornée des armoiries de la famille d'Auny (pièce bourguignonne prise par les Suisses à la bataille de Morat, actuellement déposée à Bâle). — **G. DES-**

CAMPS et E. PIECHOT. Antoinette Boucault et ses fondations pieuses et charitables (intéressants détails sur l'histoire de l'instruction publique dans le Hainaut). — A. GOSSERIES. Souvenirs historiques sur les moulins domaniaux de Mons et de la banlieue (renseignements inédits pour l'histoire fiscale et économique). — G. DESCAMPS. La maison des bons enfants de Mons (fondation pour les écoliers pauvres). — F. HACHEZ. Les échevins de Mons et l'arbitrage de saint Louis entre les d'Avesnes et Dampierre. — A. JENNEPIN. Un abbé diplomate de l'abbaye de Marvilles (il s'agit de Jean Gosselot, 1451-1523, qui fut chargé d'importantes missions par Maximilien d'Autriche). — E. DEGAND. Conditions d'existence des Ellezelois au cours du xix^e siècle (étude d'histoire économique locale). — F. HACHEZ. Droits, honneurs et émoluments prétendus par le mayeur de Mons. — E. PONCELET. Biènne-le-Happart (bonne monographie d'une commune du Hainaut). — A. GOSSERIES. Le sceau de Bauduin de Porfontaines et les fiefs de Bettignies. — C. HODEVAERE. La bataille de Fleurus en 1622.

39. — Bulletin de la Commission de l'histoire des églises wallonnes. 1901, n° 3. — E. BOURLIER. Charles-Marius Dozy (biographie et bibliographie du savant archiviste de la ville de Leyde, mort le 12 janvier 1901). — R.-N.-L. MIRANDOLLE. Les galériens pour cause de religion et la charité wallonne à Rotterdam (établit, d'après les archives de l'église wallonne de cette ville, que les protestants wallons s'imposèrent au xvii^e siècle de grands sacrifices pour adoucir le sort de leurs frères français persécutés). — Rapport de la commission de l'histoire des églises wallonnes.

40. — Bulletin de la Société d'histoire et d'archéologie de Gand. 1901, n° 6. — H. PIRENNE. Notice sur une chronique de Flandre en français de la fin du xiv^e siècle (il s'agit du manuscrit n° 920 de la bibliothèque de l'Université de Gand. Il relate les troubles de 1379-1380 et est l'œuvre d'un contemporain. C'est une source de grande importance). — N° 7. V. FRIS. Pierre de Coninc n'assista pas aux matines brugeoises (les chroniqueurs qui signalent sa présence sont des étrangers; les chroniqueurs flamands, mieux informés, et notamment le plus contemporain d'entre eux, le frère mineur de Gand, affirment qu'il n'était pas à Bruges le 18 mai 1302).

41. — Historisches Jahrbuch. Bd. XXII, Heft 2-3, 1901. — H. SCHROEDER. Un prétendu discours prononcé devant le concile par le pape Hadrien II; 2^e partie: le fragment publié par Muratori (maintient, contre Lapôtre, que ce fragment ne saurait avoir le pape Hadrien pour auteur; peut-être est-ce le cardinal-prêtre Anastase). — A. SCHROEDER. Saint Ulrich et la recluse Wiborada (on ne peut tenir pour légendaire le récit d'une consultation demandée par Ulrich à la recluse de Saint-Gall, mais à condition d'en changer la date et de la placer en 919-920 ou en 922). — W. SCHULTE. La fondation de l'évêché de Prague

(cherche à montrer que le témoignage du chroniqueur Cosmas est très digne de foi). — G. BUSCHBELL. Pour servir à la biographie de Justus Calvinus (Baronius) Veteracastrensis (quelques renseignements nouveaux sur Calvinus qui, né vers 1570, sans doute à Xanten, de parents protestants, se rapprocha de l'Église catholique après un séjour à Rome où il reçut un accueil flatteur de Baronius, de Bellarmin et du pape Clément VII et se convertit après son retour à Mayence). — B. SEPP. Pour servir à la chronologie des quatre premiers synodes francs du VIII^e siècle. — J. von PFLUGK-HARTTUNG. Des titres dont la chancellerie du pape Jean XXII se servait pour désigner Louis de Bavière. — Comptes-rendus : A. Harnack. Das Wesen des Christentums (on attendait beaucoup d'un tel savant; mais où peut aboutir un homme qui commence par mettre en doute la divinité de Jésus!). — G. Knod. Deutsche Studenten in Bologna, 1289-1562 (fournit quelques noms intéressants pour l'histoire de l'humanisme). — P.-E. Michael. Geschichte des deutschen Volkes vom 13 Jahrh. bis zum Ausgang des Mittelalters (le tome II marque un sérieux progrès sur le tome I; encore beaucoup à reprendre. Cet article, ou plutôt les réserves qui s'y trouvent exprimées sous une forme d'ailleurs fort mesurée, a excité l'indignation du professeur L. Pastor, qui a déclaré en conséquence rompre avec la rédaction du *Histor. Jahrbuch*). — Le cinquième centenaire de la naissance de Gutenberg (analyse les principales publications qui ont paru à cette occasion; important pour l'histoire des origines de l'imprimerie). — O. Pfülf. Bischof von Ketteler, 1811-1877 (bonne biographie).

42. — **Byzantinische Zeitschrift.** Bd. X, Heft 3-4, 1901. — Edwin PATZIG. Malalas et Tsetzes (dans ses récits légendaires sur Troie, Tsetzes n'a pas utilisé Malalas par l'intermédiaire de Jean d'Antioche; Johannes Antiochenus et Jean Malalas ne sont qu'une seule et même personne). — A. EHRRHARD. Les « Sacra parallela » de Jean de Damas et le Florilège de « Maximos » (le premier florilège chrétien est bien l'œuvre de Jean de Damas; ce sont les « sacra parallela » dont Loofs et Hoil ont assez bien déterminé l'auteur et l'histoire; quant à Maximos, à qui l'on attribue des *Ἐκλογά*, il n'a rien à voir avec Maximus Confessor, et l'origine de cet ouvrage est encore à trouver). — BROOKS. Sur la date des quatre premiers livres du Continuateur de Théophane (ont-ils été, comme le veut Hirsch, complétés, tels que nous les avons, seulement après la mort de Nicéphore Phocas? Non, mais bien sous Constantin Porphyrogennète). — J.-B. BURY. Un poème inédit de Nicéphore Blemmydès. — PAPAGEORGIU. Réminiscences de Plutarque chez Michel Akominate. — Id. Sur Théodore Pediasimos (corrections au texte publié par M. Treu). — J. STURM. Une idylle grecque inconnue du milieu du XV^e siècle. — Th. PREGER. Le récit de la construction de Sainte-Sophie (ce récit, qu'a utilisé Codinus lorsqu'il publia en 995 ses extraits sur Constantinople, est d'un anonyme et doit avoir été composé avant le milieu du IX^e siècle. Son importance est plus grande qu'on le dit généralement). — H. GELZER. Le ms. 80 de l'école

de théologie de Halki et la légende des saintes images (les Grecs interdisaient de brûler les vieilles images des saints; publie le texte, en trois versions différentes, d'une légende imaginée pour expliquer cet antique usage). — F.-C. CONYBEARE. La date de Moïse de Khorène (A. Carrière s'est fait illusion quand il a cru pouvoir faire descendre au milieu du VIII^e siècle l'époque où écrivit Moïse de Khorène; il faut garder la date traditionnelle : vers 460). — A. HEISENBERG. Un poème iambique d'André de Crète. — J. DRÆSEKE. Le traité de Théophylacte contre les Latins (texte du XI^e siècle, important pour l'histoire ecclésiastique). — PAPAGEORGIU. L'édition du Typikon par Michel Paléologue (notes pour servir à une seconde édition). — BROOKS. Le mariage de l'empereur Théophile. — J. STRZYGOWSKI. L'épithalamie de Paléologue Andronicos II; contribution à l'histoire du cérémonial byzantin (fin du XIII^e siècle). — J. WEBER. Basilique et Baptistère à Gülbagtsché, près de Vurla. — Comptes-rendus critiques : *H. Liebrich. Studien zu den Procemien in der griechischen und byzantinischen Geschichtsschreibung* (2^e partie, consacrée aux historiens byzantins. Très intéressant. Sur la 1^e partie, voy. *Rev. hist.*, LXXVII, 384). — *H. Bouvier. Ueber die Quellen der ersten vierzehn Bücher des Jo. Malalas* (très intéressant). — *H. Achelis. Die Martyrologien* (important, moins encore pour les résultats auxquels l'auteur est arrivé que par le soin avec lequel il a réuni les nombreux renseignements dispersés dans les études antérieures sur la matière). — *Ed. Sachau. Verzeichniss der syrischen Handschriften der k. Bibliothek zu Berlin*. — *Ed. Kurtz. Zwei griechische Texte über die heilige Theophano, die Gemahlin Kaisers Leo VI* (biographie très soignée). — *Monumenta linguae necnon litterarum Ucraino-Russicarum (Ruthenicarum) a collegio archaeographicó Societatis Scientiarum Sevcankianae edita*; vol. II (contient le texte des évangiles apocryphes écrits en petit russe). — *Th.-J. Uspenskij. Die Heeresorganisation des byzantinischen Reiches* (superficiel). — *Smirnov. Abriss einer Kulturgeschichte der Südslaven* (sans valeur). — *Ad. Schulten. Die Mosaikkarte von Madaba und ihr Verhältniss zu den ältesten Karten und Beschreibungen des heiligen Landes* (importante étude sur cette carte en mosaïque, qui remonte à l'époque de Justinien. L'auteur compare les données fournies par cette carte avec celles de l'Onomasticon d'Eusèbe et des plus anciens itinéraires de la Palestine, et étudie ses rapports avec la géographie profane. Ouvrage de haute valeur). — Bibliographie (notices très abondantes et variées où l'on trouvera même des appréciations sur les romans de J. Lombard et de P. Adam).

43. — **Beiträge zur alten Geschichte.** Bd. I, Heft 1, 1901. — F.-K. GINZEL. Les connaissances astronomiques des Babyloniens et leur importance pour l'histoire de la civilisation (1^o le ciel étoilé chez les Babyloniens et l'origine des stations de la lune; 2^o le cours du soleil et de la lune, marche des constellations; influence des idées babylonniennes sur l'astronomie grecque; 3^o le développement présumé

de l'astronomie babylonienne). — J.-V. PRASEK. Les premières années de Darius, fils d'Hystaspe, et le calendrier de la Perse ancienne (explique la chronologie de l'inscription de Behistoun, qui nous a conservé ce calendrier. Darius monta sur le trône dans le mois de Tisri 522; la mort de Cambuse, la proclamation et la chute de Barde appartiennent à l'année 522; les soulèvements dans quelques provinces contre Darius tombent entre 522 et 514). — E. KORNEMANN. Pour servir à l'histoire du culte des souverains dans l'antiquité (95 pages : culte des empereurs dans les provinces occidentales de l'empire romain; son origine et son expansion. Ce culte provient d'une double idée : l'opinion que l'Orient se faisait de la divinité et la croyance aux héros en Grèce; mais il a pris des formes différentes dans les divers royaumes d'Orient. Rome recueillit l'héritage de ces royaumes. La personnalité d'Alexandre le Grand a puissamment contribué à la naissance de ces idées nouvelles). — O. SEECK. Décempriamat et dékaprotie (introduction du décempriamat; son extension dans les provinces; sa durée; comment il était institué; chiffres variables des membres du collège, du rang qu'ils y occupaient et surtout de leurs attributions).

44. — **Hermes.** Bd. XXXVI, 1901, Heft 3. — P. STENGEL. Antiquités religieuses de la Grèce (à l'époque homérique, toute immolation n'était pas unie à un sacrifice, et l'on ne sacrifiait pas par reconnaissance, mais en général seulement pour obtenir quelque chose des dieux). — Th. PREGER. La fondation de Constantinople (le 11 mai 330 est seulement la date de la consécration de la ville. C'est en juillet ou en août 325 que Constantin commença les constructions qui devaient orner Byzance; le 26 novembre 328 fut posée la première pierre des nouveaux remparts). — M. IHM. Contributions à l'histoire du texte de Suétone. — F. BLASS. Le traité faussement attribué à Hippocrate Ἡρόπιτης et l'Anonymous Londinensis. — W. JANELL. Le Théagès; son authenticité; date de sa composition (ce dialogue n'est pas de Platon, mais il a été composé dans un contact vivant avec la communauté socratique). — F. HILLER VON GÄRTRINGEN. Inscriptions de Rhodes et de Théra.

45. — **Neue Jahrbücher für das klassische Altertum.** IV Jahrg., 1901, Heft 5. — E. NORDEN. L'Énéide à la lumière de son temps; fin (l'Énéide est un poème écrit à la gloire du peuple romain et d'Auguste. Si l'on est pénétré de sa tendance nationale et universelle, on ne peut s'empêcher de lui reconnaître la valeur d'une œuvre vraiment poétique). — J. KAUFMANN. Sorcellerie et magie au moyen âge; fin. — Heft 6-7. O. ROSSBACH. Légendes et cultes disparus sur des œuvres d'art grecques et italiennes (les représentations figurées sur des vases, monnaies, etc., complètent des mythes connus ou nous renseignent sur leur âge, leur forme primitive; il est plus rare qu'elles reproduisent des mythes tout à fait inconnus). — E. DEVRIENT. Origine du peuple thuringien : les Angles et les Warins (Grimm admettait encore que le

peuple et le nom des Thuringiens provenaient des Hermundures; c'est inexact. Les Thuringiens sont un peuple nouveau formé de plusieurs petits peuples, surtout Angles et Chérusques, à la fin du IV^e siècle. Les Warins, qui habitaient à l'est et qui restèrent encore longtemps indépendants, furent, à la fin du VI^e siècle, incorporés à la province thuringienne, après avoir été vaincus par les Francs). — E. WERUNSKY. La politique sociale en Bohême avant l'époque des Hussites (complète l'Histoire de Bohême d'Ad. Bachmann, Bd. I, 1899, en étudiant surtout le droit et l'économie politique en Bohême à l'époque de la colonisation allemande). — J. ILBERG. Asklepios.

46. — **Jahrbuch des k. deutschen archäologischen Instituts.** Bd. XVI, 1901, Heft 2. — R. FÖRSTER. Sculptures et inscriptions d'Antioche (l'ornement que porte Hermès dans le « groupe des lutteurs » est une feuille de lotus, emblème de victoire; il tire son origine d'Égypte). — E. PERNICE. Glaukos de Chio (la découverte de Glaukos, dite *οἰδηπού χόλλησις*, désigne la fabrication du fer forgé; le procédé de la soudure est plus ancien). — J. KEMKE. La mosaïque d'Alexandre à Pompéi (la « bataille d'Alexandre », découverte en 1831, paraît avoir été connue déjà vers 1500). — A. SCHULTEN. Nouveautés archéologiques du nord de l'Afrique (Alger et Tunis, surtout Carthage). — FABRICIUS, HETTNER et von SARWEY. Rapport sur les travaux de la commission du « Limes imperii » en 1900.

47. — **Archiv für katholisches Kirchenrecht.** Bd. LXXXI, 1901, Heft 1. — L. WAHRMUND. Le « *Parvus ordinarius*; » contribution à l'étude des sources de la procédure au moyen âge (ce texte est un exposé populaire de la procédure civile canonique; il se rattache, d'après W., aux leçons d'un professeur de l'école des glossateurs de l'année 1210-1220 environ. La patrie en est sans doute la France. Texte publié d'après les mss. de Königsberg et de Paris; fin dans Heft 2). — A. BELLESHEIM. Concile général des évêques de l'Amérique latine à Rome en 1899. — N. HILLING. L'excommunication épiscopale, l'archipresbyté et l'archidiaconat dans les évêchés saxons; suite (rapports des archidiacres avec les archiprêtres et les doyens). — Heft 3. B. ALBERS. A quelle époque et par qui ont été composés les pénitentiels de Bède-Egbert? (contre H.-J. Schmitz, qui fait descendre l'époque de leur composition jusqu'à la seconde moitié du IX^e siècle. Il est constant que, dans la première moitié du VIII^e siècle, un pénitentiel a été composé en Angleterre; ce fait donne une nouvelle force à la tradition qui rapporte cette œuvre à Bède et à Egbert. Publie un texte qu'il croit être l'original). — St. SCHWIETZ. Histoire et organisation des monastères pacômiens au IV^e siècle (1^o Les sources: ce sont, avec Palladius, les biographies de Pacôme et de ses disciples. Étudie les recensions qui nous en sont parvenues; le groupe des sources coptes est indépendant d'une des recensions grecques).

48. — **Neue kirchliche Zeitschrift.** Jahrg. XII, 1901, Heft 10. —

G. HENNICKER. Cœl. Sec. Curio, humaniste évangélique (italien réfugié en Suisse. Son dialogue *De amplitudine beati regni Dei*, 1554). — A. WALTHER. Zwingli et le poème sur la peste (c'est le seul témoignage relativement certain qui nous renseigne sur la situation religieuse de Zwingli vers 1519, c'est-à-dire avant qu'il ait subi l'influence des idées de la réformation luthérienne). — Heft 11. R. SEEBERG. Luther et les nécessités morales et sociales de son temps (ses idées sur l'assistance des pauvres, les impôts, les rapports entre l'État et l'Église). — LOTZ. L'alliance du Sinaï.

49. — **Theologische Quartalschrift.** Jahrg. LXXXIII (1901), Heft 3. — S. WEBER. L'Ararat et la Bible (dans l'Ancien Testament, l'Ararat désigne non pas une montagne, mais un pays, situé dans l'Arménie actuelle. La situation et les limites d'Ararat se sont souvent déplacées. L'auteur donne des détails sur les rapports de l'Ararat avec les peuples voisins et en particulier avec les Arméniens, qu'il faut bien distinguer du peuple Ararat). — P.-A. KIRSCH. Le pape Benoit XIV et ses bulles relatives aux usages de la Chine et du Malabar (complète les données fournies par Funk, *Kirchengeschichte*, 2^e édit., 1890, sur les rapports de Benoit XIV avec les Jésuites. Les bulles condamnent formellement les pratiques employées par les missionnaires de cet ordre. Comme commentaire à ces bulles, publie plusieurs lettres de Benoit XIV). — A. BRUELL. Jésus arrêté et mené devant Pilate ; fin. — KELLNER. Où et depuis quand le mot *missa* a-t-il été employé couramment pour désigner le sacrifice de la messe ? (*missa* est une forme du bas latin pour *missio* ; il signifie à l'origine affranchissement, renvoi, surtout à l'égard du service divin ; dans le sens de sacrifice de la messe, il commence à paraître au vi^e s. dans quelques écrivains francs).

50. — **Archiv für das Studium der neueren Sprachen und Litteraturen.** Bd. CVI, 1901, Heft 1-2. — W. MANGOLD. Poésies de jeunesse de Frédéric II au temps de son séjour à Rheinsberg, 1736-1738, publiées pour la première fois d'après les mss. des Archives royales ; fin. — F. LIEBERMANN. Sur les *Leis Willeme* (source importante pour l'histoire du droit anglo-normand, composée entre 1110 et 1120. Elle ne saurait être considérée comme un acte législatif de Guillaume le Conquérant). — Heft 3-4. E. CONSENTIUS. Les sources utilisées par Schiller pour son histoire de la guerre de Trente ans (il utilisa une *Geschichte des dreissigjährigen Krieges und westphälischen Friedens* anonyme, dont une 2^e édition parut à Gotha en 1760). — M. FÖRSTER. La légende de saint Quentin en anglo-saxon (c'est une preuve frappante des étroites relations qui existèrent entre l'Église anglo-saxonne et celle de Gaule que de voir raconter en vieil anglais le martyr d'un saint du nord de la France, de saint Quentin, mort vers 285). — R. TOBLER. La légende en prose de saint Julien (elle est plus ancienne que la rédaction rimée et fut connue par l'auteur de cette dernière ; elle date de la première moitié du xiii^e s.).

51. — Archiv für Papyrusforschung und verwandte Gebiete. Bd. I, Heft 2, 1901. — U. von WILAMOWITZ-MÖLLENDORFF. Deux poèmes du temps d'Évergète II (texte et explication). — U. WILCKEN. Un nouveau ms. de roman (fragments du roman de Chaireas et Kalirrhoë, par Chariton, et d'un roman, jusqu'ici inconnu, de la belle Chione). — Th. MOMMSEN. Les monnaies égyptiennes (à l'époque romaine. Dans un chapitre particulier, l'auteur cherche à dissiper les malentendus qui se sont produits en ce qui concerne le calcul par drachmes). — COLLINET-JOUQUET. Un procès plaidé devant le « Juridicus Alexandreae » dans la seconde moitié du IV^e s. ap. J.-C. (papyrus trouvé au Caire. Texte et commentaire; la compétence du « Juridicus Alexandreae » est brièvement esquissée). — W. SPIEGELBERG. Buchis, le taureau sacré de Hermonthis; sur Macrobe, *Sat.*, I, xxi, 20 (le taureau « Bacis », dans Macrobe, s'appelait plus exactement « Buchis », comme le montrent des noms propres anciens et l'étiquette d'une momie qui se trouve à la bibliothèque de Strasbourg). — Heft 3-4. U. WILCKEN. Paganisme et christianisme en Égypte (1^o le christianisme dans l'île de Philæ; 2^o associations paysannes à l'époque chrétienne; 3^o amulette). — H.-C. MUELLER. Les documents relatifs à l'emphytose, publiés par Kenyon, d'après un papyrus de l'an 116 ap. J.-C. (document intéressant en ce qu'il montre la lente fusion du droit impérial et du droit populaire dans les provinces romaines). — A. STEIN. Les « juridicii Alexandreae » (additions au mémoire, mentionné ci-dessus, de Jouguet). — U. WILCKEN. Les mss. grecs de la Bibliothèque royale de Munich (contenant le texte d'Hérodote, I, c. 115-116, de Xénophon, *Πέρι της Ελλάδος*, I, 5-6, d'un fragment de l'ancienne Académie, etc.). — F. BOLL. L'astrologie dans les papyrus de Munich.

52. — K. Baierische Akademie der Wissenschaften. Sitzungsberichte der philosophisch-philologischen und der historischen Classe. Munich, 1901, Heft 1. — E. WÖELFLIN. De la composition des Histoires de Tacite (pour expliquer les points de contact entre Plutarque et Tacite, point n'est besoin de recourir à l'hypothèse d'une source commune qui serait Cluvius Rufus; il est plus simple de supposer que Plutarque a connu Tacite. Tacite n'a jamais transcrit littéralement ses sources, non plus qu'aucun autre auteur de l'antiquité). — W. CHRIST. Le dialogue de Plutarque sur le démon de Socrate (le point le plus important de ce dialogue est le cadre historique; le centre est formé par la délivrance de Thèbes du joug des Spartiates. Les données historiques de Plutarque ne méritent aucune créance). — Heft 2. H. GRAUERT. Maitre Jean de « Toleto » (essai d'une biographie de ce cardinal anglais trop négligé jusqu'ici; avec d'importantes contributions à l'histoire de la papauté et du césarisme au XIII^e siècle. L'étude de la « lettre de Toleto », prophétie sur la mort du grand empereur, a conduit l'auteur à exposer en détail les grands mouvements intellectuels vers la fin du moyen âge. On a attribué la lettre à Jean de Toleto, qui ne peut en avoir été l'auteur). — Heft 3. K. KRUMBACHER. Un thrène

dialogué sur la chute de Constantinople (poème en néo-grec très perfectionné, sans doute de la fin du xvi^e siècle. Édition de ce texte d'après les deux mss. connus). — A. FURTWAENGLER. Rapport préliminaire sur les fouilles d'Égine (des ruines du temple découvert en 1811 par Cockrell. Une inscription montre que ce temple était consacré à la déesse Aphaïa). — Ib. Delphes et Athènes; I : Les offrandes des Athéniens à Delphes au sujet de la victoire de Marathon. II : Le théâtre de Dionysos à Athènes (sa construction remonte, non pas à l'administration de Lycurgue en 350-325, mais à la fin du v^e siècle). — J. FRIEDRICH. L'inauthenticité des canons de Sardique (ces canons ont été rédigés par un Africain à Rome; la base en est le rescrit de l'empereur Gratien sur l'autorité judiciaire de l'évêque de Rome).

53. — **Deutsche Rundschau.** 1901, mai. — W. DILTHEY. La renaissance allemande dans l'État et dans l'Académie du grand Frédéric; fin (du rôle de l'Académie des sciences de Prusse dans la formation des idées directrices de l'État prussien pendant le règne de Frédéric II et après sa mort; en particulier du rôle joué par Hertzberg et ses ouvrages). — Juin. O. KERN. Jours de fête sur les bords du Méandre (des fêtes religieuses célébrées à Magnésie, dans l'antiquité; jours de fête passés sur les ruines de Magnésie par les archéologues allemands chargés d'en fouiller l'emplacement). — Août. O. SEECK. L'autonomie municipale dans l'empire romain; fin en septembre (chapitre détaché de l'ouvrage intitulé : *Geschichte des Untergangs der antiken Welt*). — Fr. HOMMEL. Le pays de la reine de Saba. — W. DILTHEY. Le $xviii^e$ s. et le monde historique (de l'influence décisive exercée par les écrivains et les philosophes du $xviii^e$ s. sur la conception de l'histoire universelle, et de la solidarité qui unit les peuples et enchaîne leur histoire); fin en septembre (de la nouvelle manière d'écrire l'histoire : en France, avec Voltaire, Montesquieu, Turgot; en Angleterre, avec Hume et Gibbon; en Allemagne, avec Justus Möser, Winkelmann, etc.). — Octobre. R. FESTER. Une sœur de Frédéric le Grand : la margrave Wilhelmine de Bayreuth (d'après sa correspondance). — Dr Georg von BELOW. L'époque de Frédéric-Guillaume IV; correspondance du général Gustave de Below (lettres intéressantes pour l'histoire intérieure de la Prusse).

54. — **Archiv des historischen Vereins von Unterfranken und Aschaffenburg.** Bd. XLII, 1900. — STEIN. La maison margraviale de Schweinfurt (depuis ses origines jusqu'au $xiii^e$ s.). — Th. HENNER. Une double élection au siège épiscopal de Wurzbourg en 1314 (d'après certains documents assez négligés jusqu'ici, surtout les lettres du roi d'Aragon Jacques II et du pape Jean XXII. Les agissements de la cour de Rome, tels que l'auteur les expose, témoignent de l'omnipotence qu'à ce moment la papauté revendiquait dans l'Église). — G. SCHWINGER. Le monastère bénédictin de Saint-Étienne à Wurzbourg (sa situation financière). — A. ARNHEIM. La verrerie électorale d'Em-

merichsthal à Burgjosa. Contribution à l'histoire de la politique commerciale de l'électorat de Mayence (la verrerie fut fondée en 1765. Ses archives, qui subsistent encore aujourd'hui et dont l'auteur publie de copieux documents, traitent, dans le cercle restreint d'un petit État, de grandes questions économiques : sociétés par actions, liberté commerciale, etc.; ils font présager la politique commerciale des grands États modernes. En appendice sont publiées deux ordonnances de 1406 et 1790 réglementant le travail dans les verreries du Spessart).

55. — Neue Heidelberger Jahrbücher. Jahrg. X, 1900, Heft 2. — A. STEIG. Lettres de Joseph de Gœrres à Achim d'Arnim; 1^{re} partie : jusqu'aux guerres de la liberté (complément à l'édition des œuvres complètes de Gœrres par Binder. Les lettres permettent d'apercevoir aussi le développement de ses idées politiques). — F. VON DUHN. Le Zeus de Phidias. — A. VON DOMASZEWSKI. La solde des troupes sous l'Empire (suit les modifications de la solde dans les différents corps de troupes. Ce fut une conséquence du système militaire établi par Auguste que, pendant l'Empire, la solde augmenta dans des proportions excessives). — A. BECKSTROEM. Le ms. d'Orose Fr. I, n° 9, à la Bibliothèque impériale de Saint-Pétersbourg.

56. — Neues Archiv für Sächsische Geschichte und Altertumskunde. Bd. XXII, 1901. — K. WITTICH. Le rôle joué par Hans-Georges d'Arnim (surtout d'après W. Struck, *Gustav-Adolf und die schwedische Satisfaktion*, publié dans *Histor. Vierteljahrsschrift*, II, Heft 3-4, et *Johann-Georg und Oxenstierna*, 1899. L'idée que l'on peut se faire de l'homme d'État saxon a été pendant longtemps influencée par les jugements tendancieux de Chemnitz, l'historiographe de la couronne de Suède). — P. HAAKE. Jean-Frédéric de Wolframsdorff et le *Portrait de la cour de Pologne* (étude sur l'origine et le but de ce pamphlet dirigé contre la cour du roi Auguste le Fort). — J.-L. SPONSEL. La statue équestre d'Auguste le Fort et ses modèles. — H. ERMISCH. Les archives municipales de Crimmitschau (publie d'anciennes coutumes municipales). — Id. La guerre de Dohna (épisode de la lutte séculaire entre la Bohème et la marche de Misnie, au sujet des frontières; elle se termina en 1407 par l'acquisition de la seigneurie de Dohna par Guillaume de Misnie). — R. SCHMERTOSCH VON RIESENTHAL. Les Bohémiens bannis à Dresde (pendant les années qui suivirent les expulsions de 1627).

57. — Preussische Jahrbücher. Bd. CV, 1901, Heft 2. — G. ROLOFF. Les commencements de la colonisation moderne (des raisons qui poussèrent à coloniser et de la mise en valeur des colonies à l'époque contemporaine. Dans l'antiquité, les établissements nouveaux étaient formés dans l'intérêt de ceux qui partaient; à notre époque, ils le sont pour ceux qui restent). — W. MAY. Humboldt et Darwin. — P. ROHRBACH. En Babylone (récits de voyage; considérations historiques et économiques). — Heft 3. H. DELBRUECK. L'archiduc Charles

(le désastre subi par l'Autriche en 1809 est dû en grande partie à l'incapacité de l'archiduc; il ne mérite pas la réputation que beaucoup d'historiens lui ont faite). — A. von RUVILLE. L'empire britannique (et en même temps esquisse de la politique coloniale de l'Angleterre). — J. ENGEL. L'empereur Néron dans la poésie (dans l'Apocalypse, dans la tragédie *Octavia* attribuée à Sénèque et dans la littérature du xixe s.).

58. — **Westdeutsche Zeitschrift für Geschichte und Kunst.** Jahrg. XX, 1901, Heft 2. — F. HETTNER. Les chambres sépulcrales de saint Matthias à Trèves (tombeaux romains; avec deux planches). — R. FORRER. Un casque romain trouvé à Augsbourg (de l'époque impériale). — K. ZANGEMEISTER. Pierre milliaire sur le Donon (consacrée à Mercure; publiée par Mowat, *Comptes-rendus de l'Acad. des inscr.*, 1876, p. 9). — O. OPPERMANN. Études critiques sur l'histoire de Cologne au moyen âge; suite (II : Chartes fausses pour Saint-Kunibert et Saint-Martin de Cologne. Travail préliminaire de diplomatique pour servir à des recherches sur l'histoire des institutions).

59. — **Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte.** N. F. Jahrg. X, 1901, Heft 1-2. — V. ERNST. Origine de l'édit d'exécution de 1555 (1^{re} origine de l'édit de Francfort de 1554. Négociations préliminaires de la diète pour l'organisation de la paix publique. Le principal promoteur de l'édit est Christophe, duc de Wurtemberg). — K. HÄBLER. Le livre des douanes allemandes à Barcelone, 1425-1440, et le commerce allemand avec la Catalogne jusqu'à la fin du xvi^e s. (avec un tableau des relations commerciales entre la Hollande et l'Espagne jusqu'au xvi^e s.); suite dans Heft 3-4. — E. WAGNER. La ville impériale de Schwäbisch-Gmünd, depuis la mort de l'empereur Maximilien II en 1576 jusqu'au commencement du xvii^e s. (contribution à l'histoire de la Contre-Réforme). — Heft 3-4. K. STALIN. Contributions à l'histoire de la guerre de Trente ans (surtout en Wurtemberg). — E. SCHNEIDER. Stuttgart pendant la guerre des Paysans.

60. — **Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins.** N. F. Bd. XVI, Heft 3, 1901. — J. SCHMIDLIN. La « Augrafschaft », dernier vestige de la communauté de la marche en Alsace (débris du très ancien droit germanique qui a survécu même aux ruines de la Révolution et a disparu seulement au milieu du xix^e siècle, vaincu par la centralisation moderne. Histoire de ce droit, en 57 p.). — R. KERN. De la part prise par Georges II de Wertheim et par son comté à la guerre des Paysans; suite. — Correspondance de Jean-Frédéric Boehmer avec Franz-Joseph Mone et Fridegar Mone, publiée par Friedrich von WEECH (27 lettres intéressantes pour les études historiques).

61. — **Archiv des Vereins für Siebenbürgische Landeskunde.** N. F. Bd. XXX, 1901, Heft 1. — F. TEUTSCH. A la mémoire de W. Wattenbach (ses rapports avec la Transylvanie et l'historiographie transylvanienne). — J. HÖECHSMANN. La lutte au sujet de la « conciv-

lité » (c'est la lutte pour l'égalité des droits de la noblesse magyare immigrée sur le sol transylvain-saxon. A côté, l'on rencontre l'hostilité croissante entre les habitants saxons des villes et des campagnes. Expose en détail la lutte de ces divers éléments, surtout au XVII^e s.). — G.-A. SCHULLER. Le chapitre de Lassl (travail préparatoire à une histoire de l'Église en Transylvanie).

62. — *Mittheilungen des Instituts für österreichische Geschichtsforschung*. Bd. XXII, Heft 3. — J. LECHNER. Les anciens diplômes royaux pour l'évêché de Worms et la fondation de la principauté épiscopale (les diplômes faux de l'époque carolingienne ont tous été rédigés vers la fin du X^e s. par un même employé de la chancellerie qui fut en fonctions de 978 à 994, avec une interruption de 987 à 992) ; suite dans Heft 4 (diplômes douteux du X^e s.). — Karl ZEUMER. Le trésor enfoui et le Sachsenpiegel, I, 35 (du sens qu'il faut donner dans ce passage aux mots « trésor » et « enfoui » et aussi des droits du roi ou des seigneurs sur les trésors trouvés). — Br. STUEBEL. Le roi d'Espagne Philippe II dans les dernières années de sa vie (étude les textes relatifs à la cession des Pays-Bas, de la Bourgogne et du comté de Charleroi à sa fille, l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, mariée à l'archiduc Albert, 1598, et l'instruction secrète du roi pour son fils). — Alf. DOPSCHE. Une liste des possessions des ducs de Carinthie en Carniole et dans la Marche, 1311. — Fr. WILHELM. L'acquisition du Tyrol par les Habsbourg, 1363. — Comptes-rendus : F. Stieve. Abhandlungen, Vorträge und Reden (recueil intéressant). — G. Friedrich. Učebná kniha paleografie latinské (fort estimable manuel de paléographie latine à l'usage des étudiants tchèques). — J. Seemüller. Studien zu den Ursprüngen der altdeutschen Historiographie (intéressant). — A. Ritter von Anthony von Siegenfeld. Das Landeswappen der Steiermark (recherches très étudiées). — O. Morel. La grande chancellerie royale et l'expédition des lettres royaux, 1328-1400 (remarquable ; l'organisation de la chancellerie montre les progrès accomplis par la centralisation et la force qu'y puisait la royauté). — Publications récentes sur l'histoire de Presbourg. — Inventaire des Grossherzoglich-Badischen General-Landesarchivs ; I Bd. — K. Siegel. Die Kataloge des Egerer Stadtarchivs. — Liste des programmes d'histoire qui ont été lus dans les écoles secondaires d'Autriche en 1890. — Heft 4. K. HAMPE. L'enfance de l'empereur Frédéric II (corrige sur plusieurs points le récit de Winckelmann ; publie cinq lettres inédites). — Alf. DOPSCHE. Une Ligue des Princes anti-habsbourgeoise en 1292 (fait ressortir l'importance, capitale pour l'histoire de l'Autriche, de cet épisode ; la crise a été très dangereuse ; la victoire remportée par les Habsbourg donna une avance considérable à l'Autriche sur la Bohême et sur la Hongrie). — B. Bess. L'alliance de Cantorbéry en 1416 (étude minutieuse sur les circonstances qui ont préparé l'alliance entre l'empereur Sigismond et Henri V d'Angleterre, le 15 août 1416). — O.-J. THATCHER. Otto de Freising et le passage des *Gesta Friderici*, II, 56. — Aug. von JAKSCH.

Les coutumes municipales de Friesach en Carinthie, 1339 (publie le texte allemand de ces coutumes). = Comptes-rendus : *Franz von Krones*. *Forschungen zur Verfassungs- und Verwaltungsgeschichte der Steiermark* (ouvrage très consciencieux et qui met en œuvre beaucoup de matériaux inédits). — *Zivier. Geschichte des Bergregals in Schlesien bis zur Besitzergreifung des Landes durch Preussen* (reprend, à l'aide de très abondants documents d'archives, toute la question des mines et du droit minier en Silésie et en Autriche; important). — *G. Mentz. J.-Ph. von Schœnborn, Kurfürst von Mainz, Bischof von Würzburg und Worms, 1605-1673* (utile). — *R. Trappe. Kriegsführung und Diplomatie der Verbündeten vom 1 Febr. bis zum 25 März 1814* (incomplet, l'auteur n'ayant pas connu les actes des archives de Vienne utilisés par Fournier et par Demelitsch).

63. — **The Atheneum.** 1901, 26 juillet. — *Townshend*. The military life of field-marshall George, first marquess Townshend (d'utiles documents sur la bataille de Fontenoy, la prise de Québec, etc.). — *Robert S. Rait*. An outline of the relations between England and Scotland, 500-1707 (intéressant). — *Id*. The scottish parliament before the Union of the crowns (bonne dissertation). — *C. Merckel*. Die Ingenieurtechnik im Alterthum (très intéressantes études sur l'établissement des routes, ponts, canaux, aqueducs dans l'antiquité orientale et classique). = 3 août. *Jos. Mac Cabe*. Peter Abéard (intéressant). — *Healey*. The history of part of West Somerset (beaucoup de documents inédits; des omissions). = 10 août. *A Lang*. Magic and religion (s'efforce de prouver, contre les anthropologistes, que la croyance à des divinités souveraines est un fait universel. Arguments très abondants, mais la critique des sources n'est pas assez rigoureuse). — *R. Graham*. S. Gilbert of Sempringham and the Gilbertines (intéressant; nombreuses erreurs de détail). — *Ch. Duguid*. The story of the Stock Exchange (amusant et instructif). — *Horsburgh*. Girolamo Savonarola (tendance trop accusée à l'apologie). = 17 août. *Cap. W. Hay*. Reminiscences 1808-1815 under Wellington (souvenirs assez intéressants; très peu se rapportent à Wellington lui-même). — *Lynch*. Armenia; travels and studies (œuvre solide et comprehensive). — *C. M. Boyle*. The irish college in Paris, 1578-1901 (intéressant et suggestif). = 24 août. *Lilly*. Renaissance types (intéressantes études sur Michel-Ange, Reuchlin, More, Erasme et Luther). — *Sir William Hunter*. A history of British India; tome II (excellente compilation). — *The Jewish Encyclopædia*; tome I (ce premier volume donne une idée très favorable de l'ouvrage, qui comptera douze volumes). = 31 août. *Doubleday*. Victoria history of the county of Norfolk; tome I (ce premier volume est consacré à l'histoire naturelle, aux antiquités préhistoriques romaines et anglo-saxonnes. Remarquable). = 7 septembre. *G. C. Macaulay*. The works of John Gower (excellente édition d'œuvres en partie inconnues). — *A. J. H. Greenidge*. The legal procedure of Cicero's time (très savante étude). — *R. Sewell*.

A forgotten empire (excellents matériaux pour une histoire du royaume hindou de Vijayagar, qui reste à écrire). — *Sir J. B. Paul.* Accounts of lord High Treasurer of Scotland; vol. III, 1506-1507. — *J. Ferguson.* Papers illustrating the history of the Scots brigade in the service of the Netherlands, 1572-1782; vol. III (contient un récit en vers de la campagne de Flandre, 1701-1702). — *Gr. B. Andrews.* The abbey of Pershore (bon). = 14 septembre. *J. B. Crozier.* History of the intellectual development; vol. III (ce tome III, paru avant le tome II, se rapporte au XIX^e siècle. Remarquable); suite au 21 septembre. — *Salzmann.* The history of Hailsham (bonne monographie). — *Calendar of State papers. Domestic series, 1672-1673.* = 21 septembre. *Max Hoffmann.* August Beckh (copieux extraits de sa correspondance, intéressante pour l'histoire sociale et littéraire de l'Allemagne du Nord au XIX^e siècle). — *Dr Bridges.* The *Opus majus* of Roger Bacon. Supplementary volume (important; le texte a été revisé avec plus de soin que dans les volumes précédents). = 28 septembre. *Patent rolls of the reign of Henry III, 1216-1225* (l'administration des archives anglaises a décidé de continuer la publication intégrale des lettres patentes pour le règne de Henri III; mais cette fois les textes sont donnés avec les abréviations résolues. Bon index). — *Calendar of the patent rolls, Edward IV, Edward V, Richard III, 1476-1485.* — *Der Siebenjährige Krieg.* Bd. I und II : Pirna u. Lobositz, Prag (publication du grand état-major général allemand). — *Priebisch.* Deutsche Handschriften in England. Bd. II : Das British Museum, mit einem Anhang über die Guildhall-Bibliothek. — *Katalog over de norske- islandiske handskrifter i det store k. Bibliothek og i Universitetsbibliothek.* = 5 octobre. Une famille royaliste, irlandaise et française, et le prince Charles-Édouard (la famille est celle de Walsh-Serrant, originaire d'Irlande, qui donna plusieurs officiers à la France et resta fidèle aux prétendants jacobites. Lettres et autres documents provenant de cette famille, de 1744 à 1838, publiés par le duc de la Trémoïlle, qui descend de Walsh par les femmes). = 12 octobre. *Rashdall et Rait.* New College (excellente histoire d'un des plus anciens collèges d'Oxford). — *W. A. Shaw.* Calendar of Treasury books and papers preserved in the P. R. O., 1739-1741. = 19 octobre. *O. Airy.* Charles II (excellent). — *W. K. Dickson.* The life of major-general sir Robert Murdoch Smith, royal Engineers (cet officier du génie est surtout connu par les fouilles qu'il opéra, sous la direction Newton, sur les ruines d'Halicarnasse et du Mausolée). — *J. Hackett.* A history of the orthodox church of Cyprus, 45-1878 (ouvrage très estimable). — Publications relatives à la guerre sud-africaine (à noter ce qu'on dit du colonel de Villebois-Mareuil). = 26 octobre. *Lady Newdigate Newdegate.* Cavalier and puritan in the days of the Stuarts (livre très intéressant où sont heureusement utilisés des papiers de famille). — *R. J. E. Boggis.* A history of Saint Augustin's monastery, Canterbury (excellent). = 2 novembre. *J. Herkless.* Francis and Dominic (utile compilation, pas toujours bien informée). = 16 novembre. *A. Lang.* The mystery of Mary Stuart (beaucoup de

pénétration critique; montre surtout l'important appoint apporté au mystère de Marie Stuart par les papiers des Lennox). — *W. Fr. Lord. England and France in the Mediterranean, 1660-1830* (beaucoup de vues intéressantes, mais aussi beaucoup d'erreurs de fait). — 23 nov. *Countess of Ilchester et Lord Stavordale. The life and letters of Lady Sarah Lennox* (très aimable biographie d'une femme qui fut discrètement, mais toujours, aimée de Georges III; belle-sœur de Lord Holland, elle vécut dans la société la plus distinguée de son temps; née en 1745, elle mourut en 1826). — *Capit. Lee. A history of police in England* (excellent). — 30 novembre. *R. Barry O'Brien. The life of Lord Russell of Killowen* (très intéressante biographie de feu le Chef-Juge). — *Saintsbury. The earlier Renaissance* (études joliment tournées sur l'Arioste, Folengo, Rabelais, Buchanan, etc.). — 7 décembre. *L. Stephen. Letters of J. R. Green* (très intéressant). — *J. H. Pollen. Papal negotiations with Mary, queen of Scots, during her reign in Scotland, 1561-1567* (très important; le plus grand nombre des documents utilisés par le P. Pollen sont tirés des archives du Vatican). — *Jul. Kærst. Geschichte des hellenistischen Zeitalters*; vol. I (beaucoup de choses intéressantes un peu noyées dans une masse excessive de détails et obscurcies par un style de mauvaise qualité).

64. — The english historical Review. 1901, octobre. — *E. Robert BEVAN. La déification des rois dans les cités grecques* (recherche pourquoi et comment cette pratique commença de se répandre au IV^e siècle: raisons de vanité personnelle et surtout d'intérêt politique; exemple de l'Égypte, où les Ptolémées purent, une fois déifiés, attribuer à leur trésor les revenus des temples). — *G. EDMUNDSON. Les Hollandais dans la Guyane occidentale* (les membres de la commission chargée par les États-Unis de fixer les limites du Venezuela ont vivement attaqué le témoignage du major John Scott dans ses *Descriptions de la Guyane, de Tabago et des Barbades*. M. Edmundson se propose de montrer que ce témoignage est tout à fait recevable et de confirmer ce qu'il raconte des établissements hollandais sur l'Essequibo et le Pomeroon). — *J. F. CHANCE. L'Angleterre et la Suède au temps de Guillaume III et d'Anne* (article très documenté). — *J. Holland Ross. Un agent anglais à Tilsit* (si Canning, dans l'automne de 1807, décida l'expédition de Copenhague, c'est qu'il savait par un agent, Mackensie, qui puisait ses informations auprès du général russe Bennigsen, les secrets dessein de Napoléon et d'Alexandre sur le Danemark et le Portugal). — *R. L. POOLE. Le commencement de l'année dans les chroniques anglo-saxonnes* (Ch. Plummer croit que le style suivi d'ordinaire dans la chronique anglo-saxonne est celui de Pâques; c'est au contraire celui de l'Annonciation qui est employé dans la plupart des cas). — *J. H. ROUND. Les chartes anciennes de l'abbaye de Saint-Jean à Colchester* (discute et détermine la date et l'authenticité de plusieurs chartes du cartulaire de cette abbaye publié à petit nombre en 1897; ces chartes appartiennent au règne de Henri I^{er}). — *A. J. ARCHBOLD.*

Un journal des premiers jours du Long Parlement (3 nov.-18 déc. 1640). — Ralph C. H. CATTERALL. Un document suspect dans les *Memorials* de Whitelock (il s'agit d'une remontrance au peuple d'Angleterre, du 22 septembre 1656, qui est sans doute apocryphe). — R. GARNETT. Sir George Grey et l'expédition de Chine en 1857 (dans une récente biographie de sir George, on semble représenter ce dernier comme ayant seul sauvé l'Inde en 1857 en détournant les troupes envoyées à lord Elgin pour son expédition de Chine; c'est faux; c'est Canning et Elgin qui ont ordonné et exécuté ces mesures de salut). — Bibliographie : *W. Ridgeway. The early age of Greece*; vol. I (très instructif). — F. J. Hamilton et E. W. Brooks. *The syriac chronicle known as that of Zachariah of Mitylene* (important). — M. Kowalewsky. Die ökonomische Entwicklung Europas bis zum Beginn der kapitalistischen Wirtschaftsform; vol. I (ce premier volume traite des éléments romains et germaniques qui ont pénétré dans la propriété foncière et dans la communauté de village au moyen âge. Remarquable). — W. Cunningham. *Western civilisation in its economic aspects : medieval and modern times* (excellent). — H. Zimmer. *Keltische Kirche in Britannien und Irland* (effort considérable pour préciser et pour dater les faits de l'histoire celtique en Bretagne et en Irlande). — A. Winkelmann. Eduard Winkelmann's *allegemeine Verfassungsgeschichte* (dur à lire et assez incomplet). — J. H. Round. *The Commune of London and other studies. Studies in peerage and family history* (art. à noter de W. J. Corbett). — R. Graham. S. Gilbert of Sempringham and the Gilbertines (bon). — Ch. L. Stainer. *The speeches of Oliver Cromwell, 1644-58* (très bonne édition). — L. Wolf. *Menasseh Ben Israel's mission to Oliver Cromwell* (prouve que Menasseh Ben Israel fut encouragé, sinon invité par Cromwell, à venir en Angleterre pour provoquer le retour des Juifs; l'opposition des marchands et du clergé fit échouer ce projet). — F. H. Blackburne Daniell. *Calendar of state papers. Domestic series. Oct. 1672 to febr. 1673*. — Sir Henry Craik. *A century of scottish history : from the days before the '45 to those within living memory (1690-1843)*; intéressant. — E. Mac Crady. *South Carolina in the Revolution, 1774-1780* (bon).

65. — *The contemporary Review*. 1901, août. — Le Rév. W. PEYTON. L'anthropologie et l'évolution religieuse (importance du rituel, beaucoup plus grande que celle du dogme; de la place occupée par le sacrifice, dont le sacrement n'est qu'une forme épurée); fin en septembre. — George WASHBURN. Histoire primitive des Turcs (jusqu'au temps de Washington). — Septembre. Paolo d'ALBARO. Francesco Crispi (quelques pages très enthousiastes). — Havelock ELLIS. Le génie de la Russie. — Octobre. J. W. HAMILTON. William Mac Kinley. — Poultney BIGELOW. Le président Roosevelt. — Émilie HOBHOUSE. Les camps de concentration (quelques pages indiquant les mesures à prendre pour rendre ces camps au moins habitables aux malheureux boers que les Anglais y ont relégués). — Miss. M. BRODRICK. Les catacombes de

Kom-Es-Shaqfeh. — Novembre. Albert SHAW. Le nouveau président des États-Unis (biographie de M. Roosevelt). — M^{me} Hélène VACARESCO. La vie en Roumanie. — Richard HEATH. Le protestantisme en France (sa situation au xix^e siècle; son influence morale; son affaiblissement numérique).

66. — The Nineteenth Century. 1901, septembre. — Somers CLARKE. L'abbaye de Westminster et le couronnement. — Dr WIRGMAN. Les premiers colons anglais établis dans l'Afrique du Sud (depuis 1806). — Henry MANGAN. Les sièges de Derry et de Limerick, 1689-1690 (importance historique de ces deux sièges; importance pratique, en ce qu'elle enseigne aux Anglais qu'ils doivent être et rester maîtres de la mer). — Octobre. Mrs. GOODHART. Fragments de conversations avec M. Gladstone (à Naples, déc. 1888, janvier 1889; peu de chose, en somme).

67. — Quarterly Review. Vol. CXCIII (janvier-avril 1901). — L'agriculture anglaise au xix^e siècle (peut encore tirer profit de l'élevage et de la culture fruitière ou potagère; mais ne doit pas s'attendre à retrouver des prix rémunérateurs pour le blé jusqu'à nouvel ordre). — Le premier siècle de la Compagnie des Indes orientales (à l'occasion des deux premiers volumes de *l'Histoire de l'Inde anglaise*, de sir William Hunter, qui ont été terminés après la mort de l'auteur par son élève, Mr. Roberts). — Michelet historien (vif éloge de l'écrivain, de son style et de ses idées, dont on contredit d'ailleurs toutes les conclusions positives. « Michelet eût probablement répondu à ses critiques que le rôle de l'historien n'est pas de redresser les traditions nationales, mais de les justifier... Son génie puissant a le mérite suprême d'évoquer l'esprit de tout un peuple endormi dans la tombe. De toutes les histoires de la Révolution française, la sienne est la plus grande, et elle est écrite par un homme qui n'avait pas l'ombre de sens politique... Les Français continueront toujours de le lire pour son style... Comme Carlyle, il n'a pas de prédecesseurs et n'aura pas de successeurs »). — L'émir d'Afghanistan (les Mémoires d'Abdur-Rahman sont parfaitement authentiques; le premier volume a été écrit de sa main et le second dicté à un secrétaire. Ils expriment très réellement les sentiments de l'auteur et témoignent d'un esprit qui s'accorde fort bien avec la conduite du prince jusqu'à ce jour. On peut lui reprocher, toutefois, de trop dédaigner la valeur et la force des rajahs et des peuples de l'Inde anglaise, qu'il regarde à tort comme efféminés, comme incapables de défendre l'Angleterre en temps de crise. Il se trompe aussi sur le caractère de la politique russe, qu'il croit plus accueillante qu'elle n'est à l'égard des indigènes du Turkestan. La Russie emploie souvent comme officiers des Circassiens du Caucase, qui ressemblent à des Européens, quoique musulmans; mais elle n'admet jamais dans ses troupes les natifs de la Transcaspie). — Les réformes de l'armée (les petites guerres coloniales de l'Angleterre lui ont été aussi funestes

que celles d'Algérie et du Mexique pour la France avant 1870. Insuffisances actuelles, erreurs commises dans la guerre du Transvaal, remèdes proposés). — Les dernières années de Napoléon (le livre de lord Rosebery sur Napoléon, *la Dernière phase*, ne contient guère de nouveau ; mais il est fort intéressant au point de vue subjectif, comme l'œuvre d'un homme politique, écrite avec verve, jugement et pénétration, sur des questions d'histoire où la politique domine. La plupart des fautes commises par Napoléon tiennent aux circonstances extérieures ; même dans ses erreurs les plus cruelles, comme le meurtre du duc d'Enghien et la guerre d'Espagne, il pouvait invoquer l'excuse de précédents que lui offrait la politique de l'époque. L'Angleterre ne pouvait se dispenser de l'interner à Sainte-Hélène ; mais elle a joint à cet internement des procédés brutaux et mesquins, « des piqûres d'épingles bien dignes des Bathurst et des Liverpool qui dirigeaient alors l'administration »). — Le canal de Nicaragua (réflexions amères sur la politique des États-Unis à l'égard de l'Angleterre dans cette question). — Le caractère de la reine Victoria (portrait piquant de la défunte par une personne de son entourage. La reine fut une brave femme, très pénétrée de son rôle, très consciente, sans grande élévation naturelle d'esprit et passablement despote dans son intérieur. Article à lire pour les historiens). — Humanisme et christianisme (à propos de la réimpression des œuvres de Walter Pater. Comment, depuis la fin de l'Empire romain, on essaie de fondre les deux cultures classique et chrétienne). — La délivrance de Coumassie (épisode de la guerre des Achantis, qui a passé inaperçue au milieu des péripéties de la guerre du Transvaal, en 1900. Indolence des fonctionnaires de la Côte d'Or pour prévenir les hostilités ; panique des agents de la *Gold Fields Company*, dont une grande moitié se sauve à la côte et de là en Angleterre, abandonnant leurs collègues en pays ennemi. « Tout en reconnaissant que, dans les circonstances ordinaires, les civils ne sont pas obligés de risquer leur vie sans nécessité, cependant il est heureux qu'on ne voie pas souvent une troupe considérable d'Anglais abandonner à un petit nombre d'autres civils le soin de tenir une position stratégique de haute importance jusqu'à l'arrivée des secours militaires. » Critique assez vive du livre de Lady Hodgson, femme du gouverneur, sur le siège de Coumassie). — Mandell Creighton (l'évêque de Londres, ancien directeur de l'*English Historical Review*).

68. — Review of Historical Publications relating to Canada.
 T. V, 1900. — I. Relations du Canada avec l'Empire (publications diverses étudiant les transformations possibles de l'Empire anglais sous l'influence de l'impérialisme. Certains pensent que cet Empire devrait se suffire à lui-même, s'isoler des autres nations ; mais, sur 385 millions de sujets, il n'en compte que 60 millions de race blanche. C'est d'ailleurs un gros problème de savoir si l'on pourra refuser aux races colorées des droits politiques quand elles seront plus avancées en civilisation). — Davidson. *Commercial federation and colonial Trade policy*

(difficultés d'une fédération commerciale entre l'Angleterre et ses colonies, la première étant libre-échangiste, les secondes protectionnistes et réclamant des avantages pour leurs produits dans la Métropole. La solution serait de subventionner énergiquement des lignes de paquebots qui apporteraient ces mêmes produits coloniaux en Angleterre, à bon marché, mais sans renoncer en apparence au libre-échange officiel). — *II. Histoire du Canada.* *Dawson.* *Lines of Demarcations of Pope Alexander VI* (rien de nouveau; conclusions fausses). — *Winship.* Cabot bibliography (excellent). — *Miller Christy.* Essais sur une médaille commémorative du voyage de Drake (inutile) et sur des questions cartographiques relatives au détroit de Frobisher et à la carte de Nicolo Zeno. — *Gabriel Gravier.* Vie de Champlain (bon). — *Reuben Thwaites.* Jesuit relations (l'ouvrage est à peu près terminé, les trois derniers volumes, t. LXXI à LXXIII, étant à l'impression. Caractère général de cette importante collection, qui va de 1610 à 1791. Observe que les relations des Jésuites destinées au public sont toujours partiales, sans être fausses; observation qui n'a point le mérite de la nouveauté, puisque le P. de Rochemonteix a franchement déclaré que les missionnaires de la Compagnie écrivaient pour la seule édification des fidèles et ne disaient la vérité complète qu'à leurs supérieurs. Reconnaît que les reproches adressés aux Jésuites d'avoir toléré le paganisme des néophytes peuvent être vrais pour les missions d'Extrême-Orient, mais ne le seraient pas pour les missions d'Amérique; encore serait-il à savoir si les Pères n'avaient pas raison d'admettre le culte des ancêtres en Chine et si leur condamnation à Rome n'a pas arrêté le développement du christianisme dans l'Empire céleste, en même temps que la rénovation du pays par la prédication de l'Évangile. En tout cas, « les Anglais ont fait beaucoup moins que les Français pour civiliser les indigènes de l'Amérique; quant aux Hollandais, mieux vaut n'en point parler »). — *Girouard.* L'expédition du marquis de Denonville (sa traîtrise envers les Iroquois avait reçu la sanction de la cour de France). — *Bradley.* The Fight with France for North America (résumé excellent). — *Charles Moore.* The North-West under Three Flags, 1635-1796 (la région des grands lacs, l'Ohio et le Mississippi. Sottise du gouvernement anglais, abandonnant aux États-Unis ces territoires importants par esprit de concession inutile. Bon). — *Edward Smith.* England and America after Independence; *John Foster,* A century of American Diplomacy, 1776-1876; *Thomas Hodgins,* British and American Diplomacy affecting Canada (montrent les bavures diplomatiques de l'Angleterre dans ses rapports avec les États-Unis, l'hostilité intransigeante de ceux-ci à son égard et leur attention constante à profiter de son indolence). — *Mac Lean.* Settlements of Scotch Highlanders in America prior to the peace of 1783 (les Highlanders n'aimaient point émigrer; ce sont les circonstances politiques qui les ont amenés à suivre leurs chefs en Amérique, où ils ont ensuite servi la dynastie de Hanovre avec le loyalisme qui fait le fond de leur caractère). — *Hastings.* Papers of

George Clinton (les papiers du premier gouverneur de New-York, 1777-1804, en trois volumes; intéressant). — *Cruikshank. Campaign upon the Niagara Frontier in 1812* (deuxième volume terminant l'ouvrage). — *Emma Curie. The story of Laura Secord* (une héroïne de la guerre de 1813, à laquelle on doit prochainement élever un monument). — *Colonel Denison. Soldiering in Canada* (souvenirs d'un officier dont les travaux sur la cavalerie ont fait école en Europe et ailleurs. Le colonel Denison parle notamment de l'invasion des Fenians au Canada en 1866, contre lesquels on n'avait pris aucune précaution, quoiqu'on fut averti de leurs projets; et de l'insurrection de Riel, en 1885, qu'il attribue toute aux injustices et maladresses de l'administration). — *Friederici. Indianer und Anglo-Amerikaner* (vive critique des procédés américains à l'égard des Peaux-Rouges. Le livre est un acte d'accusation excellent en son genre, mais qui aurait besoin d'être contredit par une défense en règle; malheureusement, publié en Allemagne et pour les Allemands, il ne fera qu'accentuer l'antipathie des Germains contre les Anglo-Saxons). — *McLachlan. Publications diverses sur la numismatique et les médailles du Canada* (relève plusieurs erreurs et omissions au point de vue canadien). — *Furnham. Life of Parkman* (insuffisant). — *Robertson. History of the Freemasonry in Canada* (excessif: 2,200 pages sur un chapitre de la franc-maçonnerie dépassent les bornes permises. Mais personne autre qu'un franc-maçon riche et zélé n'aurait pu écrire ce livre, qui a coûté d'énormes recherches jusque dans les moindres hameaux d'Angleterre, et qui donne la biographie de tous ceux dont il est fait mention). — III. Histoire provinciale et locale. — *Harrisse. Découverte et évolution cartographique de Terre-Neuve* (livre utile, mais mal digéré). — La question de Terre-Neuve et les droits de la France (articles divers écrits pour défendre les prétentions coloniales). — *Nova Scotia Archives, II* (seconde série de documents, publiée par MM. Mac Mecham et Munro, aux frais du gouvernement de la Nouvelle-Écosse. Détails importants sur les Acadiens, de 1713 à 1749). — *Ganong. Historic sites in New Brunswick* (beaucoup de travail, d'érudition et de voyages sur les lieux. A pu identifier certains endroits dont le nom est mêlé à l'histoire de Champlain). — *Routhier. Québec et Lévis au xx^e siècle* (livre surtout de vulgarisation, écrit avec talent et donnant un résumé pittoresque des événements historiques et mondains de la colonie). — *Abbé Gosselin. Mgr de Saint-Vallier* (le plus turbulent des évêques de Québec; à consulter). — Société historique de Québec, mémoires et publications, 1898-1900. — *Read. The lieutenant-governors of Upper Canada; Ontario historical Society; Niagara historical Society*. — *Beckles Willson. The great Company; George Bryce. The Hudson's Bay company* (l'édition nouvelle du livre de B. Willson, publiée à Londres, est bien plus satisfaisante que la première; mais l'auteur, qui s'attache surtout au succès commercial de la Compagnie, ne rend pas suffisamment justice aux efforts de ses agents locaux, dont il n'a jamais partagé la vie rude et périlleuse. Le professeur Bryce les com-

prend davantage, ayant vécu plusieurs années dans leur milieu. Il a eu communication de journaux manuscrits et de relations inédites qui font de son ouvrage une véritable chronique de la découverte du Grand-Nord). — *Baillie Grohman. Fifteen Years' sport in western America and British Columbia* (expériences fort intéressantes d'un sportsman doublé d'un explorateur et d'un colon. Détails curieux sur l'histoire et les mœurs du pays durant les vingt dernières années). — *Osborn. Greater Canada* (remarquable. Beaucoup de renseignements nouveaux sur l'ouest du pays. La construction de la grande ligne du Pacifique canadien a empêché cette région de tomber aux mains des États-Unis et l'a heureusement rattachée au Dominion). — IV. Géographie, économie politique, statistique. — *Baedeker. Canada, Terre-Neuve et Alaska* (seconde édition; excellente. Quelques erreurs dans les dates historiques, empruntées d'ailleurs au *Statistical Year Book of Canada*, qui est dès lors responsable de ces menues fautes. Cartes parfaites et complètement à jour). — *Adney, Spurr, Tyrrell, Heilprin, Osborne*. Articles et livres sur le Klondyke (climat sain et agréable, même en hiver. La longueur des jours d'été permet aux légumes et à plusieurs céréales de mûrir. Les mineurs de toute provenance semblent avoir un goût particulier pour Shakespeare, dont les œuvres sont très appréciées pendant les longues soirées d'hiver; et plusieurs clubs se sont formés, où chacun lit à haute voix le rôle d'un personnage). — *Wilcox. The Rockies of Canada* (très beau livre; photographies précieuses et dont plusieurs donnent des vues de montagnes difficilement accessibles. Insiste sur l'effrayant ravage des forêts, dont un quart a disparu déjà, brûlé par la foudre ou la maladresse insouciante des trappeurs). — *Statistical Year Book of Canada, for 1899* (bizarrement compilé). — V. Archéologie, ethnographie, Folk-Lore. — *Moorehead. Prehistoric implements; archaeological Report, 1899; Hunter. Huron villages in the township of Tay; Laidlaw. Archaeological Discoveries in Ontario*, etc. (livres et articles sur les Indiens: Hurons, Wyandots, Iroquois. Hochelagans et Mohawks). — *James Tait. Harlan Smith, Livingston Farran* (articles et mémoires sur les Indiens de la Colombie britannique). — *Ethnological Survey of Canada* (troisième rapport. A noter une communication de M. Benjamin Sulte, sur les premiers colons français du Canada, de 1608 à 1615). — *Payne. History of the New World, called America*, t. II (consacré à l'Amérique aborigène; plan défectueux; pas toujours au courant des derniers travaux; mais, en somme, ouvrage original et suggestif). — *De Roe. History of America before Columbus* (utile par les extraits d'ouvrages cités; mais conclusions généralement fausses). — *Grinnell. Indians of To-Day* (écrit par un auteur compétent et qui a vécu longtemps parmi les sauvages). — Publications sur la religion et le Folk-Lore. — VI. Éducation et bibliographie. Notice sur Sir Daniel Wilson, premier président de l'Université actuelle de Toronto.

Anno XXVI, 1901, fasc. 2. — F. LEMMI. Joachim Murat et les aspirations unitaires de 1815 (il était impossible à Murat de sauver sa couronne; sa chute était décidée, même s'il ne s'était pas tourné contre Napoléon. L'Autriche ne pouvait tolérer en Italie un prince qui représentait malgré tout l'esprit même de la révolution et de l'unité italienne). — G. ROMANO. Niccolò Spinelli da Giovinazzo, diplomate du XIV^e s.; suite (chap. VIII : le royaume de Naples et le schisme; l'intervention de Charles de Duras; la catastrophe de Jeanne et de Louis d'Anjou, 1378-1384); suite au fasc. 3 (chap. IX : Niccolò Spinelli au nombre des gouverneurs angevins du royaume; son passage et son séjour en Lombardie au service de Jean-Galéas Visconti, 1384-1394). — G. GUERRIERI. Les comtes normands de Nardò et de Brindisi, 1092-1130 (publie neuf diplômes en appendice). — V. SPINAZZOLA. L'inscription grecque du temple des Dioscures (en retournant une pierre tombale de la chartreuse de Saint-Vincent, avec le nom du marquis Casella gravé en 1637, on a trouvé un fragment de l'inscription du temple des Dioscures; ce sont seulement quelques lettres, mais qui permettent de reconstituer à peu près la disposition originale). = A part : le *Diario napoletano* de 1799 à 1825; suite. — Fasc. 3. G. DE PETRA. Aufidena; fouilles et topographie. — G. BELTRANI. Les magistrats municipaux de Naples en décembre 1798 et janvier 1799 et la défense présentée par le prince de Canosa (qui avait donné sa démission, sous prétexte qu'il ne pouvait plus rien pour maintenir en paix une population surexcitée de 40,000 âmes. Publie en appendice le mémoire du prince. Intéressant comme prélude à l'histoire de la révolution napolitaine).

70. — **Nuovo Archivio veneto.** Nouv. série, anno I, n° 2 (n° 42), 1901. — L. RIZZOLI. De deux sceaux antiques de Feltre et de Pieve di Sacco, 1385 et 1392. — E. BESTA et R. PREDELLI. Les statuts municipaux de Venise antérieurs à 1242 (publie le texte, inédit jusqu'ici, de ces statuts). — GIUS. MARANGONI. Lazzaro Bonamico et l'Université de Padoue dans la première moitié du XVI^e s. (intéressant pour l'histoire de l'humanisme). — LEICHT. Francesco di Manzano (notice emphatique et peu précise sur un étudier frioulan du siècle dernier). — G. ANDRICH. Statuta de Cadubria per illos de Camino, 1235 (organisation de la communauté agricole de Cadore, d'après les statuts qui lui furent donnés par Biaquino III de Camino; ces statuts ont été publiés par Ronzon en 1900). = Bibliographie : *Valensise*. Il vescovo di Nicastro, poi papa Innocenzo IX, e la lega contro il Turco (documents intéressants pour l'histoire des années 1566-1573, mais présentés sans méthode ni critique). — FR. SURIANO. Il Trattato di Terra Santa e dell' Oriente, publ. par P. Gerolamo Golubovich (texte important très bien publié).

CHRONIQUE ET BIBLIOGRAPHIE.

France. — L'Académie des sciences morales et politiques a élu correspondant étranger M. Hermann HUEFFER, l'éminent professeur de Bonn qui a publié tant de précieux travaux et documents sur l'histoire politique et militaire pendant la Révolution française. — Notre collaborateur M. Albert BABEAU a été élu membre libre en remplacement de M. Perrens, décédé.

— L'excellent manuel de notre collaborateur, M. Auguste MOLINIER, sur les *Sources de l'histoire de France*, 1^{re} partie (A. Picard), comprend les divisions suivantes : I. Les Mérovingiens : 1^o Préliminaires; époque primitive; 2^o Auteurs grecs et romains jusqu'aux invasions; 3^o Premiers textes chrétiens (vies de saints, par ordre chronologique, du m^e siècle à saint Martin de Tours); 4^o les Invasions; 5^o Grégoire de Tours; 6^o Pseudo-Frédégaire et continuateurs; 7^o Petites chroniques (*Gesta regum Francorum*, *Gesta Dagoberti*, Aimoin); 8^o Sources indirectes (Fortunat, recueils de lettres); 9^o Sources étrangères; 10^o Vies de saints (par régions; évêques et princes du vi^e et du viii^e siècle, par ordre chronologique); 11^o Chroniques universelles. II. Les Carolingiens : 1^o Renaissance carolingienne; 2^o Pépin le Bref et Charlemagne; 3^o Annales carolingiennes (et Annales royales); 4^o Louis le Pieux; 5^o Poésies carolingiennes; 6^o Charles le Chauve; 7^o Nécrologes; recueils de lettres; 8^o Invasions normandes; 9^o Historiens français de 899 à environ 919; Historiens étrangers du x^e siècle (887-931); 10^o Historiens français du x^e siècle (932-949). — On admirera dans ce manuel, si logiquement construit, l'abondance et la sûreté des informations. C'est un instrument de travail de premier ordre.

— Avec la 4^e livraison qui vient de paraître (Leroux. Prix : 4 fr.), M. R. DE LASTEYRIE a terminé le t. III de son inestimable *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques publiés par les Sociétés savantes de la France*. Elle contient la suite des Sociétés du département de la Seine. On y trouvera par exemple la Société des Anciens textes français, la Société d'anthropologie de Paris, la Société des Antiquaires de France (cette dernière occupe à elle seule plus de 120 colonnes), la Société asiatique, la Société bibliographique. Dans la préface, M. de Lasteyrie a commencé une liste assez longue de Sociétés, qu'on aurait pu croire des Sociétés savantes sur la foi de leur titre, mais qui ou n'ont point vécu, ou n'ont rien publié, ou n'ont été que des entreprises commerciales sous une fausse apparence scientifique, et que, pour ces raisons, il a dû exclure de sa *Bibliographie*. Le labeur auquel il s'est

livré, tant pour dresser cet inventaire des rebuts que pour dépoiller les publications des Sociétés vraiment scientifiques, a été considérable : les articles indiqués dépassent déjà le chiffre de 60,000. C'est un très grand effort et dont on ne saurait lui devoir trop de reconnaissance.

— M. Georges de MANTHEY a fait tirer à part l'article sur le *Seau-matrice du comte d'Anjou Foulques le Jeune (1109-1144)*, qui a paru au t. LX des *Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France*.

— Le 134^e fascicule de la *Bibliothèque de l'École des hautes études* est consacré à une thèse brève, mais substantielle, de M. Émile PICARD sur les *Marchands de l'eau, hanse parisienne et compagnie française* (Bouillon, 79 p.).

— L'*Annuaire de l'École* pour 1902 débute par un mémoire de M. Henri GAIROZ, intitulé : *la Réquisition d'amour et le symbolisme de la pomme* (étudiés en Irlande, chez les Grecs, dans l'iconographie chrétienne et aux Antipodes).

— Tous les amis de l'histoire se réjouiront d'apprendre que le t. I de l'édition, préparée par M. B. de MANDROT, des *Mémoires de Philippe de Commynes* vient de paraître (*Collection de textes pour servir à l'étude et à l'enseignement de l'histoire*. A. Picard, 473 p. Prix : 7 fr. 50). Le ms. que M. de Mandrot a pris pour base de son édition, lit-on dans l'Avis au lecteur, « n'a été connu daucun des éditeurs antérieurs, et c'est aussi le seul qui comprenne ce qu'on a, depuis Sauvage, pris l'habitude de désigner sous les rubriques de livre VII et de livre VIII des *Mémoires*, à savoir le récit de l'expédition de Charles VIII en Italie. Écrit aux environs de l'année 1530, ce précieux manuscrit a été la propriété d'Anne de Polignac, fille de Jean, seigneur de Randan et de Beaumont, et de Jeanne de Chambes, qui était sœur de la femme de Ph. de Commynes. » Nous croyons que ce travail fera époque dans l'histoire du texte de Commynes et qu'il fera oublier la plupart au moins des éditions précédentes. Le t. I comprend les années 1464-1477.

— M. Alfred CARTIER (*les Idées politiques de Th. de Bèze d'après le traité du droit des magistrats sur leurs sujets*. Genève, Jullien et Georg, 1900, in-8, 20 p. Extrait du *Bull. de la Soc. d'hist. et d'archéol.*) restitue, sans contestation possible, à Th. de Bèze la paternité du petit volume imprimé (probablement à Lyon) en 1573, et où fut exposée pour la première fois, avant les *Vindiciae*, la doctrine révolutionnaire de la souveraineté du peuple et du droit à l'insurrection. Ce traité sort d'une leçon faite par Bèze à l'Académie de Genève sur le cinquième commandement.

— M. LACOUR-GAYET, qui a entrepris un travail d'ensemble remarquable sur les projets de descente en Angleterre au XVII^e siècle, dont les lecteurs de la *Revue historique* et du *Correspondant* ont eu la primeur, vient de faire paraître dans la *Revue maritime* et à part une étude émouvante sur la *Campagne navale de la Manche en 1775* (Chape-

lot, 45 p. in-8°). M. Lacour-Gayet y voit avec raison un exemple de défauts et d'erreurs qui ont très souvent amené des désastres pour la France. Le point de départ de cette expédition avait été un projet de descente en Irlande par M. de Wall, les projets de débarquement en Angleterre du comte de Broglie et de Carlet de la Rozière, enfin, plus directement, les projets de Dumouriez sur Portsmouth et l'île de Wight et ceux de Hamilton sur Plymouth, Dartmouth ou Portsmouth. En 1778-1779, l'entreprise était réalisable; mais on eut la malheureuse idée de combiner l'action de notre flotte avec celle de deux escadres espagnoles et de confier la nôtre à l'indécis d'Orvilliers. De plus, la négligence et les lenteurs trop habituelles en France comme en Espagne rendirent difficile la réalisation d'un plan gigantesque qui demandait célérité et précision. D'Orvilliers fut prêt le 3 juin au lieu du 1^{er} mai. Il dut attendre jusqu'au 12 juillet l'escadre de Cadix sur les côtes de Galice. Une épidémie ravagea sa flotte et lui enleva son fils. Des vents contraires et les prétentions de l'amiral espagnol ralentirent les opérations; on ne lui envoya pas les approvisionnements dont il avait besoin; on changea tout le plan de campagne au moment où il allait préparer la descente sur Wight et la côte voisine; il chercha en vain à atteindre l'escadre de l'amiral Hardy. Enfin, il rentra à Brest le 14 septembre, et les troupes de débarquement de Saint-Malo et du Havre furent licenciées en novembre. M. Lacour-Gayet a raconté cette lamentable expédition de notre invincible Armada avec une émotion communicative grâce aux documents de nos archives presque tous demeurés inédits jusqu'ici.

— M. Fernand MARTIN, avocat, vient de publier, sous ce titre : *les Jacobins au village*, un document intéressant et rare : *le Registre complet des délibérations de la Société des amis de la Constitution de la ville d'Artonne (Puy-de-Dôme) du 1^{er} mai 1790 au 30 ventôse an III*; Société qui devint, par la suite, la Société populaire et qui fut affiliée dès l'origine au club des Jacobins de Paris. Ce document permet de suivre presque jour par jour le mouvement et l'évolution des idées libérales d'abord, révolutionnaires ensuite, dans la classe agricole (Clermont-Ferrand, Julliot. Prix : 10 fr.).

— Dans les analyses que nous avons données de la *Revue militaire*, rédigée par l'État-major de l'armée, nous avons mentionné les récits très complets qui paraissent sur la guerre franco-allemande. C'est le recueil, formé pour ainsi dire jour par jour, de tous les documents de nos archives qui se rapportent à cette histoire. C'est donc, en un sens, la contre-partie de la volumineuse publication exécutée par le grand État-major allemand, et le recueil français ne sera pas moins important à consulter pour les historiens. Ces articles paraissent en fascicules détachés (*la Guerre de 1870-1871*. R. Chapelot) : le 1^{er} va de juillet 1866 à juillet 1870 (1 vol. Prix : 2 fr.); le 2^e se rapporte aux journées des 28 et 29 juillet 1870 (1 vol. Prix : 2 fr. 50); le 3^e aux journées des 30 et

31 juillet (1 vol., avec carte. Prix : 3 fr.); le 4^e aux journées des 1^{er} et 2 août (1 vol. Prix : 3 fr. 50); le 5^e aux journées des 3 et 4 août (1 vol., avec carte. Prix : 5 fr.).

— Sous le titre général d'*Annales internationales d'histoire*, la 6^e section (*Histoire comparée des littératures*) du Congrès d'histoire comparée tenu à Paris en 1900 publie le compte-rendu de ses séances (Paris, Colin, 1901, in-8°, 276 p.). Signalons aux historiens l'étude, remarquable par la largeur des aperçus, sur la *Littérature européenne* de M. F. BRUNETIÈRE, et l'*Influence de la littérature française dans la littérature arménienne* de M. A. TCHOBANIAN.

— L'*Assistance sociale, pauvres et mendians* (Paris, Alcan. *Bibliothèque générale des sciences sociales*, 1901, in-8°, 304 p.), par M. Paul STRAUSS, contient des parties historiques intéressantes sur la loi des pauvres en Angleterre, sur la charité sous l'ancien régime (répression de la mendicité, bureaux des pauvres, ateliers de charité) et sur l'histoire de l'assistance publique pendant la Révolution et depuis.

— Le Père Eugène GRISELLE, auteur d'une thèse de doctorat soutenue récemment devant l'Université de Caen sur *Bourdaloue; histoire critique de sa prédication*, et le P. CHÉROT viennent de fonder une *Revue Bourdaloue, recueil trimestriel de sermons et documents inédits*, dont la première livraison paraîtra à partir du 1^{er} janvier 1902 (bureaux de la *Revue*, rue Nationale, 77, à Lille). C'est une sorte de pendant à la *Revue Bossuet*, qui paraît depuis 1899.

— M. Charles BONNET a fait tirer à part l'article amusant et bien documenté qui a paru dans la *Revue de l'Histoire de Versailles et de Seine-et-Oise* sur l'acquisition par Joséphine de Beauharnais de la Malmaison et de l'étang de Saint-Cucuphas (*Mme Bonaparte à la Malmaison*. Versailles, Bernard ; Paris, A. Picard, 1901, 39 p.).

— MM. Joseph Rousse et Marcel GIRAUD-MANGIN, conservateurs de la bibliothèque publique de Nantes, ont publié le t. I du Catalogue des mss. de la collection Dugast-Matifeux relatifs à la période révolutionnaire (Nantes, impr. Salières, VIII-264 p.).

— MM. le vicomte de CAIX et Albert LACROIX ont entrepris à la librairie Ollendorff la publication d'une *Histoire illustrée de la France* qui comprendra vingt volumes. Le premier volume, consacré à la période préhistorique et à la Gaule indépendante, ne donne pas une mauvaise idée de l'ouvrage, mais nous regrettons que l'illustration ne se borne pas à la reproduction d'objets et de monuments réels et soit en majeure partie composée de compositions de fantaisie dont la valeur artistique ne compense pas le caractère peu scientifique.

— M. Maurice LORI a réuni, sous le titre d'*Essais d'histoire maritime* (Berger-Levrault), une série de courts articles vivement écrits et puisés aux bonnes sources sur l'histoire maritime de la Révolution et de l'Empire. Les plus intéressants sont ceux qui traitent de la livraison

de Toulon aux Anglais en 1793, du combat du *Ca Ira* (14-15 mars 1795), de Brueys à Aboukir (1^{er} août 1798) et des aventures de Rivoire, un marin royaliste traître à la France et à son roi.

— Signalons trois nouvelles biographies parues dans la collection des *Saints* (Lecoffre), un remarquable *Jean Chrysostome*, de M. A. PUECH, le *Bienheureux Raymond Lulle*, par M. Marius ANDRÉ, que son séjour en Espagne a mis en rapport avec les *Lullistes* de Catalogne, et *Sainte Thérèse*, de M. Henri JOLY, qui forme un digne pendant de son *Saint Ignace de Loyola*.

— M. F. STROWSKI vient de publier à la librairie Lecoffre des *Extraits de Bossuet* très ingénieusement disposés dans l'ordre chronologique, de manière à former une sorte de biographie intellectuelle et morale de Bossuet. Cette disposition des matières double l'intérêt des extraits.

— M. LETAINTURIER-FRADIN, bien connu par ses travaux sur le duel et l'escrime, a été attiré vers la figure de la *Chevalière d'Éon* (Flammarion), par ses mérites de fine lame. Il a bravement entrepris le panégyrique du fameux et équivoque aventurier dont il exalte, dans un volume fort piquant, « l'énergie et la noblesse de caractère. »

— Le huitième et dernier volume des *Souvenirs du baron de Barante* (C. Lévy) contient la correspondance de décembre 1855 à juin 1866, une table et un index. Ce sont dix années du second Empire jugées par les hommes les plus distingués du parti orléaniste.

— Les *Mémoires en faveur de l'alliance avec la Russie et contre l'idée de la conquête des bords du Rhin faits en 1863 et en 1868 par un diplomate* et publiés en 1895 et 1897 par la *Revue du Bas-Poitou* (Claireaux, Fontenay-le-Comte) sont l'œuvre de M. le baron de MESNARD, chargé d'affaires à Lisbonne en 1869. Il vit très clair lorsqu'éclata la candidature Hohenzollern; et d'avance, dès 1868, il avait prévu et les ambitions de la Prusse et celles de la France, les dangers qu'offrait pour la France toute velléité d'extension à l'est et la nécessité d'une alliance russe pour se garantir contre la Prusse. M. de Mesnard a été le précurseur d'une alliance qui a été conclue lorsqu'elle n'avait plus pour la France qu'un intérêt diminué.

— Les *Propos de Félix Faure* (Soc. d'éditions littéraires), par SAINT-SIMONIN, sont un livre très amusant dont l'histoire fera son profit. Si M. Mermeix a endossé la responsabilité de ces mémoires fragmentaires, aucun de ceux qui ont vécu dans l'intimité de l'Élysée n'a douté que l'ami à qui nous les devons ne fût M. A. D., avec la collaboration de tel ou tel des familiers et des ministres de l'ancien président. Rien d'important pour la politique générale ne ressort de ces pages, et les appendices sur Fachoda montrent assez combien F. Faure était inexactement renseigné sur les faits les plus graves et les jugeait superficiellement; mais la figure du président nous y apparaît très nette dans ses traits essentiels, telle qu'elle était aux

derniers temps de sa vie, quand l'infatuation et les fatigues d'une situation disproportionnée à ses forces et à ses mérites lui eurent fait perdre les qualités de finesse et de bon sens qui au début s'uoissaient chez lui à une véritable bonhomie. Il ne manquait pas d'intelligence, il aimait son pays et avait le sentiment de ses devoirs professionnels, mais la véritable élévation morale lui manquait comme du reste à ses ministres. Il avait assez de conscience pour que les angoisses de l'affaire Dreyfus aient contribué à hâter sa fin; pas assez de courage moral pour sauver la France du déshonneur dont elle était menacée. Il crut naïvement pouvoir supprimer le crime en refusant de s'en occuper.

— M. Eugène d'EIGHTHAL a réuni, sous le titre : *Socialisme, communisme et collectivisme* (Guillaumin), une série d'études et d'articles qui forment à la fois une histoire des doctrines socialistes contemporaines et une discussion de ces doctrines conduite avec un sens très vif des réalités et un esprit philosophique dont les économistes sont d'ordinaire trop dépourvus. Il n'a pas la naïveté de se scandaliser d'un mouvement qui est le résultat naturel des progrès de l'industrie, des lumières et du bien-être, mais il signale avec vigueur les côtés utopiques et irrationnels des doctrines communistes.

— On lira avec fruit le recueil des articles publiés par M. Henri MICHEL de 1881 à 1891 sur l'*Enseignement secondaire* (Hachette) dans le journal *le Temps*. Il est peu de questions soulevées par les réformes de l'enseignement secondaire que M. Michel n'ait abordées dans un esprit libéral, pénétré des nécessités de notre société démocratique et de notre temps, et dans une disposition optimiste assez rare aujourd'hui pour être signalée. Le petit livre de M. G. LANSON sur *l'Université et la société moderne* (Colin) est plus hardi. Il veut vraiment un esprit nouveau dans l'enseignement et sait que cet esprit nouveau créera des formes nouvelles. Ce sont deux livres bons à méditer.

— M. Ch. DIEHL vient d'ajouter à ses intéressantes *Excursions archéologiques en Grèce* (Colin) un second volume, *En Méditerranée*, qu'on ne lira pas avec moins de plaisir. De Spalato et de Salone, où l'on retrouve, sous la direction de Mgr Bulitch, des restes de l'antiquité chrétienne d'une importance capitale, on fait par Zara et Raguse une excursion en Bosnie et en Herzegovine, qui est la partie la plus remarquable du volume. L'œuvre de l'administration autrichienne, œuvre de civilisation accomplie avec une habileté consommée, mêlée de duplicité et d'arbitraire, y est décrite et appréciée avec autant d'équité que d'indépendance. De là, nous faisons le pèlerinage de Delphes, avec M. Homolle, puis celui du mont Athos, pour arriver enfin à Constantinople et revenir par Chypre, Rhodes et Jérusalem. Le chapitre sur Chypre et Rhodes sera lu avec une vive curiosité. Personne mieux que M. Diehl n'était capable de mettre en lumière les vestiges de la France d'Orient du moyen âge conservés dans ces deux îles dont nous avons

stupidement laissé la plus belle, le royaume des Lusignan, tomber aux mains de l'Angleterre.

— M. le comte FLEURY a eu l'heureuse pensée de publier les *Souvenirs de M. Detourne* (C. Lévy). Il a très habilement, avec les récits recueillis de la bouche de l'incomparable acteur et avec des lettres d'acteurs et d'actrices qu'il lui a communiquées, composé une sorte d'histoire anecdotique du théâtre français de 1850 à 1890. Sous une forme légère et charmante, c'est un chapitre de l'histoire de la littérature et de la société française au xix^e siècle.

— Le second volume de l'*Histoire des relations de la Chine avec les puissances occidentales* (Alcan) de M. H. CORDIER est consacré aux années 1875-1887 sous le régime de l'empereur Kouang-Siu. Il comprend par conséquent toute l'affaire du Tong-King et celle de Koueldja. Pour bien apprécier la valeur de l'ouvrage de M. Cordier, il ne faut pas lui demander autre chose que ce qu'il prétend nous donner : un recueil de documents pour la plupart inédits et réunis pour la première fois, classés et coordonnés avec l'exactitude chronologique la plus rigoureuse et accompagnés de notices précises sur les personnages politiques qui ont pris part aux événements. Tel qu'il a été conçu et exécuté, dans un esprit d'objectivité historique absolue et avec l'exactitude scrupuleuse qui caractérise tout ce que publie M. Cordier, son ouvrage est un véritable trésor d'informations authentiques et contrôlées qui sera d'un prix inestimable pour les historiens et pour les diplomates. G. M.

— Il nous est difficile de tenir nos lecteurs au courant des ouvrages de voyage ou des études coloniales, bien que leur intérêt historique soit souvent très grand. Nous devons cependant signaler l'excellent livre de M. L. VIGNON sur l'*Exploitation de notre empire colonial* (Hachette) où sont exposés avec une grande indépendance les fautes commises, les importants résultats acquis, les mesures à prendre; le volume de M. H. FROIDEVAUX, sur l'*Œuvre scolaire de la France aux colonies* (Challamel), exposé historique très précis et très encourageant d'une œuvre de civilisation française encore bien imparfaite, mais qui a déjà donné des fruits; le premier fascicule des *Études d'économie sociale* (Nony) de M. H. HAUSER, consacré aux *Colonies allemandes impériales et spontanées*; trois volumes remarquables sur l'Extrême-Orient, la *Rénovation de l'Asie* (Colin) par M. Pierre LEROY-BEAULIEU, où est spécialement étudié l'état économique et social du Japon, de la Chine et de la Sibérie; la *Chine ancienne et nouvelle* (Colin), de M. G. WEULERSSE, impressions et réflexions d'un voyageur doué d'un esprit d'observation très aiguisé et d'un sens historique avisé; les *Troubles de Chine et les missions chrétiennes* (Fischbacher), de M. R. ALLIER, où sont signalés avec sincérité (comme le fait Weulersse d'ailleurs) le mal causé en Chine par la manière dont les missionnaires catholiques ont compris leur tâche, se faisant hâter par leur esprit de domination, leur avidité et leur mépris pour

les mœurs et les sentiments des indigènes, l'œuvre néfaste en particulier d'hommes tels que Mgr Favier et Mgr Anzer, qui n'ont de chrétien que le nom, et ont agi partout en conquérants et en exploiteurs sans scrupules.

— Dans le même ordre d'idées, signalons le très important ouvrage de M. LE CHATELIER sur *l'Islam dans l'Afrique occidentale* (Steinheil), où l'on trouvera une histoire des missions musulmanes dans les régions du Sénégal, de la Gambie et du Niger, et un tableau de l'état actuel des populations musulmanes dans ces contrées. Écrit en 1888 par un homme qui s'est distingué par ses éminentes qualités d'explorateur et d'administrateur, et dont les livres sur l'Islam au xixe siècle et sur les confréries de l'Hedjas font autorité, ce travail, laissé de côté par son auteur pendant dix ans, a été fort heureusement mis au point et publié. Des cartes très bien conçues éclairent le texte et rendent sensibles les étapes de la pénétration musulmane.

— Dans la collection des « Dictionnaires départementaux, » et sous le titre : *Charente-Inférieure, dictionnaire, annuaire et album*, la librairie Flammarion publie (1901, 800 pages, 250 portraits) un ouvrage qui sera utile. L'introduction rattache le passé au présent en énumérant les noms les plus célèbres de l'Aunis et de la Saintonge, d'après les *Marins rochelais* de M. DE RICHEMOND, la *Biographie de la Charente-Inférieure* de MM. Henri FEUILLERET et DE RICHEMOND et la *Biographie saintongeaise* de P.-D. RANGUET. Quant à l'ouvrage lui-même, outre les articles consacrés aux notabilités départementales dans les sciences, les lettres, les arts, la philosophie et la religion, il énumère les hommes utiles, modestes, dignes d'échapper à l'oubli. Quelques-unes de ces notices sont de véritables pages d'histoire, par exemple la biographie d'Émile Delmas. Toutes sont suggestives. Quelques fautes typographiques, inévitables dans un texte de huit cents pages, se rencontrent dans les notes bibliographiques.

LIVRES NOUVEAUX. — **HISTOIRE LOCALE.** — *Abbé P. Dubourg.* Monographie de Caudecoste, comprenant une notice sur la paroisse de Saint-Nicolas de la Balerme et sur les châteaux de Nazelles et de Saint-Philip, dans le canton d'As-taffort. Agen, impr. moderne, ix-450 p. — *A. de Dufau de Maluquer.* Le pays de Foix sous Gaston Phébus. Rôle des feux du comté de Foix en 1390 (Bull. de la Soc. des sciences, lettres et arts de Pau, t. XXVIII, 1898-99). Foix, Gadrat, 284 p. — *J. Perrin.* 1814. Sièges de Sens ; défense de l'Yonne et campagne du général Allix. Sens, Duchemin, 244 p. — *G. Clément-Simon.* Le régiment de Tulle, offert par la ville au roi Louis XIV en 1689. Champion, 25 p. — *G. Doublet.* Le jansénisme dans l'ancien diocèse de Vence. Picard et fils, 340 p. Prix : 5 fr. — *R. Fage.* La vie à Tulle aux xvii^e et xviii^e siècles. Ibid., vii-451 p. Prix : 7 fr. 50. — *L. Loyer.* Histoire de l'église de Besançon, t. I. Besançon, impr. Jacquin, 347 p. in-16. — *Chanoine Porée.* Histoire de l'abbaye du Bec, t. II. Évreux, impr. Hérissey, 680 p. Prix : 9 fr. — *Comte de Rosmorduc.* La noblesse de Bretagne devant la Chambre de la réformation, 1668-1671. Arrêts de maintenue de noblesse, t. III. Saint-Brieuc, impr. Prud-

d'homme, 681 p. — *Comte de Saint-Saud*. Essai sur la deuxième recherche de la noblesse dans la généralité de Bordeaux, 1696-1718. Vannes, impr. Lafolye, 153 p. (Revue des Questions héraldiques.)

Belgique. — C'est avec un vif regret que nous avons appris la mort, survenue le 1^{er} décembre, à Fayt-lez-Manage, de M. Eugène LAMEERE, professeur agrégé à l'Université de Bruxelles. Ce jeune érudit, — il n'avait pas trente ans, — s'était formé aux bonnes méthodes à Bruxelles sous la direction de MM. Van der Kindere, Lonchay et Leclère, puis il avait fréquenté durant plusieurs années les principales Universités de France et d'Allemagne. La dissertation qui lui avait valu le grade de docteur spécial avait été fort remarquée. Dans cette étude sur *le Grand Conseil des ducs de Bourgogne de la maison de Valois* (Bruxelles, Castaigne, 1900, in-8°, 212 p.), M. Lameere avait fait preuve d'une vaste érudition servie par une critique pénétrante. Nous reparlerons d'une manière plus détaillée des travaux pleins de mérite dus à ce jeune maître si estimable. Sa mort est pour l'Université de Bruxelles et pour la science historique une perte cruelle.

— Nous avons rendu autrefois (*Rev. hist.*, LII, 413; LXV, 390) un juste tribut d'hommages à M. H. PIRENNE pour son excellente *Bibliographie de l'histoire de Belgique*. Cet essai d'un répertoire systématique destiné à nous renseigner sur les principales sources et les principaux travaux d'érudition relatifs à cette histoire était très heureux et obtint un légitime succès : publié vers la fin de 1893, il était épuisé dès 1896. Le savant professeur de l'Université de Gand vient de faire paraître une 2^e édition de cet utile travail¹; elle comprend 2,586 numéros, tandis que la première n'en donnait que 2,084. Nous signalerons aussi une innovation louable : des notes très concises sur la valeur de certains ouvrages ; elles seront extrêmement utiles, surtout aux débutants.

— M. A. GAILLARD a fait paraître en 1898 le t. I d'un vaste travail intitulé : *le Conseil de Brabant. Histoire. Organisation. Procédure* (Bruxelles, Le Bègue, in-4°, 492 p.). Nous avons donné un aperçu de l'intérêt qu'il présente et nous avons loué l'érudition et la patience avec lesquelles l'auteur avait su mener à bonne fin d'immenses recherches (*V. Revue hist.*, LXXI, 328-329). Nous recevons aujourd'hui le t. II de cette étude conscientieuse²; il traite du ressort du Conseil, de sa double juridiction contentieuse et volontaire, de son intervention dans l'exercice du pouvoir législatif, de son contrôle sur les administrations communales. Il aborde ensuite l'organisation du Conseil et

1. *Bibliographie de l'histoire de Belgique. Catalogue méthodique et chronologique des sources et des ouvrages principaux relatifs à l'histoire de tous les Pays-Bas jusqu'en 1598 et à l'histoire de la Belgique jusqu'en 1830*. Bruxelles, Lamertin, in-8°, 270 p.

2. Bruxelles, Le Bègue, in-4°, 424 p.

s'occupe longuement du chancelier, du procureur général, de l'office fiscal et des autres « suppôts » du grand corps judiciaire. Un chapitre particulièrement fouillé est consacré aux gages, émoluments et médianates. La documentation de ce livre important est très abondante et presque tout y est neuf. Un 3^e volume achèvera l'ouvrage.

— M. J. LAENEN, docteur de l'Université de Louvain, vient de publier sa dissertation inaugurale¹. C'est une contribution importante à l'histoire des Pays-Bas pendant le règne de Marie-Thérèse. L'auteur a recueilli les éléments de sa solide monographie aux archives de Vienne, de Rome, de la Haye, de Bruxelles, et à la bibliothèque Ambrosienne de Milan. Nous consacrerons un article spécial à ce travail remarquable.

— Nous avons parlé mainte fois des études historiques publiées par un jeune et estimable érudit belge, M. Alfred DE RIDDER (voir *Rev. hist.*, LXV, 141, 143, 149; LXXI, 330; LXXII, 366). Nous signalerons aujourd'hui du même auteur une œuvre juridique des plus utiles pour les historiens : *la Noblesse en Belgique* (Bruxelles, veuve Larcier, in-4^o, 140 p.)². On trouvera dans cette dissertation un exposé méthodique, clair et complet de tout ce qui concerne la législation héraldique belge : comment s'acquiert la noblesse; les pouvoirs du roi; la concession de noblesse; la reconnaissance de noblesse; l'admission dans la noblesse; les titres et prédicts des armoiries; la noblesse conférée à des Belges par des souverains étrangers; les édits et arrêtés héraldiques sous les divers régimes; la preuve de la possession de noblesse; la transmission de la noblesse et des titres; la perte des droits nobiliaires; les usurpations, etc. C'est un excellent répertoire, résultat de longues recherches poursuivies avec sagacité; on y trouvera une foule de renseignements dispersés dans des ouvrages rares ou dans les archives.

— M. Paul FREDERICQ a rendu compte ici même (LXXII, 410) de la *Bibliographie de l'Université de Louvain*, due à M. V. BRANTS. Cet utile répertoire a reçu un *Premier supplément* (Louvain, Peeters, 1901, in-8^o, 74 p.).

Allemagne. — L'illustre indianiste Albrecht WEBER est mort à Berlin, le 30 novembre dernier, à l'âge de soixante-seize ans. Il était professeur à l'Université de Berlin depuis 1856. Les *Indische Studien*, qu'il dirigea de 1850 à 1885 et dont il fut le principal collaborateur, sont un recueil très précieux d'articles pour l'étude du sanscrit et du prakrit.

— Le Dr FRIEDENSBURG, premier secrétaire de l'Institut historique à

1. *Le ministère de Botta-Adorno dans les Pays-Bas autrichiens pendant le règne de Marie-Thérèse* (1749-1753). Anvers, librairie néerlandaise, in-8^o, 297 p.

2. Tiré à part des *Pandectes belges* de E. Picard et N. d'Hoffschmidt.

Rome, a été nommé directeur des archives de Stettin. — L'archiviste de Stettin, G. WINTER, a été nommé archiviste de l'État à Osnabruck. — M. Gabriel MONOD a été élu membre correspondant de l'Académie des sciences de Goettingue.

— Les importants *Regestes des évêques de Constance* (*Regesten zur Geschichte der Bischöfe von Constanze, von Bubulcus bis Thomas Berlower, 517-1496*. Innsbruck, Wagner'sche Universitäts Buchhandlung, 1886 et suiv.), publiés pour la Commission badoise d'histoire par MM. P. LADEWIG, M. MUELLER et A. CARTELLIERI, atteignent aujourd'hui, avec le n° 5662, au 22 mai 1461. Le quatrième fascicule du tome II, de 1351 à 1461, est dû à M. CARTELLIERI, avec la collaboration de MM. Werminghoff, A. Eggers et K. Rieder. C'est dans la même collection de regestes qu'ont paru, en 1893, les *Regesta regni Hierosolymitani* de R. ROEHRICH, que paraissent les *Regesta archiepiscoporum Moguntinensis*, préparés par J.-F. Böhmer et publiés par C. WILL (vol. I et II, 1877-1886), les *Regesten der Markgrafen v. Baden u. Hachberg, 1050-1515*, publiés par R. FESTER (t. I, livr. 1-10, et II, 1-2, 1892-1901), les *Regesten der Pfalzgrafen am Rhein, 1214-1508*, publiés par E. WINKELMANN, A. KOCH et J. WILLE (t. I, livr. 1-6, 1894). — Le Dr KEHR annonce les *Diplômes des rois normands de Sicile*.

— Le livre de comptes de Hermann et Jean Wittenborg, marchands lubeckois du XIV^e siècle, que publie M. Carl MOLLWO, secrétaire de la chambre de commerce de Lubeck (*Das Handlungsbuch von Hermann und Johan Wittenborg*. Leipzig, Dyk, 1901, in-8°, lxxix-103 p., avec des appendices et un index), et l'excellente introduction dont il l'a fait précéder, jettent une vive lumière sur le commerce de la Hanse, le développement déjà remarquable du crédit à cette époque (p. xlvi), les formes variées des sociétés commerciales. C'est le plus ancien des livres de comptes allemands actuellement connus (il débute vraisemblablement en 1346 ; il est postérieur aux livres analogues du midi de la France, où M. Mollwo constate que la comptabilité était plus avancée que dans le domaine de la Hanse). Jean Wittenborg était un gros personnage, bourgmestre en 1360, souvent chargé de missions diplomatiques, commandant de la flotte hanséatique pendant la guerre contre le Danemark, en 1362. Il fut décapité l'année suivante, sans doute pour avoir commercé avec la Flandre pendant une période où la Hanse avait déclaré le « blocus » de ce pays. C'était un négociant en gros (à la différence des Hanséates dont les livres ont été antérieurement publiés), dont les affaires portaient à la fois sur les bestiaux, les céréales, les fourrages, les bois, le vin, le beurre, la cire, la bière, la laine, le lin, les étoffes, les peaux, les métaux précieux, les fers. Les principaux articles de son commerce étaient les draps, qu'il tirait de Flandre, le malt, l'orge et les pelletteries, qui lui venaient du nord et de l'est.

H. H.

— Le tome II des *Sources pour servir à l'histoire des guerres de 1799 et 1800*, par notre collaborateur M. Hermann HUEFFER, contient, outre une étude critique sur la bataille de Marengo : 1^o l'« Aperçu militaire sur la bataille de Marengo et l'armistice qui en fut la suite, » par le comte Adam-Adalbert de Neipperg ; 2^o les « Négociations qui eurent lieu à Paris, au mois de juillet 1800, après la bataille de Marengo et après la convention d'Alexandrie, entre le premier consul, le ministre des Affaires étrangères Talleyrand et M. le comte de Saint-Julien, » par le même ; 3^o le récit, par Hohenzollern, des opérations qui commencèrent le 2 février sur la rivière de Gênes, jusqu'au 31 décembre à Parona sur l'Adige, et depuis le 31 décembre jusqu'à la paix, en mars 1801 ; 4^o une série de 305 documents relatifs à la campagne de 1800 (*Quellen zur Geschichte der Kriege von 1799 und 1800. 2^e partie, xviii-399 p.*. Prix : 18 m. Leipzig, Teubner).

— *Mirabeau's geheime diplomatische Sendung nach Berlin* (Heidelberg, Carl Winter, 1901, viii-202 p.) est l'introduction à une édition, que M. Erich WILD prépare, du texte original de la correspondance secrète de Mirabeau pendant son séjour à Berlin. Cette édition, M. Welschinger est censé l'avoir faite ; mais il est trop facile à M. Erich Wild de prouver que la tâche reste entière. Il montre comment Talleyrand a remanié le texte des lettres de Mirabeau. Il étudie fort bien la situation respective et l'attitude de ce même Talleyrand, ami peu sûr, de Calonne et de Vergennes. Il publie un *Mémoire sur la cour de Berlin en 1775* par le duc de Lauzun, des notes anonymes sur le prince royal de Prusse, des lettres de Talleyrand.

— La même librairie a édité les *Souvenirs de Caroline de Freystedt*, qui fut pendant trente et un ans dame d'honneur de la margrave Amalie de Bade ; on y trouve en particulier des détails sur le mariage du prince héritier de Bade avec Stéphanie de Beauharnais (*Karoline von Freystedt ; Erinnerungen aus dem Hofleben*, avec une introduction par Karl OBSER. Prix : 5 m.).

— L'Allemagne paraît affectionner de plus en plus les grandes synthèses historiques. Après Ranke, en même temps que Helmolt, M. Th. LINDNER, professeur à l'Université de Halle, commence une Histoire universelle depuis les Invasions (*Weltgeschichte seit der Völkerwanderung*. Stuttgart, Cotta. Prix : 5 m. 50) ; elle aura neuf volumes. Le tome I, récemment paru, montre la formation des États du monde occidental et oriental, destinés à imprimer une nouvelle marche à l'histoire.

— Dans le même temps, le professeur LAMPRECHT, resté seul à la tête de la célèbre collection de l'Histoire des États européens, fondée par Heeren et Ukert, se propose de lui donner une plus grande ampleur, en ajoutant deux nouvelles sections au plan primitif ; à côté de la série des États européens, une seconde, en effet, sera consacrée aux États situés hors de l'Europe (États-Unis, Chine, Japon, Inde, etc.), et une

troisième aux États et territoires allemands. A cette dernière série se rattachent des ouvrages déjà parus : *Geschichte Schlesiens*, 2 vol., par C. GRUENHAGEN ; *Geschichte von Braunschweig und Hannover*, 3 vol., par G. von HEINEMANN ; *Geschichte von Ost- und West-Preussen*, 1^{er} vol., par C. LOHMEYER ; *Geschichte der in der Preussischen Provinz Sachsen vereinigten Gebiete*, par E. JACOBS. La collection tout entière sera désormais désignée sous le titre général : *Allgemeine Staatengeschichte* (Gotha, Perthes). — Dans la série des États européens vient de paraître une traduction de la belle histoire des Pays-Bas par M. P.-J. BLOK. Le premier volume nous conduit jusqu'à la fin du XIII^e siècle et se termine par un tableau très remarquable des institutions féodales. — M. LAMPRECHT a fait paraître un premier volume du plus haut intérêt en supplément à sa *Deutsche Geschichte*, consacré à la musique, les arts plastiques, la poésie et la philosophie.

— Une édition à bon marché du dernier ouvrage de H. von SYBEL : *Die Begründung des deutschen Reiches*, vient de paraître chez Oldenbourg (Munich et Berlin) ; elle comprendra sept volumes, mis en vente au prix total de 24 m. 50.

Grande-Bretagne. — On lit dans l'*Athenæum* du 2 novembre 1901 : « MM. Grenfell et Hunt, qui ont récemment publié les papyrus de Lord Amherst, préparent l'édition des documents découverts par eux, il y a deux ans, dans des fouilles opérées à Tebtunis pour l'Université de Californie ; ce sont des documents de l'époque ptolémaïque trouvés dans des momies de crocodiles sacrés ; ils jettent beaucoup de lumière sur l'histoire intérieure de l'Égypte de 130 à 80 avant J.-C. ; la série la plus importante est formée de 46 décrets promulgués par Ptolémée II Evergète vers la fin de son règne. L'ouvrage paraîtra au printemps de 1902. »

— La librairie Cassell et C^{ie} entreprend une nouvelle édition, illustrée cette fois, de *Social England*, qui, nous l'avons déjà dit, a paru en six volumes sous la direction de M. TRAILL. Les illustrations seront fournies par des photographies directement prises sur les originaux ; enfin, on apportera un soin particulier à l'histoire du costume par l'image.

— Le tome III du *Calendar of letter-books preserved among the archives of the Corporation of the city of London at the Guildhall*, par M. R. SHARPE (1901), se rapporte aux années 1291-1309, période à laquelle se rapportaient aussi les tomes I et II ; période difficile, parce que la mairie de Londres était à cette époque (depuis 1285) « dans la main du roi » et que celui-ci avait constamment besoin de recourir à l'aide financier de ses bourgeois pour subvenir aux frais de la guerre contre la France ; c'était aussi le moment où l'expulsion des Juifs obligeait le roi à s'adresser aux banquiers lombards, que les bourgeois de Londres détestaient, à titre d'étrangers, presque à l'égal des Juifs. L'analyse du registre est faite avec grand soin ; quelques actes (de Mathilde, de Henri I^r, etc.) sont publiés *in extenso*. La table, très complète, n'est

pas exempt de fautes, du moins en ce qui concerne les noms étrangers. Exemples : « Peter Amaneni, capitalis bogii » (p. 45), est Pierre Amanieu, capitaine de Buch ; « Ebulus de Podio Guillim (?) » (p. 46) est Ebles de Puyguilhem ; « William de Sant, merchant of Bayonne » (p. 76), est Guillaume de Saut, etc., etc. Les noms gascons ont une fois de plus porté malheur à M. Sharpe.

B.

— Le tome XVIII, 1^{re} partie, des *Letters and papers, foreign and domestic, of the reign of Henry VIII*, compilé par MM. James GARDNER et R. H. BRODIE (1901), se rapporte à la première moitié de l'année 1543, depuis la mort de Jacques V, roi d'Écosse, jusqu'à la déclaration de guerre à la France.

— L'administration du British Museum a publié la table, par ordre alphabétique des noms de lieux, des chartes et rôles conservés au département des manuscrits : *Index to the charters and rolls in the department of mss. British Museum*, par MM. Henry J. ELLIS et Francis B. BICKLEY. Vol. I : *Index locorum* (1900, 936 p. in-8°).

— *Side lights on english history*, par M. Ernest F. HENDERSON (Londres, Bell et fils, 1900, xxi-300 p. in-4°), se compose uniquement : 1^o d'extraits de lettres, de papiers d'état, de journaux, groupés autour de trente-deux chapitres de l'histoire d'Angleterre depuis Élisabeth jusqu'à l'avènement de la reine Victoria ; 2^o de portraits représentant les principaux personnages politiques (surtout les souverains) et de quelques caricatures pendant cette période. Intéressant à feuilleter, mais rien de nouveau.

— Dans le tome XXXI (1901) des *Archives historiques du Poitou* (p. 281-308) a été intégralement reproduit l'acte de liquidation du douaire de la reine d'Écosse, Marie Stuart, 1602-1612.

— Le tome VIII du *Calendar of the ancient records of Dublin*, publié par M^{me} J. GILBERT, comprend les années 1730-1740.

— M. Joseph BAIN a réuni en volume six conférences professées à Édimbourg, en 1900, sous le titre : *The Edwards in Scotland, A. D. 1296-1377* (Édimbourg, Douglas, 1904, x-105 p.). Pas de bibliographie, pas de notes ; mais l'auteur, à qui l'on doit l'Inventaire des documents concernant l'histoire d'Écosse qui sont conservés au P. Record Office, connaît cette histoire de première main. Nul n'était mieux qualifié pour en donner un bon résumé.

— Dans une conférence faite à Cambridge, l'éminent professeur du droit anglais M. Fred. W. MAITLAND a montré la crise que subit la loi anglaise au XVI^e siècle. Les humanistes, parmi lesquels se trouvait sir Thomas More, déploraient ou ridiculisent le jargon barbare qu'elle parlait, soit en français, soit en latin ; des hommes éclairés comme le cardinal Pole conseillaient de la régénérer par l'étude du droit romain ; l'exemple de l'Allemagne, qui acceptait le romanisme, la menaçait plus dangereusement encore. Cependant, elle ne succomba point. Elle fut sauvée par l'enseignement donné dans les « Inns of court » : l'autorité

du code de Justinien ne sut prévaloir contre celle des Year-books. On continua de parler le jargon ancien ; mais l'Angleterre, en ce point encore, fit l'économie d'une révolution et garda intact un système de jurisprudence qui avait ses racines jusque dans le plus lointain passé de son histoire. Cette intéressante conférence est suivie de notes très substantielles qui ajoutent l'utilité à l'agrément (*English law and the Renaissance*. Cambridge, at the University press, 1901, 98 p. in-12. Prix : 2 sh. 6 d.).

— L'approche des fêtes pour le couronnement du roi d'Angleterre Édouard VII fait naître de nombreuses questions d'étiquette, de pré-séance, etc., qui seront réglées par un tribunal spécial et extraordinaire : la « Court of claims » ; ses décisions ne manqueront pas d'intérêt pour les historiens. En attendant, ceux-ci feront leur profit de textes qu'on publie ou que l'on réédite. Après avoir publié pour la « Bradshaw Society » *Three Coronation orders*, M. Leopold G. Wickham Legg a réuni, dans un recueil magistral intitulé *English coronation records*, les ordres de couronnement des rois et reines d'Angleterre, depuis le plus ancien, qui remonte au ix^e siècle, jusqu'au plus récent, qui s'applique à la reine Victoria. C'est un fort beau volume de lxxxviiiij-413 p., imprimé avec un soin méticuleux et illustré avec un goût parfait (Westminster, Archibald Constable. Prix : 31 sh. 6 d.). La même librairie a fait paraître en même temps un ouvrage de grand luxe : *The stall plates of the knights of the Order of the Garter 1348-1485*, par M. St. JOHN HOPE (90 pl. en couleur tirées sur vélin. Prix : 6 l. st.).

— M. Ethelred-L. TAUNTON, prêtre catholique romain, a consacré à Thomas Wolsey, considéré au point de vue strictement ecclésiastique, une étude digne d'attirer l'attention ; il estime très haut en lui le réformateur de l'Église ; il croit que son action, si elle n'avait pas dévié par l'affaire de Divorce, aurait été féconde pour l'Église qu'il aurait utilement réformée (*Thomas Wolsey, legate and reformer*. John Lane, 1902, xx-254 p., avec des illustrations. Prix : 15 sh.).

— Le tome XV des publications entreprises par la Société jersiaise contient les *Actes des États de l'île de Jersey de 1660 à 1675*, publiés par M. J.-A. MESSERVY ; ils donnent d'intéressants détails sur l'histoire économique et sur la condition des étrangers, qui, alors plus encore qu'aujourd'hui, étaient vus avec une défiance, assez naturelle en somme, par des insulaires jaloux de garder l'intégrité de leur race et de leurs coutumes.

— *A history of the isle of Man*, par M. A. W. MOORE (Fisher Unwin, 1900, 2 vol., xi-1026 p.) est un très intéressant exposé de l'histoire et des institutions de cette île, qui a si longtemps formé un royaume séparé et qui garde encore aujourd'hui une autonomie complète à certains égards. L'information est abondante et précise. Le volume est bien imprimé, muni d'une bonne table et d'une carte établie avec soin.

— La librairie Sampson, Low et Cie a complété par un tome VI son important *English Catalogue of books*; il comprend les trois dernières années du xix^e siècle (prix : 30 sh.). A la même librairie a paru le tome VI et avant-dernier de *The royal Navy from the earliest time to the present*, publié sous la direction de M. Clowes, et dont nous avons déjà parlé (cf. *Rev. hist.*, LXXVI, 392); il se rapporte aux guerres de l'époque napoléonienne. Le président actuel des États-Unis, M. Roosevelt, est l'auteur du chapitre sur la guerre entre l'Angleterre et les États-Unis de 1812 à 1815.

LIVRES NOUVEAUX. — *J. W. Clark. The care of books; an essay on the development of libraries and their fittings, from the earliest times to the xviiith cent.* Cambridge, University press. Prix : 18 sh. — *W. H. Frere. The Use of Sarum; vol. II : the ordinal and tonal.* Ibid. Prix : 12 sh. — *Mailland, Gwatin, Poole, Heiland, Cunningham, Tanner, Woodevard, Marten, Ashley. Essays on the teaching of history.* Ibid. Prix : 2 sh. 6 d. — *F. W. Cornish. Chivalry.* Swan Sonnenschein. Prix : 4 sh. 6 d. — *B. Meakin. The Moors. A comprehensive description, social, religious and ethnographical.* Ibid. Prix : 15 sh. — *Lord R. S. Gower. The tower of London, vol. I.* Bell. Prix : 21 sh. — *O. M. Edwards. Wales.* Fisher Unwin (*Story of the Nations*). Prix : 5 sh. — *H. Belloc. Robespierre.* Nisbet. Prix : 16 sh. — *A. Fea. King Monmouth; being a history of the career of James Scott, the protestant duke, 1649-1685.* J. Lane. Prix : 21 sh. — *S. Cavan. Mary, Queen of Scots, and who wrote the Casket letters.* 2 vol. Prix : 28 sh. Sampson Low. — *W. Fr. Lord. England and France in the Mediterranean, 1660-1830.* Ibid. Prix : 8 sh. 6 d. — *R. S. Rait. The Scottish parliament before the union of the crowns.* Blackie. Prix : 5 sh. — *S. H. Maclehose. The last days of the french monarchy.* Maclehose. Prix : 6 sh.

ÉTATS-UNIS. — A l'occasion du bi-centenaire de *Yale University* (d'abord *Yale College*), les professeurs de « Yale law school » publient une série d'études sur l'évolution de la législation américaine pendant ces deux siècles (*Two centuries' growth of American law 1701-1901*. New-York, Scribner; Londres, Arnold, 1901, in-8^o, xviii-538 p.). Dans une magistrale introduction, M. Simeon E. BALDWIN résume cette évolution en montrant ce que la loi américaine doit au droit anglais, ce qu'elle doit au développement autonome des tendances nationales. Il est inutile de souligner l'importance historique du chapitre suivant, où il traite de l'évolution du droit constitutionnel depuis le temps des chartes coloniales jusqu'à nos jours; il insiste sur le rôle joué dans cette évolution par l'évolution même de la Cour suprême (à l'origine simple tribunal des prises), qui a fortement agi pour transformer les États-Unis de confédération en nation. Ses collaborateurs et lui-même étudient ensuite le développement de la propriété, du droit municipal, des corporations, de la procédure, du droit commercial et maritime, etc., enfin la formation d'un droit international américain. Ce dernier chapitre, dû à M. Th. S. WOOLSEY, nous plonge de nouveau en plein dans l'histoire. Il insiste sur l'influence que les tendances proprement nationales

exercent, en dehors des traités, sur la formation du droit international (exemple la doctrine Monroe, qui n'est pas une règle de droit international, qui n'est même pas du tout une règle de droit et qui cependant s'impose, en fait, au droit international et devient un élément de ce droit). Une attention particulière est apportée aux questions de neutralité. On lira également avec intérêt les pages sur les modifications apportées par les traités à la notion, en apparence simple, en réalité inextricable, de la nationalité individuelle.

H. H.

— C'est un excellent choix de documents sur l'histoire constitutionnelle de l'Angleterre que viennent de publier MM. G. B. ADAMS, de Yale, et H. M. STEPHENS, de Cornell (*Select Documents of english constitutional history*. New-York, The Macmillan Company, 1901, xviii-555 p.). Les textes sont tous donnés en anglais moderne, système qu'il faudrait condamner si le recueil s'adressait, non à des étudiants aux-quals on doit mettre sous les yeux les documents originaux eux-mêmes, mais aux élèves de ce que nous appellerions l'enseignement secondaire. Il ne faut plus souhaiter qu'une chose, c'est que ceux-ci lisent le volume et s'y instruisent. Combien seront en état d'apprécier le mérite de cette très estimable compilation ?

Suisse. — Une des sources principales de l'histoire de la Suisse à l'époque des guerres de Bourgogne est la chronique officielle bernoise dont, en 1474, le Conseil de Berne confia la rédaction à Diebold Schilling et dont la troisième partie, qui seule est l'œuvre exclusive de Schilling, embrasse les années 1468 à 1484. Vivant à Berne, le centre politique le plus important de la Suisse, employé à la chancellerie d'État, membre du Grand Conseil et de l'abbaye des gentilshommes, où il rencontrait les chefs du gouvernement, Schilling, qui prit aussi part aux campagnes des Suisses contre le duc de Bourgogne, fut à même de suivre de près les événements de son temps. L'édition de 1743, dans laquelle les historiens étaient réduits à consulter l'œuvre de Schilling, étant tout à fait insuffisante, il faut savoir gré à la Société d'histoire bernoise d'en avoir donné une nouvelle qui, grâce à la méthode et à la compétence de l'éditeur, M. le professeur G. TOBLER, est un modèle de critique et d'érudition (*Die Berner Chronik des Diebold Schilling, 1468-1484*. Berne, Wyss, 1897-1901, 2 vol. in-8°, viii-400 et 481 p.). Des notes copieuses, dont la matière est en partie tirée de documents d'archives, précisent et complètent les indications du chroniqueur ; dans l'introduction (*Nachwort*, t. II, p. 303-362), M. Tobler élucide les problèmes très complexes en face desquels l'activité littéraire de Schilling et le grand nombre des manuscrits placent l'historien. — A la suite de la Chronique de Schilling, M. le professeur Albert Buchi, à Fribourg, publie l'œuvre, retrouvée par lui dans des compilations du xvi^e siècle, de Hans Fries, chroniqueur fribourgeois inconnu jusqu'à ce jour. Cette petite chronique, bien que d'importance secondaire, contient d'utiles renseignements sur la guerre de Bourgogne. — Un glossaire,

dù à M. R. ISCHER, et une table des noms terminent ce second volume. Pourquoi faut-il constater, dans une publication aussi soignée, l'absence d'une table des matières ?

— Il convient de signaler ici, en attendant un compte-rendu détaillé, la belle étude que M. le professeur Francis de CRUE vient de publier sous ce titre : *Relations diplomatiques de Genève avec la France. Henri IV et les députés de Genève, Chevalier et Chapeaurouge (Mémoires et documents de la Société d'histoire et d'archéologie de Genève, t. XXV, livr. 2; tirage à part. Genève et Paris, Picard, 1901, in-8°, 450 p.)*. Dans ce travail, qui repose presque exclusivement sur des documents inédits recueillis dans les archives de Genève et de Paris, l'auteur met en lumière le rôle de Genève, métropole du protestantisme de langue française, dans la politique internationale de l'époque et la conduite du roi Henri IV envers la République. On trouvera dans la correspondance des députés, à côté des nouvelles relatives aux négociations dont ils étaient chargés, quantité de traits curieux et instructifs sur l'état intérieur de la France, sur la cour et sur la personnalité de Henri IV.

— Le t. XIX des *Quellen zur Schweizer-Geschichte* contient un recueil de documents tirés des archives de Paris et publié par M. Émile DUNANT sous ce titre : *les Relations diplomatiques de la France et de la République helvétique, 1798-1803* (Bâle, Geering, 1901, in-8°, cxxxvi-706 p.). L'évolution qui entraîne les institutions de la Suisse vers une centralisation toujours plus grande tend à accroître l'intérêt des historiens pour la période de l'Helvétique. On sait que le régime unitaire n'a pu s'établir en Suisse et s'y maintenir quelques années que grâce à l'influence toute-puissante de la République française. De là la grande valeur, pour l'intelligence des hommes et des actes de ce régime, des documents recueillis par M. Dunant : instructions et dépêches du ministre Talleyrand aux ministres résidant en Suisse; dépêches de ceux-ci à Talleyrand; rapports au Directoire, puis au premier consul; correspondance des commissaires du Directoire et des agents de Bonaparte, etc... Il semble cependant qu'une sélection plus sévère des documents, extraits ou analysés, eût permis d'en réduire le nombre et d'augmenter la clarté d'une publication un peu touffue.

Italie. — M. Antonio CISCATO a publié dans le *Bollettino del museo civico di Padeva* (1901, mars-avril) un article très intéressant pour l'histoire de la poste. Il y est question d'une association de porteurs de lettres entre Padoue et Venise, qui s'établit à Padoue, d'abord à titre privé, puis fut, trois ans plus tard, officiellement approuvée, en 1526, par le Conseil général de la Commune. Les statuts de cette association, publiés par M. Ciscato, sont curieux : l'œuvre garde toujours son caractère privé, mais est mise sous la surveillance de l'État. Elle comprend trente-deux membres; elle a le monopole exclusif du service postal; elle a des règles précises et sévères pour la régularité du service, qui consistait à prendre et à distribuer les lettres et paquets de Padoue

à Venise et réciproquement. Le transport se faisait par bateau. Les distributions devaient être faites par les associés eux-mêmes au domicile des destinataires. Ces derniers payaient un sou par lettre et deux sous par paquet, sans compter les frais supplémentaires de transport pour les ballots encombrants.

— Voici une utile contribution à l'histoire de l'activité des banquiers et marchands italiens et spécialement toscans, en Flandre, au commencement du XIV^e siècle. Ce sont deux notes du Dr V. FRIS, insérées dans le t. X, 5^e série, de comptes-rendus de la Commission royale d'histoire de Belgique : 1^o *Note sur Thomas Fin* (Tommaso Fini, marchand siennois, de la compagnie des Gallerani), *receiveur de Flandre, 1306-1309*; 2^o *l'Historien Jean Villani en Flandre*, avec un document inédit, qui est une lettre de change du 15 mai 1306, rédigé à Bruges. Celle-ci vient s'ajouter à d'autres documents pour prouver, contrairement à l'assertion de Muratori, que Giovanni Villani fut bien réellement en Flandre au temps de Philippe le Bel et qu'il a pu connaître dans le détail les guerres de ce roi avec les Flamands.

— Dans la livraison de janvier-février 1898 de la *Revue historique*, nous avons annoncé la fondation, à Bari des Pouilles, du Comité provincial d'archéologie et d'histoire et que ce Comité avait édité le t. I d'un *Codice diplomatico Barese* (957-1264). Depuis, le travail a été poussé activement. En 1899, ont paru le t. II, qui contient la suite des chartes de la cathédrale de Bari de 1266 à 1309, avec un appendice comprenant les chartes de Giovenazzo, de Canosa et de Putignano jusqu'en 1266, par M. Francesco Nitti di Vito, et le t. III, par M. Francesco CARABELLESE, qui contient les chartes de Terlizzi (971-1300); en 1900, le t. IV, où commence la publication des chartes de Saint-Nicolas de Bari. Ce dernier volume, dû au même Fr. Nitti, contient les chartes de la période grecque (939-1071). Une brève introduction contient une bonne dissertation sur les archives de Saint-Nicolas et traite de questions diplomatiques. Les tables sont dressées avec soin, et l'on a donné cinq fac-similés en phototypie. Il ne sera pas inutile d'ajouter que MM. Nitti et Carabellese sont sortis l'un et l'autre de l'école de paléographie de Florence.

— Toujours curieux de documents inédits, M. Domenico ORANO vient de publier en deux brochures deux autographes inédits de Filelfe et les conseils de bonne vie adressés par François Sforza à son fils Galéas-Marie¹. La première n'apporte aucun fait nouveau; par leur obséquiosité quémandeuse, ces deux écrits de Filelfe ne diffèrent pas des nombreuses lettres de ce genre qu'il envoya à ses protecteurs. La seconde est beaucoup plus intéressante : elle nous montre le grand

1. *Due autografi inediti di Francesco Filelfo*. Rome, Forzani, in-8°, 1901, 15 p. — *I « Suggerimenti di buon vivere » dettati da Fr. Sforza pel figliolo Galeazzo Maria*. Rome, Forzani, in-8°, 1901, 22 p.

condottiere Sforza sous un jour où l'on n'était pas accoutumé à le voir, sous les traits d'un bon père de famille adressant d'un ton à la fois doux et grave de sages conseils à son jeune fils. M. Orano a en outre publié le t. I d'un grand ouvrage, qui en contiendra six, intitulé : *Il sacco di Roma nel 1527* ; on y trouvera les souvenirs de Marcello Alberini, qui avait seize ans en 1527, mais qui n'écrivit, il est vrai, que vingt ans plus tard, en 1547.

— Continuant la série de ses belles études sur l'histoire de Padoue, M. Antonio BONARDI a donné une édition critique du *Liber regiminum Paduae*¹. Après avoir dressé la liste des manuscrits qui nous l'ont transmis, M. Bonardi recherche comment s'est formé ce document. Avec beaucoup de vraisemblance, il en voit la première origine dans les notes chronologiques sommaires qui furent ajoutées à la liste officielle des magistrats de la cité. Il établit ensuite les rapports qui existent entre les divers manuscrits que nous en avons et qui tous proviennent, d'une manière plus ou moins directe, d'une même source originale aujourd'hui disparue. Après cette introduction critique, il publie le texte du *Liber regiminum* d'après le manuscrit de Padoue et donne en appendice celui que porte le manuscrit de Parme. Dans cette étude se retrouvent les qualités de sagacité et de finesse dont M. Bonardi avait fait preuve dans ses publications antérieures.

— Comment la Corse est-elle devenue, vers le milieu du XIV^e siècle, une dépendance génoise et quelles ont été les relations de cette île avec sa métropole jusqu'en 1378, tel est le sujet d'une étude intéressante et documentée qu'a publiée M. Ugo ASSETERO. L'auteur s'attache à prouver que tout le mérite de cette acquisition revient à Simone Boccanegra, qui en eut la première idée et la mena à bonne fin en 1358, après la tentative avortée du doge Giovanni da Murta (1347). Profitant des divisions sociales qui déchiraient l'île, il y envoya une expédition navale et par d'habiles négociations se fit céder la Corse par le roi d'Aragon et le Saint-Siège. Malheureusement, ajoute M. Affereto, la politique de Boccanegra ne fut pas suivie par ses successeurs. Bientôt, l'île retomba dans l'anarchie, les Génois se replièrent sur leurs places fortes et finalement, en 1378, affirmèrent leurs droits à une compagnie de commerce, la Maona. — M. le comte COLONNA DE CESARI-ROCCA n'a pas admis cette thèse, et, dans une réponse au savant travail de M. Affereto, il maintient que c'est en 1347 qu'eut lieu l'établissement définitif des Génois en Corse et que l'honneur en doit revenir à Giovanni da Murta et non à Boccanegra².

1. *Il « liber regiminum Paduae »* (estratto dal vol. VI, serie II, delle Miscellanee edite per cura della R. deputazione Veneta di Storia patria). Venise, 1899, in-8°, 201 p.

2. *Origine de la rivalité des Pisans et des Génois en Corse, 1014-1174*. Gênes, 1901.

— En deux articles du *Giornale storico e letterario della Liguria* (mai-juin et juillet-septembre 1900), M. Guido BIGONI étudie un cartographe génois du xiv^e siècle, Angelino dell' Orto, et le passage à Gênes en 1796 du Corse Salicetti, commissaire du Directoire.

— Dans un *Per le nozze* (in-8°, 27 p.), M. MARZI raconte, d'après les archives florentines, le voyage que fit à l'armée impériale du connétable de Bourbon le vice-roi de Naples pour ménager un accord entre le connétable, le pape et les Florentins. Faite avec précision, cette étude nous explique comment la bourrasque allemande fut détournée de Florence sur Rome et comment se prépara le terrible sac de 1527.

— M. l'abbé FRAIKIN a publié dans les *Annales de Saint-Louis-des-Français* (1900) une série de bulles inédites du xii^e et du xiii^e siècles, extraites d'un manuscrit de la bibliothèque Barberini à Rome. Elles intéressent plusieurs églises et couvents d'Italie et complètent la publication d'Ughelli. C'est une contribution au bullaire du xiii^e siècle qui reste encore à faire.

— Il était difficile de se débrouiller au milieu des nombreuses chroniques du xiv^e siècle qui sont conservées à la bibliothèque et aux archives de Bologne. Était-il nécessaire de les publier toutes ou bien, dans ce fatras, l'historien devait-il faire un triage entre les chroniques qui avaient une réelle valeur et celles qui n'étaient que des copies d'ailleurs souvent erronées? C'est le problème que s'est posé M. Albano SORBELLI et, pour le résoudre, il a fait subir à tous ces documents un examen critique aussi minutieux qu'approfondi. Après avoir comparé le contenu, la rédaction, le style, les manuscrits de ces différentes chroniques, il les a réduites à quelques types bien précis dont les autres ne sont que des rééditions plus ou moins fautives. Il a pu, dès lors, présenter dans sa conclusion un plan scientifique pour la publication de ces documents, aussi nombreux que peu connus¹.

— Ministre de la maison de Savoie, puis de la république cisalpine, enfin du royaume d'Italie, favori de Napoléon et du prince Eugène, assassiné pendant la réaction de 1814, Joseph Prina a joué un rôle important. M. Silvio PELLINI publie sur ce personnage et quelques-uns de ses contemporains des documents inédits qui nous le font mieux connaître et qui éclairent sur plus d'une question, surtout sur les questions financières, l'histoire du régime napoléonien en Italie.

Espagne. — La *Revista critica de Historia y Literatura* a publié, dans le cours de l'année 1901, outre ses comptes-rendus bibliographiques, divers articles ou travaux originaux. Parmi ceux-ci nous citerons : Élias DE MOLINS, *Oeuvres et études biographiques et bibliographiques relatives à la littérature catalane*. — D. Severiano DOORTO, *Le*

1. *Le Chroniche Bolognesi del secolo XIV*. Bologne, Nicola Zanichelli, 1900, in-8°, 347 p.

cancionero populaire de Téruel. — Enfin une *Collection de documents inédits relatifs à la guerre de l'Indépendance*, provenant du général D. Fr.-J. Castaños.

— La *Real Academia de Buenas Letras* de Barcelone a commencé, avec l'année 1901, la publication d'un bulletin trimestriel, où ont déjà paru divers articles historiques, soit en castillan, soit en catalan. Il y a lieu de signaler parmi eux l'étude de M. MIRET Y SANS sur la Maison de Montcada dans le vicomté de Béarn, le Portrait historique de la reine D^a Maria, fille de Henri III de Castille et femme d'Alphonse V d'Aragon, par M. GIMÉNEZ SOLER, et des pages détachées d'une histoire inédite des peuples de la couronne d'Aragon, de M. SANPERE Y MIQUEL, sur la candidature du duc Victor-Amédée II de Savoie au trône d'Espagne, lorsque l'avènement de l'archiduc Charles à l'Empire força ce prince à renoncer à l'espoir de conquérir et de conserver la couronne qu'il disputait à Philippe V (1711).

Roumanie. — Dans deux brochures intitulées : *Trois ripostes et Histoire contemporaine, 1842-1849* (Genève, Kundig), le prince Georges BIBESCO a protesté une fois de plus contre les calomnies sans cesse renouvelées contre le gouvernement de son père, Georges Bibesco, le premier prince élu à vie de Valachie. Il s'attaque surtout aux assertions de Tocilescu qui dans son Manuel d'histoire roumaine a fait l'apologie des insurgés de 1848 au détriment du prince de Valachie. Si le prince Georges a raison de défendre la mémoire de son père, il oublie trop, semble-t-il, que celui-ci était considéré comme inféodé à la Russie, que les Roumains croyaient ne pouvoir arriver à l'union moldo-valaque qu'en obtenant de la Turquie la reconnaissance d'une constitution libérale, et qu'en effet Soliman Pacha leur aurait donné raison si la Russie n'avait contraint la Turquie à s'unir à elle pour détruire les libertés consacrées par le traité d'Andrinople. Les hommes de 1848 ont été imprudents, mais leurs intentions étaient généreuses et l'on ne saurait approuver l'abdication de Bibesco. On ne doit pas oublier que l'union de 1861 s'est faite en commémoration de la révolution de 1848.

L'un des propriétaires-gérants, G. MONOD.

